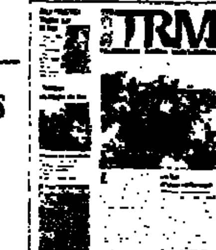
هكذا من الأصل

Le Monde

TÉLÉVISION-RADIO-MULTIMÉDIA

■ Les programmes de l'été
■ Trafics sur Internet



CINQUANTE-QUATRIÈME ANNÉE – Nº 16609 – 7,50 F - 1,13 EURO

DIMANCHE 21 - LUNDI 22 JUIN 1998

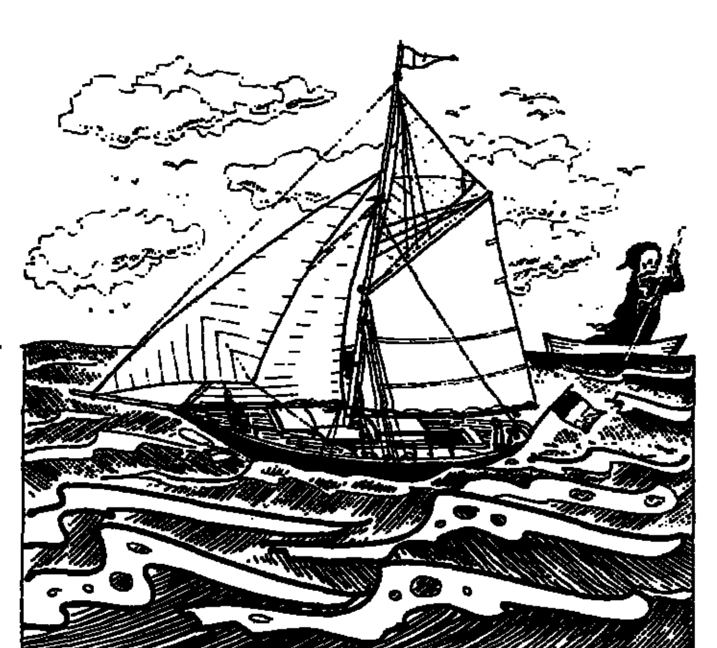
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI

L'adieu à Tabarly, homme libre

● Un ultime hommage au navigateur, disparu en mer le 13 juin, a lieu dimanche, à Brest ● M. Chirac assistera à la cérémonie ● Dans « Le Monde », la navigatrice Florence Arthaud, son père, l'éditeur Jacques Arthaud et l'écrivain Kenneth White saluent la mémoire d'un marin indomptable

DES MILLIERS de personnes vont rendre, dimanche 21 juin, un dernier hommage à Eric Tabarly, disparu en mer samedi 13 juin. Une foule silencieuse massée sur les rives de la rade de Brest, de Plougastel-Daoulas à la presqu'île de Crozon, devait suivre les cérémonies organisées en mémoire du marin. Après la messe sur le parvis de l'Ecole navale de Lanvéoc Poulmic, où Tabarly avait été élève-officier, la famille, les proches et le président de la République embarqueront à bord de la frégate *De Grasse*.

Vers 12 h 30, après un long coup de corne de brume annonçant la minute de silence, puis une brève allocution du chef d'état-major de la marine, Jean-Charles Lefebvre, Jacques Chirac et Jacqueline, la veuve du skipper, devaient jeter par-dessus bord une couronne portant ces simples mots : *« Au capitaine de vaisseau Eric Tabarly. »* Philippe Poupon, Titouan Lamazou, Paul Vatine, Bertrand de Broc,



Alain Gautier et d'autres navigateurs ont répondu à l'appel des proches de Tabarly. Olivier de Kersauson, ancien coéquipier du navigateur, qui s'est chargé de la dimension civile de cet hommage, a souhaité que *« tous ceux qui aiment la mer puissent participer »* mais dans la simplicité.

Au même moment en Ecosse, sur les eaux de la Clyde, *Pen-Duick*, le cotre d'Eric Tabarly, participera, avec treize autre voiliers construits à la fin du XIXe siècle, au premier rassemblement de bateaux de plaisance dessinés par l'architecte naval William Fife III. Des amis du navigateur ont poursuivi jusqu'au port de Fairlie le voyage qu'il avait entamé. Drapeau tricolore en berne, la *« Mésange à tête noire »* disputera jusqu'au 25 juin plusieurs régates.

Lire nos informations page 27 et les hommages de Florence et Jacques Arthaud et de Kenneth White pages 10 et 11

Le tsar de Biélorussie croque les ambassades étrangères

LES AMBASSADEURS de France et des Etats-Unis à Minsk (Biélorussie) ont de la chance : leurs résidences sont équipées de générateurs. Samedi 20 juin au matin, ils avaient donc encore de l'électricité. Ce n'était pas le cas de tous leurs collègues, également logés dans le complexe immobilier de Drozny, à six kilomètres de la capitale biélorusse, où le courant, l'eau, le gaz et le téléphone ont été brusquement coupés vendredi. Motif : le président biélorusse, Alexandre Loukachenko, souhaite voir ce parc boisé et l'ensemble des datchas qu'il comporte rattachés à sa propre résidence, mitoyenne. Il veut faire des travaux et fait donc expulser les occupants. Diplomates ou pas, peu importe.

Car, dans cette République ex-soviétique où l'on semble encore vivre à l'heure brejnévienne, les envies du chef de l'Etat sont des ordres. Les services de sécurité sont entrés en action vendredi matin : quatre ambassadeurs, le Français, l'Américain, l'Italien et l'Allemand, se voient refuser, sans préavis, l'accès en voiture à leur résidence. Le portail est bloqué par un déploiement de policiers et de militaires. Le Français, Bernard Fassier, ruse : il revient quelque temps plus tard... à vélo. Quinze ambassadeurs sans domicile fixe ? L'affaire est au centre d'une crise diplomatique qualifiée par un observateur d'*« extravagante, une première dans les annales »*. Selon la convention de Vienne sur les privilèges et les immunités des diplomates, la résidence d'un ambassadeur est considérée comme partie intégrante de l'ambassade. Il y a donc, en principe, inviolabilité.

L'Union européenne menace de rappeler ses ambassadeurs en consultation. Une décision est annoncée pour lundi. Alexandre Loukachenko dénonce de son côté l'*« agitation »* médiatique. Les choses vont se corser : un panneau a été accroché, vendredi, à l'entrée du complexe de Drozny, indiquant qu'à partir de 8 heures lundi, même l'accès à pied (et à vélo) sera interdit.

La tension montait discrètement depuis début avril, lorsque les premiers bruits ont couru à Minsk sur la *« construction d'un futur complexe diplomatique »*. Les ambassadeurs étaient bientôt invités à se reloger : qui dans un immeuble collectif de dix étages de pur type soviétique au centre-ville, qui dans une datcha d'été à 35 kilomètres du centre – *« à plus d'une heure de voiture l'hiver... si le chasse-neige est passé »*, ironise l'un. C'est l'impasse, et tout s'envenime lorsque, début juin, des ouvriers soudent les grilles d'un portail de la résidence américaine, bloquant tout passage vers l'extérieur du complexe. La télévision biélorusse montre des images de bicoques à moitié en ruines avec des commentaires du genre : *« Et, avec ça, ils disent vouloir garder leurs résidences parce qu'ils y ont investi des millions... »*

Un compromis, fruit de dures négociations, a cependant été trouvé : les autorités biélorusses ont accepté mercredi de laisser les ambassadeurs *« vivre à Drozdy s'ils le souhaitent »*. Quarante-huit heures plus tard, il n'en était plus rien. Mais à Minsk, dans un étrange *remake* de guerre froide, une subtile division est apparue entre, d'un côté, les ambassadeurs de pays de la Communauté des Etats indépendants (Ukraine, Moldavie et Asie centrale notamment) et les ambassadeurs occidentaux. Les premiers ont dans l'ensemble obtempéré et organisent leur déménagement. Les seconds sont entrés en résistance.

Natalie Nougayrède

Faut-il taxer les œuvres d'art ?

LES ŒUVRES d'art sont-elles des signes extérieurs de richesse ? Faut-il les taxer d'une manière ou d'une autre ? Régulièrement, depuis le début des années 80, la question se pose aux gouvernements de gauche. En 1981, le ministre du budget, Laurent Fabius, soutenait l'imposition. En 1988, il était relayé par Michel Rocard. Dans les deux cas, Jack Lang sut convaincre François Mitterrand d'enterrer le projet. Celui-ci resurgit, proposé par le Conseil des impôts, organisme lié à la Cour des comptes, et aussitôt soutenu par une partie de la gauche « plurielle ».

Le Conseil suggère d'intégrer les œuvres d'art dans l'assiette de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) en incluant *« dans le forfait immobilier* [fixé à 5 % de la valeur globale du patrimoine] *tous les meubles meublants quelles que soient leur nature et leur ancienneté, et par conséquent d'y comprendre les objets de collection de plus de cent ans, ainsi que les œuvres d'art »*. Rien d'étonnant à cela. La position d'une grande partie de la fonction publique est constante sur ce point : les œuvres d'art ont un prix, qui évolue comme une action cotée en Bourse, elles sont donc assimilables à des placements et taxables comme tels ; au mieux, ce sont des objets de luxe, il n'y a guère de différence entre un cheval de course et un tableau de Picasso. L'« exception culturelle » ? Baliverne. Les collectionneurs sont des spéculateurs.

Le ministère des finances, par louable souci d'équité et d'efficacité, est hostile à toute exonération fiscale. Mais l'assujetissement des œuvres d'art à l'ISF créerait, en réalité, une charge nouvelle venant s'ajouter aux impositions existantes. Car les œuvres d'art sont déjà lourdement taxées. Au moment de la vente, l'acquéreur supporte la TVA et le vendeur la taxe sur la vente des objets d'art ou l'impôt sur les plus-values. Au moment d'un héritage ou d'une donation, des droits d'enregistrement sont perçus, soit en numéraire, soit, depuis la loi Malraux, en nature (dation en paiement). Signalons, d'ailleurs, que cette loi a toujours été mal acceptée par Bercy, qui a essayé, fin 1996, de l'étrangler discrètement.

Emmanuel de Roux

Lire la suite page 21 et notre rubrique Placements page 23

■ Elections en Colombie

Les deux candidats, en lice pour le second tour du scrutin présidentiel, dimanche, ont placé le thème du retour à la paix civile au cœur de leur campagne. p. 2

■ Tokyo veut sauver ses banques

Le gouvernement japonais s'apprête à créer une banque publique des règlements pour éponger les mauvaises créances accumulées par certains établissements bancaires. p. 22

■ La famille selon M. Chirac

Le chef de l'Etat a critiqué, samedi à Perpignan, les mesures annoncées par le gouvernement lors de la conférence de la famille. p. 6

■ M. Bernardini doit se démettre

Le président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône, qui avait été déclaré comptable de fait il y a trois ans, a été sommé par le Conseil d'Etat de démissionner de ses mandats. p. 8

■ Etudiants : le FN soutient M. Millon

Le conseil régional Rhône-Alpes a adopté grâce aux voix du FN les crédits des bourses d'étudiants partant en stage à l'étranger, après les avoir rejetés en mai. La gauche s'est abstenue ou a voté contre. p. 8

■ Le premier libelle des situationnistes

Il y a quarante ans, Guy Debord, Raoul Vaneigem, Asger Jorn... lançaient le bulletin trimestriel qui allait devenir *L'Internationale situationniste*. p. 12

■ Remue-ménage à la MNEF

Les critiques adressées à cette mutuelle d'étudiants pourraient conduire à un renouvellement de ses instances dirigeantes. p. 34

■ La mort de Carlos Castaneda

L'écrivain et anthropologue est mort à l'âge supposé de soixante-douze ans. Il s'était fait connaître avec son best-seller *L'Herbe du diable et la petite fumée*. p. 26

■ Au « Grand Jury »

Robert Hue sera l'invité du « Grand Jury RTL-*Le Monde*-LCI », dimanche à 18 h 30.

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 15 KRD ; Espagne, 225 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 450 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0146 - 621 - 7,50 F



■ Les Etats-Unis face à l'Iran : foot et diplomatie

■ Voyage parmi les hooligans

■ Les Bleus en week-end

■ Tous les matches

Lire notre cahier Le Mondial pages 13 à 20

Les forains ont la fête triste

LES TRENTE MILLE familles foraines de France s'inquiètent pour leur avenir. Elles voient dans la récente décision de la Mairie de Paris de ne plus leur attribuer la pelouse de Reuilly pour la Foire du Trône le symbole du déclin de leur profession. Elles se plaignent des municipalités qui, de plus en plus souvent, écartent des centres-villes les fêtes foraines pour les installer en périphérie. Ces fêtes, dont la tradition remonte à la fin du XIIe siècle, attirent encore près d'un Français sur deux, mais elles sont de plus en plus concurrencées par les parcs d'attractions. Après avoir bloqué les routes en mai, les forains prévoient de nouvelles actions à la rentrée pour défendre leur vie nomade, qui a la fête pour seul bagage.

Lire page 9

Se battre pour la danse



JEAN-PAUL MONTANARI

DIRECTEUR artistique de Montpellier-Danse depuis 1983, Jean-Paul Montanari se bat depuis vingt ans pour le développement de l'art chorégraphique en région. On le décrit comme injuste et prompt à l'anathème, mais aussi fidèle et trop sensible. A cinquante ans, un peu apaisé, peut-être, il pense toujours la culture en termes politiques et défend la singularité de son festival, qui commence lundi 22 juin.

Lire page 30

ÉLECTION Le libéral Horacio Serpa et le conservateur Andrès Pastrana, arrivés au coude à coude lors du premier tour de l'élection présidentielle, se livraient un duel au finish lors du second, dimanche 21 juin. ● LA PAIX avec la guérilla s'est imposée comme l'unique thème de la campagne électorale. Le président élu sera celui qui aura été jugé le plus apte à engager un processus pour en finir avec la violence qui ravage le pays, au rythme d'un homicide tous les quarts d'heure. ● GUÉRILLAS et mouvements paramilitaires confondus, la Colombie compte environ 25 000 hommes fortement armés. Ils s'opposent à l'armée et à la police, mais également entre eux pour le contrôle de territoires importants, principalement ceux des lieux de culture et de production de coca. ● UN MILLION de personnes ont fui la violence ou les campagnes d'éradication des cultures illicites.

Les Colombiens élisent un président pour instaurer la paix civile

Le vainqueur du scrutin du dimanche 21 juin sera contraint de répondre à l'espoir d'une population pressée d'en finir avec une violence omniprésente. La drogue alimente les affrontements entre la dernière grande guérilla communiste du continent, les paramilitaires et les gouvernementaux

BOGOTA
de notre correspondante

Les électeurs colombiens désigneront, dimanche 21 juin, le président qui leur semble le plus capable de poser les premiers jalons d'un processus de paix. Les deux candidats en lice pour le second tour de l'élection présidentielle, le libéral Horacio Serpa et le représentant de « la grande alliance » Andrès Pastrana (conservateur), ont placé le thème de *« la paix »* au coeur de leur campagne électorale. L'ardeur avec laquelle ils l'ont fait est directement proportionnelle à l'aggravation d'un conflit devenu la principale préoccupation des Colombiens.

Les deux candidats ont promis publiquement d'entamer « personnellement », au lendemain de leur entrée en fonctions le 7 août, des conversations avec les groupes armés. Lequel des deux candidats est le mieux à même de tenir ses promesses ? Telle est – au-delà du clivage traditionnel entre conservateurs et libéraux – l'épineuse question à laquelle doivent répondre les électeurs. Aucun des deux candidats n'apparaît comme un sauveur miraculeux. Leurs propositions de paix sont quasiment identiques et ils représentent tous deux la classe politique traditionnelle.

Horacio Serpa fut le ministre le plus important du gouvernemnt sortant d'Ernesto Samper avec lequel le principal groupe de guérilla, les Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC, communiste), s'est toujours refusé à négocier. Andres Pastrana, conservateur, fils d'un ancien président, représente « l'oligarchie conservatrice » contre laquelle s'est toujours battue la guérilla colombienne. Aussi, les FARC ont surpris tous les observateurs politiques en prenant position en faveur du candidat conservateur, huit jours avant le scrutin.

Dans un communiqué, elles fustigent le candidat libéral, Horacio Serpa, accusé *« de faire partie depuis douze ans des gouvernements libéraux sans pouvoir démontrer au peuple aucune avancée en matière de paix, et de s'être levé le premier de la table des négociations à Tlaxcala au Mexique »*. En effet, le 21 mars 1992, le président Cesar Gaviria avait ordonné à ses représentants, dont Horacio Serpa était le chef, de rompre les conversations de paix entamées avec la guérilla dans l'Eglise de la Trinidad de Tlaxcala.

NÉGOCIATIONS DE PAIX

En même temps qu'elles diffusaient leur communiqué, en date du 15 juin, deux semaines après le premier tour de la présidentielle, le 31 mai, les FARC enlevaient l'un des collaborateurs d'Andres Pastrana, l'ancien ambassadeur Victor G. Ricardo. Après vingt heures de route en voiture et quatre heure de marche, M. Ricardo était amené devant le chef tout puissant du mouvement, Manuel Marulanda, plus vieux guérillero d'Amérique latine encore en vie, et son second Jorge Briceno. Au cours d'une réunion de quatre heures dans la forêt colombienne, les deux dirigeants des FARC ont « analysé » la proposition de paix d'Andres Pastrana et précisé leurs conditions. Ils ont, par là, avalisé implicitement la candidature du conservateur.

Jusque-là, Horacio Serpa, en dépit de sa fidélité sans faille au président Samper, apparaissait logiquement comme le plus apte à entamer des négociations de paix. Ce libéral de gauche issu d'un milieu populaire, longtemps syndicaliste, qui a participé à plusieurs négociations de paix, paraissait avoir plus d'atouts (contacts, expérience et sensibilité) pour négocier avec la guérilla que son rival conservateur. M. Serpa a été aussi le premier à lancer une proposition de paix concrète et à aborder ce thème dès le début de la campagne électorale. Andres Pastrana, lui, n'a formulé sa proposition de paix qu'entre les deux tours. Mais comme l'explique le politologue Eduardo Pizarro, *« l'expérience a montré au Salvador et au Guatemala qu'un gouvernement de droite, qui contrôle mieux la classe dirigeante et l'armée, peut avoir plus de facilité à entamer un processus de négociation de paix »* avec une guérilla.

L'autre grand mouvement de guérilla colombien, l'Armée de libération nationale (ELN, guévariste), n'a, pour sa part, jamais coupé complètement le dialogue avec le gouvernement d'Ernesto Samper et n'a pas caché sa préférence pour le candidat libéral. Dans une lettre ouverte adressée aux deux candidats, l'ELN formule une double exigence : *« Si vous êtes élu président de la République, serez-vous disposé à commencer immédiatement les conversations avec la rébellion en démilitarisant cinq municipalités et en combattant les unités paramilitaires (...) ? »*

La question des groupes paramilitaires demeure en effet une grande inconnue, dont la résolution conditionne la conduite d'un véritable processus de paix. Ces groupes réclament de participer eux-mêmes aux négociations, ce que refuse la guérilla. Or aucun des deux candidats n'a encore été très clair sur la question. Le gouvernement de M. Samper, pour sa part, avait proposé le principe *« d'une seule négociation avec deux tables de discussions »*.

Dans tous les cas de figure, les deux principaux groupes de la guérilla ont, par leur intervention directe dans le débat électoral, réalisé un véritable tour de force : le président que les Colombiens élisent dimanche sera contraint de s'engager sur un agenda de politique de paix.

Anne Proenza

Colombie



CARACTÉRISTIQUES	
▸ CHEF DE L'ÉTAT 1994	Ernesto Samper
▸ NATURE DU RÉGIME	présidentiel
▸ SUPERFICIE	1 138 000 km²
▸ POPULATION	37,4 millions
▸ CAPITALE	BOGOTA
▸ ESPÉRANCE DE VIE	69,8 ans
▸ MONNAIE	peso colombien
▸ LANGUES	espagnol
▸ RELIGION	catholique
ÉCONOMIE - 1997	
▸ PNB/HAB.	2 190 $
▸ CROISSANCE (1996)	2,1 %
▸ TAUX D'INFLATION	18,1 %
▸ TAUX DE CHÔMAGE	14 %

« En politique, "Gabo" choisit toujours le perdant »

Gabriel Garcia Marquez, prix Nobel de littérature et grand ami de Fidel Castro, a toujours eu le cœur à « gauche ». Aussi, sa décision de soutenir la candidature du conservateur Andrès Pastrana à l'élection présidentielle a surpris. L'écrivain a souvent laissé éclater sa colère et sa tristesse face à l'état de déliquescence morale et de violence dans lequel se trouve le pays. Son ralliement à la campagne pastraniste s'entend – et il n'est pas le seul Colombien de gauche à le faire – comme une sanction contre le président Ernesto Samper, empêtré dans le scandale du financement par les narcotiques de la campagne électorale de 1994.

Mais l'écrivain reste pour tous les Colombiens un « dieu vivant ». Dans les milieux intellectuels libéraux, son soutien à Andrès Pastrana est facilement excusé par quelques mots : *« De toute façon, en politique, "Gabo" choisit toujours le perdant. »*

« Narcodollars », « pétrodollars » communistes et paramilitaires dans les maquis

« L'ACCROISSEMENT de la puissance militaire et économique des groupes armés constitue le principal obstacle à l'ouverture de négociations et à la conclusion d'un accord de paix », estime Daniel Garcia Peña, membre de l'office de paix du gouvernement colombien, organe relevant directement de la présidence. Selon une étude de l'université des Andes, publiée en décembre 1997, 600 des 1 050 municipalités colombiennes subissent l'influence directe de la guérilla ou des groupes paramilitaires.

Au total, entre les paramilitaires et les guérilleros, environ vingt-cinq mille hommes fortement armés s'affrontent et combattent l'armée et la police. Les mouvements armés contrôlent environ 50 % du territoire colombien, équivalant à deux fois et demie celui de la France. Les autorités estiment qu'en 1997 les affrontements entre les différents groupes armés ont été directement responsables de 6 000 des 31 806 morts violentes.

Les communistes des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC) forment le principal groupe de guérilla, fort de 12 000 hommes répartis en soixante fronts. Les FARC ont infligé de véritables défaites militaires à l'armée. Après l'attaque de la base militaire Las Delicias (dans le département du Putumayo, en août 1996, 27 militaires tués et 70 pris en otage) et celle de la base de Patascoy (en décembre 1997, une dizaine de militaires tués et 18 faits prisonniers), elles ont anéanti, en mars dernier, un bataillon de 120 hommes spécialisés dans la luttte antiguérilla, dans la jungle du Caqueta. Bilan : entre 60 et 80 morts et 47 prisonniers. Aujourd'hui, elles retiennent toujours en otage plus de soixante soldats.

Par l'efficacité militaire de leurs actions, les FARC ont obligé, il y un an, le gouvernement du président Samper à modifier sa politique. La ligne des durs, partisans d'un affrontement sans merci et assimilant les FARC à une *« narcoguérilla »*, voire *« un autre cartel de la drogue »*, n'a pas résisté à la réalité du terrain. En juillet 1997, M. Samper a limogé l'inspirateur de cette politique, le général Bedoya, de son poste de chef des forces armées. Selon l'universitaire Eduardo Pizarro, les FARC se financent à 50 % par les taxes prélevées sur la production de la cocaïne et de l'héroïne.

MASSACRES DE CIVILS

Le financement du deuxième groupe de guérilla du pays, l'Armée de libération nationale (ELN, guévariste), est, lui, du type *« pétrodollars »*. Fortement implanté dans les régions pétrolifères, ce groupe rançonne les sociétés d'exploitation et sabote régulièrement les oléoducs. Avec sa branche dissidente, l'Armée de libération populaire (EPL, maoïste), ce mouvement totalise environ 6 000 hommes.

La guérilla colombienne est aussi peu médiatisée qu'elle est riche et expérimentée ; elle est aussi la dernière du continent américain. Les FARC descendent des milices d'autodéfense créées en 1949 – dix ans avant la révolution cubaine –, au temps de la *« violencia »*, lorsque conservateurs et libéraux se livraient une lutte qui a fait, entre 1946 et 1964, plus de 250 000 morts, selon les historiens.

Manuel Marulanda, dit Tirofijo (« celui qui tire toujours dans le mille »), le chef des FARC depuis 1966 (il serait âgé de soixante-dix ans), a commencé sa carrière de combattant clandestin en 1949, dans la guérilla libérale, avant de rejoindre les groupes communistes.

L'ELN, pour sa part, a été créée en 1964 sous les auspices de la révolution cubaine et a été dirigée, jusqu'à sa mort, au début de l'année 1998, par le prêtre espagnol Manuel Perez.

L'aggravation de la violence liée à la guérilla au cours des dernières années résulte des affrontements avec les mouvements paramilitaires, qui regroupent environ 7 000 hommes. Ceux-ci se sont organisés à l'intérieur d'un mouvement unitaire, les Autodéfenses unies de Colombie (AUC), à l'initiative de Carlos Castano, le principal chef paramilitaire. Les AUC exigent d'être traitées comme une force politique et leur objectif avoué est d'en finir avec la guérilla. A cette fin, elles multiplient les massacres de civils dans le but de faire fuir les « paysans de la coca ou de l'héroïne » des lieux de production et d'atteindre la guérilla dans ses sources de financement. *« La carte des massacres de civils se confond avec celle des luttes d'influence entre les différents mouvements armés »*, explique le responsable d'une ONG. Ils sont les auteurs de la plupart des massacres commis dans le pays depuis un an.

La guerre que se livrent paramilitaires et guérilleros a provoqué, en 1997, l'exode d'une centaine de milliers de paysans. Au total, selon les Nations unies, la Colombie compte un million de *« personnes déplacées par la violence »*, sur une population totale de quarante millions d'habitants.

Alain Abellard

« En dehors de la coca, le reste n'est que pauvreté »

REPORTAGE
Dans la région du Guaviare, « 88 % de la population vit de la coca »

SAN JOSÉ DEL GUAVIARE
de notre envoyée spéciale

« En cinq minutes, le poison en finit avec notre vie. Il y a une odeur très forte qui reste au moins une semaine, le lendemain les feuilles de coca deviennent jaunes et cela ne sert plus à rien ; bien sûr on peut replanter et obtenir une nouvelle récolte en six mois mais ils repassent et on a de nouveau plus rien... » Aurelio Gomez et toute sa famille – en tout, neuf personnes dont la grand-mère et six enfants – sont arrivés à San José del Guaviare, une petite ville de vingt-six mille habitants, capitale du département du Guaviare (sud-est du pays), après la seconde défoliation aérienne de leur modeste plantation (un hectare seulement) de feuilles de coca, qui faisait vivre toute la famille depuis de longues années. Le poison, un herbicide liquide appelé glifosate, est déversé par avion sur les champs de coca par la police antidrogue colombienne.

Les Gomez ont abandonné leur petite ferme, et, pour survivre, vendent dans la rue des empanadas et une boisson à base d'avoine. A Guarandares, le hameau où ils vivaient, qu'on atteint en trois heures de voiture par un mauvais chemin depuis San José del Guaviare, c'était toute la population (vingt-cinq familles) qui se dédiait à la culture de feuilles de coca. Toutes ne sont pas parties. Mais Aurelio Gomez, lui, en a eu assez : le glifosate a détruit également ses deux cents plants de bananes. Il a l'impression, partagée par beaucoup de paysans, que *« le poison rend malade. Nous étions tous très pâles et le bébé commençait à maigrir, à ne plus vouloir manger »*, raconte-t-il.

Aurelio a cultivé la coca pendant près de quinze ans. Au début de la décennie, il a connu la *bonanza* (le boum de la coca), dont tout le monde, à San José del Guaviare, se souvient avec bonheur. Le calcul est simple pour les paysans : la pâte base de coca (la matière première du chlorydrate de cocaïne) se vend environ 5 000 francs le kilo au prix actuel. Une charge de 12 kilos de maïs, elle, vaut à peine 150 francs et il faut aller la vendre en ville, alors que les « narcos » passent tous les deux mois acheter sur place la pâte base.

Selon le père Jaime Vasquez, curé de San José del Guaviare, *« 88 % de la population de la région vit de la coca »*. Depuis dix ans, il écume la zone. *« Il n'y a pas de routes et donc pas de débouchés pour commercialiser d'autres produits agricoles ou d'élevage »*, explique-t-il. Aujourd'hui, le Guaviare est de nouveau en crise. Les paysans fuient à la fois les campagnes d'éradication de leur culture par la police et les menaces de massacres perpétrés par les groupes paramilitaires qui se livrent à une vraie guerre de territoire contre la guérilla.

FAMILLES DÉPLACÉES

A Miraflores, Mapiripan, Puerto Alviria les villages ont été désertés. *« Il y a de moins en moins d'offrandes »*, remarque avec ironie le père Jaime Vasquez. Le programme pastoral d'aide aux nécessiteux *« reçoit de plus en plus de familles déplacées, plus de vingt par semaine, soit plus de cent quarante personnes par semaine, dont les deux tiers d'enfants »*. La plupart ne restent cependant pas à San José del Guaviare. Originaires d'autres parties du pays, les colons ont été attirés par le boum de la coca et rentrent ensuite chez eux. *« Ceux qui restent,* soupire le père Jaime Vasquez, *n'ont rien pu sauver. »* Pour le maire de San José del Guaviare, Roberto Cancino, *« en dehors de la coca, le reste n'est que pauvreté »*.

A la base de la police antinarcotique de San José del Guaviare, la plus importante du pays, les pilotes de la police nationale colombienne aidés de techniciens et d'instructeurs américains examinent le temps. Ce jour-là, les nuages annoncent la pluie et l'opération de défoliation aérienne quotidienne n'aura pas lieu. Tous les jours, un itinéraire différent est choisi, afin d'éviter les attaques de la guérilla. *« Les paysans aussi sont armés »*, affirme le commandant de la base, le major Montoya. L'avion qui déverse l'herbicide est escorté par deux hélicoptères lourdement armés. *« Regardez cette zone de San Ines,* demande le major Montoya en montrant une carte de la région, *nous y sommes passés vingt fois en quatre ans. Et il y a toujours des champs de coca. Finalement, le problème du narcotrafic est un problème social. »*

Si des paysans fuient après une éradication, d'autres s'enfoncent un peu plus loin dans la forêt, vers les régions quasi désertiques de l'Est et de Sud. Là, certaines exploitations atteignent plusieurs dizaines d'hectares. Des centaines d'ouvriers y travaillent. Les laboratoires sont proches et des pistes aériennes permettent d'exporter directement la cocaïne...

A. P.

هكذا من الأصل

En Inde, un nouveau massacre d'hindous a été perpétré par des séparatistes du Cachemire

Vingt-cinq hommes ont été exécutés par la guérilla musulmane

Pour la troisième fois depuis le début de l'année, la guérilla séparatiste musulmane du Cachemire, au nord de l'Inde, a massacré, vendredi *19 juin, des civils hindous. Ce nouvel incident intervient au moment où les relations entre l'Inde et le Pakistan, qui se sont fait deux fois la guerre pour le Cachemire en cinquante ans, sont au plus bas depuis les essais nucléaires réalisés, à deux semaines d'intervalle, par les deux pays.*

NEW-DELHI
de notre correspondante

C'est le troisième et le plus grave incident de type depuis le début de l'année, mais le premier depuis les menaces indiennes contre le Pakistan après les essais nucléaires réalisé le 11 et le 13 mai, des militants séparatistes musulmans *ont tué*, vendredi 19 juin au Cachemire, vingt-cinq hindous qui se rendaient à un mariage. Séparant les hommes des femmes et des enfants, les militants – au nombre de *cinq selon les témoins* – ont ouvert le feu sur tous les hommes qu'ils avaient fait aligner avant de s'en*fuir dans les collines environ*nantes. Le massacre s'est produit en début d'après-midi dans le vil*lage de Champnagri*, à *225 kilo*mètres au nord de Jammu, capitale d'hiver de l'Etat du Cachemire, seul *Etat indien à majorité* musulmane. Les participants au mariage s'étaient arrêtés pour prendre le thé, en attendant un bus pour les reconduire à leur village.

Depuis le début de l'année, les militants séparatistes musulmans ont spécialement visé la minorité hindoue toujours présente au Ca*chemire. En janvier*, vingt-neuf hindous avaient été tués et, le 18 avril, vingt-six autres avaient été assassi*nés. Ce dernier massacre avait été* suivi de l'exode de plusieurs centaines d'hindous. Depuis la reprise, *en 1989, de la guérilla* séparatiste, plus de trois cent mille hindous ont fui le Cachemire.

L'« AMITIÉ » OU LA « GUERRE »

Ce massacre a été violemment condamné par le premier ministre indien, Atal Behari Vajpayee. Il a demandé aux forces de sécurité de prendre les *« mesures les plus dures »* contre les militants. Le premier ministre a aussi lancé un appel aux Cachemiris *« pour faire face au défi des ennemis de la paix »*. Le premier ministre du Cachemire, Farouk Abdullah, a, pour sa part, accusé le Pakistan, affirmant qu'il s'agissait d'un *« nouvel acte de barbarie commis par des militants soutenus par le Pakistan »*. Le ministre de l'intérieur, duquel dépend désormais le Cachemire, L. K. Advani, a ordonné aux autorité de l'Etat d'arrêter au plus vite les coupables. Condamnant cet acte *« haineux »*, M. Advani, qui doit se rendre sur les lieux en début de semaine, a affirmé que ces activités criminelles n'entameront pas la détermination de l'Inde à venir à bout des menaces des militants.

Peu après les essais nucléaires indiens, M. Advani avait directement mis en garde le Pakistan contre la poursuite de son soutien aux militants séparatistes. Il avait affirmé que, désormais, l'Inde ne se contenterait plus de réagir mais déploierait une *« politique active »* pour mettre fin à de tels actes.

Le ministre en charge des affaires parlementaires, Madan Lal Khurana, avait pour sa part déclaré, à l'issue d'une visite de trois jours au Cachemire, que *« le Pakistan* [devait] *choisir entre l'amitié avec l'Inde et la guerre »*.

Cet incident survient alors que l'Inde et le Pakistan, désormais puissances nucléaires, ne sont pas arrivés à se mettre d'accord pour reprendre un dialogue que les deux pays appellent officiellement de leurs voeux. Le Pakistan veut privilégier la discussion sur le Cachemire, racine du conflit avec l'Inde, alors que New-Delhi entend que toute négociation traite de toutes les questions en suspens avec le Pakistan. New-Delhi a, d'autre part, réitéré son rejet absolu de toute intervention extérieure dans la recherche d'une solution au problème du Cachemire, alors que le Pakistan cherche à profiter de l'inquiétude de la communauté internationale sur la nucléarisation de l'Asie du Sud pour internationaliser la question.

Territoire himalayen, le Cachemire, pour lequel l'Inde et le Pakistan se sont déjà livrés deux guerres en 1948 et 1965, est divisé entre les deux pays, deux tiers sous contrôle indien, le reste sous contrôle pakistanais. Pour l'Inde, le Cachemire est partie intégrante de l'Union. Le Pakistan réclame un référendum d'autodétermination sous contrôle de l'ONU.

Francoise Chipaux

L'ONU autorise Bagdad à importer des équipements pétroliers

Washington souhaite maintenir un contrôle sur les revenus irakiens après la levée de l'embargo

NEW YORK (Nations unies)
de notre correspondante

En dépit du dernier rapport négatif de la Commission spéciale chargée du désarmement de l'Irak (Unscom), la pression internationale ne cesse d'augmenter pour que l'embargo pétrolier imposé à ce pays après l'invasion du Koweït soit levé. Conscient de ce fait, Washington est à la recherche d'une nouvelle stratégie pour maintenir son contrôle sur les revenus pétroliers irakiens après la fin de l'embargo. Cet objectif a failli être atteint avec l'adoption, vendredi 19 juin par le Conseil de sécurité de l'ONU, d'une nouvelle résolution sur l'Irak.

Adoptée à l'unanimité, la résolution 1175 autorise l'importation par Bagdad, pour un montant de *300 millions de dollars (1,8 milliard* de francs), de pièces détachées destinées à la réparation de son infrastructure pétrolière. Cela devrait permettre à l'Irak de porter ses exportations pétrolières de 2,2 milliards de dollars (13,2 milliards de francs) par semestre à 5,25 milliards (31,5 milliards de francs), comme l'y a autorisé le Conseil de sécurité en février. En vertu du programme humanitaire de l'ONU, en place depuis décembre 1996, cette somme sera consacrée à l'achat de produits alimentaires et pharmaceutiques pour subvenir aux besoins humanitaires de la population.

L'adoption de la résolution 1175 aura nécessité deux mois de tractations difficiles. *« Relativement satisfait »*, l'ambassadeur français, Alain Dejammet, a souligné, devant le Conseil de sécurité, que le texte final *« écarte* in fine *des formulations qui auraient pu être dangereuses »*.

AMBIGUÏTÉ

Le texte original contenait, en effet, une phrase dont l'ambiguïté aurait fourni à Washington le cadre juridique pour maintenir indéfiniment son contrôle sur les revenus irakiens. Cette phrase, inspirée par les Américains, faissait entendre que la résolution 986, qui est à la base du programme *« pétrole contre nourriture »*, resterait en vigueur jusqu'à ce que *« toutes les résolutions »* pertinentes de l'ONU soient appliquées par Bagdad. Or selon les termes du cessez-le-feu, la levée totale de l'embargo pétrolier est liée uniquement au désarmement de l'Irak. La Chine, la Russie, et surtout la France ont résisté à une telle formulation et ont, pour l'heure, obtenu gain de cause.

Les Américains, indique un haut responsable du département d'Etat, continueront de faire en sorte que l'Irak *« ne soit pas en mesure de dépenser son argent comme il l'entend, même après la levée de l'embargo »*. Aussi Washington s'emploiera-t-il à chercher d'*« autres moyens »* pour empêcher que l'Irak *« soit en mesure de poser de nouvelles menaces à ses voisins »*.

Dans cette optique, les Etats-Unis auront une attitude plus souple au sein du Comité des sanctions de l'ONU – seul habilité à donner son feu vert aux contrats d'achat et de ventes irakiens et qui comprend des représentants des quinze pays membres du Conseil de sécurité. *« D'un point de vue tactique »*, explique ce responsable américain, Washington *« sera beaucoup plus souple sur l'approbation des contrats »* parce qu'il a *« tout intérêt à ce que l'Irak soit inondé d'assistance humanitaire et que cette aide soit nettement moins politique »*.

La Russie est d'un autre avis. L'aide humanitaire, *« si importante soit-elle »*, n'est pas la solution au problème. *« La seule solution est la levée des sanctions économiques »*, a dit l'ambassadeur russe Sergeï Lavrov dans son intervention. *« Nous comptons*, a-t-il ajouté, *que cela se fera prochainement. »*

Interrogé par *Le Monde*, le porte-parole du département d'Etat, James Rubin, estime que la pression internationale en faveur de la levée des sanctions imposées à l'Irak ne sera réelle que *« lorsque Bagdad aura divulgué toutes les informations que lui demande l'Unscom. Au vu du dernier rapport de l'Unscom, nous n'en sommes pas là »*, fait-il remarquer.

Dans ce rapport, le chef de l'Unscom, Richard Butler, en dépit des propos optimistes qu'il a tenus il y a quelques jours à Bagdad, affirme que l'Irak continue de refuser de coopérer sur des *« questions prioritaires »* relatives à son désarmement. Le rapport de M. Butler fera l'objet de consultations au Conseil de sécurité, mercredi 24 juin.

Afsané Bassir Pour

Contrebande entre l'Irak et la Turquie

L'Irak vend en contrebande des millions de tonnes de produits pétroliers à la Turquie, *en violation des sanctions de l'ONU, mais* Washington ferme les yeux, car cela se fait au bénéfice d'un pays ami, a rapporté, vendredi 19 juin, le *New York Times*. La contrebande porte sur du pétrole, du diesel et d'autres produits raffinés, transportés par des centaines de camions sur des routes survolées par des patrouilles aériennes américaines et alliées, ajoutait le quotidien. Un expert turc a estimé que le trafic alimentait 25 % du marché turc du pétrole.

Minimisant l'importance de cette contrebande, le porte-parole de la Maison Blanche, Mike McCurry, l'a qualifiée de *« portion congrue »* par rapport à l'ampleur des sanctions économiques imposées à Bagdad. Ces ventes représentent une valeur d'*« environ 100 millions de dollars* [600 millions de francs] *par an, soit moins de 1 % de la valeur totale des sanctions économiques »* mises en place par l'ONU, a-t-il ajouté. – *(AFP.)*

Réactions iraniennes mitigées après l'offre de dialogue américaine

TÉHÉRAN. La presse iranienne était partagée, samedi 20 juin, entre l'optimisme prudent et une franche hostilité à la proposition américaine d'engager un dialogue avec l'Iran. Le quotidien intégriste *Jomhouri Islami*, violemment anti-occidental, a qualifié les appels au dialogue du président Bill Clinton et de Madeleine Albright, la secrétaire d'Etat américaine, de *« nouvelles vociférations du Satan »* américain. *« Le président des Etats-Unis cherche hypocritement à semer la discorde entre les dirigeants de la République islamique »*, estime le journal. *Iran News*, souvent considéré comme proche du ministère des affaires étrangères, estime que l'appel du président Clinton à une *« authentique réconciliation »* est un *« geste sans précédent »* que l'Iran *« accueille sincèrement favorablement »*. Ces déclarations *« doivent être accompagnées de mesures positives pour être crédibles »*, ajoute le journal, dont l'avis est partagé par le *Tehran Times*. – *(AFP.)*

Désaccord entre les banques suisses et les survivants de la Shoah

ZURICH. Engagées depuis plusieurs mois dans de laborieuses négociations avec les avocats des plaignants et le Congrès juif mondial, les trois plus grandes banques suisses ont fait savoir, vendredi 19 juin, qu'elles refusaient de verser plus de 600 millions de dollars pour parvenir à un règlement global des plaintes collectives déposées contre elles aux Etats-Unis par des survivants de la Shoah.
Alors que les sommes initialement avancées à New York se chiffraient à quelque 20 milliards de dollars, le Crédit suisse, la Société de banque suisse et l'Union de banques suisses déclarent dans un communiqué publié à Zurich que *« le montant de 600 millions de dollars se trouve à la limite de ce qui est encore acceptable pour les banques »*. Dernièrement, des fuites avaient laissé entendre que les avocats des plaignants réclameraient toujours plus d'un milliard de dollars pour trouver une solution à l'amiable, en principe prévue pour fin juin. Les premières réactions des milieux intéressés aux Etats-Unis sont hostiles à cette offre, jugée très insuffisante. – *(Corresp.)*

Un Français s'immole par le feu pour soutenir la cause tibétaine

PARIS. Gilles Blanchard, gardien au musée Rodin de Meudon, s'est immolé par le feu, mercredi 17 juin, dans un parc public de Meudon (Hauts-de-Seine), en signe de soutien à la cause tibétaine, au moment où le dalaï-lama était en visite à Paris. Cet homme de quarante-trois ans, qui s'était aspergé avec trois litres de white-spirit, n'a pu être sauvé malgré l'intervention de témoins. Dans une lettre retrouvée à son domicile, l'homme a expliqué qu'il voulait, par ce geste, *« réaliser un acte pacifique pour aider les Tibétains à se libérer du joug et des persécutions chinoises »*.
Dans un communiqué, le représentant du dalaï-lama à Paris a déclaré que, *« bien que cet événement reflète le sentiment des Tibétains et de leurs amis face à la situation d'urgence qui règne dans ce pays, la campagne pour la justice au Tibet* [devait] *être menée de façon non violente »*.

Le budget norvégien adopté grâce aux voix de l'extrême droite

OSLO. Le gouvernement minoritaire norvégien de centre-droite a réussi, vendredi 19 juin, à faire adopter le budget révisé pour 1998 grâce au soutien de dernière minute de l'extrême droite. Au pouvoir depuis neuf mois, le premier ministre chrétien-populaire, Kjell Magne Bondevik, avait menacé de démissionner s'il n'obtenait pas la majorité en faveur de sa proposition de loi de finances. Entre-temps, les cours du pétrole ont baissé, ainsi que la production de la Norvège, deuxième exportateur mondial de pétrole. – *(Corresp.)*

DÉPÊCHES

■ **UKRAINE : la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) s'oriente vers le financement de 2 réacteurs nucléaires en Ukraine.** La banque va proposer à ses membres l'acceptation d'un prêt très controversé à l'Ukraine pour l'achèvement de deux réacteurs nucléaires, conçus pour compenser la fermeture de Tchernobyl, a-t-on appris vendredi 19 juin à Londres, siège de la BERD, qui est destinée à aider les anciens pays communistes dans leur conversion à l'économie de marché. – *(AFP.)*

■ **ALLEMAGNE : Gerhard Schröder, candidat social-démocrate à la chancellerie fédérale,** confie les dossiers économiques à un entrepreneur. Jost Stollmann, propriétaire d'une entreprise spécialisée en informatique, prend les commandes des affaires économiques dans l'équipe de campagne de M. Schröder, a indiqué le SPD. Cette nomination pourrait augurer du nom du futur ministre de l'économie en cas de victoire sociale-démocrate le 27 septembre, estime le quotidien *Süddeutsche Zeitung* du 20 juin. – *(AFP.)*

Les actions de l'Armée de libération du Kosovo inquiètent le chef de la communauté albanaise

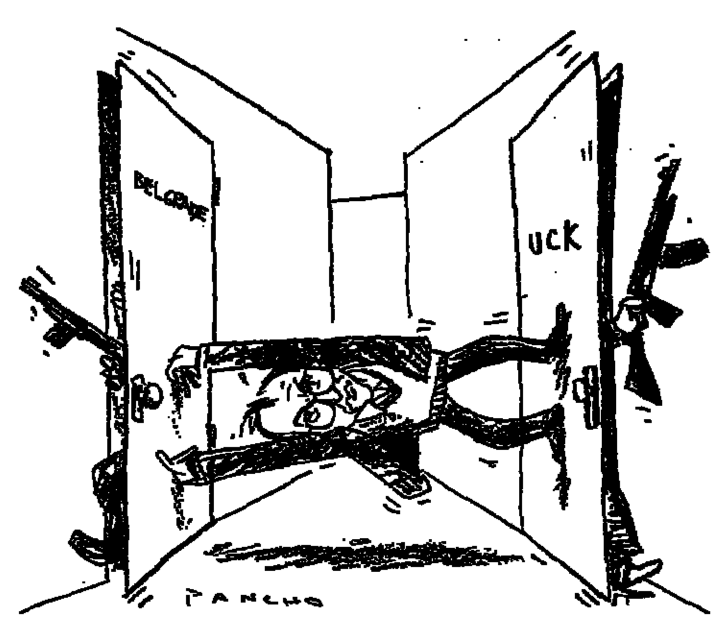
Lionel Jospin assure que Paris est prêt à participer à une intervention

Durant sa visite à Washington, le premier ministre, Lionel Jospin, a déclaré, vendredi 19 juin, que la France était prête, si nécessaire, à participer à une intervention militaire avec ses alliés pour mettre fin à la répression exercée par les Serbes à l'encontre des Albanais du Kosovo. L'Armée de libération du Kosovo a annoncé, vendredi, dans un communiqué qu'elle se prépare à *« une confrontation décisive avec l'ennemi »*.

LE CHEF de la communauté albanaise Ibrahim Rugova a, pour la première fois, manifesté son inquiétude devant la montée en puissance de l'Armée de libération du Kosovo (UCK). Il a affirmé que cette organisation devait être placée *« sous contrôle »* des forces politiques albanaises de la province. Tout en affirmant que l'Armée de libération est *« composée pour l'essentiel de simples citoyens qui tentent de défendre leurs foyers »*, M. Rugova a, selon l'Agence France-Presse, souligné que *« nous devons faire en sorte que ces groupes soient sous contrôle »*. *« Ils doivent être responsables de leurs actes, ils doivent être responsables de la situation au Kosovo »*, a-t-il averti.

Ces déclarations interviennent alors que l'UCK a annoncé, vendredi 19 juin, qu'elle se prépare à *« une confrontation décisive avec l'ennemi »*. L'organisation a aussi appelé *« les forces politiques albanaises à se mettre au service de la lutte de libération et à se distancer de la politique de tromperies et des discordes mutuelles »*. *« Si cet appel restait sans réponse, cela pourrait mener à l'anarchie et à des conflits fratricides. Toute manœuvre qui menacerait les intérêts du pays* (le Kosovo) *et le but de la lutte de libération sera punie sévèrement »*, déclare encore l'UCK.

Alors que la répression des forces de l'ordre serbe se poursuit, et que les réfugiés chassés par les combats continuent d'affluer en Albanie et au Monténégro, la situation de la communauté albanaise est dorénavant compliquée par ce début de division entre les partisans du dialogue – une option défendue depuis près de dix ans par Ibrahim Rugova – et ceux qui estiment, comme Adem Demaci, que la lutte doit se radicaliser. Le principal opposant d'Ibrahim Rugova a d'ailleurs multiplié récemment les déclarations de soutien à l'UCK.



PAS DE « PETITS PAS »

Sans un arrêt rapide des combats, un retrait significatif des forces serbes, et une reprise du dialogue entre la communauté albanaise et les autorités de Belgrade, la situation risque donc de devenir totalement incontrôlable, aussi bien pour les dirigeants kosovars que pour les serbes. Car l'Armée de libération du Kosovo, organisation embryonnaire jusqu'il y a encore quelques mois, semble se structurer et se renforcer rapidement, en échappant au moins partiellement à l'emprise, jusque-là pratiquemment totale dans la région, de la Ligue démocratique du Kosovo (LDK), dirigée par Ibrahim Rugova.

Cette dégradation de la situation dans la province serbe à majorité albanaise a conduit le premier ministre, Lionel Jospin, à affirmer, au terme d'une visite de trois jours aux Etats-Unis, que le président yougoslave, Slobodan Milosevic, doit savoir qu'il ne peut refaire au Kosovo ce qu'il a fait en Bosnie. Le premier ministre a également déclaré que Paris était prêt, si nécessaire, à participer à une intervention militaire pour mettre fin à la répression exercée par les Serbes.

Le porte-parole du ministère des affaires étrangères français, Anne Gazeau-Secret, a annoncé, vendredi, que le Groupe de contact se réunira dans les prochains jours afin de voir si le président Milosevic tient son engagement, pris à Moscou, à renouer le dialogue avec la majorité albanaise de la province. Les six pays du Groupe de contact – Etats-Unis, Russie, France, Allemagne, Grande-Bretagne et Italie – ont fixé, la semaine dernière, une série de conditions qui éviteraient une intervention militaire de l'OTAN. Parmi elles, figure le retrait du Kosovo des unités de sécurité engagées dans la répression.

Belgrade ne semble pas pour l'instant se plier aux injonctions de la communauté internationale. Loin d'annoncer un quelconque « petit pas », le premier ministre yougoslave Momir Bulatovic a même lancé une mise en garde en déclarant, vendredi, selon l'agence officielle Tanjung, qu'en cas d'intervention militaire internationale au Kosovo, l'armée yougoslave *« devra se défendre »*.

Denis Hautin-Guiraut

Jean Paul II tente de rassurer l'Eglise autrichienne

Une entreprise difficile alors que se multiplient les signes de faiblesse et de division après l'« affaire » du cardinal de Vienne

SALZBOURG
de notre envoyé spécial

Même si le troisième voyage de Jean Paul II en Autriche se présente dans des conditions difficiles, il n'y eut, lors de la première étape, à Salzbourg, que deux impertinents qui, sur la route de l'aéroport, ont brandi deux banderoles, la première avec l'inscription *« Pape, go home »*, et la seconde *« Nous voulons le dalaï-lama »*. Ce fut la seule manifestation anecdotique d'hostilité de la ville de Mozart à l'égard de Jean Paul II, accueilli avec modestie mais chaleur dans ce chef-lieu touristique.

L'arrivée du Saint-Père sur le parvis, mais surtout dans la cathédrale, fut saluée par une foule plutôt enthousiaste de vingt mille personnes, et notamment par des groupes de jeunes, visiblement heureux de pouvoir manifester leur joie. Au-delà de ce périmètre où la messe et le discours ont été retransmis sur des écrans géants, les habitants continuaient de vaquer à leurs occupations comme si de rien n'était. Le contraste était manifeste entre cet îlot transporté par la visite et le reste de cette cité de cent cinquante mille habitants qui a ignoré la venue de Jean Paul II.

Mais cela a suffi au bonheur de Karol Wojtyla. Il s'est longuement promené parmi les fidèles, saluant sans se lasser les uns et les autres. Les nombreux applaudissements qui ont souvent interrompu son homélie lui sont indéniablement allés droit au cœur. Ce voyage de trois jours a donc commencé sur une note plutôt rassurante dans une Autriche que le pape a qualifiée de *« miroir et modèle de l'Europe unie qui ne veut marginaliser personne mais faire de la place à tous »*. Dans ce pays situé au cœur du continent et qui, dès le 1er juillet, prendra pour la première fois la présidence de l'Union européenne, Jean Paul II s'est attaché à souligner que *« l'homme créé à l'image et à la ressemblance de Dieu n'est pas un objet de musée mais la clef de voute de l'Europe d'aujourd'hui »*.

UN COURANT CONTESTATAIRE

Le pape s'est déclaré *« autrichien pour trois jours »*, espérant bien, par son message, indiquer la voie à suivre dans la construction de l'Europe pour une nation qui, dans les siècles passés, a exercé *« une influence décisive »*, mais également insuffler de la force à une Eglise qui donne des signes de faiblesse et de division. La tâche s'annonce difficile en raison des séquelles graves laissées par ce qu'il faut bien appeler l'affaire du cardinal Hans Hermann Groër, contraint à la démission en 1995, à la suite d'accusations de pédophilie. L'archevêque de Vienne avait finalement été démis de ses fonctions de président de la conférence épiscopale, mais son silence, les hésitations de l'Eglise et ses difficultés à admettre les déviations du cardinal ont renforcé un courant contestataire intitulé « Nous sommes l'Eglise », qui a multiplié les pétitions et les manifestations pour que le dialogue s'instaure et que le Vatican cesse de dicter sa loi.

Un manifeste réclamant plus de démocratie, moins de centralisme, la fin du célibat des prêtres, l'entrée des femmes dans l'Eglise et une plus grande souplesse sur des thèmes comme la contraception, l'avortement et l'homosexualité, avait recueilli plus de 500 000 signatures en 1995. Les péripéties de l'affaire Groër n'ont fait que renforcer ce courant et contribuer à affaiblir la position de l'Eglise.

Selon les stastistiques, seulement 14 % des six millions de catholiques vont actuellement à l'église. *« Les dernières années ont été une période de grande souffrance*, a reconnu le pape avant son voyage. *J'espère que ma visite fournira de l'aide pour refaire l'unité de l'Eglise autrichienne. »* Son premier discours a d'ailleurs été un appel à *« ne pas abandonner le troupeau du Christ. Ne partez pas de l'Eglise*, a-t-il lancé. *La diversité des rôles rend quelquefois difficile la découverte de la voie juste pour le dialogue et la coopération »*, a fait remarquer le Saint-Père.

Pour cette entreprise difficile le pape compte tout particulièrement sur l'archevêque de Vienne, Mgr Christoph Schönborg, nommé cardinal en février. A cinquante-trois ans, ce polyglotte explique que *« l'Eglise autrichienne n'est pas seulement malade mais vivante, vivante avec des problèmes mais vivante »*, et que seul *« le dialogue dans la sincérité et la vérité, à l'écoute de l'Eglise universelle que nous sommes en train d'oublier peut permettre de fermer ces blessures. Il est toujours difficile de surmonter une crise de confiance*, a-t-il ajouté. *Il faut recréer le tissu en parlant, en se parlant, et cela prend du temps. On ne peut pas faire une voie à part pour l'Autriche »*.

Michel Bôle-Richard

La Bohême du Nord, laissée-pour-compte de la transition tchèque

CHOMUTOV
de notre envoyé spécial

REPORTAGE
Les désillusions d'une région à l'heure des élections législatives anticipées

Prokop Sykora, directeur du Bureau du travail de Chomutov, est un homme très occupé. Avec un taux de chômage de près de 12 %, l'un des plus élevés du pays, il doit faire preuve d'inventivité pour placer ses chômeurs dans les six mois, avant la perte de leur allocation. *« Les grandes entreprises traditionnelles de la région licencient à tour de bras et les petites et moyennes entreprises n'arrivent pas à absorber cette arrivée de main-d'œuvre sur le marché du travail »*, explique M. Sykora. *« Le problème de Chomutov et de Most – la ville voisine – est l'écrasante prédominance des industries minière, sidérurgique et énergétique, trois secteurs en récession ou en restructuration. »*

Avant la révolution de velours, les mines de charbon à ciel ouvert, les centrales électriques et les aciéries employaient l'essentiel de la population active. Dans d'autres districts, la disparition de nombreuses entreprises textiles et la réorganisation des raffineries et de la chimie ont jeté sur le pavé des milliers d'employés peu qualifiés. *« Et les investisseurs étrangers, pas même de l'Allemagne voisine, ne se ruent pas »*, constate le sociologue Vaclav Houzvicka.

Alors que se déroulent, les 19 et 20 juin, des élections anticipées dans tout le pays, la Bohême du Nord fait plus que jamais figure de parent pauvre de la transition tchèque. Le visiteur en provenance de Prague ou d'autres régions tchèques ne s'y trompe pas. Le commerce et les services sont moins développés, le parc automobile est plus âgé, les villes, défigurées par quarante ans d'urbanisme socialiste, se débarrassent difficilement de la grisaille de l'ancien régime. Les dégâts écologiques produits par l'industrie polluante sont visibles. La moyenne des salaires y est une des plus basses du pays.

« La Bohême du Nord cumule les handicaps », affirme M. Houzvicka. *« Non seulement la structure industrielle est inadaptée à la nouvelle donne économique et est responsable de la situation catastrophique de l'environnement*, explique-t-il, *mais la composition de la population est aussi un facteur de non-dynamisme. »* Le nombre de personnes sans qualification ou issus d'écoles d'apprentis est supérieur à la moyenne nationale. Cela résulte de l'histoire mouvementée de cette région, autrefois appelée Sudètes.

Quasiment vidée de sa population allemande en 1945-1946, elle a été repeuplée par des familles, en général socialement défavorisées provenant de l'intérieur du pays, de Slovaquie, mais aussi d'autres Etats slaves d'Europe centrale, attirées par le travail et les biens laissés par les Sudètes.

Protégée sous le communisme, la Bohême du Nord industrielle et ouvrière s'est retrouvée, au lendemain de la révolution de velours, livrée à elle-même. Du jour au lendemain, le plein emploi et les salaires élevés – moins le travail était qualifié mais plus pénible, mieux il était rémunéré – sont passés au rang des souvenirs et venus alimenter la nostalgie.

UNE TENTATION D'EXTRÊME DROITE

Pendant les huit dernières années, au nom du credo ultralibéral de l'ex-premier ministre Vaclav Klaus, aucune attention particulière n'a été portée à son développement. *« L'absence d'assemblée et de gouvernement régional disposant de ressources et d'importantes prérogatives est un grave problème pour les élus de Bohême du Nord qui ne se font pas entendre à Prague »*, estime M. Houzvicka. Malgré des initiatives courageuses et des projets ambitieux, la situation tarde à s'améliorer et la population est de plus en plus sceptique.

« Cette désillusion fait le jeu des partis extrémistes et de l'opposition social-démocrate », selon M. Houzvicka. Aux élections de juin 1996, communistes et républicains (malgré cette désignation, ces derniers sont plutôt d'extrême droite) avaient totalisé 25 % à 30 % des voix. Aujourd'hui, les affiches d'extrême droite sont omniprésentes le long des routes. Sur fond du drapeau national, leur leader, Miroslav Sladek, le doigt pointé, dit *« non au retour des Sudètes »* et *« non aux avantages pour les Roms »*.

La question de la cohabitation entre la minorité tzigane et la population est particulièrement sensible en Bohême du Nord. Environ 70 % des Tziganes sont au chômage. Cette communauté fournit, en outre, le gros des rangs des prostituées présentes sur le bord des routes menant à la frontière tchéco-allemande.

Le Parti social-démocrate (CSSD) espère profiter du mécontentement social : aussi a-t-il multiplié les appels aux déçus de l'après 1989 pour qu'ils ne se laissent pas tenter par l'abstention. Le CSSD a promis d'aider les industries traditionnelles tchèques tout en promettant des avantages fiscaux aux investisseurs étrangers. Le sénateur social-démocrate Jan Kavan se montre confiant : *« Nous allons faire en Bohême du Nord un de nos meilleurs résultats. »*

Martin Plichta

CORRESPONDANCE

Une lettre du ministre britannique de l'agriculture

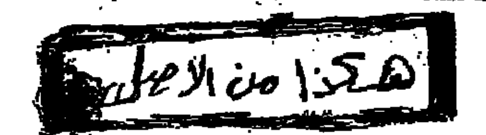
A la suite de notre article intitulé « L'agent de la "vache folle" a contaminé le mouton, selon des données expérimentales britanniques » (Le Monde *daté 14-15 juin), le ministre britannique de l'agriculture, des pêches et de l'alimentation, Jack Cunningham, nous a adressé la lettre suivante :*

Vous affirmez que des scientifiques britanniques (dont vous ne citez pas les noms) ont découvert que l'encéphalopathie spongiforme bovine (ESB) s'était transmise aux moutons d'élevage. Si cela était vrai, j'en serais, en ma qualité de ministre compétent en Grande-Bretagne, très inquiet. Je m'en suis toutefois enquis auprès de scientifiques du gouvernement et d'autres chercheurs, et je n'ai trouvé personne pour prétendre avoir trouvé l'agent de l'ESB dans des échantillons prélevés sur des cas de tremblante du mouton. Je crois également savoir que les conseillers scientifiques de la Commission européenne se sont rencontrés le 12 juin pour voir quelles mesures ils préconiseraient si l'ESB était découverte chez le mouton. Mais aucune donnée ne venant étayer cette thèse ne leur a été communiquée.

Les gouvernements français et britannique s'en remettent aujourd'hui aux travaux de comités scientifiques indépendants, qui réévaluent régulièrement la situation et échangent des informations. Les deux gouvernements ont pris des mesures de précaution il y a quelques années pour parer à cette éventualité. Mon ministère reste toutefois en état d'alerte et se tient en quête des données nouvelles qui pourraient mettre en évidence la transmissibilité de l'ESB aux ovins. En dehors d'expériences de transmission délibérée de l'ESB à des moutons menées en laboratoire, il y a deux ans, dont vous faites également état, nos scientifiques n'ont trouvé à ce jour de traces que de tremblante chez le mouton.

Nous continuons à creuser l'hypothèse que certains cas de tremblante du mouton seraient en fait de l'ESB et nous tentons de développer des méthodes plus rapides pour les différencier. Mais, à ce jour, tous les échantillons étudiés ont révélé la tremblante et non l'ESB. La tremblante est une maladie endémique depuis plus de deux cents ans, en Grande-Bretagne comme en France, qui est sans risque pour l'homme à ce qu'on sache, bien qu'analogue à l'ESB. Si vous disposez d'éléments dont mon ministère n'a pas encore connaissance, je vous remercie de me les faire parvenir d'urgence afin que nous puissions prendre les dispositions nécessaires. Le gouvernement britannique a pris des mesures très contraignantes afin d'éradiquer l'ESB – des mesures qui, nous en sommes convaincus, garantissent la protection de l'ensemble des consommateurs.

[*Le Monde* maintient que la souche des prions responsables de l'ESB vient, expérimentalement, d'être identifiée chez des moutons atteints de ce que l'on pensait être une « tremblante ». Cette information nous a été confirmée par l'un des experts officiels du gouvernement français. Ce résultat, obtenu par la délicate technique du biotypage de souris de laboratoire, n'a pas encore fait l'objet d'une publication scientifique, mais devrait être évoqué lors de la prochaine réunion du comité officiel des experts britanniques sur les maladies à prions, prévue en juillet. D'une manière générale, il existe toujours un décalage entre les résultats expérimentaux obtenus en laboratoire, leur validation par la communauté scientifique et l'information des responsables politiques. C'est ainsi que les premières données médicales sur la transmission à l'homme de l'agent de la « vache folle », observées dès novembre 1995, ne furent officiellement annoncées devant la Chambre des communes qu'en mars 1996.]



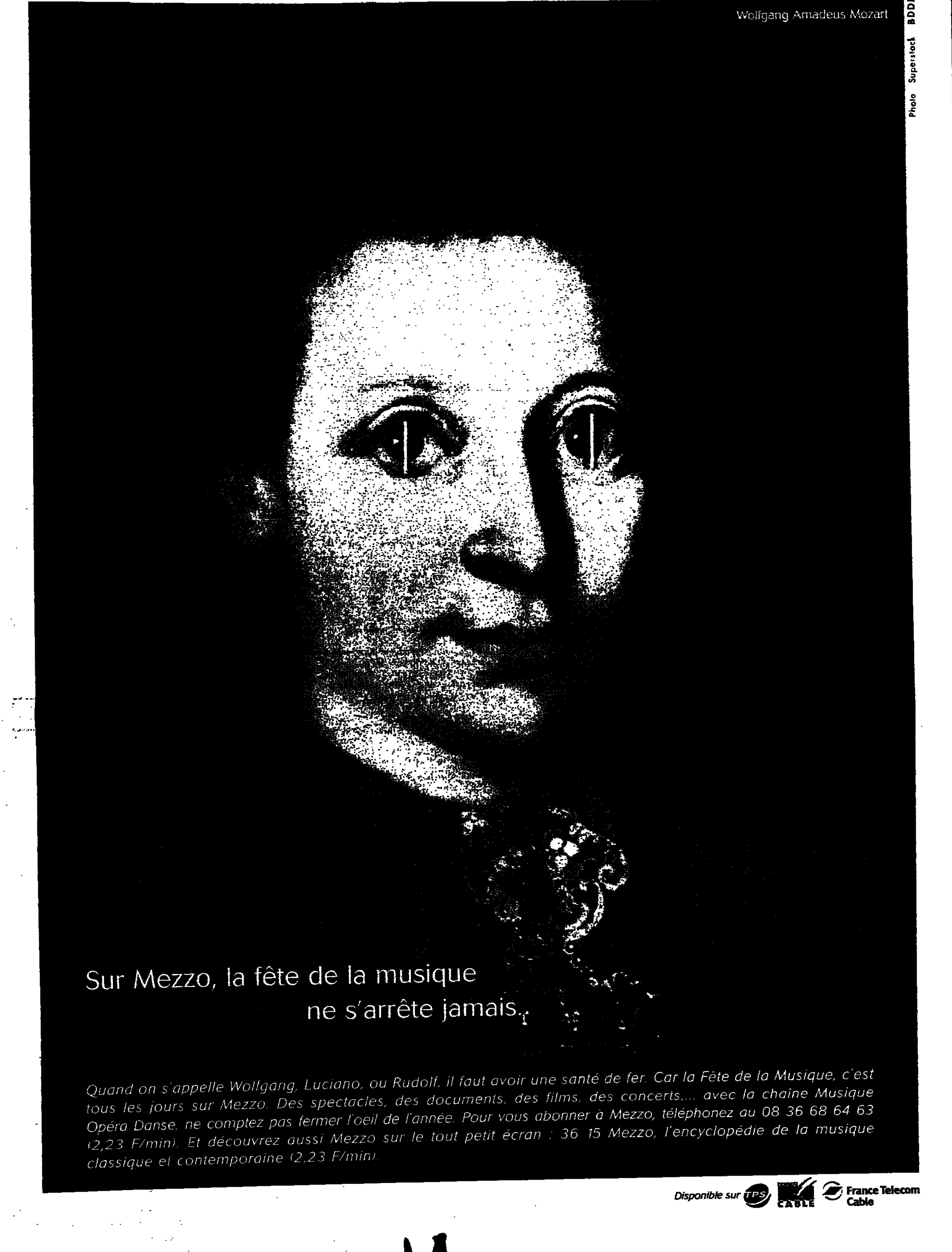
هكذا من الأصل

(Publicité)

Il tente de rassu[...] se autrichienne

difficile alors que se multipli[...] de faiblesse et de division [...]faire » du cardinal de Vienne

UN COURANT CONTESTATAIRE



FAMILLE Jacques Chirac a prononcé, samedi 20 juin, devant l'assemblée générale de l'Union nationale des associations familiales, à Perpignan, un discours dans lequel il a critiqué les mesures annoncées par le gouvernement de Lionel Jospin, notamment l'abaissement du plafond du quotient familial. Pour M. Chirac, la politique familiale n'a pas vocation à être redistributrice. ● LE CONCUBINAGE HOMOSEXUEL a été évoqué aussi par le chef de l'Etat qui, s'exprimant le jour de la Gay Pride, a mis en garde contre une évolution trop rapide de la législation, qui mettrait en cause le mariage en *« imposant de nouveaux modèles »* de *« choix de vie »*. ● DES FEMMES DE DROITE se sont réunies, vendredi, à l'appel du collectif Femmes en marche pour mettre au point les propositions qu'elles présenteront dans le cadre de la modernisation de la vie politique.

Jacques Chirac critique la politique familiale du gouvernement

Le président de la République a pris, samedi 20 juin, devant l'UNAF, le contre-pied des options de Lionel Jospin et de Martine Aubry, en expliquant que la politique familiale « n'existe pas quand elle a pour effet de diminuer le revenu relatif des familles »

HEUREUSEMENT que Jacques Chirac veille : à l'heure où la gauche s'approprie tranquillement le thème de la famille, avec la bénédiction de la plupart des associations familiales, il devenait urgent pour la droite de faire entendre sa voix. Depuis l'annonce, par Lionel Jospin, des grands axes de sa politique familiale, à l'occasion de la conférence de la famille, le 12 juin, l'opposition ne s'est en effet guère manifestée, comme sonnée par cette incursion des socialistes dans ce qui fut, jusqu'alors, son vivier incontesté de valeurs et d'électeurs.

L'intervention du chef de l'Etat devant l'assemblée générale de l'Union nationale des associations familiales (UNAF), samedi 20 juin à Perpignan, témoigne qu'il n'entend pas abandonner ce terrain trop fertile au gouvernement. Mais la concurrence est devenue sévère après le *satisfecit* décerné par l'UNAF à Lionel Jospin – *« Il a redonné du sens à la famille et, ce faisant, à la politique familiale »*, avait déclaré son président, Hubert Brin, sur le perron de l'hôtel Matignon.

M. Chirac a donc ouvert plusieurs fronts. Celui de la politique familiale, d'abord. *« La famille a besoin d'être soutenue par des lois qui lui sont favorables, des lois qui sont les mêmes pour toutes les familles. Et elle a aussi besoin d'être aidée par une politique familiale sincère et authentique, qui ne soit pas une politique en trompe-l'œil »*, a-t-il déclaré, avant de se livrer à une sévère critique des mesures annoncées par le gouvernement, qui prévoient notamment un abaissement du plafond du quotient familial.

> « Le mariage demeure le cadre le plus propice au développement de la famille »

« Une politique familiale ne saurait être de droite ou de gauche, a observé le chef de l'Etat. *Elle doit être familiale. Elle n'existe pas quand elle a pour effet de diminuer le revenu relatif des familles. Elle cesse d'être vraiment familiale quand elle commence à dépendre d'une redistribution entre familles. Et elle redevient familiale quand elle fait appel à la solidarité nationale.* (...) *Le critère est donc simple, objectif, sans appel. Les familles de notre pays savent bien, quand vient l'heure des comptes, impôts et prestations mis ensemble, de quel côté la balance a finalement penché. Elles savent bien si l'équité a été respectée ou non entre ceux qui ont charge d'enfants, dont dépend le renouvellement des générations et l'avenir de notre pays et les autres. »*

Le président de la République n'a pas manqué, ensuite, de revenir sur la question du statut des concubins. Opportune coïncidence de calendrier, ce discours est prononcé le jour même où, à Paris, les associations homosexuelles organisent leur marche annuelle. Comme il l'avait fait, le 4 juin, à l'occasion de la remise de la médaille de la Famille française à l'Elysée, M. Chirac a défendu le sens particulier du mariage. *« Les formes de la famille diffèrent d'un continent à l'autre ; à l'intérieur même de nos sociétés, la famille évolue, s'adapte. Ici, elle s'enrichit. Là, elle régresse. Beaucoup de changements, réels, profonds, sont encore trop récents à l'échelle de l'histoire de la famille pour leur prêter la valeur de normes culturelles définitivement acquises. Le propre des mœurs est de changer, le propre des lois est de durer,* a insisté M. Chirac. *Tous les choix de vie sont respectables, pourvu qu'ils ne portent pas atteinte aux libertés et aux droits qui fondent notre société. La loi n'est pas faite pour condamner les mœurs ; elle n'est pas faite, non plus, pour les légitimer, ni pour les faire changer en imposant de nouveaux modèles. »*

Pour le chef de l'Etat, *« le mariage demeure le cadre le plus propice au développement de la famille que la société a le devoir de défendre »*. Evoquant implicitement la proposition parlementaire de création d'un pacte civil de solidarité (PACS), défendue par les députés Jean-Pierre Michel (MDC, Haute-Saône) et Patrick Bloche (PS, Paris) qui devrait faire l'objet d'une discussion parlementaire avant l'automne, M. Chirac a indiqué : *« Quand chacun préfère garder sa liberté, le contexte de la vie commune, tel qu'il a été choisi par le couple lui-même, diffère. On ne peut lui attacher les mêmes conséquences de droit que le mariage sans exiger les mêmes engagements et les mêmes responsabilités réciproques. Et quand le don de la vie est exclu, pourquoi le législateur irait-il étendre des règles qui n'ont en réalité été posées que dans l'intérêt de l'enfant ? »*

A propos des couples homosexuels, il a toutefois souligné : *« Cela ne veut pas dire qu'il ne faille pas prendre en compte certaines situations humaines parfois douloureuses. Elles peuvent être traitées autrement que par imitation des règles du mariage, sans affaiblir la loi commune. Dans ce domaine, comme dans beaucoup d'autres, il convient de n'avancer qu'avec pragmatisme et discernement, en conciliant la liberté de l'individu et les droits de la famille. »*

L'incursion réussie de la gauche sur le terrain de la famille et la multiplicité des rapports qui ont donné une nouvelle image de la réalité familiale ont également amené le chef de l'Etat à nuancer le discours traditionnel de la droite sur la place et le travail des femmes. S'il évoque l'allocation parentale d'éducation, mise en place par le gouvernement d'Edouard Balladur, M. Chirac insiste surtout sur les aides à apporter aux femmes dans la poursuite de leur activité professionnelle et la nécessité de l'égalité des salaires, *« condition d'une vie familiale plus favorable à l'accueil des enfants »*.

M. Chirac a saisi, enfin, l'occasion de ce discours devant l'UNAF pour critiquer d'autres aspects de la politique du gouvernement. L'évocation du rôle essentiel de la famille *« première école de la vie en société, du civisme et de la citoyenneté »*, lui permet d'insister sur le chômage de longue durée. Il ne faut pas *« se tromper de priorité »* observe le président de la République : *« Pour aider les jeunes, il faut d'abord organiser le retour des adultes vers le travail. » « Alors que, depuis plus d'un an, les créations d'emplois ont repris, alors que le chômage des jeunes diminue fortement grâce à la croissance économique dont ils sont les premiers bénéficiaires, les indicateurs du chômage de longue durée ont continué à se dégrader »*, constate le chef de l'Etat.

M. Chirac livre enfin, en conclusion, un message qui s'adresse aux familles mais dans lequel on pourrait voir une feuille de route pour l'ensemble de l'opposition : *« Défendez sans complexe vos convictions : elles sont partagées par le plus grand nombre. Affirmez vos valeurs : ce sont des valeurs modernes. »* Le chef de l'Etat, qui ne cesse de pester, en privé, contre le silence du RPR et de l'UDF, et leur incapacité à relayer ses propos, apparaît plus que jamais décidé à jouer son rôle de premier des opposants et de référence unique de la droite.

Pascale Robert-Diard

LE PACS examiné par l'Assemblée en octobre

La commission des lois de l'Assemblée nationale a annoncé, vendredi 19 juin, que le gouvernement avait donné son accord pour que la proposition de loi instituant un Pacte civil de solidarité (PACS) soit discuté par les députés à l'automne, vraisemblablement le 9 octobre. Le Collectif pour le Contrat d'union sociale (CUS) et le PACS s'est félicité de cette décision en soulignant, dans un communiqué, que cette discussion parlementaire est *« le résultat de plus de sept ans de travail qui lui ont permis de faire avancer, pas à pas, le projet »*.

Le collectif va élaborer avec ses adhérents des propositions *« affinées »* qu'il *« transmettra aux députés avant le débat en séance publique »*. Il réaffirme sa *« fermeté sur son exigence d'aller vers une meilleure égalité des droits pour tous et toutes »*.

Les femmes veulent dépoussiérer la droite républicaine

*« **LES FEMMES** de droite existent et se mettent en ordre de marche pour les prochaines élections. Nous irons jusqu'au bout ! »* Le discours de Brigitte de Prémont, ancienne députée (RPR) du Pas-de-Calais, conseillère régionale du Nord - Pas-de-Calais, galvanise la salle. Vendredi 20 juin, le collectif Femmes en marche (FEM, prononcer : « femmes »), qui rassemble dix associations de femmes *« engagées politiquement dans la droite républicaine »*, se réunissait dans une salle de l'Assemblée nationale. Sur l'estrade, une rangée de dames des familles gaulliste, centriste, libérale et radicale encadre le « modérateur » du débat, Patrick Hardouin, vice-président de Génération Ecologie, fraîchement alliée à Démocratie libérale.

Créé en 1996 pour *« faire reconnaître la valeur et la capacité des femmes »*, ce collectif annonçait quelques mesures destinées à *« moderniser la vie politique »* et y améliorer *« la place des femmes »*. Mesures que Françoise Hostalier (DL), ancienne secrétaire d'Etat d'Alain Juppé, et porte-parole de FEM, devrait soumettre, en juillet, à la réflexion du président de la République. Figurent en tête des changements réclamés le non-cumul des mandats, la réforme du mode de scrutin régional et l'instauration d'un système de financement des partis politiques qui prendrait en compte *« la place des femmes et des jeunes dans leurs instances et leur nombre parmi les élus »*. Autre mesure : *« Procéder à l'élection du plus jeune, et non du plus âgé, en cas d'égalité de voix. »* Des bravos fusent dans la salle. Une sexagénaire lance : *« Enfin ! Dépoussiérons ! »*

Mme Hostalier annonce, aussi, la création de *« comités d'investiture virtuels, afin que FEM puisse présenter des candidates à toutes les élections »*. *« A l'argument des hommes : "Où sont les femmes ?", nous pourrons désormais répondre »*, affirme-t-elle. Acclamations nourries. Et le débat continue autour de *« tabous à lever »* et de *« citadelles à prendre »*. Arlette Braquy (Parti radical) affirme que L'Alliance, *« c'est nous qui l'avons inventée avant les hommes »*. *« Nous avons toujours travaillé en association, sans états d'âme, solidaires. Pour que le parler-vrai l'emporte sur la langue de bois »*, assure-t-elle. L'assistance approuve.

Sur l'estrade, plantée sous un tableau représentant un hémicycle composé exclusivement de moustachus en costumes trois-pièces, M. Hardouin, ravi de parler devant cette *« assemblée charmante »*, proclame, lyrique : *« Je ne sais pas si la femme est l'avenir de l'homme. En tout cas, elle est l'avenir de l'opposition ! »* Applaudissements.

Hélène de Virieu

Une préoccupation prioritaire du chef de l'Etat

● **17 février 1995** : le président de la République promet, dans son discours *« fondateur »* de sa campagne électorale présidentielle, une *« loi-programme »* dont la *« pierre angulaire »* serait une *« allocation de libre choix »* versée dès le premier enfant, *« que les parents travaillent ou non »*, afin d'enrayer la chute de la natalité.

● **12 avril 1996** : M. Chirac, qui présidait l'installation du Haut Conseil de la population et de la famille, a précisé qu'*« il convient de simplifier et d'améliorer l'efficacité d'un système d'aide aux familles qui cumule, aujourd'hui, de très nombreuses allocations et avantages fiscaux »*.

● **8 octobre 1997** : M. Chirac a *« rappelé »* au conseil des ministres toute *« l'importance qu'il convient d'attacher à la politique familiale. » « Celle-ci doit faciliter l'activité professionnelle des femmes, permettre aussi l'éducation des enfants et encourager le renouvellement des générations. Au cœur de l'équilibre social, la famille ne doit en aucun cas être pénalisée »*.

● **4 juin 1998** : lors de la remise de médailles de la Famille française, M. Chirac déclare : *« Il ne faut pas prendre le risque de dénaturer* [le droit du mariage] *ni de le banaliser en mettant sur le même plan d'autres réalités humaines de notre temps, qui conduisent bien loin des valeurs fondatrices de la famille. »*

Les jeunes agriculteurs se reconnaissent dans le contrat territorial d'exploitation

Devant le 32e congrès du CNJA, Louis Le Pensec a prôné une production « économe de moyens »

AUCH
de notre envoyé spécial

Comme il est d'usage, dans un congrès du Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA), de brocarder le ministre de l'agriculture en exercice, un délégué breton a parlé, le 18 juin à Auch, au 32e congrès de l'organisation, de *« contrefaçon »* à propos du projet de contrat territorial d'exploitation préparé par Louis Le Pensec. C'était reconnaître que le projet ministériel ressemble comme un frère à celui sur lequel travaille le CNJA depuis deux ans, et qui porte pratiquement le même nom : contrat d'exploitation.

Pascal Coste, le nouveau président du CNJA (*Le Monde* du 18 juin), l'a d'ailleurs dit lors de son allocution de réception au ministre : *« Votre contrat territorial d'exploitation est fondé sur un bon concept. »* Et le silence d'une salle habituellement portée à la bronca a été révélateur de l'attention prêtée aux propos ministériels. Il faut désormais, a dit M. Le Pensec, *« s'intéresser plus à la compétitivité des exploitations qu'à leur productivité »*. *« Les agriculteurs doivent prêter attention plutôt à la marge que dégage leur activité qu'au volume de production qui en résulte »*, a-t-il poursuivi. Et cette compétitivité *« tiendra plus à sa capacité de différenciation des produits sur des marchés de plus en plus segmentés qu'à sa compétitivité sur le prix des produits standards de masse »*.

Message reçu par une assemblée qui venait de discuter pendant deux jours des effets *« antijeunes »* de primes et de subventions fondées sur les surfaces et sur les volumes, qui poussent à la course aux hectares et aux excédents. Alors que, a ajouté M. Le Pensec, *« les modes de production les plus intensifs ne sont pas forcément les plus rentables, ni pour l'économie dans son ensemble ni pour les agriculteurs eux-mêmes »*. *« Une agriculture économe de moyens, soucieuse des conséquences des pratiques qu'elle met en œuvre sur les ressources naturelles, leur préservation et leur renouvellement, est une agriculture d'avenir »*, a affirmé le ministre.

NOUVELLES MISSIONS

Fort bien, répondent les jeunes agriculteurs, mais le problème c'est que cela ne paie pas. Pas plus que cet « entretien de l'espace » auquel aspirent de plus en plus les citadins – les ruraux aussi, d'ailleurs – et que les paysans assuraient depuis toujours gratuitement. La question, aujourd'hui, est de savoir comment rémunérer ces nouvelles missions qualitatives, sociales et environnementales que la société demande maintenant à ses agriculteurs.

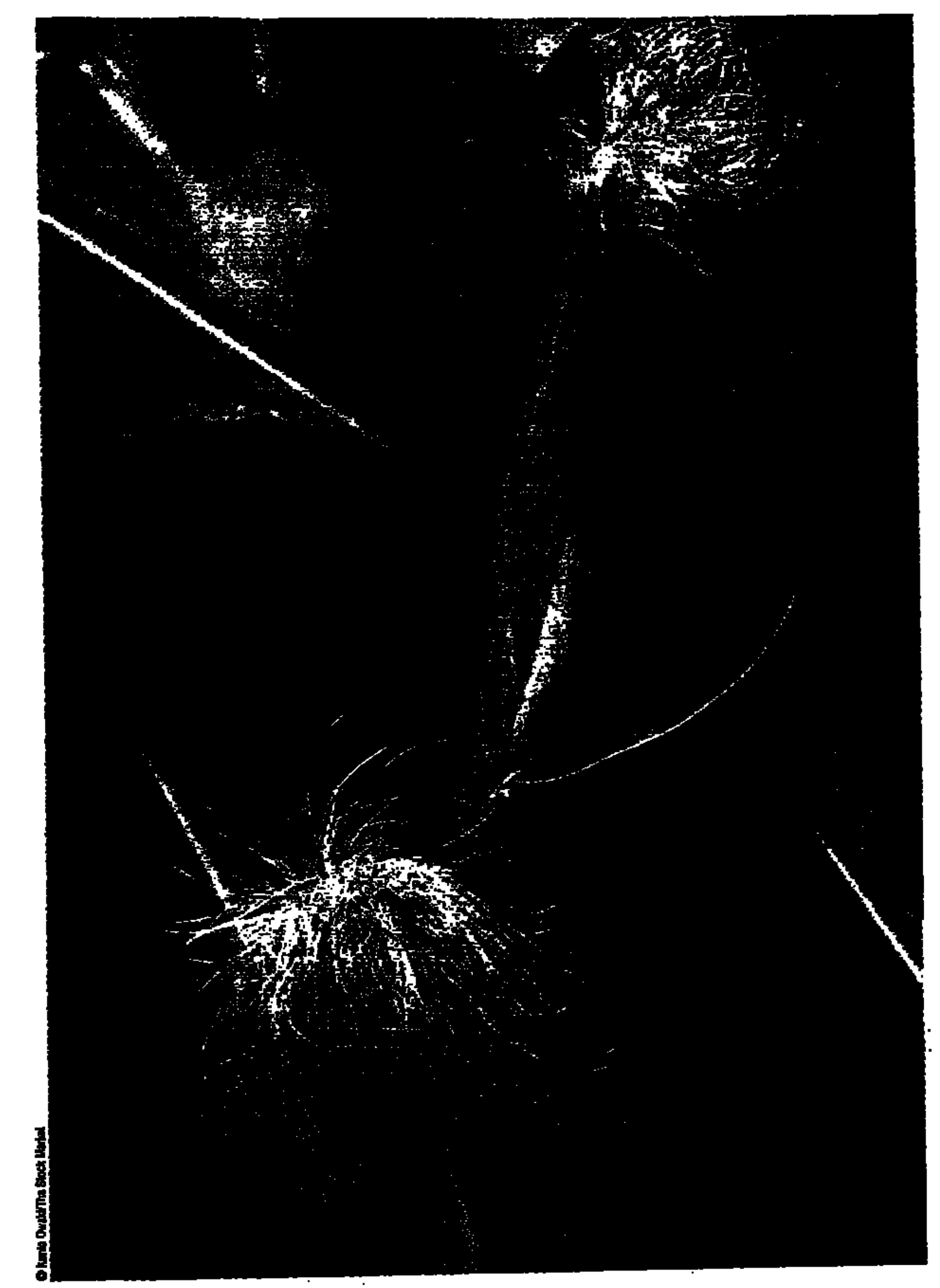
L'idée de contrat est un début de réponse. Elle définirait, au plus près du terrain et des diversités régionales, selon le projet ministériel aussi bien que dans le syndical, les priorités et les urgences du développement territorial. Elle assurerait, en outre, la transparence et l'efficacité des aides publiques – européennes, mais aussi nationales, régionales et départementales – et en fonderait la légitimité, aujourd'hui contestée, aux yeux de la population non agricole.

Affinée depuis quelques années par le CNJA, cette idée du contrat d'exploitation entre donc dans sa phase de réalisation concrète. Le Conseil supérieur d'orientation (CSO), où se rencontrent régulièrement le ministère de l'agriculture et les organisations professionnelles agricoles, y travaille et souhaite aller vite. A la fin juin, une liste de départements expérimentaux sera établie pour y réaliser, dès le second semestre 1998, un travail de préfiguration. Il s'agit de définir des contrats-types, des exemples de cahiers des charges, d'en inclure les mécanismes dans la loi d'orientation agricole qui devrait être discutée à l'Assemblée nationale à l'automne.

Ces contrats territoriaux d'exploitation seront, ensuite, inclus dans le mécanisme général des contrats de plan, qui doivent être discutés à partir de l'année prochaine. Ce sont les chambres départementales d'agriculture qui devraient, en principe, assurer le pilotage pratique de ces nouveaux mécanismes contractuels.

Georges Chatain







RHÔNE-POULENC UNIT LES SCIENCES POUR LA VIE

UNE MÊME DÉCOUVERTE PROTÈGE LES CULTURES ET REND LES CHIENS HEUREUX.

Plus on approfondit les mécanismes du vivant, plus on découvre de similitudes dans les réactions d'organismes très différents. Ainsi, une nouvelle découverte de Rhône-Poulenc pour la protection des cultures contre les insectes, s'est révélée être aussi remarquablement efficace pour protéger les animaux contre les puces et les tiques. Quand Rhône-Poulenc unit les scientifiques, en santé végétale et animale (Rhône-Poulenc Agro, Rhône-Poulenc Animal Nutrition et Merial(*), tout comme en santé humaine (Rhône-Poulenc Rorer et Pasteur Mérieux Connaught), de nouvelles perspectives s'ouvrent, au service de la vie sous toutes ses formes.

http://www.rhone-poulenc.com

* Co-entreprise 50/50 avec Merck & Co., Inc.

RHÔNE-POULENC

Le conseil régional Rhône-Alpes vote les crédits en faveur des étudiants partant à l'étranger

Le FN a joint ses voix à celles de la doite, la gauche « plurielle » votant contre ou s'abstenant

Le conseil régional Rhône-Alpes est revenu, vendredi 19 juin, en séance plénière, sur le vote de sa commission permanente qui, un mois plus tôt, avait rejeté les crédits des bourses attribuées à plus de trois mille étudiants partant en stage à l'étranger. La gauche avait alors refusé de soutenir Charles Millon, élu président avec les voix des conseillers du FN, mais auquel ces derniers refusaient leur appui sur ces crédits.

LYON
de notre correspondant régional

Les 3 236 étudiants privés de bourses régionales de formation à l'étranger, à la suite du vote négatif émis par les conseillers régionaux PS, PC, Verts et FN à la commission permanente, le 20 mai, ont finalement retrouvé, vendredi 19 juin, leurs « billets » de départ pour une vingtaine de pays. Après sept heures de débats chaotiques et confus, parfois violents, l'assemblée régionale a voté par 96 voix contre 47 et 14 abstentions une *aide de 62 millions de francs en faveur des étudiants de Rhône-Alpes.*

Le Front national, opposé depuis de nombreuses années à cette politique conduite par la région, selon lui trop dispendieuse et insuffisamment sélective, a accepté de revenir sur sa position. Le Parti socialiste, qui avait participé, en 1987, à la mise en place de ces aides – celles-ci ne concernaient alors qu'une cinquantaine d'étudiants – et qui prévoyait dans son programme électoral de porter à plus de dix mille le nombre des bourses, a voté contre. Le président du groupe PS, Bernard Soulage a expliqué qu'il faut *« arrêter définitivement l'alliance entre une partie de la droite et le FN »* au conseil régional et que les élus socialistes continueront à assumer *« une opposition totale »* à Charles Millon (ex-UDF), président élu avec les voix de l'extrême droite. Les Verts ont adopté la même ligne de conduite. Le groupe communiste, qui avait annoncé son intention de ne plus pratiquer *« la politique du "non" systématique »*, s'est finalement abstenu, comme l'unique conseiller régional MDC et une élue RPR.

Le long débat sur les bourses avait débuté avec la mauvaise humeur d'un certain nombre d'étudiants, invités personnellement par l'exécutif régional mais qui n'avaient pu entrer faute de place. Finalement, une centaine d'entre eux purent pénétrer dans la salle, où l'atmosphère était déjà surchauffée. Le PS et les Verts voulaient, une nouvelle fois, faire la démonstration que Rhône-Alpes *est ingouvernable et que son président ne peut agir qu'avec les voix que lui apportent les conseillers régionaux FN.* Une partie de la droite républicaine partage cette analyse et estime, comme l'a souligné Florence Kuntz (RPR), que le conseil régional est dans *« une impasse morale et politique ».* *« A travers le dossier des bourses*, a-t-elle dit, *nous voyons que Charles Millon est l'otage du FN. »*

Pour les étudiants venus, par leur seule présence, plaider leur cause, *« le problème des bourses n'est pas le bon combat pour s'opposer aux Front national ». « Il y a d'autres façons de résister que de voter systématiquement contre toute proposition de l'exécutif »*, expliquent-t-il. Les élus PS, qui ont entrepris, *ces dernières semaines*, une large campagne d'explication dans les universités, peinent, face aux étudiants, à faire comprendre et accepter leur position. *« Nous sommes face à un choix impossible : soit matraquer les étudiants, soit légitimer le FN. Nous sommes prêts à endosser l'impopularité »*, reconnaît M. Soulage. *« Puisque M. Millon a choisi de se faire élire avec les voix du FN, les élus de gauche le renvoient ainsi en tête-à-tête avec ce dernier. Il voudrait que la gauche, par son vote, contrecarre les outrances du FN tout en poursuivant son alliance avec lui. Nous refusons ce jeu »*, renchérissait Gérard Collomb, conseiller régional du Rhône.

BATAILLE D'AMENDEMENTS

La bataille des amendements, qui a ponctué toute la journée de vendredi, conduite par Bruno Gollnisch (FN) et destinée à limiter à l'avenir le nombre des bourses ainsi que le volume des financements (58,7 millions de francs en 1998), mais aussi à définir des critères de sélection plus restrictifs et à contraindre les étudiants boursiers à *« mettre en œuvre* [leurs] *compétences, en France ou à l'étranger, au service d'intérêts français en priorité »*, a suscité de très vifs débats à droite. L'amendement qui reprenait cette dernière proposition, jugée par la gauche *« discriminatoire »* et qui *« instille la ségrégation »*, a été l'occasion d'une bataille à la fois claire politiquement et trouble sur le plan du vote.

Pour la première fois la gauche « plurielle » et des élus UDF et RPR *ont joint leurs voix pour tenter de repousser cette proposition,* finalement adoptée par 79 voix contre 77, mais dans la plus totale confusion. Convaincu qu'il était possible, à cet instant, de mettre M. Millon en minorité, le PS a exigé un nouveau vote, refusé, puis accepté par le président. Percevant la menace, M. Gollnisch a retiré son amendement, mais l'alerte avait été chaude.

Quelques minutes plus tard, l'assemblée adoptait à une large majorité (96 voix contre 47) les crédits destinés aux 3 236 bourses à l'étranger. Jamais M. Millon n'avait obtenu un tel nombre de voix lors d'un vote. Celui-ci pourrait compromettre la proposition d'« alliance » faite par les groupes PS et Verts aux élus de droite – actuellement une quinzaine – qui combattent l'« accord » entre M. Millon et le FN.

Dans un communiqué diffusé juste avant la session du conseil régional, le groupe des Verts soulignait que, *« face à un exécutif illégitime, le clivage principal n'est plus gauche et écologistes-droite, mais républicains-extrémistes ».* Les élus Verts préconisaient toutefois qu'en cas de renversement de M. Millon l'exécutif régional soit *« monocolore, c'est-à-dire dévolu à la majorité "plurielle" ou à la droite ».*

« La volonté des Verts est d'abord de faire échec à la stratégie d'alliance avec le FN, quitte à ce qu'un nouvel exécutif soit dévolu à la droite républicaine. Il va de soi que nous ne participerons pas à ce nouvel exécutif de droite », précisent-ils. Pour Marie-Thérèse Geffroy (RPR) *« la proposition du PS et des Verts est constructive ». « Les choses peuvent évoluer. La région a été gouvernée de cette façon entre 1992 et 1996 »*, rappelle le chef de file des opposants de droite à M. Millon.

Claude Francillon

Le président du conseil général des Bouches-du-Rhône est sommé de se démettre

L'assemblée sera convoquée d'ici un mois

EST-CE la fin du feuilleton ? Le Conseil d'Etat a confirmé, vendredi 19 juin, que François Bernardini, président (PS) du conseil général des Bouches-du-Rhône et conseiller municipal d'Istres, doit se démettre de ses mandats. Il a ainsi suivi les conclusions présentées par son commissaire du gouvernement, Laurent Touvet (*Le Monde* daté 14-15 juin).

Déclaré comptable de fait depuis le 20 avril 1995, M. Bernardini a utilisé de nombreuses voies de recours pour échapper à la condamnation d'inéligibilité qui accompagne cette situation. Il a fait appel auprès de la Cour des comptes, qui a confirmé l'avis de la chambre régionale des comptes de Provence-Alpes-Côte d'Azur. Il est devenu, théoriquement, inéligible en avril 1997, faute d'avoir obtenu un quitus. Il aurait donc dû alors être démis de ses mandats de conseiller municipal et de conseiller général.

Le préfet, compétent en la matière lorsqu'un mandat de conseiller municipal est en jeu, a pris un arrêté de démission d'office, en juillet 1997. M. Bernardini a contesté cet acte devant le tribunal administratif de Marseille et, en appel, devant le Conseil d'Etat. Celui-ci vient de confirmer l'arrêté préfectoral, *qui devient donc exécutoire.*

Le préfet, en revanche, n'a pu agir pour ce qui concerne le mandat de conseiller général, car il n'en a pas la compétence. C'est en effet l'assemblée départementale qui doit prononcer la démission d'office, en vertu d'une loi de 1871 sur l'organisation des départements, jamais modifiée. En juin 1997, l'ancien président du conseil général, Lucien Weygand (PS), avait refusé de mettre la question à l'ordre du jour. Un citoyen avait contesté ce refus devant le tribunal administratif de Marseille, qui lui avait donné raison. Mais le conseil général ainsi que M. Bernardini avaient fait appel devant le Conseil d'Etat, ce qui avait suspendu la procédure. M. Bernardini a ainsi pu être légalement élu président du conseil général, au lendemain des cantonales de mars. Le Conseil d'Etat vient de confirmer la décision de première instance. Il enjoint le conseil général de se prononcer sur la démission de M. Bernardini dans un délai d'un mois, sous peine d'une astreinte de 2 000 francs par jour.

Deux heures après avoir pris connaissance de cet arrêt, François Bernardini a annoncé, lors d'une conférence de presse, qu'il se plierait à l'injonction de réunir le conseil général d'ici un mois pour qu'il statue sur son sort. Il a affirmé qu'il est trop tard, *« techniquement »*, pour mettre cette question à l'ordre du jour de la session plénière du vendredi 26 juin, consacrée au budget.

M. Bernardini votera-t-il pour sa propre démission ? La réponse est incertaine. L'élu a en effet dénoncé l'*« acharnement »* dont il serait victime, soulignant que les décisions de justice prises jusque-là ne sont pas *« infamantes »* puisqu'aucun enrichissement personnel n'a été établi. *« Je suis mis en position de démissionner alors que je n'ai rien fait d'absurde ni de répréhensible »*, a-t-il soutenu.

OBSTINATION DANGEREUSE

M. Bernardini a ajouté qu'il n'y avait *« aucun intérêt »* à évoquer cette question lors de la réunion du groupe socialiste du conseil général, convoqué lundi 22 juin, dans le but de préparer la session budgétaire. Interrogé séparément, Jean-*Noël Guérini, vice-président* du conseil général chargé des finances, a déclaré le contraire. Il a même annoncé qu'il serait à la disposition *des journalistes pour commenter* la décision prise *« dès la fin de la matinée ».*

Certains de ses amis estiment *que M. Guérini pourrait* postuler à la succession de M. Bernardini. Un bras de fer intersocialiste devrait donc s'engager bientôt, quelques amis du président, et en particulier les nouveaux élus, estimant que l'obstination de M. Bernardini, qu'ils comprennent sur le plan personnel, devient dangereuse sur le plan politique.

Si une majorité de conseillers généraux vote la démission de M. Bernardini, celui-ci aura encore la ressource d'attaquer leur délibération devant le tribunal administratif, puis devant le Conseil d'Etat, qui pourra à nouveau enjoindre l'assemblée délibérante de se prononcer… Pour en finir avec cette situation absurde, il faudra qu'un justiciable demande au juge administratif de prononcer lui-même la démission d'office. Il en a le pouvoir : lorsqu'il statue en matière électorale, il dispose en effet de droits plus étendus que lorsqu'il traite de l'excès de pouvoir – il ne peut alors qu'annuler ou confirmer un acte administratif. Encore faut-il l'interroger de façon pertinente, car il ne répond qu'aux questions qu'on lui pose.

Rafaële Rivais et Michel Samson à Marseille

En Picardie, le PS entend jouer la « clarification » face au FN

L'ANNONCE faite par Charles Baur (ex-UDF), installé à la présidence de la région Picardie grâce aux voix des élus du Front national, de son ralliement à La Droite de Charles Millon, *« probablement au mois de septembre »* (*Le Monde* daté 14-15 juin), n'est pas du goût de tous les conseillers régionaux de sa majorité. Dominique Antoine (UDF-FD), ancien directeur adjoint du cabinet de François Bayrou au ministère de l'éducation nationale, a annoncé, vendredi 19 juin, sa décision de *« suspendre sa participation au comité de majorité qui réunit, autour de Charles Baur, les groupes Union pour la Picardie, RPR et UDF »* jusqu'à ce que M. Baur donne une *« clarification ».*

Le conseiller régional explique dans un communiqué que M. Baur avait justifié son acceptation des voix du Front national en évoquant l'*« exception picarde »*, autrement dit le fait que la Picardie était la seule région où la gauche avait présenté un communiste comme candidat à la présidence après les élections du 15 mars. L'adhésion de M. Baur à La Droite *« signifierait la fin de l'exception picarde »*, estime M. Antoine, car elle *« conduirait à assimiler la situation de la Picardie à celle de Rhône-Alpes, où le candidat de la gauche était socialiste et où des responsabilités ont été confiées aux élus du FN »*. M. Baur a fait savoir, dans un entretien publié samedi par *La Voix du Nord*, qu'il n'a *« pas d'idée arrêtée »* et qu'il prendra sa décision *« en septembre ».*

La gauche « plurielle » suit avec attention les troubles de l'UDF. Certes, M. Antoine n'a pas encore rejoint les trois élus de droite qui s'opposent à M. Baur et votent selon les dossiers, mais son message sur l'*« exception picarde »* n'est pas tombé dans l'oreille de sourds. Pour l'heure, et malgré l'abandon des deux élus du Mouvement des citoyens, le PS et l'élu des Verts ont décidé de continuer leur opposition systématique à M. Baur afin d'obtenir sa démission. Le PCF, qui prendra sa décision en début de semaine, ne devrait pas les laisser seuls.

« FRAPPER UN GRAND COUP »

Les différents représentants de la gauche se sont rencontrés, vendredi, pour confronter leurs analyses de la situation picarde et faire le point sur leurs positions. *Michel Vignal, conseiller régional* et membre du conseil national du MDC, a confirmé qu'il entend ne plus pratiquer *« une opposition systématique et aveugle »* dans les votes au conseil régional afin, explique-t-il, de ne pas *« transformer les citoyens de ces régions en otages des décisions du seul FN ».* Les communistes, qui subissent la pression d'élus craignant l'incompréhension de leurs électeurs, ont souligné, cependant, par la voix de leur président de groupe, Gilles Mazure, qu'*« il y a des moments où il faut frapper un grand coup »* pour *« éviter que, demain, ce ne soit le FN qui dicte totalement la politique du conseil régional ».*

M. Mazure ne cache pas son irritation face au bouillant député communiste de la Somme, Maxime Gremetz. Celui-ci a en effet préconisé, dans un entretien au *Courrier picard*, le 16 juin, la fin de l'opposition systématique à *M. Baur au nom des « intérêts des gens »*. M. Mazure *« n'apprécie pas cette façon de mettre en cause la position des élus régionaux ».* Il précise que, s'il n'est pas question d'*« avoir une position dogmatique »* sur l'opposition à M. Baur, et si celle-ci peut être *« évolutive »*, il faut aussi tenir compte de la mobilisation lors de la manifestation contre l'alliance droite-FN, le 13 juin, à Amiens : dix mille personnes selon les organisateurs (*Le Monde* du 16 juin). *« J'ai rencontré pendant la manifestation des personnes victimes de la position de la gauche "plurielle". Elles étaient ennuyées, mais, en même temps, ne voulaient pas banaliser le FN et l'alliance avec la droite »*, raconte-t-il.

Les socialistes n'échappent pas au débat et se demandent aussi combien de temps ils pourront tenir leur position. La mobilisation, leurs contacts avec les électeurs, mais aussi les deux élections partielles cantonales du 14 juin dans l'Oise – qui ont vu l'échec des candidats de droite, même lorsqu'il y avait soutien du Front national, et l'arrivée de deux nouveaux socialistes au conseil général – sont autant d'éléments pour confirmer leur stratégie. Ils espèrent beaucoup de l'assemblée plénière du 10 juillet. Ce jour-là, les conseillers régionaux éliront leurs représentants aux conseils d'administration des lycées. Les socialistes plaident pour que la gauche présente des candidats afin de forcer la droite, mais aussi les trois élus de Lutte ouvrière, à choisir, face aux candidats FN, leur camp.

Christiane Chombeau

L'Assemblée nationale a adopté la proposition de loi sur la chasse

L'ASSEMBLÉE NATIONALE a adopté la proposition de loi *« relative aux dates d'ouverture anticipée et de clôture de la chasse aux oiseaux migrateurs »*, vendredi 19 juin. Seuls vingt députés ont voté contre. Il s'agit notamment des six Verts, qui étaient opposés au texte, contraire à une directive européenne défendue par Dominique Voynet, ministre de l'aménagement du territoire et de l'environnement (*Le Monde* du 20 juin).

Onze socialistes s'y sont également opposés : Maurice Adevah-Peuf (Puy-de-Dôme), Jean-Pierre Blazy (Val-d'Oise), Jean-Michel Boucheron (Ille-et-Vilaine), François Colcombet (Allier), Jean-Claude Daniel (Haute-Marne), René Mangin (Meurthe-et-Moselle), Jean-Paul Mariot (Haute-Saône), Philippe Nauche (Corrèze), Geneviève Perrin-Gaillard (Deux-Sèvres), Marie-Line Reynaud (Charente) et Michèle Rivasi (Drôme). Ont également voté contre Jean-Pierre Brard (app. communiste, Seine-Saint-Denis), Aloyse Warhouver (div. g., Moselle), et Robert Honde (radical de gauche, Alpes-de-Haute-Provence).

DÉPÊCHES

■ **CORSE : la chambre régionale des comptes de Corse, saisie par le préfet,** Bernard Bonnet, a adressé vendredi 19 juin une lettre d'observation au maire bonapartiste d'Ajaccio, *Marc Marcangeli, dans* laquelle elle indique que le budget primitif pour 1997 de sa ville n'est pas sincère. Un déficit de 20 millions de francs aurait été masqué par la non-inscription de factures, notamment à EDF. Par ailleurs, une peine de cinq mois de prison avec sursis a été requise vendredi 19 juin devant le tribunal correctionnel d'Ajaccio à l'encontre du maire de Propriano (Corse-du-Sud), Emile Mocchi (RPR), qui comparaissait pour détournement de fonds publics.

■ **VIEILLESSE : l'Association des directeurs d'établissements** d'hébergement pour personnes âgées reproche à Martine Aubry, ministre de la solidarité, d'avoir reporté la mise en place d'un minimum national pour la prestation spécifique dépendance, dans l'attente de l'instauration de la réforme de la tarification dans les établissements d'accueil des personnes âgées. *« Une fois de plus, les départements gagnent du temps »*, indique cette organisation, coauteur du *Livre noir de la PSD*, dans un communiqué publié le 19 juin.

LOISIRS Un mois après les manifestations contre le déplacement de la Foire du Trône, les forains préparent des actions pour le mois de septembre. Ils refusent de quitter la pelouse de Reuilly, dans le douzième arrondissement de Paris, où ils étaient installés depuis 1964. ● LES FORAINS dénoncent l'attitude des municipalités, qui écartent de plus en plus souvent les fêtes foraines des centres-villes pour les installer en périphérie. ● PIERRE ET FRANCINE sont confiseurs ambulants. *« Quand on reste trop longtemps dans un endroit, on a le blues. C'est monotone »,* racontent ces forains qui « tournent » en Normandie, en Vendée et en région parisienne de mars à décembre. ● LES ENQUÊTES DU MINISTÈRE de la culture indiquent que, parmi les loisirs des Français, les fêtes arrivent en seconde place, juste derrière le cinéma.

Ecartés des centres-villes, les forains s'inquiètent pour leur profession

Les fêtes foraines, concurrencées par les parcs d'attractions, traversent une crise qui s'est traduite, en mai, par une série d'actions revendicatives contre le déplacement de la Foire du Trône. Ces mouvements devraient reprendre à la rentrée

COMME pour revenir aux heures glorieuses de la fête foraine, ils devraient envahir en avril 1999 la place de la Nation qu'eux ou leurs ancêtres occupèrent de 1812 à 1964. Les forains recommenceront également à manifester dès septembre, une fois passées la Coupe du monde et les vacances. Confirmé par la mairie de Paris le 28 mai, le départ de la Foire du Trône de la pelouse de Reuilly, dans le douzième arrondissement de Paris, est vécu par les professionnels de la fête comme une confirmation géographique du déclin de leur activité.

Les manifestations parisiennes, les routes bloquées dans toute la France tout au long du mois de mai, la pétition de soutien qui a recueilli 500 000 signatures, assurent-ils, n'auront servi à rien. Pas plus que le protocole d'accord signé en 1993 avec Jacques Chirac, alors maire de Paris, qui devait leur garantir l'accès à la pelouse de Reuilly jusqu'en 2003. *« Il s'agit d'offrir à la Foire du Trône un lieu digne d'elle, avec toilettes, halte-garderie, infirmerie... »,* justifie Jean-Pierre Pierre-Bloch, adjoint au maire de Paris chargé du dossier.

Un lieu dans Paris intra-muros, a-t-il toutefois précisé aux forains, qui ont une grande crainte : le déplacement de la Foire du Trône, née au Moyen Age, vitrine de la profession avec ses quelque 270 forains présents, ne risque-t-il pas de donner des idées à d'autres maires ? C'est toute la tradition d'accueil de la fête foraine dans les centres-villes qui est, selon eux, menacée. *« Partout, nous sommes rejetés,* s'inquiète Marcel Dallay, délégué général du Syndicat national des industriels forains (Snif).

De nombreux maires s'interrogent sur leur foire, confirme l'Association des maires de France (AMF), l'ont déplacée vers un parc d'exposition situé en bordure de ville ou tentent de le faire, et les conflits se multiplient. Lyon, Strasbourg, Tours, Montpellier, Mulhouse, Orléans, Le Havre, ont agi ainsi. Metz, Fontainebleau, Rouen, Antibes ou Alençon, par exemple, semblent y songer très sérieusement.

« DÉLOCALISATIONS »

On compterait *« une trentaine de délocalisations ces dix dernières années »,* aux dires de Claude Piel, président du Syndicat national des artisans de la fête (SNAF). En Ile-de-France, bon nombre de fêtes foraines ont été tout bonnement supprimées. *« Il y a vingt ans, chaque commune de banlieue avait sa fête. 80 % ont disparu, car les maires ne veulent plus assumer cette responsabilité »,* regrette Bruno Vancraeyenest, porte-parole des forains de la Foire du Trône.

A l'en croire, les revenus des forains – ils sont estimés à environ trente mille familles – suivent la même pente descendante. *« On trouve de moins en moins de foires. Elles sont supprimées ou meurent doucement parce qu'elles ont été déplacées du cœur de la ville. »* Pour les forains, il faut ensuite parfois des décennies pour retrouver un emplacement à louer dans une fête de grande ville, et combler un vide dans une tournée. Propriétaire d'un manège pour les petits, Pascal Damion explique qu'*« une tournée, c'est à vie, ça se lègue aux enfants et ça sert de carte de visite pour obtenir un crédit ».*

Inexorablement, les embouteillages, les problèmes de stationnement, le bruit, le poids des manèges (90 tonnes parfois), la pression immobilière éloignent ces attractions des centres-villes, qui restent pourtant les emplacements les mieux à même de rentabiliser des investissements de plus en plus lourds : le prix d'un manège pour adultes grimpe aujourd'hui jusqu'à dix millions de francs. *« Les maires préfèrent créer des parcs forains à l'écart de la ville,* poursuit Tony Coppier, du Syndicat autonome des forains français (SAFF). *Ils en cèdent la concession à un forain. En cas de problème, c'est à lui de gérer. Mais nous, on va dépendre d'un patron. On n'aura plus le contact direct avec les municipalités. »* Perte d'autonomie, risque de sédentarité, c'est l'identité même des forains qui est remise en cause.

Pour le maire de Metz, Jean-Marie Rausch (div. d.), la mise à l'écart des centres-villes relève tout à la fois de la montée des aspirations « écologiques » dans les grandes villes, et de la crainte des maires *« que ne s'accélère le mouvement de départ des familles aisées de l'hyper-centre vers les communes périphériques. Car même si le public des fêtes foraines est toujours en partie familial, un climat d'insécurité latente règne le soir ».* Bandes, bagarres, délinquance, les vraies raisons, que d'autres maires n'évoquent qu'à demi-mots, sont lâchées. *« On nous met à l'écart par peur que nous n'attirions une certaine clientèle »,* confirme, amer, Claude Piel. Au début du siècle, raconte Zeev Gourarier, directeur adjoint du Musée des arts et traditions populaires, la fête était très bien fréquentée. On venait s'y instruire tout en s'amusant. Mais, *« signe du déclin »* actuel, *« les élites la prennent avec des pincettes, et le public jeune est de plus en plus important au détriment des familles ».*

Pour se convaincre que la fréquentation des fêtes foraines a changé, une balade à la Foire du Trône, en permanent état de siège policier, suffit. Depuis les bagarres entre bandes rivales de 1996 (dix-sept blessés), *« nous avons renforcé et rendu plus visible la présence policière pour redonner un caractère familial à la Foire »,* indique-t-on à la préfecture de police de Paris : vingt-quatre policiers mobilisés en permanence, plus d'une centaine les jours d'affluence sans oublier une compagnie de CRS et une équipe cynophile à l'entrée pour barrer l'entrée aux jeunes accompagnés de chiens agressifs. Malgré ce dispositif, cette année encore, des affrontements ont eu lieu lors d'une journée « portes ouvertes ».



« LA FIN DE QUELQUE CHOSE »

« Les maires se "dégonflent", souligne Jean-Pierre Pierre-Bloch, *parce que l'arrivée des forains, ce n'est plus la fête comme avant, mais les ennuis. Pour ceux qui n'ont pas les moyens de dépenser beaucoup, il y a là comme une provocation, d'où les réactions de violence. »* Et l'adjoint au maire de Paris chargé de l'industrie, du commerce et de l'artisanat de poursuivre : *« Dans notre société qui se compartimente, les lieux de mixité posent problème. Les fêtes foraines jouaient ce rôle fantastique de brassage social. Mais, depuis quatre ou cinq ans, elles sont rattrapées par les phénomènes de violence des banlieues. »* Pour *« réorganiser le brassage »*, la prochaine Foire du Trône aura lieu dans un lieu clos, dont l'accès sera très strictement surveillé.

La clientèle familiale encore présente, *« le populaire »*, comme disent sans mépris les forains, dépense moins car son pouvoir d'achat a décliné. Les forains ont dû s'adapter, brader le tour de manège à dix francs au lieu de vingt il y a dix ans. D'autant que les parcs d'attractions comme Eurodisney ou le parc Astérix exercent à plein leur pouvoir d'attraction. *« Il y a un malaise »*, commente un jeune employé de deux forains, qui ne poursuit qu'une fois l'anonymat assuré : *« C'est la fin de quelque chose. Ça ne rapporte plus. Dans l'avenir, il y aura des parcs d'attractions, mais seulement l'été. Va y avoir de la casse, dans le métier. »*

Pascale Krémer

Un Français sur deux fréquente les fêtes

Près de la moitié (45 %) des Français de quinze ans et plus fréquentent les fêtes foraines, indique la dernière enquête – réalisée en 1989 – du ministère de la culture sur les pratiques culturelles des Français. La prochaine enquête sur ce thème, qui sera publiée à la fin du mois de juin, confirmera ce beau score, qui place les fêtes foraines à la hauteur du cinéma en termes de popularité. Les 15-19 ans constituent le noyau le plus assidu des pratiquants : 24 % d'entre eux fréquentent la fête foraine cinq fois ou plus dans l'année. La pratique chute au-delà de 24 ans.

Moins familiale que la sortie au parc d'attractions, la sortie à la fête foraine s'effectue d'abord entre amis, en bande pour les adolescents. Un sondage sur les jeunes et les sorties culturelles, réalisé pour le ministère de culture en 1994, plaçait la fête foraine au deuxième rang des sorties des jeunes de 12-25 ans derrière le cinéma, mais devant les boîtes de nuit : sur 100 personnes interrogées, 60 % étaient allées à la fête dans les douze derniers mois, contre 90 % pour le cinéma et 57 % pour les discothèques.

La vie nomade de Francine et Pierre, confiseurs ambulants

PORTRAIT

Fiers d'être forains même s'ils ne sont « pas pris en considération »

LA BARAQUE de confiserie de la famille Hector est suffisamment longue pour que, sur son flanc, se succèdent en lettres soignées des promesses de bonheur. *« Beignets, cornets d'amour, barbe à papa, gaufres, croustillons, chichis... »* Francine et Pierre Hector ont trente-six et trente-sept ans, deux garçons de dix et treize ans, une petite dernière toute blonde de trois ans. Ils « tournent » en Normandie, en Vendée et en région parisienne, de la fin mars au mois de décembre, aiment travailler le sucre devant les enfants pour les amuser, fabriquent eux-mêmes la nougatine, la guimauve et les berlingots selon des recettes strictement familiales.

Leurs parents étaient-ils forains ? La question les ferait presque rire. Les voilà qui font remonter à la surface, en vrac, une poignée d'ancêtres : un père comédien ambulant, un grand-père forain en Hollande, une grand-mère acrobate sur les grands boulevards parisiens, une tante qui faisait des croustillons. C'est sur une foire de Haute-Normandie que Francine et Pierre se sont rencontrés, la seule fête commune de la tournée de leurs parents, qui se connaissaient, cela va de soi.

« BOUGER, C'EST LA FÊTE ! »

Jamais, jurent-ils, ils n'ont songé à être autre chose que forains. *« On a toujours été "bassinés" là-dedans,* sourit Pierre. *C'est un métier où l'on a un peu de liberté. Une vie spéciale, que tout le monde ne peut pas mener. Il y a des gens pour qui faire les valises, sortir la caravane pour partir en vacances, c'est la corvée. Nous, quand on bouge, c'est la fête ! »*

Sa femme, patience et sourire d'ange, acquiesce. *« Quand on reste trop longtemps dans un endroit, on a le blues. C'est monotone. Une nouvelle foire, c'est un cadre qui change, un nouveau marronnier devant la fenêtre de la caravane, des copains forains qu'on retrouve. »*

Certains jours, la routine des *« sédentaires »* leur semble pourtant enviable. Pour scolariser les deux aînés, le couple a dû accepter de s'en séparer la semaine. « C'est *le plus dur à vivre »*, lâche Francine, qui a bien essayé, un temps, de faire changer d'école au plus grand en fonction des tournées. *« Mais les méthodes varient trop,* poursuit-elle. *Il était perdu. Et puis le soir, on travaille, on n'est pas là pour vérifier qu'il n'est pas devant la télé... »* L'aîné vit donc chez sa tante, dans la Manche, et ne revient en train que le week-end. Son petit frère est en nourrice, avec ses cousines, chez une amie qui habite Rouen. Francine, comme pour s'en convaincre encore une fois, explique que *« c'est bien aussi de les adapter à une vie sédentaire, de leur montrer ce que c'est, pour qu'ils aient le choix plus tard ».*

« C'EST SON MONDE »

Pour l'aîné, le choix est déjà fait. *« Il veut être forain. C'est pas qu'il s'ennuie à l'école, mais la fête, c'est son monde, une grande famille. »* *« Le week-end, l'été,* reprend Pierre, *on met les garçons aux glaces ou aux barbes à papa. Ils ne sont pas devant la télé. Ils apprennent la vie. Et ils savent compter. Le petit a 38 sur 40 de moyenne en maths ! »*

La fête assurera-t-elle leur avenir ? *« En ce moment, on en doute »*, s'inquiète Francine. Les journées de douze heures permettent de *« vivre correctement avec beaucoup d'efforts »* et de tenir pendant les trois mois d'hiver où l'activité cesse.

La caravane ressemble à une maison, avec sa cheminée qui fonctionne pour de bon, son sol carrelé, son salon de cuir et sa cuisine intégrée. Mais les revenus sont *« stables depuis quinze ans, alors que les frais augmentent ». « Tout est plus cher, surtout les emplacements. Celui de la Foire du Trône nous coûte 30 000 francs. Dans le passé, les maires appelaient nos parents pour faire la fête. Quand les chevaux de bois arrivaient, on leur donnait des poules. Aujourd'hui, quand on débarque, les gens ferment leur porte. Ils n'ont plus confiance. Mais les problèmes, c'est pas nous qui les amenons ! »*

Fiers d'être forains même s'ils ne sont *« pas pris en considération »*, Francine et Pierre avouent tenir grâce à ces fêtes de village où tout se passe bien. Grâce aussi à ce public de gens modestes qui *« font plaisir à leurs trois enfants avec 15 francs ». « La grand-mère avec ses petits-enfants qui vous parle comme si elle vous avait toujours connu, c'est pas dans les parcs d'attractions qu'on trouve une ambiance comme ça. »*

P. Kr

Une tradition née avec les villes, à la fin du XIIe siècle

LES FORAINS font volontiers remonter leur activité à 957, lorsque les moines de l'abbaye de Saint-Antoine, qui avaient épuisé leur dernière farine à nourrir les Parisiens affamés, obtinrent du roi Lothaire l'autorisation de vendre leur pain de seigle au miel pour gagner quelques sous. Briseurs de chaînes, montreurs d'ours et troubadours furent conviés à la vente de charité pour attirer le chaland.

Mais, pour la fête foraine, tout commence réellement avec la création des villes, donc des marchés et des foires, à la fin du XIIe siècle. Aux victuailles et tissus, s'ajoutent des spectacles de saltimbanques perchés sur des tréteaux. A la fin du XVIe siècle, les foires des grandes villes ne proposent plus que des produits de luxe et se transforment en lieux de plaisirs, avec des cafés, des concerts et des attractions foraines : comédiens ambulants, marionnettistes, équilibristes, bateleurs... Les grands boulevards, à partir de 1750, les concurrencent en attirant promeneurs et saltimbanques.

C'est en fait la révolution industrielle, associée au développement des modes de vie urbains, qui donne naissance à la fête foraine telle que nous la connaissons aujourd'hui, distincte de la foire marchande. La seconde partie du XIXe siècle et le début du XXe siècle en constituent l'apogée. La fête attire alors hommes et femmes, adultes et enfants, ouvriers et bourgeois, venus s'amuser et s'instruire grâce aux « banques » – les pantomimes, fakirs, dresseurs, lutteurs, magiciens... –, aux « entresorts » – les baraques où l'on contemple des « curiosités » – et aux « tournants » (manèges), devenus mécaniques grâce à la vapeur.

FÉE ÉLECTRICITÉ

La fête assouvit les curiosités, vulgarise les découvertes scientifiques, explique la fée électricité, la pile Volta, l'accouchement au forceps et les foies cirrhosés. Mais l'après-seconde guerre mondiale est moins glorieux. Les spectacles vivants, la parade, disparaissent peu à peu, détrônés par les manèges, dont la vitesse augmente grâce à l'invention du vérin hydraulique. *« Les catcheurs de Jackson, qui étaient le dernier grand métier de banque, ont disparu il y a cinq ou six ans,* regrette Zeev Gourarier, directeur adjoint du Musée des arts et traditions populaires. *La fête foraine s'est appauvrie dans son contenu. »* Et la bourgeoisie, qui ne dédaignait pas s'encanailler, *« faire la foire »* dans ce lieu de tous les plaisirs, le boude désormais.

P. Kr

Pour Jacques Arthaud, éditeur d'Eric Tabarly, comme pour sa fille, la navigatrice Florence Arthaud, la disparition du marin breton reste inimaginable.

Tabarly l'indomptable

ILS sont tous les deux assis autour d'une table ronde, dans une maison isolée au cœur de Paris, hors du temps et du bruit. A la fenêtre du dernier étage, la longue maquette d'un voilier. Lui est éditeur et sa fille navigatrice, ou louve de mer, une solitaire. Entre elle et lui, le souvenir d'Eric Tabarly. Jacques Arthaud parle du marin disparu par rafales de mots. Les mots, c'est son métier. Et les mots de Tabarly, il les a imprimés noir sur blanc, il y a longtemps, en 1964. Cent soixante-dix mille exemplaires – il précise : *« de vrais chiffres ! »* – pour la publication du journal de bord du premier homme qui brisa la suprématie des Anglais sur l'eau.

Florence Arthaud, elle, n'a pas le verbe délié de son père. Tabarly, elle en parle d'abord avec des silences. Comme celui qui fut à ses yeux *« presque une idole »*, qui franchit souvent le seuil de cette maison lorsqu'elle était enfant – *« J'avais sept ans quand il remporta sa première Transat ; il m'intimidait »* –, cette jeune femme aux cinquante traversées de l'Atlantique est du genre à ne pas parler inutilement.

Rien ne prédisposait Jacques Arthaud à publier des aventures de mer. *« Mon père éditait des récits de montagne. Mais moi, je m'intéressais aux navigateurs. J'avais tout lu de cette littérature. J'étais devenue équipier sur des bateaux. J'étais ce qu'on appelait un bon amateur. »* Sa première rencontre avec Tabarly remonte au début de cette fameuse année 1964. *« Je l'ai vu au Salon nautique. Il venait d'entamer la construction de* Pen-Duick II. *Il avait une jambe cassée. Je me souviens de lui cherchant de l'argent auprès des gens de mer, avec son plâtre... ».*

L'éditeur se plonge dans une édition originale du livre. En énormes caractères noirs figure le nom du héros. Le sous-titre est sobre : « Victoire en solitaire, Atlantique 1964 ». Sur la couverture couleur, Tabarly aux commandes de *Pen-Duick*, avec sa barbe de vingt jours et des embruns, son pull *« qui gratte »*, ce regard à faire reculer les vagues, ou la peur de les affronter. *« Avant la course, j'étais allée voir son bateau à Saint-Philibert, près de La Trinité. J'éprouvais pour lui une réelle sympathie. Ce n'était pas un homme d'affaires. Il cherchait toujours de l'argent. Sa solde d'enseigne de vaisseau ne pouvait couvrir ses besoins pour* Pen-Duick. » Tandis que le jeune homme, enfin parti – en catastrophe – pour la grande aventure, empruntait sans grande expérience la route dite orthodromique (ou de l'arc de grand cercle), Jacques Arthaud engageait la maison d'édition familiale dans les histoires de marins. Son père n'aurait pas à le regretter.

Après les succès d'Eric Tabarly (sur mer et en librairie) viendraient ceux de Bernard Moitessier, de Chichester, de Colas. Un cliché en noir et blanc consigne ce premier souvenir glorieux : peu de temps après son arrivée victorieuse à Newport, Eric Tabarly, visage rasé et polo blanc, remet à son éditeur le journal de sa traversée, sous le regard de Chichester. *« Il fit preuve d'une grande rigueur et d'une sacrée mémoire. Je travaillais sur ses textes originaux, puis je les lui montrais. Il me disait : Ici, je n'avais pas écrit ce mot. Nous reprenions son manuscrit pour vérifier. »* Jacques Arthaud en profite pour défaire la réputation de muet triste faite à Tabarly. *« Au contraire, il disait bien ce qu'il avait à dire, il aimait rire, c'est pourquoi il appréciait particulièrement la gaieté d'Olivier de Kersauson ; il aimait aussi chanter des chansons de marins. »*

Florence Arthaud écoute son père. Elle n'a encore rien dit, ou si peu. Lui est intarissable sur le Tabarly visionnaire, toujours mystérieux sur les épreuves endurées, mais terriblement précis dès qu'il s'agissait de choisir le moyen de naviguer plus vite. *« Il était doué d'une intelligence exceptionnelle des choses de la mer. Il avait aussi une philosophie de la mer qu'il refusait de traduire en paroles. Mais il ressentait tout avec une extrême sensibilité. Lorsqu'on naviguait avec lui, il n'expliquait pas la manœuvre. Il donnait l'exemple. »* Florence Arthaud, cette fois, intervient. *« Il ne donnait aucune indication. Il ne disait pas ; il faisait. »* Jamais, cependant, elle n'est montée sur *Pen-Duick*. *« Au début, j'ai regretté. Puis des occasions se sont présentées. Je n'y suis pas allée. Tabarly, pour moi, c'était un mythe. Je voulais préserver ce mythe. Maintenant, je ne regrette pas. »*

La voix de Jacques Arthaud reprend le dessus. *« Pour nous, la disparition d'Eric reste un peu inimaginable. Son élément, c'était la mer. On ne pensait pas que " ça " pouvait lui arriver. »* Parler de la noyade à une navigatrice, c'est un peu comme évoquer la corde dans la maison d'un pendu. Les questions viennent pourtant, sur la peur, sur le danger, sur la liste qui s'allonge de ceux qui ne sont pas revenus d'un voyage, tous d'excellents marins, jusqu'à Tabarly. Sa disparition incitera-t-elle les vivants à s'attacher, à prendre moins de risques ?

UNE petite dénégation de la tête, un air résolu, sûr de soi : *« Non »*, répond tranquillement Florence Arthaud, l'une des rares femmes à avoir triomphé en solitaire sur l'Atlantique. *« La veille de la disparition d'Eric, avec Luc Poupon* [le frère de Philippe], *on parlait des copains perdus en mer depuis vingt ans. Cette année, un Italien est passé à l'eau, et Gerry Roufs. On n'y peut rien. Ça ne change rien. C'est comme ça »*. Un silence. *« En mer, on ne s'attache presque jamais. »* Jacques Arthaud hoche la tête. *« Tabarly n'obligeait personne à s'attacher sur un bateau. Lui le faisait rarement. »* La conversation s'est ralentie, alourdie. Les mots soudain sont moins fluides. *« Le pire qui pourrait m'arriver*, assure Florence Arthaud, *ce serait de perdre un équipier. »*

Son édition de 1964 en main, Jacques Arthaud revient sans cesse au Tabarly d'hier, celui qui grimpait au sommet du mât de *Pen-Duick*, les jambes en équerre, celui qui rêvait de bateaux et, loin des calculs d'ordinateurs, emplissait d'hypothèses son esprit inventif. *« Il faut rêver de bateaux*, répète cet amateur de voile. *Tabarly a eu d'autant plus de mérite à innover qu'il était un amoureux des vieux gréements. »*

Amoureux ? Le mot surprend, qui paraît démentir la pudeur légendaire du marin breton. Entre *Pen-Duick* et Eric Tabarly, ce fut pourtant une longue histoire d'amour commencée dès l'enfance. Pen duick, la petite mésange à tête noire, la mésange apprivoisée qui se changea en oiseau migrateur par la volonté d'un navigateur sans pareil. *Pen-Duick*, qui berça ses rêves de petit garçon, le cotre franc de son père sur lequel il naviguait pendant ses grandes vacances. Un jour de 1953, Guy Tabarly l'avait offert à son fils. Mais la coque en bois était si endommagée que le bateau semblait perdu. Grâce au moulage d'une nouvelle coque en plastique, Eric Tabarly sauva son grand jouet de gosse pour ne pas voir un rêve mourir.

Ses plus grandes victoires, il ne les remporta cependant jamais sur cette belle embarcation un rien désuète aux allures de vieux gentleman. *Pen-Duick II* et ses suivants arboraient tous, outre leur dimension impressionnante, les marques d'un génie moderne en quête d'efficacité plus que de fidélité aux traditions. Construit en contreplaqué marine, *Pen-Duick II* était plus léger, avec un plan de voilure fragmenté donnant au navigateur solitaire la possibilité de manoeuvrer plusieurs petites voiles au lieu d'une ou deux grandes. Mais après tant de mers sillonnées et vaincues – on devrait dire apprivoisées –, l'âge venant, Eric Tabarly était revenu à ses premières amours, le *Pen-Duick I* hérité de son père, qu'il menait en promenade ou en régate avec le sentiment d'avoir bouclé sa boucle, d'être rentré au nid de sa mésange. Nid d'où il tomba.

Le marin, dit la sagesse des navigateurs, doit donner une main au bateau et garder une main pour lui. Tabarly, ces dernières années, avait offert ses deux mains et pas mal de son cœur à son *Pen-Duick* pour le conduire au port de ses cent ans.

Florence Arthaud se souvient d'une anecdote racontée par le skipper breton : *« Eric m'a raconté comment il était allé dans un cimetière à bateaux, près de Guénolé, pour tailler les nouveaux mâts de* Pen-Duick ». L'image est saisissante de ce marin comblé, se frayant un passage parmi les voiliers morts, une herminette à la taille, prélevant sur les carcasses fantômes le bois d'une résurrection.

« Aucun bateau ne m'est plus cher que mon vieux Pen-Duick, *un cotre franc dessiné par Five*, écrivait-il dans le livre de 1964 paru chez Arthaud. *Il n'y a sans doute pas de marine que je préfère à la photo qui le représente incliné sous le vent, le plat-bord à fleur d'eau, toutes voiles dehors. A l'arrière du mât, la grand-voile bien plane entre sa bôme et sa corne ; à l'avant, le triangle bas de la trinquette. Mais ce qui donne à* Pen-Duick *son allure inimitable, c'est le haut flèche qui pointe au-dessus du mât et couronne, en retrait, l'immense triangle réparti entre la trinquette et les focs. »*

A la lumière de la disparition *« inimaginable »* du navigateur, certains passages écrits il y a près de trente-cinq ans prennent une résonance troublante et presque prémonitoire, comme si Tabarly avait signé avec la mer un pacte de restitution : tout lui rendre, à commencer par la vie, après avoir tant reçu, à commencer par la liberté, la liberté d'aller et venir dans le bleu irisé, hérissé souvent, des cartes marines. En 1962, ayant lu dans une revue l'annonce de la deuxième course transatlantique en solitaire (la première, disputée en 1960, avait été remportée par Chichester), le Breton n'avait pas hésité. *« L'essentiel du règlement tenait en quelques mots*, écrivit-il plus tard. *Point de départ : Plymouth. Point d'arrivée : Newport (USA). Entre les deux, route libre. »* On imagine le chemin que ces deux petits mots, *« route libre »*, firent dans son esprit de jeune pionnier. Un autre passage du livre laisse une curieuse impression : *« Sur les instances de ma mère, j'installe un poste émetteur-récepteur de radio. A dire vrai, je ne pense pas que sa présence à bord soit aussi rassurante qu'elle l'imagine car, s'il peut m'arriver un accident, il peut en arriver aussi à ces engins. Et si ma mère prend l'habitude de recevoir de mes nouvelles régulièrement, elle s'inquiétera doublement les jours où, pour une raison quelconque, je ne pourrai pas en donner ».* Par ces quelques lignes sauvées du silence, Eric Tabarly rejoint le panthéon des fils aventuriers, comme le Romain Gary de la *Promesse de l'aube*, à la veille des combats aériens, comme le Saint-Exupéry des *Lettres à ma mère*. Ses lignes, il ne les a pas écrites, sauf avec la complicité de Jacques Arthaud. Il les a tracées dans les océans, sitôt ouvertes, sitôt refermées derrière lui, dans ces traversées épiques où le sol du *Pen-Duick* tremblait comme manège de foire, lui interdisant de calculer à loisir des « droites de soleil » sous sa coupole de Plexiglas baptisée astrodôme.

SÛREMENT, Tabarly parlait aux marsouins et s'attachait aux oiseaux perdus qui, en pleine mer, atterrissaient en catastrophe sur le pont du *Pen-Duick* (ainsi le sandpiper du Cap Cod, ailes cendrées, ventre blanc et long de pattes, qu'il « hébergea » en 1964). *« Je m'étais souvent demandé quelle impression je ressentirais en perdant de vue la terre au début de la traversée. Je suis fixé maintenant : je ne ressens rien. »*

Jacques Arthaud a raison : Tabarly appartenait à la mer. Elle était sa famille et son berceau, peut-être aussi, par force, son tombeau. Comment, sinon, entendre cet aveu de jeune marin : *« Le fait d'être seul en mer n'a rien pour moi d'angoissant. C'est une situation à laquelle je suis accoutumé depuis l'enfance. J'aurais même de la peine à dire si mon plus vieux souvenir se rapporte à la terre ou à la mer »*. Et cette phrase troublante : *« La mer a un étonnant pouvoir d'absorption. »*

« Je m'étais souvent demandé quelle impression je ressentirais en perdant de vue la terre au début de la traversée. Je suis fixé maintenant : je ne ressens rien »

Jacques Arthaud continue de tourner les pages du premier livre d'Eric Tabarly, comme s'il cherchait dans l'acte de naissance du héros de légende les accents d'un testament. Il préfère sûrement l'image du navigateur radieux découvrant les Etats-Unis, le haut lieu de la Coupe de l'America, courant à New York pour s'offrir le joyau de l'époque, une moto Harley-Davidson aux suspensions hydrauliques. *« Il ne s'en est pas beaucoup servi »*, commente l'éditeur. Sauf de la selle qui trouva sa place dans le roof des *Pen-Duick*. Invité une première fois à l'Elysée par le général de Gaulle, le marin avait poliment décliné, arguant d'une marée propice à la mise en eau de son bateau. Dans une seconde missive, le président de la République avait renouvelé sa proposition, en formant l'espoir que, cette fois-ci, la mer ne l'enlèverait pas aux honneurs.

Jacques Arthaud a refermé son livre. Florence Arthaud s'est éloignée. Un marin est toujours conscient de ce qui l'attend. Tabarly l'a écrit : *« Je crois que l'on ne peut être projeté par-dessus bord que si l'on ne fait pas attention. Si, dans les déplacements et les manœuvres, on prend soin d'avoir toujours une prise sous la main, je ne pense pas qu'un paquet de mer puisse la faire lâcher »*. La perspective de périr dans une eau froide ne l'enchantait *« que médiocrement »*. Sa parade était toute prête : *« Je fais confiance à mon bout d'écoute bien capelé autour de mes reins »*. Chez les Arthaud, on ne s'habitue pas à ces autres mots pourtant imprimés : Eric Tabarly a cessé de vivre.

Eric Fottorino



Jeune pionnier des océans, premier Français à vaincre les Anglais sur l'eau, rêveur de bateaux, le navigateur a suscité autant d'admiration que de vocations

Photographie d'Eric Tabarly, chez lui, mars 1998 : René Tanguy. Photographie du « Pen-Duick I » : Philip Plisson.

Un héros

Un héros de Plutarque

par Kenneth White

TABARLY le solitaire, Tabarly le silencieux, Tabarly *« l'homme libre et la mer »*. Le mythe Tabarly contient une vérité, exprime un besoin profond. Aux sources du mouvement de mai 68 affleurait cette exigence : *« Sous les pavés, la plage »*. Puis ce besoin a continué d'exister, d'une manière moins explosive, plus « artérielle ». Comme des courants d'eau blanche dans la mer. Comme un archipel de références isolées. Comme une terre qui émerge.

Au lendemain de 1968, je vivais en montagne – dans les Pyrénées-Atlantiques. Mais au bout de dix-sept ans, j'ai senti le besoin de revenir à la mer, et ce fut la côte bretonne.

Nulle rupture : variation seulement dans la continuité. Je restais fidèle à l'Atlantique. Et du point de vue de ce que l'on pourrait appeler peut-être la tectonique généralisée, qu'est-ce qu'une montagne sinon une vague de la terre, qu'est-ce qu'une vague sinon une montagne liquide ?

Ce promontoire armoricain a toujours été une terre de solitaires, voire d'anachorètes. On espère un peu de distance, un peu de silence et de solitude. Le discret y rejoint le secret.

Je me suis amusé, une fois, à dresser une sorte de *« carte des solitaires »* de la Bretagne : Chateaubriand à Combourg, Segalen à Brest, Corbière à Morlaix... Tabarly à Gouesnach.

Ce fut un vieux marin pêcheur de Trébeurden qui m'apporta la nouvelle. En général, on parle de tout : de ses années sur les côtes d'Afrique, de la campagne de Terre-Neuve, de son expédition désastreuse à l'archipel des Kerguelen, des courants océaniques, de différentes sortes de compas (compas humide, compas à pointe sèche...) et de la langue bretonne – c'est de lui que j'ai appris, entre autres, tous les mots pour nord en breton : kreiznoz, sterenn, norzh... Quel que soit le nom qu'on lui donne, l'essentiel, c'est de ne pas le perdre. Ce matin-là, il ne m'a parlé que d'une seule chose : la mort d'Eric Tabarly. Il savait que je ne suis pas un enthousiaste des *« sports »*, sports marins y compris. Il savait que tout le bruit autour des courses me laisse plutôt indifférent. Mais c'est de l'homme Tabarly qu'il voulait parler : *« quelqu'un de bien »*, *« un solitaire »*... Il est vrai que j'ai toujours bien aimé la *« tête »* de Tabarly. Dans sa physionomie, il y avait à la fois de la gentillesse, de l'intelligence et de la fermeté.

J'ai appris dans le journal local (*Le Télégramme de Brest*) pourquoi Tabarly se trouvait là, à quelque 75 kilomètres au sud-ouest de Milford Haven : parti de Newlyn, près de Penzance en Cornouailles, il se dirigeait vers l'Ecosse afin de commémorer le centenaire des voiliers dessinés à la fin du siècle dernier par le constructeur William Fife, à Fairlie.

Là, j'ai ressenti un autre choc. Car Fairlie, petit port sur la côte ouest de l'Ecosse, dans l'estuaire de la Clyde, est précisément l'endroit où j'ai passé toute mon enfance et toute mon adolescence, à quelques mètres justement du chantier de Fife. Tout jeune, avec des camarades, on y jouait. Nous parvenions même, la nuit venue, à nous faufiler dans la cabine des bateaux, où, bien à l'abri, le vent de la mer sifflant dehors, on se racontait des histoires : de pirates, bien entendu, d'îles désertes, de grandes navigations (celles de Nelson, du capitaine Cook, de Sir Francis Drake...). Plus tard, déjà plus solitaire, c'était un endroit que j'aimais encore fréquenter : pour la ligne des bateaux, pour les vieilles carcasses pourries, pour les odeurs... A Fairlie, tout le monde était au courant des prouesses de Bill Fife : n'avait-il pas construit pour le marchand de thé millionnaire, Sir Thomas Lipton, des bateaux (*Shamrock I, Shamrock II*...) qui avaient gagné les plus grandes courses transatlantiques ? Mais si Fife était connu dans le monde entier pour ses yachts, il était aussi connu localement pour ses bateaux de pêche et de cabotage, et ce dans un contexte où la compétition était féroce. De très beaux bateaux sortaient, par exemple, des chantiers d'Ardrossan (Boyd, Barclay), mais ceux de Fife à Fairlie étaient réputés pour leur vitesse et leur robustesse – il fallait cela sur la côte ouest de l'Ecosse, parmi les îles nombreuses et les turbulences de l'Atlantique. Quand Fife bâtit le *Jessie Kerr* pour le pêcheur Walter Kerr, de l'île de Great Cumbrae, juste en face de Fairlie, il aurait dit : *« Si une fois chargé, ce bateau prend ne serait-ce qu'une tasse d'eau, je le reprends ! »*. Ce fut donc aussi pour célébrer la mémoire de ce constructeur que Tabarly était parti pour l'Ecosse. Il y avait là, lié à l'amour de la mer, c'est-à-dire du grand espace, de l'existence en dehors de tout ce qui amoindrit la vie, l'amour du beau travail, de la précision technique, de la science liée à l'esthétique. Une fois que l'on a affaire à une base profonde, les prolongations sont multiples, le développement de la vie et de l'esprit s'étend, de manière de plus en plus large, en cercles concentriques...

Le hasard a voulu que ces jours-ci j'apprenne, hélas, la mort de deux *« solitaires »*, de deux *« amoureux du dehors »*.

L'autre était la jeune alpiniste Chantal Mauduit. Elle m'avait écrit pour savoir ce qu'elle pouvait lire en montagne : il était évident que, dans ces circonstances extrêmes, avec cet espace-là en tête, elle n'allait pas emporter n'importe quoi. Dans son *Voyage du pays du réel*, mon compagnon de route, et voisin d'esprit, Victor Segalen, Brestois et poète-du-monde, parle à propos d'écrivains de *« ceux qui « tiennent » sur les hauts plateaux, bout* (à contrevent) *du vent des montagnes, – sous la pluie et sous le temps »*. Ils ne sont pas nombreux (Segalen écarte d'emblée ceux qu'il appelle *« les écrivassiers de romans »*). Dans un esprit analogue, j'avais donc établi pour Chantal une petite bibliographie de *« haute écriture »* (haute, mais proche de la terre) pour l'ascension qu'elle préparait. La jeune femme s'est perdue fin mai dans une avalanche en Himalaya.

Dans l'esprit de ceux qui sont impliqués dans ces espaces, la mer, la montagne, au moins chez les meilleurs d'entre eux, d'entre elles, il s'agit, je crois, fondamentalement, d'autre chose que de sport.

A lire les textes de certains grands alpinistes, tout cela devient évident. Voici Paul Guitton, *Le Livre de la montagne* : *« Aller en montagne, c'est sortir du monde pour entrer dans l'univers. Il y faut donc des sens purifiés, capables de voir, d'entendre, de sentir, de faire comprendre les choses moins transitives que celles où nous vivons ordinairement, des choses sinon éternelles, du moins plus proches de l'éternité »*. Quand un tel esprit atteint son maximum, il peut arriver que l'alpiniste n'ait plus du tout envie de faire l'escalade, de *« conquérir »*, comme on dit, la montagne. C'est pour cela que l'on peut lire dans un vieux texte tao-bouddhiste : *« Quand tu atteins le sommet de la montagne, continue à grimper »*.

Il en va ainsi pour la mer : Quand tu as fait le tour du monde, continue à naviguer...

On pourrait dire cela à propos de Tabarly.

Et puis, pour ne parler que de l'aventure océanique, naviguer sur la mer, c'est louvoyer perpétuellement entre la vie et la mort, c'est même transcender la vie et la mort. Un vieux philosophe grec, un des premiers, a dit ceci : *« Il y a trois sortes d'homme – les vivants, les morts, et ceux qui naviguent sur la mer »*.

Quand Plutarque, dans ses *Vies parallèles*, entreprit de faire la biographie de certaines figures représentatives, il s'agissait pour lui de faire plus que le simple éloge d'hommes célèbres, plus que de raconter la course à la gloire, il voulait faire plusieurs choses – présenter de la philosophie vécue, donner à la société quelques exemples de vie intense, et aussi montrer dans quel esprit devait être acceptée la compétition.

Chez un Plutarque d'aujourd'hui, Tabarly aurait sa place.

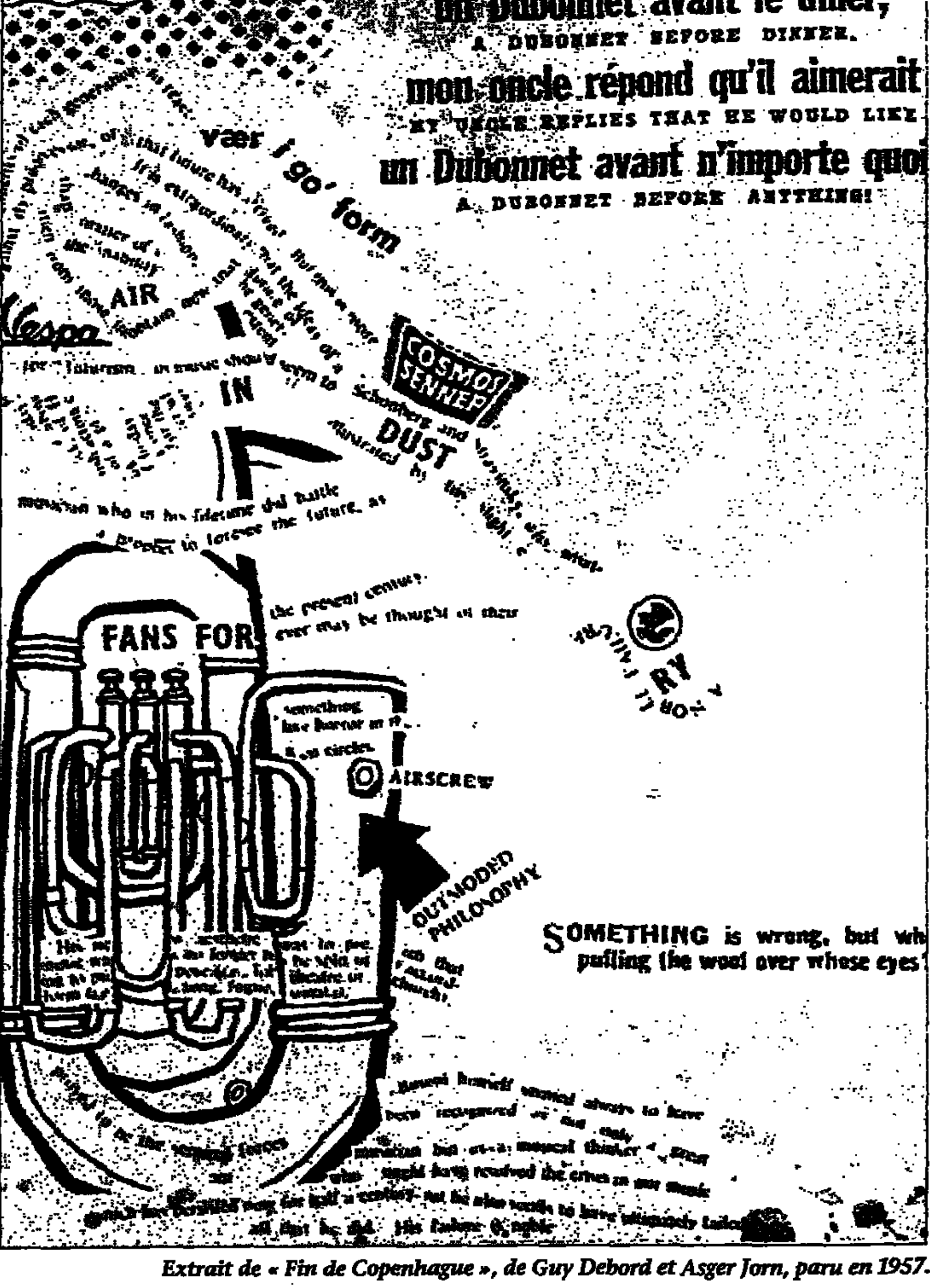
Kenneth White *romancier écossais est l'auteur, notamment, de « La Route bleue » (Grasset), Prix Médicis étranger.*

L'aube de l'« Internationale situationniste »

Il y a quarante ans, Guy Debord, Raoul Vaneigem et quelques autres lançaient le bulletin trimestriel qui deviendra l'« I. S. ». Leur programme ? Déborder ce monde risible et comique. Mai 68 fut leur déraison ; l'autodissolution des « situs » en 1972, un coup de maître

JUIN 1958 : sous le titre sans majuscules, *internationale situationniste*, est diffusé le premier numéro du *Bulletin central*, édité par les sections de l'I. S., trimestriel, directeur : G.-E. Debord, Guy-Ernest, bientôt Guy, puis Debord tout court. Autres noms au sommaire, Asger Jorn, Gilles Ivain, Michèle Bernstein ; plus Mohamed Dahou et Maurice Wyckaert au comité de rédaction du numéro 2 (décembre 1958) ; plus tard, Kotanyi Attila, Mustapha Khayati, J.-V. Martin, Donald Nicholson-Smith, Raoul Vaneigem, *Riesel et Viénet. Le siège de la* rédaction est au 32, rue de la Montagne-Geneviève (sèchement décanonisée), Paris-5e. En avant-dernière page, dans le style de petite annonce : *« Jeunes gens, jeunes filles, quelque aptitude au dépassement et au jeu. Sans connaissances spéciales. Si intelligents et beaux, Vous pouvez aller dans le sens de l'Histoire, AVEC LES SITUATIONNISTES. Ne pas téléphoner, écrire ou se présenter. »*

L'I. S. fait suite à *Potlatch*, bulletin de l'Internationale lettriste, vingt-neuf numéros entre juin 1954 et novembre 1957, *« en son temps l'expression la plus extrémiste, c'est-à-dire la plus avancée dans la recherche d'une nouvelle culture, et d'une nouvelle vie »*. L'origine : *« En 1952, quatre ou cinq personnes peu recommandables de Paris décidèrent de rechercher le dépassement de l'art »* (Debord). L'I. S. est fondée à Cosio d'Arroscia (Italie) en juillet 1957. Les situationnistes interrompent *Potlatch*. Les 25 et 26 janvier 1958, ils se rencontrent à Paris. Ni doctrine ni maître. C'est une cause fondée sur presque rien. En fond sonore, Sade, Lautréamont, Dada ; plus l'idée de déborder ce monde risible et comique. Mai 68 fut leur déraison. Leur autodissolution (1972), un coup de maître.



IN « SITUATIONISTISCHE INTERNATIONALE 1957-1972 »/MMKSLW

Extrait de « Fin de Copenhague », de Guy Debord et Asger Jorn, paru en 1957.

CE qui n'est plus aperçu, quarante ans plus tard, dans leur *Bulletin* composé sur deux colonnes, c'est son illustration. La typographie, la composition ne laissent aucun doute. C'est une petite revue de petit groupe, plutôt austère, comme il s'en diffuse dans les années 50 au Quartier latin. Et c'est autre chose. On le sait aux images. Outre deux *cartes de géographie* ; *outre un* dessin de manuel scolaire (l'appareil à billes et à pointes qui permet le tracé automatique de la courbe de Gauss) ; outre une double photo anthropométrique (de face et de profil) d'un *« situationniste britannique, Ralph Rumney »* perdu corps et biens dans la jungle vénitienne où il menait de passionnantes recherches psychogéographiques, sept images donnent le ton. Il s'agit, en noir et blanc, floues, tramées, mal gravées, pas « artistiques » pour un sou, de photos de pin-up, actrices, d'amies peut-être, quatre d'entre elles en bikini.

C'est alors, à deux doigts des *Paris-Hollywood* que feuillettent en douce soldats et boutonneux, le sommet de l'audace tolérée. Ces sept innocentes (et, à tout prendre, jolies) photos du numéro 1 perturbent. Dans les onze numéros publiés de 1958 à 1969, l'iconographie est plus variée : géographie, documents personnels, photos de groupe au cinéma, dans la rue, sur le balcon, vignettes de BD, détournées ou pas.

Elle déplace les sept photos en bikini. Elle ne les dépasse pas. Dans un temps sans publicité, sans télé, un temps confit en bigoterie vétilleuse que le gaullisme va porter à sa gloire, cette exhibition naïve agit comme un marqueur. Outre l'indécidable et discrète provocation du choix, il oblige à songer aux effets de lecture : qui lit ça ? Où ? Quand ? Selon quelle ironie ? De toute façon, pas grand monde.

Les situationnistes sont une communauté maigre. Une tribu autour de Debord, une poignée à Strasbourg, à peine plus à Nanterre en 68. Ils théorisent aussi ce fait : l'action surgit des groupes réduits. *Leur scission en est voulue.* Surtout quand les « pro » prolifèrent : « pro-situs » d'après mai 68, sans parler de ceux qui ont la niaiserie de s'en recommander trente ans après.

Justement, le gaullisme vient de faire son entrée, d'un petit *pronunciamento* des familles qui surprend les situs (13 mai 1958). A peine vient-on d'encaisser le Marché commun, Spoutnik, le nouveau roman, un prix Nobel pour Camus et tout de même les séances de Miles Davis avec Gil Evans (1957), que Pie XII trépasse, Khrouchtchev monte au pouvoir, la stéréo est au point, la IVe République s'effondre sous la guerre d'Algérie, Ornette Coleman enregistre *Something Else* (1958).

La dernière page du *Bulletin* est composée à la hâte. Elle est datée du 8 juin 1958. Son titre : « Une guerre civile en France ». L'exergue ? *« Ce n'est pas Catilina qui est à nos portes, c'est la mort »* (Proudhon). L'analyse est tranchante : *« Dans les jours où cette revue s'imprimait, de graves événements survenaient en France (13 mai-2 juin). Leurs développements ultérieurs peuvent peser lourdement sur les conditions d'une culture d'avant-garde, comme sur beaucoup d'autres aspects de la vie en Europe.*

» S'il est vrai que l'histoire a tendance à recommencer en farce ce qui a été une tragédie, c'est la guerre d'Espagne qui vient de se répéter dans la comédie de la fin de la IVe République (...). La seule force du colonialisme borné et raciste, et d'une armée qui ne voyait pas d'autre victoire à sa portée, a imposé au pays, comme première étape, de Gaulle, qui représente l'idée scolaire de la grandeur nationale française du XVIIe siècle et qui assure la transition vers un ordre moral poujado-militaire. »

L'I. S. et le deuxième de Gaulle (le premier est celui du 18 juin 1940) sont donc contemporains. Les thèses, les modes de vie et le style de l'I. S. ne sont pas sans rapport avec la crise du deuxième (mai 68). Rien d'étonnant à ce que, rue de la Montagne-(Sainte)-Geneviève, le siège social des idées soit le bistrot Charlot. Comme l'imprimeur de l'I. S. : il est au 73, rue Charlot. Petite psychogéographie prédestinée.

L'Internationale situationniste s'est imposée dans un moment de l'histoire universelle comme la pensée de l'effondrement d'un monde ; effondrement qui a maintenant commencé sous nos yeux. Ceci est une citation (*Thèses sur l'Internationale situationniste et son temps*). Elle est à saisir. Le ton démonstratif de l'I. S. y invite. C'est une assertion contagieuse. Ce n'est pas destiné à être martelé, sloganisé, appris, c'est destiné à être dit. Cela fut dit. Il y a dans la platitude pompeuse ou cynique quelque chose qui touche au nerf. Quand on parle du style, on ne veut pas dire le style « littéraire », sur quoi s'extasient aujourd'hui deux benêts, trois publicitaires et cent onze farceurs qui prétendent avoir picolé avec Debord pour se donner un genre. Sans doute n'ont-ils lu Tacite ou Retz qu'en bande dessinée pour les fourrer à toutes les analogies avec celui de *La Société du spectacle*. Le style, c'est le style de vie, la façon de boire, d'aimer, de marcher dans Paris et d'aimer la nuit, de voir sous les pavés, sous les murs, sous la ville.

Ce sous-réalisme a réussi. On croit qu'il a réussi parce qu'il est partout. Chacun, aujourd'hui, de secouer l'expression de « société du spectacle » comme un hochet. En remuant la tête. Non. Cette ventriloquie n'est que la preuve. Elle n'est pas la réussite, elle n'est que l'achèvement. La réussite du mouvement, archigroupusculaire, c'est d'avoir promis ce qui est arrivé (*De la misère en milieu étudiant*, mai, les barricades, l'autre vie quotidienne, la critique globale de tout) ; c'est d'avoir contribué à l'irruption de son annonce ; d'avoir vécu les yeux ouverts le changement du monde qu'ils savaient, et de s'être dissous dès qu'ils l'eurent vu. Passés d'énergumènes à vraisemblables, et de vraisemblables à démodés.

Quand en 1970 Debord et Gianfranco Sanguinetti assènent : *« La nouvelle époque est profondément révolutionnaire*, et elle sait qu'elle l'est. *A tous les niveaux de la société mondiale, on ne peut plus et on ne veut plus continuer comme avant. »* Quand en 1970 ils constatent que les mœurs s'améliorent ; que le respect de l'aliénation s'est partout perdu, que la jeunesse, les ouvriers, les gens de couleur, les homosexuels, les femmes et les enfants s'avisent de vouloir tout ce qui leur était défendu, eh bien, c'est vrai ! C'est mathématiquement exact. C'est la situation concrète en 1970. Sa peur.

LES textes de l'*Internationale situationniste* sont au présent. Le présent, l'emploi du nous, la constance du verbe être et certaine soif de l'italique font danser la grammaire. Le programme est net : *« Il s'agit de parvenir à un usage passionnant de la vie. »* Plots du lexique où rebondit la phrase électrique : *l'ennui*, *la réussite*, *l'actualité*, l'opposition *jeune/vieux*, *la colère*, *le jeu*, *la dérive*, *la dégradation*, *l'effondrement*, et surtout, *le détournement* et *la décomposition*. Le situationnisme n'existe pas. C'est une notion *« évidemment conçue par les anti-situationnistes »*. Situation construite ?


JOHS. JENSEN

Guy Debord, Michèle Bernstein et Asger Jorn. Paris, 1961.

Moment de la vie, concrètement et délibérément construit par l'organisation collective d'une ambiance unitaire et d'un jeu d'événements. *« La construction de situations remplacera le théâtre comme la construction réelle de la vie a remplacé la religion. »* Le surréalisme, embryon d'expérience révolutionnaire, a eu beau tourner court : *« L'odeur d'œufs pourris que répand l'idée de Dieu enveloppe les crétins mystiques de la beat génération américaine. »* Le jeu – révolutionnaire, incendiaire – avec l'architecture et l'espace remplacera la poésie. On aurait autant de mal aujourd'hui à mesurer l'activité de l'illustration dans les bulletins que la peur qu'ils déclenchent. Une vraie peur, épaisse, comique, question de style toujours. Dans le numéro 11 (novembre 1967), deux annonces en avant-dernière page : la parution en novembre de *La Société du spectacle* (Buchet-Chastel), et celle, prochaine, du *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, de Raoul Vaneigem. Gallimard refuse le premier et prend le second.

Entre le numéro 11 (fin 1967) et le 12 (septembre 1969), se déroule l'opéra de mai : *« La plus grande grève générale qui ait jamais arrêté l'économie d'un pays industriel avancé, et la première grève générale sauvage de l'histoire ; les occupations révolutionnaires et les ébauches de démocratie directe ; l'effacement de plus en plus complet du pouvoir étatique pendant près de deux semaines, voilà ce que fut essentiellement le mouvement français de mai 68, voilà déjà sa victoire. »* Le pire (qui est toujours sûr), c'est que c'est vrai. Ultime mention au sommaire : tous les textes publiés dans *Internationale situationniste* peuvent être librement reproduits, traduits ou adaptés même sans indication d'origine.

Francis Marmande

La dérive, comme jeu de la vérité

DANS *La Tribu*, conversations entre Jean-Michel Mension et Gérard Berréby, la question des premières dérives de Debord, Mension, Michèle Bernstein et sa copine Linda, est celle-ci : *« Il n'y avait donc pas, au départ, de réflexion théorique sur la dérive ? »*. Réponse : *« Au début, pas vraiment. Le hasard, par exemple, a joué un grand rôle : lors de la grève des chemins de fer, pendant l'été 1953. »* L'habitude se prend de faire du stop dans Paris. Sortant du hall de la gare de Lyon où ils sèment une aimable pagaïe (*« On ne pouvait pas rester très longtemps, car on se faisait taper dessus »*), ils font du stop : *« Au bout de cinq voitures, on s'arrêtait, Guy achetait dans un bistrot des bouteilles de vin qu'on buvait, et on repartait ; on faisait ça jusqu'au moment où on était complètement saouls. Ça n'était pas vraiment très poétique. »*

Le premier texte de Mension, dans le numéro 2 de l'Internationale lettriste (février 1953) commence ainsi. Ni majuscules, ni maître : *« grève générale. il n'y a aucun rapport entre moi et les autres. le monde commence le 24 septembre 1934. j'ai dix-huit ans, le bel âge des maisons de correction et le sadisme a enfin remplacé dieu. je n'ai jamais rien fait. le néant perpétuellement cherché, ce n'est que notre vie. »* Mension est de parents juifs, permanents au Parti communiste. Devant les flics en rafle, sa mère lui avait appris : *« N'avoue jamais. » La Tribu*, le contraire de la famille, raconte les dérives dans Paris, l'amour du lieu, de la rue, des ponts sous lesquels ils couchent, l'esprit du vin et une galerie d'acteurs prodigieux aux noms de bande : Max Boulinier, facteur d'orgues, dit Le Cardinal, Moreau Le Maréchal, Totor l'ivrogne (parce qu'il ne buvait pas) et Satram qui picole comme un trou ; Pépère de Cayenne et Ghislain de Marbaix.

Ils dorlotent ce côté bande à Bonnot (certains, dont Mension, à peine petits voleurs) et Mac Orlan qu'ils adorent chanter chez Moineau, leur bistrot de Saint-Germain. C'est le côté mélancolique de Debord. Sur les photos, on les voit, garçons, filles, plutôt beaux, d'une beauté sauvage et simple, très en avance *sur l'époque. La beauté* est ce qui reste le plus datable. Certains se défigureront méthodiquement au gros rouge comme on inscrit en soi le temps qui coule. L'anticolonialisme est leur pensée de base. Bientôt affairés au dépassement du marxisme et à la bonne vieille question de la révolution, ils ne refont pas le monde : ils le défont. Ils habitent partout où il y a du vin, chez Moineau, dans la rue, ou *« une dizaine de jours sur une immense péniche aménagée près du pont-Alexandre III. Il y avait une copine censée la garder pendant l'absence du propriétaire, et puis on s'est retrouvés assez rapidement à cinquante ou cent sur cette péniche. Il a fallu évidemment élire des responsables.* [L'un] *a été élu Dieu, moi j'étais le mousse. »*

Les dérives, cette dépense inutile, ce potlatch de bouteilles, c'est l'archéologie des situations construites. C'est là que ça se joue. Ils jouent au jeu de la vérité. C'est un jeu à la mode (voir les tartignoles *Tricheurs* de Carné). Au jeu de la vérité, ils n'ont rien à s'apprendre. C'est fait pour quelques tas de petits secrets en milieu peureux ou mondain (coucheries, tromperies, bêtises). Comme pour la beauté, ils ont en la matière quelques années-lumière d'avance. Alors, ils s'insultent, se traitent, se battent et s'aiment.

Souvent, ils échouaient au Vert-Galant : *« On s'affalait là, on faisait la quête. Je suis d'ailleurs tombé une fois dans la Seine. C'était un endroit qu'adorait Debord. Il marquait une sorte de frontière : on n'allait jamais sur la rive droite. »* C'est là que Debord fit répandre ses cendres de suicidé.

F. M.

Bibliographie

- Guy Debord, *La Société du spectacle*, Gallimard, 1996.
- Raoul Vaneigem, *Traité de savoir-vivre à l'usage des jeunes générations*, Gallimard, 1992.
- Jean-François Martos, *Histoire de l'Internationale situationniste*, Ivrea, 1995.
- *Internationale situationniste*, Fayard, 1997.
- *Internationale situationniste, la véritable scission*, Fayard, 1997.
- *Documents relatifs à la fondation de l'Internationale situationniste (1948-1957)*, édition établie par Gérard Berréby, éd. Allia, 1995.
- *La Tribu*, entretiens entre Jean-Michel Mension et Gérard Berréby, éd. Allia, 1998.
- Asger Jorn/Guy Debord, *Fin de Copenhague*, éd. Allia, 1986.
- Shigenobu Gonzalvez, *Guy Debord ou la Beauté du négatif*, éd. Mille et Une Nuits, 1998.

هكذا من الأصل

LA CHRONIQUE
DE PIERRE GEORGES

Grandeur et servitude du métier de coiffeur

DANS le français de football, qui vaut bien le latin de cuisine, deux honorables corporations supportent, malgré elles, un notoire discrédit : les peintres et les coiffeurs. *Pourquoi elles et pas d'autres ?* Mystère et boule de foot !

Les peintres d'abord. Sans vouloir attenter au génie de l'artiste ou au savoir-faire des virtuoses du Ripolin, il faut bien admettre que le qualificatif est à connotation nettement péjorative. Quand le jugement tombe – *« Celui-là c'est un peintre ! »* –, il est définitif. C'est un nul, un faiseur, un bidon ! Une chose admise dans tous les sports, d'ailleurs.

N'ayant pas d'idée bien précise *sur l'origine de cet* aimable qualificatif, on se perd en conjectures. Est-ce référence au joueur du dimanche comme d'autres sont princes de la barbouille ? Doit-on tenir pour acquis que le « peintre » de football est un faussaire par essence ? Un génie raté, incompris et moqué, ne jouant jamais que pour la galerie ? Un aimable plaisantin, siffleur et indolent sur son échafaudage, jouant les deux mains dans les poches ? Un affreux maladroit ayant une fâcheuse tendance à s'emmêler les pinceaux. Tout renseignement sur ce grave mystère philologique serait le bienvenu.

UN ÊTRE DÉCHIRÉ

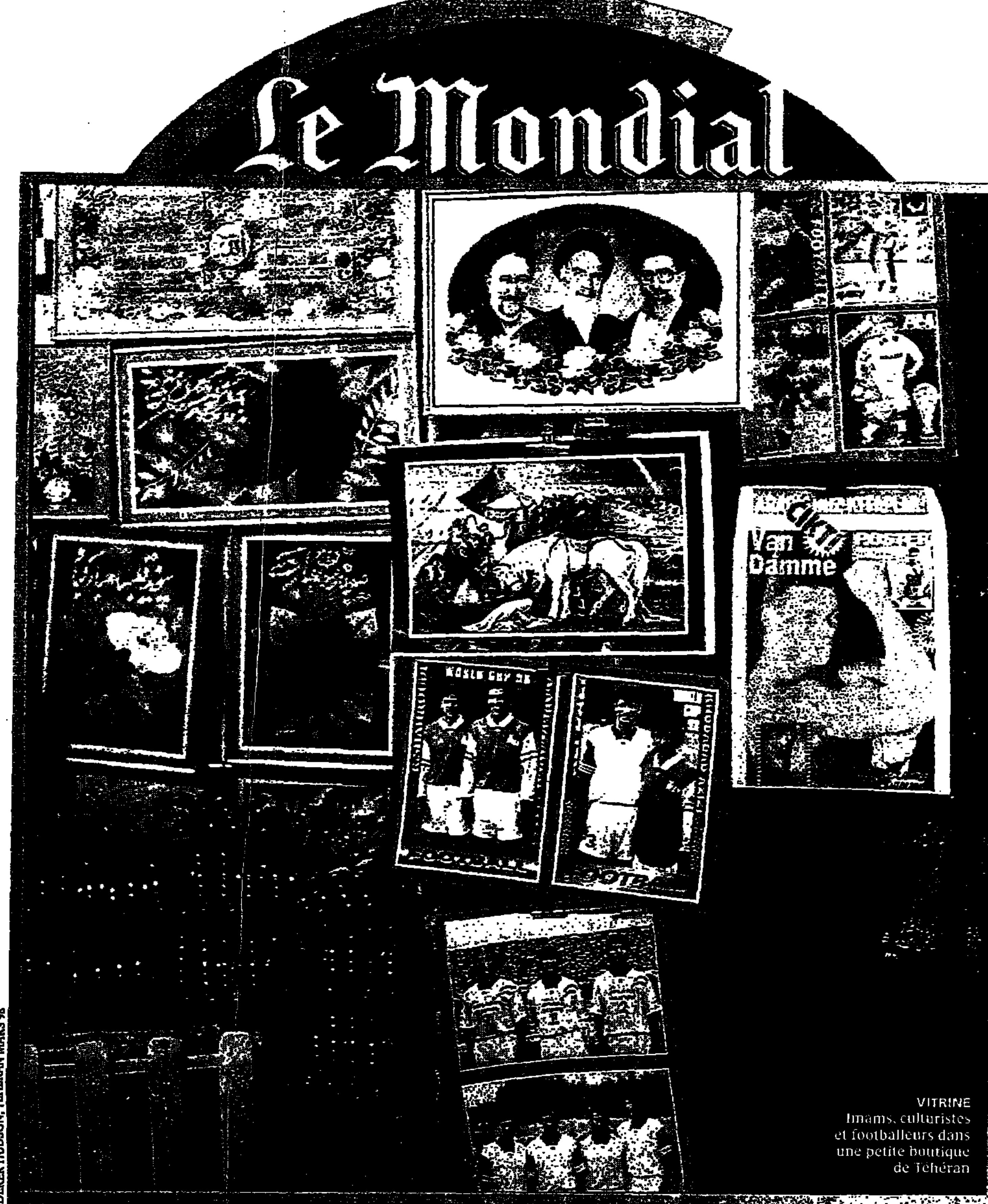
Encore qu'il n'y ait pas urgence. Les « peintres » par définition sont d'une espèce rare *en Coupe du monde.* Ou alors très vite renvoyés à leur vie obscure d'artiste maudit. Plus nombreux, très nombreux en revanche sont les « coiffeurs ». Là, la métaphore est plus récente. Et l'on sait à qui verser les droits d'auteur.

Selon les mémorialistes en effet, cette expression vit le jour durant la rude campagne mexicaine d'el comandante Platini, en 1986. Luis Fernandez, le titi des Minguettes, qualifia ainsi les remplaçants de l'équipe de France. Au triple motif, on le suppose : 1. Qu'ils faisaient banquette *constamment en attente d'une* place libre. 2. Qu'ayant du temps à perdre, ils soignaient tout particulièrement leur brushing. 3. Qu'ils étaient condamnés, dans des langueurs et farces de garnison, à passer un jour ou l'autre à la tondeuse ou, au mieux, à s'entraîner contre l'Association sportive des coupeurs de cheveux en quatre *de Guanajuato.*

Voilà donc une paternité établie sans test génétique sur une expression qui, depuis, a fait florès. Et si on l'évoque, c'est simplement qu'en équipe de France, comme dans *d'autres*, l'heure des « coiffeurs » semble bien avoir sonné. Certains d'entre eux devraient, par la force des choses et le sort des armes, quitter *la* banquette pour entrer en jeu.

Doivent-ils s'en réjouir, faire mine de s'en affliger ? C'est toute la question. Le coiffeur exerce un bien délicat métier. Le coiffeur est un être déchiré, torturé. Admirable d'abnégation et dévoré d'ambition. Il a toujours le rêve entre deux chaises. Il se doit, par définition, d'être bon camarade. Et, par principe, d'être un compétiteur. Il n'obéit qu'à une loi, l'équipe. Et ne pense qu'à une chose, jouer. Il doit se désoler, avec la plus grande affliction, des malheurs survenant aux titulaires. Et se *réjouir* avec la plus parfaite hypocrisie d'avoir enfin sa chance. Ah ! grandeur et servitude du statut de coiffeur ! Heureusement les arbitres ont fait beaucoup ces temps-ci pour améliorer le sort des *damnés* de la capilliculture !

Le Mondial



VITRINE
Imams, culturistes et footballeurs dans une petite boutique de Téhéran

DEREK HUDSON, TEHERAN MARS 98

Iraniens et Américains dans la surface de réparation

DONC, l'Amérique serait redevenue fréquentable. Au point de jouer au foot avec elle. Il n'est pas sûr que l'affiche Iran - Etats-Unis, dimanche 21 juin à Lyon, mérite un tel chambardement. *Pas sûr qu'il y ait* des buts et du spectacle. Le vainqueur – s'il y en a un – est loin d'être assuré de participer aux huitièmes de finale, théoriquement réservés aux deux « pointures » de ce groupe F, l'Allemagne et la Yougoslavie, qui en découdront le même jour à Lens. Les joueurs américains et iraniens ont beau répéter – dans le vide – qu'ils sont uniquement *« des athlètes »*, *qu'ils veulent « jouer cool »* (un arrière américain), ce match sera le sommet, plus diplomatique que sportif, des six rencontres du week-end. Avec un parrain de marque, Bill Clinton en personne, souhaitant *« la fin de la brouille »* entre les deux pays.

BRÉSILIENS D'AFRIQUE

Depuis le début de ce Mondial, juste après les hymnes, les vingt-deux joueurs se serrent la main. Ce qui n'empêche pas les échanges musclés par la suite... Cette recommandation *sympathique de la* FIFA, mise en place pour la première fois en Coupe du monde, aura valeur de symbole. Le tirage au sort en a décidé : les Iraniens iront vers les Américains et non l'inverse, leur réservant *« une surprise »*. Offriront-ils des roses comme ils l'ont fait, le 14 juin, aux Yougoslaves, avant de s'incliner (1-0) ? Des fanions ? *« Nous ferons quelque chose de spécial »*, a répondu, vendredi 19 juin, l'entraîneur iranien Jalal Talebi. *« Cela produira certainement de belles images »*, a dit le caustique défenseur américain, Alexi Lalas.

Le match se jouera aussi dans les tribunes. Des diplomates iraniens, *dont l'ambassadeur en France*, Hamid Reza Assefi, ainsi que des représentants de l'ambassade américaine sont annoncés. Mais pas le ministre iranien des affaires étrangères, Kamal Kharazi, en visite à Madrid, qui a renoncé à faire un crochet par Gerland. Paris, déjà échaudé par l'affaire d'un film diffusé en plein Mondial sur M6, jugé *« anti-iranien »* par la République islamique, a refusé d'accorder un visa à Eskandar Filabi, un opposant au régime de Téhéran, qui voulait assister à la rencontre.

Des forces de l'ordre seront en renfort, chargées notamment d'enlever toutes les banderoles à caractère politique ou religieux. Les cinq cents places de la tribune de presse ont toutes été réservées, avec une soixantaine de journalistes américains et une vingtaine d'Iraniens. Le dernier mot, pour l'instant, revient encore à Lalas : *« Les médias américains insistent sur la politique parce qu'ils ne connaissent rien au football. »*

Les joueurs nigérians, champions olympiques en 1996, pourraient faire aimer ce jeu au plus réticent. Les voilà, après les Brésiliens et les Français, qualifiés pour les huitièmes de finale. Ils ont battu, vendredi 19 juin *au Parc des Princes*, des Bulgares vieillissants et divisés (1-0). Il y a peut-être plus fort que le Nigeria, mais il n'y a pas plus généreux, plus beau à voir depuis le début de ce Mondial. Pour preuve, ce public qui tape dans les mains comme pour un rappel à l'Olympia.

La vraie surprise, elle, pourrait venir de l'Espagne. Mauvaise celle-là. Après leur match nul (0-0), le 19 juin *à Saint-Etienne, contre le Paraguay*, qui a suivi une défaite contre le Nigeria, les favoris de nombre d'experts, dont Pelé, sont en grand péril. Ils pourraient même être éliminés. Etrange Espagne, toujours prometteuse, souvent décevante. Le gardien paraguayen Jose Luis Chilavert, qui a fait le spectacle dans un match morne, a résumé les choses avant la rencontre : *« Nous respectons les Espagnols, mais ils n'ont jamais rien gagné et il n'y a pas de raison que ça change. »*

Le week-end sera chaud, avec la canicule prévue, et devrait réfréner les enthousiasmes. A Bordeaux surtout, samedi 20 juin, où, par une température annoncée de 35 à 38 degrés, la Belgique devait affronter le Mexique et comptait sur le retour de son meneur de jeu, Enzo Scifo, trente-deux ans, quatrième Coupe du monde consécutive.

PLAIDOYER POUR LE TACLE

Les Français sont au repos et Aimé Jacquet fait le bilan. Il espérait que Zidane, son meneur de jeu, ne prendrait qu'un match de suspension après sa bêtise contre l'Arabie saoudite. La commission de discipline de la FIFA lui en a infligé deux, vendredi. Zidane sera donc privé de huitième de finale contre une des équipes du difficile groupe D, dit « de la mort » – Espagne, Nigeria, Paraguay ou Bulgarie. *« C'est une sanction trop lourde, l'équipe est pénalisée »*, a réagi Aimé Jacquet, le visage fermé.

Une moyenne de 4,25 cartons par match ont été distribués depuis le début du Mondial. A ce rythme, le *record de cartons rouges en Coupe* du monde – 16 lors du Mondial italien de 1990 – pourrait être dépassé ce week-end. Trop laxistes au début, les arbitres seraient subitement trop sévères. Ils ont donc été convoqués, vendredi, dans leur manoir de Gressy, pour trouver de la mesure. Et oublier les critiques. Le pauvre arbitre colombien, John Jairo Toro Rendon, a été ainsi qualifié par le tabloïd danois *BT, qui défendait son équipe* nationale ayant pris deux cartons rouges contre l'Afrique du Sud : *« Un planteur de café infantile coiffé d'un bonnet d'âne et brandissant un certificat d'arbitre de la FIFA. »* A charge de la fédération de le renvoyer *« vers les plantations de café et les barons de la drogue, avec une condamnation à vie »*. Dans ce contexte tendu, le plaidoyer du Britannique Paul Ince en faveur du tacle musclé, prend de la saveur : *« J'adore tacler. C'est presque aussi bon que le sexe. »*

Paul Ince sera avec les Anglais contre la Roumanie, le 22 juin à Toulouse. La tension monte dans ce match « à haut risque ». Et alors que le gouvernement de Londres annonce un renforcement de son dispositif contre le hooliganisme, la *mise en place de grillages* entre les tribunes et la pelouse – bannie par la FIFA – devait être évoquée, le 20 juin à la préfecture.

Michel Guerrin

TEMPS FORTS

● 1 MARSEILLE
Les **Pays-Bas** rencontrent la **Corée du Sud**, au Stade-Vélodrome, samedi 20 juin, à 21 heures (groupe E). Lors du premier match, les Néerlandais avaient été tenus en échec par la Belgique (0-0).

● 2 BORDEAUX
Dans le groupe E, samedi 20 juin, à 17 h 30, au Parc Lescure, la **Belgique**, très en confiance après son match nul *contre les Pays-Bas, joue* contre le **Mexique**, qui avait fait une bonne impression contre la Corée du Sud (3-1).

● 3 NANTES
Après sa performance sur la Jamaïque (3-1), la **Croatie** est confrontée au **Japon**, samedi, au stade de la Beaujoire, à 14 h 30 (groupe H). Lors de leur premier match, les Japonais n'avaient cédé que d'un but face à l'Argentine (0-1).

● 4 LYON
Les Etats-Unis de Steve Sampson contre l'**Iran** de Jalal Talebi : au-delà du sport, c'est une rencontre symbolique qui a lieu, dimanche *21 juin*, à 21 heures, au stade Gerland (groupe F).

● 5 LENS
Dans le groupe F, **l'Allemagne**, *impressionnante* lors de son premier match (2-0 face aux Etats-Unis), est, dimanche, à 14 h 30, au stade Bollaert, opposée à un adversaire plus coriace, la **Yougoslavie**, vainqueur de l'Iran 1-0.

● 6 PARIS
L'Argentine découvre la **Jamaïque**, dimanche, à *17 h 30, au Parc des Princes* (groupe H).

● 7 TOULOUSE
Après la Tunisie, qu'elle avait dominée (2-0), **l'Angleterre** affronte la **Roumanie** (qui l'avait emporté sur la Colombie 1-0), lundi *22 juin*, à 21 heures, au Stadium municipal (groupe G).

● 8 MONTPELLIER
La Tunisie et **la Colombie**, les deux battus des premiers matches du groupe G, sont opposées au stade de la Mosson à 17 h 30.

● 9 TÉLÉVISION
Samedi 20 juin,
Japon-Croatie (14 h 30) est sur France 3 et *Canal Plus* à 14 h 30. Belgique-Mexique (17 h *30*) est *sur TF 1* et Canal Plus à 17 h 30 et sur Europsort à partir de 17 h15.
Pays-Bas - Corée du Sud (21 heures) est sur France 3 et Canal Plus à 21 heures et sur Eurosport à partir de 20 h 45.
Dimanche 21 juin.
Allemagne-Yougoslavie (14 h 30) est sur TF 1 et Canal Plus à 14 h 30.
Argentine-Jamaïque (17 h 30) est sur France 2 et Canal Plus *à 17 h 30* et sur Eurosport à partir de 17 h 15.
Etats-Unis - Iran (21 heures) est sur France 2 et Canal Plus à 21 heures et sur Eurosport à partir de 20 h 45.
Lundi 22 juin,
Colombie-Tunisie (17 h 30) est sur France 3 et Canal Plus à 17 h 30 et sur Eurosport à partir de 17 h 15.
Roumanie-Angleterre (21 heures) est sur TF 1 et Canal Plus à 21 heures.

LE CHIFFRE DU JOUR

15 450

C'est le nombre d'emplois créés par l'organisation de la Coupe du monde au plus fort de son déroulement, selon une étude de l'Unedic. Cela devrait permettre une baisse de l'ordre de 7 000 à 10 000 du total des personnes sans emploi entre les mois de mai et de juillet 1998.

LES ARBITRES

ÉTATS-UNIS - IRAN
Le Suisse Urs Meier arbitrera la rencontre Etats-Unis - Iran, qui aura lieu dimanche 21 juin à 21 heures, au stade Gerland, à Lyon. Il sera assisté de son compatriote Laurent Rausis et du Roumain Nicolae Grigorescu.

ALLEMAGNE-YOUGOSLAVIE
Kim Milton Nielsen arbitrera le match Allemagne-Yougoslavie, dimanche 21 juin à Lens, à 14 h30. Le Danois sera assisté du Maltais Emmanuel Zammit et du Belge Marc Van den Broeck.

ARGENTINE-JAMAÏQUE
La rencontre Argentine-Jamaïque, qui sera disputée dimanche 21 juin au Parc des Princes, à 17 h 30, sera arbitrée par le Norvégien Rune Pedersen. Il sera assisté du Suédois Michael Nilsson et de l'Italien Gennaro Mazzei.

COLOMBIE-TUNISIE
La rencontre Colombie-Tunisie, disputée lundi 22 juin à Montpellier, à 17 h 30, sera arbitrée par l'Allemand Bernd Heynemann. Il sera assisté de l'Allemand Erich Schneider et du Tchèque Evzen Amler.

ROUMANIE-ANGLETERRE
Le Français Marc Batta arbitrera le match Roumanie-Angleterre, lundi 22 juin à Toulouse, à 21 heures. Il sera assisté de son compatriote Jacques Poudevigne et du Malien Dramane Dante.

Un échange de fanions qui sort de l'ordinaire

Iran - Etats-Unis. Le match de Lyon tombe en plein réchauffement diplomatique entre Téhéran et Washington

CES GESTES sont rituels. Ils ont été répétés déjà plusieurs dizaines de fois depuis le début de la compétition. Après l'exécution des hymnes nationaux, les capitaines des deux équipes se retrouveront au milieu du terrain, puis, sous le regard des arbitres, ils échangeront leurs fanions et se serreront la main. Dimanche soir 21 juin, sur la pelouse du stade Gerland, à Lyon, la routine sportive va pourtant être rattrapée par la politique. Nul doute en effet que cet échange et cette poignée de main feront le tour du monde.

C'est que les couleurs américaines ont longtemps été considérées en Iran comme un excellent combustible. Au lendemain de la révolution et de la rupture des relations entre les deux pays, les drapeaux américains y flambaient à un tel rythme que la République islamique devait assurément en être l'un des plus gros consommateurs au monde. A grand renfort de formules expressives (*« Mort à l'Amérique ! », « Mort au Grand Satan ! »*), l'imprécation tenait lieu de diplomatie.

De leur côté, les Américains n'étaient pas tout à fait en reste. L'Iran était classé parmi les derniers des pestiférés et les opposants au régime étaient soutenus à bout de bras par le verbe et surtout par le porte-monnaie.

QUESTIONS RITUELLES

Dimanche, premier jour de l'été, la pelouse du stade lyonnais ne sera pourtant pas le théâtre d'un feu de la Saint-Jean précoce dont la bannière étoilée ferait les frais. Depuis plus d'un an et surtout depuis l'élection de Mohammad Khatami à la présidence de la République islamique, le ton a changé entre les deux pays. La Coupe du monde arrive à point nommé pour sceller par de fortes et belles images pacifiques et sportives l'esquisse du début du commencement d'un long processus qui pourrait conduire à des retrouvailles politiques. L'ironie du sport veut que les lutteurs des deux pays aient été, en fait, les premiers à ouvrir la voie, au début de l'année, dans une discipline qui illustrait parfaitement l'état, forcément viril, des relations bilatérales.

Depuis leur arrivée à Yssingeaux, en Haute-Loire, les joueurs iraniens qui se soumettent au jeu des questions avec les journalistes se voient infliger le même pensum, le même examen de politique internationale accéléré. Le reporter, sûr de son fait, toise le joueur essoufflé : *« Alors, les Etats-Unis ? Alors, ce match ? Un match bien particulier, tout de même ? Une victoire iranienne, hein, ce serait quelque chose ! »*

Depuis deux semaines, invariablement, les joueurs iraniens appliquent une défense en lignes. En trois lignes. *Primo : « Nous n'avons rien contre le peuple américain. » Secundo : « C'est un match comme un autre, avec trois points en jeu. » Tertio : « Nous ne sommes pas là pour parler de politique, nous sommes là pour jouer au football. »* Et le journaliste, invariablement, repart avec des réponses convenues à ses questions attendues.

Ces jours derniers, le froid et le chaud ont soufflé alternativement sur la rencontre. La diffusion par M 6, lundi, de *Jamais sans ma fille*, un film contesté par Téhéran, a suscité un tollé au sein de l'équipe iranienne, et certains diplomates persans ont même évoqué, à Paris, un retrait pur et simple de la compétition. Puis, mercredi soir, le secrétaire d'Etat américain, Madeleine Albright, a adressé un signal amical à l'Iran en se proposant, en des termes fort diplomatiques, *« d'explorer d'autres moyens »* que ceux utilisés par le passé *« pour instaurer la confiance mutuelle »* entre les Etats-Unis et l'Iran, et *« éviter les malentendus »*. Tout cela dans le but de renouer des *« relations normales »* entre les deux pays. Le président Clinton lui-même a évoqué la fin de la *« brouille »*.

Ces mains tendues, saluées à Téhéran, auraient pu mettre sur la piste d'une faveur sportive. On imaginait déjà la défense américaine invitée à la nonchalance par un appel de la Maison Blanche, le portier américain prié par des diplomates aussi importants qu'anonymes d'y voir moins clair que de coutume, ou invité à modérer ses élans sur les têtes d'Ali Dael ou sur les frappes de Khodadad Azizi. Mais Mme Albright a dissipé à l'avance les soupçons en spécifiant que la normalisation impliquerait que la République islamique *« envisage des mesures parallèles »*.

Or l'instant est crucial pour les deux équipes, battues toutes les deux lors de leur premier match du Mondial. Les Américains par les Allemands, les Iraniens par les Yougoslaves. Alors que les diplomates des deux pays révisent leur vocabulaire et admettent qu'un match nul pourrait être la meilleure porte de sortie à une guerre politique de près de vingt ans, le partage des points, à Lyon, scellerait très probablement, dans le même temps, l'élimination des uns et des autres.

Depuis sa retraite d'Yssingeaux, l'entraîneur, Jalal Talebi, a accueilli, jeudi, avec une satisfaction non feinte le dernier réchauffement diplomatique en date. *« C'est une bonne nouvelle »*, a-t-il sobrement commenté, avant d'enchaîner directement sur le point 3 de la tactique iranienne : *« Mais je ne suis pas là pour parler de politique, voyez avec les diplomates ou les responsables politiques... »*

L'entraîneur, qui a vu le nombre impressionnant de photographes et de cameramen d'ores et déjà accrédités à Lyon, a pourtant admis que la brève cérémonie d'échange des fanions précédant la rencontre sortirait de la banalité. Soucieux de ne pas lever le voile sur la *« surprise »* réservée aux Américains, il s'est contenté de préciser que ces instants seraient *« plus chaleureux que de coutume »*. Et si les joueurs pourront échanger leurs maillots à la fin de la rencontre (*« Je vois mal comment un Iranien pourrait le refuser ! »*, s'est-il exclamé en réponse à une question évoquant *« une consigne »* édictée à Téhéran), ce sera au terme d'un *mano a mano* dont il a rappelé l'importance pour les compétiteurs. Place au jeu, et malheur au vaincu de Gerland, la diplomatie ne s'aventurera pas au-delà des hymnes.

Gilles Paris, à Yssingeaux



REUTERS
Ce supporteur iranien est sans doute trop jeune pour percevoir les implications diplomatiques du match.

Jean-Marie Le Pen, ami de l'Irak... et de l'Iran

Le président du Front national, Jean-Marie Le Pen, assistera-t-il au match Etats-Unis - Iran, dimanche 21 juin, à Lyon ? Le secrétaire général du parti, Bruno Gollnisch, a affirmé, vendredi, que lui-même et M. Le Pen avaient reçu une invitation de l'ambassadeur d'Iran. Une information crédible, compte tenu des relations cordiales que le président du Front national entretient avec l'Iran, malgré ses liens étroits avec l'Irak. N'était-il pas l'hôte de l'ambassade iranienne à Paris lors d'une réception pour le dix-neuvième anniversaire de la révolution islamique, mardi 10 février ? Contactée par l'AFP, l'ambassade a affirmé qu'*« il n'y a eu aucune invitation pour le FN ou un autre parti politique émise par l'ambassade d'Iran »*. Elle a toutefois ajouté que MM. Gollnisch et Le Pen peuvent *« disposer de billets distribués par l'ambassade d'Iran »*, qui ne sont pas adressés personnellement. M. Le Pen avait dit qu'il irait à Gerland s'il était officiellement invité, et que, pour des *« raisons de sécurité »*, il n'utiliserait pas d'autres billets.



L'ANALYSE TECHNIQUE
DE RAYMOND DOMENECH

Ecarts de la passion

JE NE PARLE PAS souvent de l'équipe de France, c'est vrai. Ce n'est pas qu'elle ne m'intéresse pas, au contraire, elle me passionne même. Mais, comme le dit le proverbe, *« pour vivre heureux, vivons cachés »*. J'évite au maximum d'étaler notre jeu. Je crois que moins nos adversaires connaîtront de détails sur nous, mieux nous nous porterons. D'ailleurs, tous les entraîneurs le pensent. C'est le règne des entraînements à huis-clos ou des simulacres de séances pour satisfaire le public et les médias. L'actualité chargée de ce week-end, avec six matches au programme, et la situation embarrassante de l'Espagne, liée au résultat du match Nigeria-Paraguay, m'évitent tout commentaire superflu sur les Français.

Les Bleus pourront profiter du week-end de joies et de drames qui s'annonce pour savourer le plaisir du travail bien fait. Une fois trois buts, une fois quatre, une organisation de jeu ambitieuse, des joueurs généreux qui déclenchent l'enthousiasme du public, que réclamer de plus ! Rien. Ce qui devait être fait l'a été, un point c'est tout. Je le répète depuis le tirage au sort, la Coupe du monde de la France débute le 28 juin en huitième de finale. Il n'y a pas à se gargariser des victoires sur l'Afrique du Sud et l'Arabie saoudite. L'équipe de France ne combat pas dans la même catégorie que ces équipes. Les joueurs et l'encadrement le savent, même en ne lisant pas la presse.

Tout juste pourra-t-on regretter le manque de self-control de certains joueurs. Or on a coutume de dire que les grandes équipes sont celles qui sont le moins sanctionnées. Elles dominent leur sujet et obligent l'adversaire à commettre des fautes. A ce petit jeu, l'Italie nous devance. Il est vrai, comme le dit Claude Le Roy, l'entraîneur du Cameroun, que la commedia dell'arte est une tradition italienne que nos joueurs, pourtant habitués aux scènes du Calcio, n'ont pas encore intégrée. Peut-être pourrait-on les inviter, avec quelques arbitres, à des cours sur les finesses du théâtre transalpin. L'équipe de France a réussi l'exploit de récolter, lors de ces deux matches, plus ou autant d'avertissements que ses adversaires. C'est l'inverse pour les Azzurri.

Est-ce un signe ? Je me suis laissé aller. J'avais prévu le silence radio sur la France. J'ai craqué. La passion, c'est plus fort que tout. Pour le programme du week-end, pas de souci, nous aurons le temps de disséquer ces équipes. De toute façon, nous ne pourrons pas les battre avant la demi-finale.

Les grandes équipes sont celles qui sont le moins sanctionnées

L'Iranien qui connaît le mieux ses adversaires

L'entraîneur de la sélection persane a longtemps officié chez le « Grand Satan »

JALAL TALEBI aurait certainement explosé de rire, fin 1997, si on lui avait demandé de prendre ses dispositions pour pouvoir être en France en juin pour la Coupe du monde de football. A cette époque, l'Iran était virtuellement éliminé de la compétition. Puis il y eut un but mémorable, à la dernière minute d'un ultime match de rattrapage, en Australie... Jalal Talebi aurait sans doute franchement ri aussi, au début du mois de mai, si on lui avait annoncé qu'il allait remplacer au pied levé le Croate Tomislav Ivic, recruté à grand frais par la fédération iranienne. Mais une déroute contre la réserve de l'AS Roma entraîna le licenciement, sec comme un coup de trique, du maître tacticien qui tardait à convaincre...

Depuis sept semaines, comme par précaution, Jalal Talebi ne perd plus une occasion de sourire. A cinquante-trois ans, l'ancien grand joueur, sélectionné vingt-sept fois en équipe nationale, conduit ses destinées au plus haut niveau. Et cela réussit plutôt à tout le monde, à commencer par les footballeurs iraniens, qui jouent mieux, même s'ils tardent à retrouver le lustre qui fut le leur dans les années 70. *« Ivic est un grand entraîneur, mais il ne connaît pas notre culture, il imposait un schéma de jeu qui ne cadrait pas avec la tradition offensive du pays*, explique son successeur. *Je laisse les joueurs plus libres, je fais confiance à leurs initiatives, c'est comme cela que l'on pourra progresser. »*


JALAL TALEBI

On raconte à Téhéran que Jalal Talebi avait refusé de quitter l'Iran – et de devenir ainsi le premier joueur du pays à évoluer dans un club européen – par amour pour celle qui allait devenir sa femme, Sira. Entraîneur avant la révolution et la guerre avec l'Irak, il est pourtant devenu, avec ces années de disette, voyageur de commerce pour ses talents de pédagogue. Après les Emirats arabes unis et avant l'Indonésie et Singapour, le hasard l'a conduit aux Etats-Unis, où il s'est installé au milieu des années 80 et où réside toujours sa famille : Sira, bien sûr, mais aussi ses trois fils, qui vivent à Mountainview, en Californie.

A quelques jours de la rencontre Iran - Etats-Unis, cet aspect de sa vie a excité la curiosité de la presse américaine, qui l'a littéralement assiégé de questions dans sa retraite d'Yssingeaux. S'exprimant avec aisance en anglais, l'entraîneur a raconté mille et une fois l'arrivée en Amérique, l'entraînement de deux équipes scolaires, mais aussi l'achat d'un petit supermarché, le métier d'esthéticienne de Sira et les études de ses fils. Toujours courtois, toujours souriant, il a répété et répété qu'il n'avait pas quitté l'Iran pour des raisons politiques et qu'il ne ressentait aucune gêne à jouer contre un pays qui l'a accueilli, c'est vrai, sans difficultés.

Son avenir ne dépasse pas pour l'instant le premier tour de la Coupe du monde. Recruté comme conseiller technique en mars, il ne sait pas encore quel sort entend lui réserver une fédération iranienne dont les luttes en coulisses font le bonheur de la presse spécialisée. S'il est maintenu à son poste, sans doute sa famille le rejoindra-t-elle à Téhéran. Sinon, il reprendra son sac de grand voyageur du ballon rond.

Depuis deux semaines déjà, sa silhouette longiligne arpente le terrain sur lequel s'échine une équipe préparée par un autre que lui. Ses interventions sont aussi rares que discrètes. Quelques mots entre deux séries d'exercices, un *debriefing* tout aussi bref : cela semble amplement suffisant pour obtenir le respect des joueurs. Toujours disponible pour les journalistes, l'entraîneur se refuse bien évidemment d'engager la moindre conversation politique. Il n'empêche. Après la bonhomie très photogénique du nouveau président, Mohammad Khatami, l'Iran s'offre, avec le doux sourire de son entraîneur polyglotte, l'image d'un pays qui cherche à s'ouvrir.

G. P., à Yssingeaux

هكذا من الأصل

Indépassable lacet

● **RÉGLAGE.** N'en déplaise aux fabricants de chaussures de sport, qui proposent à leur clientèle toute un gamme de *« produits innovants, améliorant sans cesse les performances de l'athlète »*, le laçage est le seul moyen de réglage permettant l'adaptation du soulier aux besoins individuels. Le seul et le plus efficace, particulièrement au niveau du cou-de-pied. Bien effectué, il permet d'assurer la tenue de l'avant-pied et, par serrage, de renvoyer le talon dans l'emboîtage – la partie arrière de la chaussure –, donc de caler au mieux les précieux « pinceaux » de nos héros.

● ***LA RÉVOLUTION DES ŒILLETS.*** En jouant sur la nature de l'œillet, les modèles offrent la possibilité de laçage différentiel. Le simple trou empêche au cordon situé à l'avant-pied de coulisser. Pour ceux qui ont le pied étroit, il existe des modèles à doubles rangées de trous ou d'œillets, suffisamment éloignées les unes des autres.

● **EXPÉRIMENTATIONS.** Sur le côté de la tige, supposé limiter les irrégularités au contact du ballon ; asymétrique, afin d'atténuer la compression des vaisseaux sanguins, à l'origine des crampes ; en boucle, pour limiter l'accumulation des épaisseurs au niveau du cou-de-pied : la science du laçace a proposé nombre de solutions dictées par la recherche de performances ou l'absolu nécessité de travailler sur le look parfois désuet de la chaussure à crampons.

● **CONSEILS PRATIQUES.** A l'achat, ne vous étonnez pas de la longueur excessive du lacet. Enroulé autour de la voûte plantaire – et non pas autour de la cheville –, il améliore le maintien de la « galoche » et évite le déchaussage inopiné. Certains footballeurs professionnels appliquent une tout autre méthode : au risque de comprimer le pied (attention aux problèmes d'ongles ou aux riques d'ampoules), ils choisissent de chausser des souliers plus petits d'une pointure, convaincus, ainsi, de ne *« faire qu'un »* avec l'outil. Quant au type de nœud employé, il n'y a aucune règle en la matière, le tout étant qu'il tienne 90 minutes.

Cédric Ryan

VU

Une présence policière renforcée dans le stade

« C'EST UN MATCH de Coupe du monde, pas la guerre. » Pierre Guinot-Deléry, préfet délégué à la sécurité et à la défense à Lyon, s'emploie à minimiser les problèmes de sécurité soulevés par le match Iran-Etats-Unis, dimanche 21 juin au stade Gerland. *« La perspective d'accueillir à Lyon un quart de finale opposant l'Angleterre à l'Allemagne est autrement plus inquiétante... »*, renchérit un commissaire de police.

Le discours du préfet de police se veut rassurant : *« La menace terroriste pour la Coupe du monde est prise en compte depuis le début de la compétition. Nous sommes déjà au maximum de sécurité. Dimanche, la configuration du dispositif général reproduira à l'identique ce qui est en place pour les autres matches. L'objectif est de faire en sorte que ce match Iran-Etats-Unis se déroule comme tous les autres, même s'il ne l'est pas tout à fait. »* Les périmètres de sécurité autour de Gerland ne seront pas modifiés et les points sensibles de l'agglomération lyonnaise seront surveillés de la même manière qu'à l'habitude.

Selon le préfet de police, seule la présence policière dans le stade sera *« significativement renforcée »* : les renforts – essentiellement des policiers en civil – seront chargés de prévenir toute tentative de manifestation politique. *« En matière de sécurité, notre philosophie repose sur un principe simple : la Coupe du monde est un événement sportif qui ne doit en aucun cas servir de prétexte à une exploitation politique ou idéologique »*, explique Pierre Guinot-Deléry. Plus que des violences, les autorités redoutent surtout l'irruption d'opposants au régime iranien, désireux de profiter de la visibilité de l'événement pour faire passer des messages politiques : le CFO évalue à plus d'un millier le nombre de billets vendus à des Iraniens vivant en Europe.

TRIBUNES APOLITIQUES

Dans le stade, bannières, banderoles, tracts, *T-shirts* avec des inscriptions, seront proscrits. A l'entrée, les spectateurs seront « palpés » plus minutieusement que d'habitude. En ville, les éventuelles manifestations politiques seront surveillées, mais pas interdites, sauf si elles sont susceptibles de troubler l'ordre public. Les trois à quatre mille supporteurs américains attendus seront dans le virage Nord, à l'opposé des quelque cinq mille Iraniens détenteurs de billets remis à la fédération iranienne. Seule la répartition dans les tribunes des supporteurs individuels, forcément aléatoire, pourrait provoquer des problèmes de voisinage.

La composition de la tribune officielle figure également au centre de toutes les attentions. A trente-six heures du coup d'envoi, le général de Peyrelongue, directeur du site lyonnais du CFO, ne savait pas exactement qui prendrait place aux côtés de Raymond Barre, maire de Lyon : *« L'ambassadeur de l'Iran devrait venir, mais de qui sera-t-il accompagné ? »* Les Américains ont annoncé la présence de *« représentants de l'ambassade »*. Il n'y a qu'un salon officiel dans la tribune d'honneur de Gerland : *« S'ils veulent l'un et l'autre prendre un verre à la mi-temps, ils seront obligés de se croiser »*, prédit le général de Peyrelongue.

E. C., à Lyon

Les Américains veulent se concentrer sur les enjeux sportifs de la rencontre

« Les Iraniens enfilent leur short comme nous... », entend-on dans leur retraite beaujolaise

LES AMÉRICAINS ne s'ennuient plus dans leur retraite bucolique du château de Pizay. Un bref voyage à Paris, une défaite contre l'Allemagne assortie d'une leçon de football, les a fait rentrer de plain-pied dans cette Coupe du monde qui leur échappait un peu depuis leur paisible retraite beaujolaise. Les familles des joueurs ont obtenu un droit de visite. L'atmosphère de la délégation y a gagné en gaieté, même si un soupçon de contrariété plane toujours dans la cour du château. *« Nous avons montré trop de respect aux Allemands »*, regrette Alexi Lalas.

Mis sur la touche par son entraîneur, Steve Sampson, le plus célèbre barbu du soccer américain pourrait effectuer son retour au sein de la défense américaine, dimanche 21 juin. Son expérience – c'est sa troisième Coupe du monde – et, surtout, ce talent unique qu'il a de motiver ses partenaires, devraient être utiles lors du deuxième match des Américains : *« Pour nombre d'entre nous, il s'agira de se racheter aux yeux du reste du monde »*, dit-il. L'occasion est belle : le reste du monde dont parle Alexi Lalas accordera en effet une immense attention à ce match de football inédit : Etats-Unis - Iran.

UN RÔLE D'AMBASSADEUR

Tous deux battus en première semaine, par l'Allemagne et la Yougoslavie, les Etats-Unis et l'Iran ont besoin d'une victoire pour se relancer dans le groupe F. L'enjeu sportif de la partie est certes d'importance mais cette rencontre vaudra beaucoup plus par la charge symbolique et politique qu'elle contient : devant des millions de téléspectateurs, des footballeurs américains et iraniens vont échanger des poignées de main. Le tirage au sort a désigné les Iraniens pour effectuer le premier pas sur le terrain : à eux d'aller saluer leurs adversaires lors de la présentation des équipes.

Au moment où la secrétaire d'Etat américaine, Madeleine Albright, et le président Bill Clinton appellent à *« une authentique réconciliation »* avec l'Iran, la chaleur et la durée de ces salutations seront lourdes de sens : *« Nous nous sentirons sans doute dans la peau d'un ambassadeur,* se prend à rêver l'attaquant américain Ernie Stewart. *Nous avons déjà suffisamment de pression sur les épaules. Mais il appartiendra de positiver cet événement en nous tenant de manière exemplaire sur le terrain, ou en échangeant nos maillots. »*

De l'importance d'une partie de football dans un processus de rapprochement entre deux pays ennemis ? Le sujet de dissertation du jour embarrasse les élèves de Steve Sampson. *« C'est un match comme les autres, nous avons besoin d'une victoire. Les Iraniens enfilent leur short de la manière que nous »*, entend-on dans la cour du château. *« Ce n'est qu'un match de football, mais s'il pouvait aider à l'amélioration de nos relations avec l'Iran, ce serait parfait. Ce serait encore mieux s'il nous rapportait trois points ! »*, précise, facétieux, Alexi Lalas.

Les plus calés en histoire contemporaine rappellent le rôle des matches de tennis de table entre Américains et Chinois lors de l'amorce de la politique de détente entre les deux pays, il y a une trentaine d'années. Thomas Dooley, le doyen de la sélection américaine, reconnaît le caractère *« spécial »* de la rencontre. Mais c'est tout : le défenseur central se passionne davantage pour le débat sur les choix tactiques – le 3-6-1 a ses faveurs. A trente-sept ans, il est pourtant l'un des rares en âge d'avoir quelques souvenirs précis des premiers mois de la crise irano-américaine.

LÉGION ÉTRANGÈRE

En 1979, lors de la prise d'otages à l'ambassade américaine de Téhéran, Alexi Lalas n'avait que neuf ans. Il n'en a conservé qu'une image trouble, enfantine : *« Tout ce que j'avais compris à l'époque, c'était que les Iraniens étaient les méchants et les Américains les gentils. »* Si la majorité des joueurs qui accompagnent Alexi Lalas en savent encore moins que leur leader charismatique, ils présentent souvent une bonne excuse : ils étaient à peine nés en 1979, ou, mieux, ils n'étaient pas aux Etats-Unis. Car le Onze américain est une légion étrangère : Jeff Agoos est né en Suisse, Thomas Dooley en Allemagne, Preki Radosavljevic en Yougoslavie, Tab Ramos en Uruguay, David Regis à la Martinique, Ernie Stewart aux Pays-Bas et Roy Wegerle en Afrique du Sud. *« En vivant à l'étranger, on est au courant de ce qui se passe aux Etats-Unis, mais on se sent moins concerné »*, souligne Ernie Stewart.

La diffusion, sur M 6, du film *Jamais sans ma fille*, qui a un temps menacé la tenue du match, fait sourire Alexi Lalas : *« C'est un bon film, non ? Une histoire vraie. C'est leur problème, pas le nôtre. »* Le contexte politiquement correct qui entoure la préparation de ce match-événement n'empêche pas quelques piques. *« J'ai vu les matches de qualification de l'Iran contre l'Australie et je peux vous dire que les Iraniens sont extrêmement chanceux d'être en France,* persifle Ernie Stewart. *Il nous faudra nous concentrer sur leur faculté à revenir en fin de match. J'espère que les Iraniens auront le sentiment de jouer pour l'histoire, cela les rendra plus nerveux »*, reprend Alexi Lalas. Comme ses compatriotes, il aimerait ramener le caractère émotionnel de ces retrouvailles si particulières à un problème, en fait, irano-iranien. *« Ce match a davantage d'importance aux yeux des Iraniens »*, pérore Ernie Stewart. Puis il se ravise : *« Que nous gagnions ou que nous perdions, le résultat de ce match aura un plus grand impact aux Etats-Unis que notre défaite contre l'Allemagne. »*

Eric Collier, à Pizay

Cobi Jones en forme à point nommé

Ses tâches de joueur motivent à nouveau le petit ailier de Los Angeles

LE TALENT de Cobi Jones est inversement proportionnel à sa taille. A peine plus grand qu'Alain Giresse avec son mètre soixante-dix, ce joueur incisif, véritable poison des surfaces de réparation, est devenu la grande star des Los Angeles Galaxy, l'équipe invaincue de la Major Soccer League (MSL), le championnat américain. Avec plus d'une centaine de sélections en équipe nationale, cet ailier naturel, transformé en milieu de terrain offensif dans le schéma tactique original de Steve Sampson (3-6-1), fait donc partie de la vieille garde de l'équipe nationale.

A vingt-sept ans, il n'en est pas pour autant blasé. Après un début de saison en fanfare – il a été élu meilleur joueur de la MSL –, les commentateurs d'outre-Atlantique ne tarissent plus d'éloges à son sujet. Reconnaissable à sa coiffure exotique de *rastaman*, Cobi Jones est même revenu à son meilleur niveau, au moment où tout le monde l'avait oublié. Son come-back est aussi spectaculaire qu'inattendu.

« Il est dans une forme exceptionnelle, remarque Steve Sampson, l'entraîneur des Etats-Unis. *Sa progression au cours des six derniers mois a été fulgurante, d'autant qu'après ses faibles résultats de l'année dernière personne n'aurait parié un dollar sur lui. »* En fait, la finesse de son toucher de balle, sa vitesse d'exécution face à l'adversaire et ses doubles accélérations sur l'aile gauche sont le cauchemar des défenseurs. Souvent comparé à un feu follet insaisissable, Cobi Jones personnifie également la véraison du football américain, dont la qualité s'est sensiblement améliorée depuis 1994.

« Cobi Jones est un joueur extrêmement dangereux qui sait se faire oublier pour mieux se démarquer, explique Clive Charles, l'assistant de Steve Sampson. *Il a ainsi appris à gérer sa vitesse tout en améliorant sa technique. »* Doté d'une créativité hors du commun – il a déjà inventé une demi-douzaine de dribbles, plus originaux les uns que les autres –, Cobi Jones a laissé mûrir son expérience. Après avoir participé à la Coupe du monde de 1994 et goûté au championnat anglais dans l'équipe de Coventry City en 1994-1995, il est retombé dans l'anonymat de l'équipe de la « cité des anges », en 1997, après un essai avorté dans le championnat brésilien.Cobi Jones analyse l'irrégularité de son parcours avec lucidité. *« Pendant les trois dernières années,* commence-t-il, *je n'ai pas eu de vacances et, forcément, j'étais en overdose de football. Par bonheur, j'ai pu prendre un mois de repos, en janvier, avant le début du championnat, et j'ai immédiatement retrouvé la pêche. »* Mais, pour Steve Sampson, Cobi Jones a surtout appris à ne plus se laisser distraire par son environnement. Son allure décontractée, délicieusement médiatique, lui a permis de signer quantité de contrats publicitaires, avec les entreprises Sega, Hewlett-Packard, la chaîne de télévision musicale MTV, une marque de sucreries pour enfants et une maison d'édition qui publiera à l'automne un livre de lui. *« L'année dernière, il pensait davantage à ses contrats promotionnels qu'au football,* constate Steve Sampson. *Ses performances ont alors baissé. Je pense qu'il a retenu la leçon... »*

TEMPSPORT

Cobi Jones l'assure : il a retrouvé « la pêche ».

DEVISE OPTIMISTE

Cette saison lucrative mais sans saveur sportive a paradoxalement réveillé sa combativité. *« Il est maintenant arrivé au niveau de maturité des grands joueurs internationaux,* souligne Octavio Zambrano, l'entraîneur des Galaxy. *De plus, à son âge, il a encore les meilleures années de sa carrière devant lui. »* L'impétrant confirme sans fanfaronner : *« Je me sens enfin prêt pour aborder la Coupe du monde. D'ailleurs, tous mes coéquipiers sont aussi motivés que moi. »* Plutôt avare de mots quand il s'agit de décortiquer son style de jeu, Cobi Jones assure néanmoins que sa force de frappe repose sur le mariage de la vitesse et de la créativité. *« J'ai eu la chance de rencontrer des entraîneurs compréhensifs qui ne m'ont jamais interdit de prendre des risques et de développer ma conception artistique du football,* souligne-t-il. *J'aime surprendre l'adversaire et provoquer l'inattendu. »*

Au centre d'entraînement olympique de San Diego, où le Onze américain a préparé son départ pour la France, un petit panneau souhaite la bienvenue au visiteur. On peut y lire une citation du docteur Kazuo Inamori Kyocera, fondateur de l'entreprise éponyme qui finance les quatre stades de football de ce site d'entraînement ultrasophistiqué. *« Nous souhaiterions réaliser dans les prochaines années ce que personne n'attendait de nous. »* Bien entendu, Cobi Jones en a fait sa devise.

Paul Miquel, à San Diego

Les joueurs camerounais en quête de billets

LES DIFFÉRENTS SCANDALES relatifs au trafic des billets de la Coupe du monde peuvent également perturber les joueurs. Ainsi les footballeurs camerounais n'ont-ils jamais vu arriver les invitations – deux par joueur et par match – qui leur étaient destinées. Leur quota faisait partie des 7 500 places envoyées par la FIFA à Vincent Onana, le président de la Fédération camerounaise de football (Fécafoot). Les manigances de ce dernier, aujourd'hui incarcéré à Yaoundé, ont eu pour effet de disperser les billets dans la nature. Les joueurs auraient déjà passé beaucoup de temps à tenter de ré-



TEMPSPORT

cupérer des places. Claude Le Roy *(photo)*, l'entraineur français des *Lions indomptables*, essaya même d'appeler Michel Platini pour trouver une solution. En vain. Une heure avant le début du match contre l'Italie, mercredi 17 juin, certains joueurs étaient encore en train de chercher des billets. – *(F.P., à Lignon-sur-Orb)*

Le Mondial influe sur le brevet des collèges

DANS L'ACADÉMIE de Lyon, Ecosse-Maroc (le 23 juin à 21 heures à Saint-Etienne) et France-Danemark (le 24 juin à 16 heures à Lyon) mèneront les candidats au brevet des collèges dans les salles d'examen les 22 et 23 juin, soit un jour avant les dates prévues. Cette décision n'a pas été prise pour permettre aux professeurs ou à leurs élèves de suivre les rencontres mais afin d'éviter toute perturbation des épreuves, certains collèges étant situés dans les périmètres de sécurité des stades. Six académies qui partagent les mêmes sujets que Lyon sont soumises à ce régime : Strasbourg, Reims, Nancy, Besançon, Dijon et Grenoble. Dans le reste de la France, les collégiens passeront le brevet les 23 et 24 juin.

● **SPECTACLE : Jean-Michel Jarre sera le chef d'orchestre,** le 14 juillet, à partir de 21 heures, d'une *« nuit électronique »*, grand concert surprise gratuit qui clôturera la Coupe du monde tout en célébrant la fête nationale, sur l'esplanade du Champ-de-Mars, a-t-on appris, vendredi 19 juin, auprès de la Mairie de Paris. Le musicien sera entouré, pour ce « Rendez-vous 98 » de grands noms de la techno, comme le japonais Tetsuya « TK » Komuro, le groupe anglais Apollo Four Forty et les remixers français DJ Cam et Claude Monnet.

● **TRANSFERTS : les dirigeants de Newcastle** ont entériné, vendredi 19 juin, le recrutement de Stéphane Guivarc'h, moyennant un transfert de 3,5 millions de livres (environ 35 millions de francs), après lui avoir fait passer une visite médicale à Clairefontaine. Les dirigeants anglais voulaient s'assurer du parfait état de santé de l'avant-centre international d'Auxerre, victime d'un étirement du ligament interne du genou gauche lors de la rencontre France-Afrique du Sud.

● **LA PHRASE DU JOUR**

« Voilà quatre ou cinq ans, il n'y avait aucun problème avec les tacles durs. La plupart du temps, on s'en sortait bien, même en cas de tacles assassins. De nos jours, plus rien ne passe. Mais j'adore tacler. C'est presque aussi bon que le sexe. Mon tacle préféré, ç'a été contre Alan Shearer. Ça avait vraiment fait du bruit. J'aime ça. Je savais que s'il survivait à un de mes tacles, c'est qu'il allait bien. »

Paul Ince, milieu de terrain anglais, vendredi 19 juin, à l'agence Reuters.

Berti Vogts attentif à l'efficacité de son entreprise de pressing

Allemagne-Yougoslavie. Les Allemands approuvent leur entraîneur

VRAIMENT, les Allemands sont contents de leur sort. Tous se félicitent des choix du sélectionneur Berti Vogts. Même les remplaçants. Même le virulent Lothar Matthaüs. Il pourrait trépigner avec ses 125 sélections internationales, ses 21 matches disputés en phase finale de Coupe du monde. Un chiffre record qu'il partage avec son compatriote Uwe Seeler, le Polonais Wladislaw Zmuda et l'Argentin Diego Maradona. Une entrée sur le terrain, dimanche 21 juin, à Lens, face à la Yougoslavie, et il se retrouverait seul au sommet. Il assure ne pas y penser : *« Ma situation de remplaçant est bien claire. Ce qui importe le plus pour moi, ce n'est pas ce record, mais la victoire de l'Allemagne en finale. Je ne tiens pas à rentrer cinq minutes. Je ne demande pas de cadeau. »*

Que le vétéran (trente-sept ans) de la Nationalmannschaft se rassure : *s'il joue face aux Yougoslaves*, ce ne sera pas un cadeau. Cette rencontre entre les deux ténors du groupe F aura pour principal enjeu de désigner l'adversaire des Néerlandais, présumés vainqueurs du groupe E, en huitième de finale. Un défi attendu en toute confiance. *« Cela devrait être une partie agréable, puisque les deux équipes sont presque assurées de se qualifier »*, promet un Berti Vogts à l'humeur enjouée. La phrase polémique de son homologue yougoslave, Slobodan Santrac, selon lequel *« les Allemands manqueraient de technique »* ? *« Mes joueurs sont excellents*, répond-il. *Santrac devait parler de moi... »*

TOUT EST PERMIS

Il n'est plus le même, notre Berti. Lui qu'on a connu très martial, un rien tendu, le voilà qui rayonne, entouré de ses joueurs, dans la retraite allemande de la région niçoise. *« Nous sommes loin de la pression du Mondial*, reconnaît-il, *mais rassurez-vous, dans nos têtes, nous y sommes complètement. »* La discipline allemande, tant moquée, doit faire beaucoup d'envieux. Tous les joueurs ont loué une voiture et vont se promener en dehors des « heures de travail ». Certaines épouses ou compagnes ont loué des maisons dans les environs. La plupart se sont regroupées à l'Hôtel Garden Beach, à Juan-les-Pins. Jeudi 18 juin, à l'invitation de l'association La drogue ne sert à rien, tout ce petit monde a embarqué pour une mini-croisière entre Saint-Laurent-du-Var et Monaco avant de dîner, en Principauté, à l'Hôtel de l'Hermitage.

Tout est permis, sexe et vin compris (*« Sauf à la mi-temps »*, précise le sélectionneur), la seule interdiction étant de cracher dans la soupe. Ne devant étouffer aucune friction dans son effectif et ne voulant pas plus évoquer les cas individuels – à l'exception notable de Jens Jeremies, dont il dit qu'il est *« le plus jeune et le meilleur »* –, Berti Vogts n'a plus qu'à parler de technique et de tactique. Bien sûr, la défense reste sa priorité et, sur le papier, elle apparaît bétonnée : un libero (Olaf Thon), deux stoppeurs (Jürgen Kohler et Christian Wörns), deux latéraux (Jörg Heinrich à droite et Christian Ziege à gauche). Mais, sur le terrain, plus rien ne se passe comme on croit. *« Heinrich et Ziege doivent amener le danger dans la défense adverse*, affirme-t-il. *Dans le football actuel, les couloirs sont les seuls endroits où on se retrouve à un contre un. Partout ailleurs, c'est un contre deux ou trois. »*

Grâce à l'activité de Jens Jeremies, gardien vigilant du rond central, il peut faire jouer deux milieux offensifs, Thomas Hässler et Andreas Möller – version germanique du thème latin Roberto Baggio et Alessandro Del Piero –, mais *« à condition qu'ils fassent leur travail défensif »*. Et l'attaque, de qui partelle ? D'Olaf Thon, qui n'a de libero que le nom, puisqu'il évolue devant ses deux stoppeurs et a pour charge de presser haut, en défense, et de soutenir les avants dans les phases offensives. Dans un tel esprit de contradiction, il ne faut pas s'étonner de voir l'attaquant Jürgen Klinsmann désigné comme le chef de la défense. *« C'est moi qui déclenche le pressing »*, explique le capitaine. Olaf Thon, en se plaçant résolument au-delà de la ligne médiane, dans le camp adverse, joue un rôle central dans la récupération de la balle.

Ce pressing collectif a été longuement travaillé lors du stage de préparation en Finlande, dans l'intention avouée de prendre l'adversaire à la gorge et d'ouvrir très vite la marque. Cela s'est réalisé face à la Colombie (1re minute) et au Luxembourg (6e minute), lors des derniers matches d'entraînement, et cela s'est confirmé en France, à la neuvième minute, grâce au but de Möller face aux Etats-Unis. *« Ce pressing est très éprouvant*, raconte Jürgen Klinsmann. *Nous n'avons tenu notre rythme initial que pendant vingt minutes devant les Américains. Mais un but d'avance, ça soulage la fatigue. »* Les Yougoslaves sauront-ils tenir jusque-là ? Dans le camp allemand, on se force à le croire, avec un grand sourire.

Christian Jaurena, à Saint-Paul-de-Vence

Les doutes du Yougoslave Dejan Savicevic

Sur le terrain d'entraînement de Saint-Galmier (Loire), le milieu de terrain yougoslave Dejan Savicevic déambule comme une âme en peine. *« Il n'est pas dans un très bon état psychologique*, affirme Dusan Maravic, ancien joueur devenu vice-président de la Féderation yougoslave, *il regarde les matches avec les copains, mais on sait qu'il n'est pas très à l'aise. Son moral a baissé. »* Déjà privé de la World Cup 1994, en raison de l'exclusion politique de son pays, et de l'Euro 1996, Dejan Savicevic, victime d'une blessure au genou, est peut-être en train de laisser filer ce Mondial. *« Ce serait très triste car c'est ma dernière Coupe du monde. Mais si je joue sans être vraiment prêt, ça peut être la fin de ma carrière »*, se lamente le Yougoslave, âgé de trente et un ans. *« Il genio »*, comme on le surnomme dans le championnat italien, a reçu le feu vert du medecin de l'équipe nationale pour participer au match Yougoslavie-Allemagne, dimanche 21 juin, à Lens. Pourtant *« lorsqu'il tripote un peu le ballon, il sent soudainement une douleur intenable qui lui sape le moral »*, observe, impuissant, Dusan Maravic.



TEMPSPORT



AFP

Ci-contre, l'Allemand Jürgen Klinsmann, auteur du deuxième but contre les Etats-Unis. Ci-dessus, le défenseur yougoslave Sinisa Mihajlovic après avoir marqué contre l'Iran, lors du premier match du groupe F, le 14 juin.



AFP

AFP



TEMPSPORT

Ci-dessus, le Colombien Freddy Rincon. Au-dessus, le milieu de terrain jamaïcain Robert Earle, après son but contre la Croatie. Au-dessus à droite, Gabriel Batistuta vient de marquer l'unique but argentin contre le Japon.

L'« affaire » Asprilla sape le moral des Colombiens

Colombie-Tunisie. L'attaquant a été exclu de l'équipe par le sélectionneur national

MAUVAISE nouvelle. Les Colombiens, qui se faisaient une joie de vivre la Coupe du monde 1998 au travers des exploits de leur équipe nationale, doivent se contenter, aujourd'hui, de constater, impuissants, les dégâts occasionnés par l'« affaire » Asprilla. L'attaquant du club italien de Parme, exclu de la sélection, mercredi 17 juin, pour avoir critiqué, la veille, sur les ondes d'une radio colombienne la décision de son entraîneur, Hernan Dario Gomez, de le remplacer à la 85e minute du match contre la Roumanie (0-1), lundi 15 juin, à Lyon, défraye en effet la chronique à Bogota.

Déjà éprouvés par l'épouvantable campagne de matches amicaux préparatoires au Mondial (trois défaites, cinq matches nuls en huit rencontres) et la défaite face à la Roumanie, les supporteurs colombiens en sont réduits à se déchirer entre partisans et adversaires de « Tino » Asprilla pour oublier que la rencontre capitale contre la Tunisie, lundi 22 juin, à Montpellier, s'annonce mal. On dit que, pour contribuer à la cohésion nationale, le président de la République sortant, Ernesto Samper, serait lui-même intervenu auprès des dirigeants de la fédération pour demander la réincorporation de la vedette.

Le fautif s'est lui-même livré à un délicat exercice de rédemption. Jeudi 18 juin, pourtant, Faustino Asprilla avait présenté des excuses publiques dans une lettre et déclaré qu'il était prêt à revenir si Hernan Dario Gomez le souhaitait. Ce dernier n'avait pas fermé totalement la porte au joueur, déclarant : *« Nous devons nous concerter avec l'équipe. »* L'entraîneur s'était dit *« ému »* par les excuses de « Tino », qu'il avait défini comme *« un fils »*, rappelant que, par le passé, on lui avait reproché d'être trop favorable au joueur. Les envoyés spéciaux de la presse colombienne se sont montrés beaucoup plus fermes. *« Asprilla a brisé le code moral, il devait partir »*, affirme l'un d'eux. *« Nous sommes tous satisfaits qu'il ait été exclu*, résume un autre. *C'est un excellent joueur, mais il n'a pas évolué dans sa tête. Il est resté un enfant à qui on a toujours tout passé parce qu'il faisait de belles choses balle au pied. Cela ne pouvait plus durer. »* Vexé, le rebelle a assuré qu'il *« ne reviendr*[ait] *pas »* dans l'immédiat et a qualifié la sanction d'*« injuste »*.

Il a quitté La Tour-du-Pin (Isère), où son équipe a pris ses quartiers. Si Hernan Dario Gomez a reçu le soutien de la majorité des coéquipiers de Faustino Asprilla, il semble vivre la situation assez mal. *« C'est une punition d'entraîner la Colombie, c'est comme une condamnation. Je suis dégoûté »*, a-t-il déclaré, faisant allusion aux pressions qui s'exercent sur lui depuis l'annonce de sa décision. Une situation qui n'est pas loin de réjouir les Tunisiens, qui voient là l'occasion d'affronter une équipe moralement diminuée.

Et, du coup, ce ne sont plus les matches qui passionnent les Colombiens mais bien le petit jeu du pronostic concernant l'identité du successeur de Hernan Dario Gomez en cas d'élimination prématurée de la sélection nationale. Les noms de « Bora » Milutinovic, grand spécialiste des opérations commando, et celui du Brésilien Paulo Cesar Carpegiani, actuel entraîneur du Paraguay, sont avancés. On a connu des préparations psychologiques plus efficaces.

Eric Collier, à La Tour-du-Pin, et Anne Proenza, en Colombie

Le football tunisien s'ouvre au professionnalisme

La Tunisie est un pays précurseur en matière de football. En 1978, l'équipe avait été la première sélection africaine à gagner un match lors d'une phase finale de Coupe du monde (3-1 contre le Mexique). Vingt ans plus tard, le football tunisien est en passe de devenir le premier du continent à être entièrement professionnel. Selon un décret, chaque club de première division devra compter douze contrats professionnels à la rentrée. Le gouvernement s'est engagé à exonérer les clubs de charges sociales pendant cinq ans et à rembourser la moitié de leurs frais de déplacement. Pour l'heure, le championnat tunisien ressemble trop à ce qui se passe dans le reste de l'Afrique où deux ou trois équipes dominent les débats. *« C'est un vrai problème*, regrette le sélectionneur national, Hen- Kasperczak. *Dans son pays, un joueur tunisien n'a que trois ou quatre matches de haut niveau par an. Ce manque de compétitivité se ressent en équipe nationale. »*

Gabriel Batistuta, l'avant-centre qui « fait » des buts

Argentine-Jamaïque. Le différend qui l'opposait au sélectionneur argentin a été mis de côté

UN BUT, un seul, contre le Japon, c'est peu et c'est frustrant pour des prétendants au titre de champion du monde. Daniel Passarella, l'entraîneur argentin, n'a pas beaucoup aimé la prestation de son équipe lors de son premier match, le 13 juin, à Toulouse : *« Nous devons être plus offensifs, avec un milieu jouant plus haut. »*

Sa brève déclaration – l'homme est un modèle de concision – a offert un sujet de polémique en or à l'entourage de la sélection argentine : Marcelo Gallardo, le petit milieu de terrain de River Plate, devrait-il entrer en jeu à la place de Javier Zanetti ? Réputé plus défensif, le milieu de l'Inter de Milan jure qu'il est prêt à s'adapter. *« Cela ne me dérange pas d'attaquer davantage*, assure-t-il. *Je me sens à l'aise dans ce rôle. »* Daniel Passarella réserve sa réponse. Les joueurs seront avisés au dernier moment, peu avant le match contre la Jamaïque, dimanche 21 juin, au Parc des Princes.

GUEULE D'ANGE BLOND

Chez les Argentins, un débat chasse l'autre. Le dernier en date a duré de longues années. Daniel Passarella disposait d'un grand buteur, Gabriel Batistuta, mais il ne l'appréciait guère. A cause de ses longs cheveux blonds, assurait l'opinion publique argentine, qui a dû batailler ferme pour imposer son attaquant favori dans la formation de départ des « Albicelestes ». Simple question tactique, rétorquait le sélectionneur, qui préférait le Parmesan Hernan Crespo à Gabriel Batistuta, accusé de trop jouer en position d'avant-centre, en attente de bonnes balles à transformer en buts. « Batigol » ne fait peut-être que cela, mais il le fait bien : son but contre le Japon est son septième en sept matches, son quarante-cinquième pour le compte de l'équipe nationale. Série en cours, dit-il : *« Je vais continuer à "faire" des buts. »*

Gabriel Batistuta, vingt-neuf ans, a dépassé depuis longtemps le record de Diego Maradona (33 buts pour l'Argentine). Avec sa gueule d'ange blond et sa décontraction, il l'a également détrôné dans le cœur des supporteurs argentins. Mais Daniel Passarella, lui, n'a pas sa carte au fan-club de « Batigol ». L'incompréhension entre les deux hommes est ancienne. En 1990, le premier, entraîneur de River Plate, laissait si souvent son avant-centre sur le banc des remplaçants que Gabriel Batistuta a fini par demander, et obtenir, son transfert à Boca Juniors, le grand rival. Libéré des chaînes posées par Daniel Passarella, Gabriel Batistuta a décollé.

A Boca Juniors, puis à la Fiorentina, où il a marqué 103 buts en sept saisons, il s'est même offert une nouvelle identité : « Batigol » est né sur les bords de l'Arno. Si sa carte de visite n'est pas celle d'un attaquant racé, il possède un diabolique instinct de buteur. *« C'est un grand professionnel*, note un de ses admirateurs. *Ce n'est pas un joueur doué, mais il est puissant, solide. Il s'entretient très bien. »*

En 1994, lorsque Daniel Passarella a été appelé à prendre la direction de l'équipe nationale, l'ancien gamin enrobé de Reconquista, dans l'Etat de Santa Fé, avait déjà acquis un statut de star internationale. Cela n'a pas empêché le coach de le faire lanterner quelques mois avant de l'appeler au centre de l'attaque argentine. La tension a rejailli dès les retrouvailles, elle n'a fait qu'empirer par la suite. En janvier 1997, à la suite d'un match nul (0-0) de sa formation face à l'Uruguay, Daniel Passarella a violemment critiqué ses joueurs : à ses yeux, ils avaient *« manqué de courage »* dans cette rencontre qualificative pour le Mondial 1998.

Gabriel Batistuta a pris la pique pour une attaque personnelle. Il a regimbé, déclaré sa flamme pour le maillot argentin, qu'il a pourtant dû abandonner à Hernan Crespo, jusqu'à la fin de l'année 1997 : l'Argentine avait obtenu son *billet* pour la France sans lui. Le temps d'une Coupe du monde, les deux « ennemis » ont opté pour la trêve. Le sélectionneur national a demandé à son avant-centre de jouer moins en pointe qu'à la Fiorentina, de décrocher pour libérer des espaces dans les défenses adverses. *Gabriel Batistuta* a encore rechigné, mais ils s'est adapté. En pointe ou non, il « fait » des buts.

E. C., à L'Etrat (Loire)

Visite ministérielle pour la Jamaïque

A quelques jours du match Argentine-Jamaïque, dimanche 21 juin, au Parc des Princes, le premier ministre jamaïcain, Percival James Patterson, a rendu visite à ses Reggae Boys dans leur retraite d'Arc-en-Barrois, près de Chaumont (Haute-Marne). Au cours d'un déjeuner avec la sélection, le ministre des sports et une dizaine de parlementaires, organisé jeudi 18 juin, il a félicité *« les joueurs qui représentent le premier pays anglophone des Caraïbes à se qualifier pour une phase finale de Coupe du monde »* et l'entraîneur brésilien René Simoes qui a relevé le niveau du football national jusque-là *« médiocre »*. Percival James Patterson a été ensuite reçu officiellement à la préfecture de la Haute-Marne, où il s'est vu remettre un sanglier en peluche et un coupe-cigare symbolisant l'industrie locale de l'acier. En remerciement de cet *« accueil chaleureux »*, le premier ministre jamaïcain a offert au préfet, Elisabeth Allaine, une boîte de cigares de l'île.

هكذا من الأصل

Les jeux de guerre des hooligans

Enraciné dans la culture populaire, le phénomène s'est exporté et « spécialisé » depuis le drame du Heysel, en s'éloignant des stades et des grands clubs

EN 1985, Margaret Thatcher les qualifiait d'*« animaux »*. En 1998, Tony Blair estime que ce sont des *« voyous au cerveau mort »*. D'un premier ministre à l'autre, du drame du Heysel aux événements de Marseille, les hooligans n'ont donc pas changé. Bras tatoués et poings tendus, beuglant *Rule Britannia* ou *God save the Queen*, voilà trente ans qu'ils occupent la scène avec plus ou moins de constance.

Dans les années 60, lorsque l'Angleterre a découvert cette forme de violence, elle a d'abord cru que le phénomène concernait des marginaux, en l'occurrence les premiers skinheads londoniens. Elle voyait là un problème éphémère, l'œuvre d'une minorité qui n'avait *« rien à voir avec le sport »*. Ni, bien sûr, avec le Royaume. Le pays se trompait : le hooliganisme allait s'enraciner dans la culture populaire, au point de devenir un jeu de guerre, pour des milliers de jeunes.

Qui sont-ils, à cette époque ? Essentiellement des *« petits Blancs »* : fils d'ouvriers ou de chômeurs, des adolescents des faubourgs, laissés-pour-compte d'une société en pleine évolution. A leurs yeux, le club de football ne se limite pas à onze joueurs. C'est aussi une histoire, un public, des « couleurs » à honorer. Leur violence repose sur une logique de territoire. Elle se nourrit de haines séculaires, de rivalités de quartiers. Les sociologues parleront bientôt de *« micronationalismes »*.

La police, elle, ne sait pas comment réagir. Les hooligans sévissent partout. Dans les trains, dans le métro londonien, dans les pubs. Au stade, l'objectif est de « prendre » la tribune adverse, autrement dit de s'introduire dans les gradins opposés et de déclencher des mouvements de foule. Si l'adversaire recule, la « victoire » est acquise. Il s'institue même une sorte de championnat des hooligans avec classements officiels et titres de gloire. Les clubs les plus puissants, suivis par des milliers de fans, se disputent le haut du tableau, en particulier Manchester United et Leeds. Des armes font leur apparition : des fléchettes, des pièces de monnaie aiguisées, des balles de golf plantées de clous.

Dans les années 70, le hooliganisme s'enracine donc dans un tissu social de plus en plus en lambeau bien que les dirigeants refusent de l'admettre. A la faveur des matches internationaux, il s'étend hors des frontières du Royaume. La liste des exactions s'allonge : Tottenham à Rotterdam (200 blessés en 1974), Leeds à Paris (1975), Manchester United à Saint-Etienne (1977)... Partout, les jeunes Anglais se sentent en territoire conquis, comme investis d'une mission : afficher la supériorité britannique. D'une expédition à l'autre, les techniques évoluent, les bandes s'organisent. Au début des années 80, elles s'affublent de noms évocateurs : les « Headhunters » (chasseurs de tête) de Chelsea, les « Guvnors » (les chefs) de Manchester City... Avec la résurgence du mouvement skinhead, les crânes rasés – en particulier les Londoniens de West Ham et de Millwall – sont de tous les affrontements,

EN dépit de leurs rivalités, les différents groupes font cause commune autour de l'équipe nationale d'Angleterre. Ainsi les incidents se multiplient dans le sillage de la sélection : en 1980 en Italie (Championnat d'Europe des nations), en 1982 en Espagne (Mundial), en 1984 à Paris... Des partis politiques d'extrême droite tentent de récupérer ces pulsions de haine. C'est le cas du National Front (NF), dont le journal *Bulldog* est distribué devant les stades de Chelsea et de West Ham. En accordant une large place aux hooligans, les journaux tabloïds jouent aussi sur les réflexes xénophobes de leur lectorat.

Arrive la finale de Coupe d'Europe des clubs champions en mai 1985. Trente-neuf personnes sont tuées au stade du Heysel, à Bruxelles, lors d'un mouvement de foule provoqué par des fans de Liverpool. *« Plus jamais ça ! »*, implore le monde du football, sans pour autant reconnaître que les hooligans font partie de sa « famille ». Plus jamais ça ? La police britannique renforce la répression, démantèle plusieurs bandes après les avoir infiltrées. Le hooliganisme entre dans une nouvelle ère, celle d'une spécialisation à outrance. Les groupes planifient leurs actions. Ils s'affrontent hors des stades, trop surveillés à leur goût.

Le 15 avril 1989, 96 personnes trouvent la mort à la suite d'une bousculade entre supporteurs de Liverpool au stade de Sheffield. Ce nouveau drame contraint le football anglais à se remettre enfin en cause. Les grands stades sont rénovés, équipés de places assises. Enrichis par les droits de télévision, les clubs s'embourgeoisent. Les supporteurs les plus populaires sont tenus à l'écart par l'augmentation du prix des places. Le football devient un spectacle familial, sous surveillance vidéo. Le hooliganisme se réduit à une minorité, dangereuse mais circonscrite, qui se manifeste loin des stades.

La violence s'est reportée autour des petits clubs. Dans les divisions inférieures, les stades sont moins bien équipés, les policiers moins nombreux. Le public est jeune et essentiellement masculin. Les accrochages les plus graves de ces derniers mois ont eu lieu dans la petite ville de Gillingham, où un visiteur de Fulham a été tué le 28 mars. La plupart des supporteurs impliqués dans les incidents de Marseille étaient justement originaires des villes moyennes du Nord. A quelques exceptionS près, leurs noms ne figuraient pas dans les fichiers de Scotland Yard. Les Londoniens, beaucoup plus expérimentés, étaient peu nombreux – ce qui ne sera pas le cas à Lens, le *26 juin*, contre la Colombie.

Autre difficulté pour cerner le phénomène : les hooligans mènent souvent une existence normale, entre famille et travail, et ne se révèlent qu'à l'occasion des déplacements de l'équipe nationale. Ce n'est donc pas qu'une affaire de brutes avinées. C'est une violence revendiquée, souvent froide et préméditée. On se bat comme on va au stade : pour défendre ses « couleurs ». Pour « exister », en quelque sorte. A Marseille, les Britanniques défiaient les jeunes des cités en chantant : *« Who Are You ? »* (« Qui êtes-vous ? »). Sous-entendu : « Vous n'avez aucun palmarès, nous, nous sommes les Anglais. »

QUAND il travaillait sur ces questions, le sociologue Alain Erhenberg estimait que le hooliganisme n'était rien d'autre qu'*« une rage de paraître »*. L'Angleterre n'a plus, depuis longtemps, le monopole de cette « rage ». En Europe, rares sont les pays épargnés. L'Italie a ses ultras, l'Allemagne ses « hools », les Pays-Bas et la Belgique leurs « siders ». Sans oublier la Grèce, la Yougoslavie et, à un dégré moindre, la France (Paris-SG). Partout, la violence est érigée en rituel indissociable du football.

L'Angleterre a donc fait école. Elle a suscité des vocations jusqu'à devenir victime de ses propres excès. Les Britanniques ne peuvent plus se déplacer sans attirer les hooligans locaux ou les simples délinquants, comme à Marseille. Dominer le « maître » est un acte de gloire. Les réputations se font et se défont au gré des performances face aux Anglais, la référence suprême en la matière. Peu importe que les hooligans des générations précédentes se soient pour la plupart assagis : aux yeux des supporteurs du monde entier, un Anglais reste un Anglais. En ce sens, les Marseillais ont le sentiment d'avoir remporté une « victoire » qui fera date.

Philippe Broussard

En Roumanie, demande spéciale d'autorisation de sortie

Un mafieux roumain, emprisonné dans son pays pour tentative de meurtre, a proposé ses services à la Féderation roumaine de football (FRF) afin de *« calmer »* les ardeurs des hooligans anglais pour la rencontre Roumanie-Angleterre prévue lundi 22 juin à Toulouse. Dans un *télégramme adressé à la délegation roumaine, basée à Albi*, le détenu, Stefan Dino, connu pour ses *« tendances délirantes »*, réclame *« une autorisation de sortie pénitentiaire »* pour lui et *« quelques collègues »*. Il promet de retourner en prison si *« la correction infligée avant et après le match aux hooligans ne donne pas entière satisfaction »*. De leur côté, les supporteurs roumains présents à Toulouse ont promis de laisser à l'hôtel les banderoles annonçant l'imminente *« mort des Britanniques »*.

PAROLES DE ZINC
LUC ROSENZWEIG

Shabbat goy

LA RELIGION et le dieu Football ne sont pas forcément concurrents, et peuvent même être complémentaires, comme le montrent ces nombreux Brésiliens ayant combiné la présence dans les stades avec une visite à la grotte miraculeuse de Lourdes. Ne relevant pas de la boutique qui révère Bernadette Soubirous, mais de celle où il ne faut pas confondre châle de prière et écharpe de supporteur, nous nous enquîmes, en cette veille de shabbat, de l'état d'esprit de la communauté juive de Bruxelles à l'égard du Mondial.

Aucun doute, les Diables rouges, en dépit de leur dénomination belzébuthienne, peuvent compter sur la synagogue. Elle est d'une loyauté sans faille envers l'équipe nationale, dans la grande tradition du patriotisme juif diasporique à l'égard du pays d'accueil. Au point que cela pose un vrai problème aux plus observants d'entre ses membres. La règle veut que, pendant le shabbat, du vendredi soir au samedi soir, aucun feu ne soit allumé, et la mise en marche d'un appareil électrique est assimilée à la production de l'étincelle interdite. Or la Belgique dispute samedi un match décisif contre le Mexique : *« Pas qu'à faire comme dans l'ancien temps, en Pologne, où l'on faisait venir un* shabbat goy (voisin non juif) *pour allumer le feu le samedi ! »*, conseille un vieux sage à un jeune tout prêt à transgresser la loi divine pour sacrifier à l'amour idolâtre du sport.

Les relations entre la tradition juive et le football sont peu évidentes, si l'on excepte cette histoire trop connue dans le milieu, mais qui vint tout de même ce soir-là sur le tapis : *« Chez Moshe et Sarah Finkelstein, le rituel est immuable depuis leur mariage, qui ne date pas d'hier. Chaque soir, Sarah fait la vaisselle pendant que Moshe lui lit le journal de la première page à la dernière. Arrivé à la rubrique "Sports", Moshe annonce : "Nigeria bat Bulgarie 1-0." Réaction de Sarah : "Est-ce que c'est bon pour nous, ça ?" »*

Cette blague a tant de fois été répétée qu'en dépit de sa permanente actualité elle ne met pas le public en joie, et vaut même une verte réplique à celui qui s'était cru autorisé à la raconter. *« Dis, je vais te poser une devinette*, dit l'un des pon-[illegible]. *Sais-tu pourquoi Caïn a tué Abel ? »* Avant même que l'interpellé ait eu le temps de fouiller dans sa mémoire biblique, la réponse fuse : *« Parce qu'il n'arrêtait pas de raconter des histoires que tout le monde connaissait déjà ! »* L'assemblée, pourtant, se réconcilia bientôt en entonnant un vibrant *Sholem aleichem* en l'honneur des hommes de Georges [illegible]. Précisons que cette chronique a été écrite vendredi 19 juin, avant le coucher du soleil et expédiée, tard dans la nuit, à ses destinataires à l'aide d'un ordinateur permettant de différer l'envoi des textes sans [illegible] nécessaire [illegible] allumer l'appareil.

En dépit de leur dénomination belzébuthienne, les Diables rouges peuvent compter sur la synagogue

Week-end de permission pour les Bleus

Après leur deuxième victoire, les Français pansent leurs blessures en plaignant Christophe Dugarry, victime d'un claquage, et Zinedine Zidane, suspendu pour deux matches

LES JAMBES et les têtes font mal au réveil, vendredi 19 juin, à Clairefontaine. Marcel Desailly, Alain Boghossian, Thierry Henry descendent en clopinant vers la salle à manger. Didier Deschamps numérote ses abattis après une nouvelle soirée de devoir, se demandant ce qui lui fait le plus mal, de son genou, de son mollet ou de ses deux tendons d'Achille. L'épaisse moquette qui reproduit en motif le sigle de la FFF ne suffit pas à absorber le choc. Chaque marche provoque de petites décharges dans les muscles endoloris, pointant les coups encaissés la veille comme l'aiguille d'un acupuncteur.


CHARLES PLATIAU/REUTERS
Pendant ce temps-là, Marcel Desailly et Didier Deschamps font du VTT.

Christophe Dugarry arrive et chacun oublie ses petites souffrances. L'attaquant a laissé ses béquilles dans la chambre. Les autres ne lui demandent pas comment il va, par pudeur. « *Il n'y a rien à dire dans ces cas-là*, explique Roger Lemerre, l'adjoint d'Aimé Jacquet. *Il suffit d'un regard. On sait tous ce qu'il ressent. A quoi bon parler.* » Le coup de poignard dans la cuisse droite qui ponctue ses pas, chacun le vit avec lui.

L'équipe de France est en huitième de finale de la Coupe du monde. Elle devrait se réjouir. Mais deux de ses joueurs n'ont pas le cœur à rire et cela suffit à donner un air de *Drôle de drame* à cette journée. Christophe Dugarry traîne la jambe et Zinedine Zidane rumine ses remords. Le meneur de jeu ne se pardonne toujours pas son moment d'égarement, cette 70e minute où il a « essuyé ses crampons » sur l'infortuné Fuad Amin. Une partie de la nuit, il a passé et repassé l'action, enregistrée au magnétoscope : « *J'ai revu les images, je ne méritais pas un carton rouge.* » Plus que contre un joueur saoudien, « ZZ » a péché contre le groupe. De cela, il se rend compte ce matin et ne peut le supporter. Après le match, les cadres de l'équipe, Didier Deschamps, Marcel Desailly et Laurent Blanc, ne l'ont pas ménagé, fustigeant son égoïsme. C'étaient des réactions de professionnels, froides et cinglantes. Après une nuit de repos, les copains comprennent que, de tous, il est le plus à plaindre. « *Je suis le premier déçu* », plaide l'accusé. Didier Deschamps s'excuse alors de s'être emporté, en privé puis devant les journalistes.

Aimé Jacquet regrette également son attitude courroucée à l'encontre de sa vedette. Il se reproche ce regard qu'il lui a refusé quand le proscrit est sorti du terrain. « *Il était abattu : nous avons beaucoup parlé*, explique le sélectionneur. *Il faut également voir les gestes qui ont précédé et motivé sa réaction. Il est plus victime que coupable.* » Ce grand pardon adoucit la journée de « Zizou ». Le joueur se maudit de n'avoir pas su écouter les conseils de son ami Bixente Lizarazu : « *Il m'avait dit de prendre sur moi. Avec l'événement, je suis plus nerveux sur le terrain. Je veux trop bien faire et finalement j'en fais trop.* » La commission de discipline de la FIFA n'a pas voulu entendre ces circonstances atténuantes. Deux matches de suspension. Voilà le stratège français privé de la prochaine rencontre contre le Danemark et, plus grave, du huitième de finale.

La sanction tombe dans l'après-midi quand Christophe Dugarry revient de l'hôpital Saint-Anne, à Paris. L'examen a confirmé la « *lésion du tiers supérieur de l'ischio-jambier* », en clair le claquage, diagnostiqué par Jean-Marcel Ferret, le médecin de l'équipe, à même la pelouse du Stade de France. La convalescence nécessitera au minimum quinze jours d'arrêt. La Coupe du monde de Christophe Dugarry s'arrête, à peine entamée. L'ambiance est donc funèbre, vendredi, dans la chambre qu'il partage avec Zidane, au premier étage de la résidence. « *Je crois que la vie se décide au mérite*, note Roger Lemerre. *Mais il y a certaines choses que, comme tout être doté de raison, j'analyse. Deux potes qu'on a vus à la fête à Marseille se retrouvent tous les deux en difficulté le match suivant. Ça interpelle, tout de même.* »

Bixente Lizarazu, leur copain, dernier membre de la fratrie bordelaise, qui a marqué jeudi le deuxième but de sa carrière internationale, disserte, cinq jours après les bacheliers, sur le thème philosophique de l'éphémère, valeur constante d'une carrière de footballeur. « *Tout peut basculer à tout moment* », note le joueur, qui ne peut se résoudre à un bonheur égoïste.

DÉBUT DE SPLEEN

Privé de son meneur de jeu, Aimé Jacquet a d'autres préoccupations. Il se donne le week-end pour réfléchir à la situation. « *Dès lundi, nous allons mettre en place un autre schéma et nous nous organiserons de manière différente* », annonce-t-il. Devant le début de spleen qui gagne son groupe, le sélectionneur révise radicalement son programme. Les joueurs ont entr'aperçu leurs femmes, jeudi, après le match : le manque n'en avait été que plus fort. Le patron décide donc d'autoriser les reclus à « *quitter le centre technique national et à retrouver la vie civile* » samedi.

Avant cette journée de répit, l'entraînement est allégé. En fin d'après-midi, ceux qui n'avaient pas ou peu participé au match contre l'Arabie saoudite sont cependant requis pour disputer une rencontre en trois tiers-temps face à l'équipe de France de la police. Les autres visitent à petites foulées la forêt de Clairefontaine. Didier Deschamps et Marcel Desailly font du VTT. Le grand Marcel arbore pour l'occasion un maillot jaune.

Benoît Hopquin, à Clairefontaine

Léger espoir pour Christophe Dugarry

Christophe Dugarry, victime d'une lésion du tiers supérieur des ischios-jambiers droits, jeudi 18 juin, lors de la rencontre face à l'Arabie saoudite (4-0), a passé, vendredi 19 juin, à la clinique Sainte-Anne à Paris, une imagerie à résonance magnétique (IRM) qui « *laisse la porte ouverte à un léger espoir* », a précisé le docteur Jean-Marcel Ferret, médecin de l'équipe de France. « *La nature de l'accident avait fait craindre les conséquences les plus lourdes pour la suite de la compétition* », a encore indiqué le praticien. Dans un premier temps, une convalescence de quinze jours avait été évoquée. En attendant, l'attaquant est soumis « *à des soins intensifs* ».

La photographie d'Hugues de Wurstemberger

L'absence de l'Indonésie dans la compétition n'empêche pas Bali de préparer son défilé pour la « Carnavalcade » de Saint-Denis

« Entre "La Marseillaise" et le coup d'envoi, cela a été fabuleux »

Le bonheur d'être aimé

PAR JEAN-JACQUES BOZONNET

IL ÉCOUTE avec ravissement le récit qu'on lui fait de la fête sur les Champs-Elysées. Le concert de klaxons, les chants, les rires qui ont salué, la veille, la victoire de l'équipe de France. « *Ça y est, la communion est faite, ils sont heureux* », conclut le sélectionneur. Aimé découvre l'amour, cette affection débordante que l'on témoigne soudain à sa sélection. Il a apprécié l'accueil chaleureux du Stade de France, même s'il reste encore marqué par celui du Stade-Vélodrome : « *Il y avait très longtemps que je n'avais pas ressenti un frisson pareil*, se souvient-il. *Entre* La Marseillaise *et le coup d'envoi, cela a été fabuleux.* » Sa cote d'amour personnelle a également profité de l'embellie bleue : sifflé à Marseille à l'annonce de son nom, il a été épargné à Saint-Denis. Les vivats ont recouvert les huées.

Les Bleus ont réussi leurs retrouvailles avec leurs supporteurs. Avant le début de la Coupe du monde, cette question taraudait Aimé Jacquet. Il savait que son équipe serait à la hauteur de l'événement, mais qui d'autre partageait ses certitudes ? « *Je me suis usé les yeux sur les cassettes vidéo de nos matches amicaux, je suis formel, l'équipe est bien préparée* », affirmait-il parfois, sans convaincre vraiment. La sélection française venait de connaître deux années de traversée d'un désert affectif total. Pour fuir la froideur supposée du public parisien, elle était d'abord allée se produire en région. Or, même à Saint-Etienne, dans le fief d'Aimé, la victoire contre l'Ecosse avait été saluée par une bronca. Alors, il avait organisé l'exil, programmant la fin de la préparation à Moscou, Stockholm, Casablanca et Helsinki.

AIMÉ JACQUET

Le retour au pays est joyeux, le soutien inconditionnel. Pour Aimé, ce retournement des fans n'est que justice : « *Ils ont vu qu'on ne les a pas trahis, ils sentent bien que les joueurs ont envie de tout leur donner.* » Son credo – « *La gagne d'abord, le spectacle suivra* » – n'est plus considéré comme blasphématoire, maintenant que le foot ne compte plus pour du beurre. Présumé coupable de prudence excessive, le sélectionneur refuse aujourd'hui toute idée de calcul pour aborder le Danemark : « *Notre stratégie est de gagner tous les matches, par respect pour notre public.* » S'il savoure pour ses Bleus conquérants le bonheur d'être aimé, il gardera le souvenir à vif de ces deux années sans joie, malgré l'accumulation des victoires amicales. Elles n'étaient pas emballantes ? Et alors ? « *C'est très français*, sourit-il. *Si nous étions un pays sportif, nous aurions fait la fête quand même.* »

Des coiffeurs sur la pelouse

Pour préserver les joueurs avertis, le tour des remplaçants est arrivé face au Danemark

LA PATERNITÉ de l'expression appartient à Luis Fernandez. L'ancien international, usager de formules à l'emporte-pièce, avait affublé les remplaçants du vocable « coiffeurs » lors de la Coupe du monde 1986, sous prétexte que les réservistes, pétrifiés sur le banc de touche, ne risquaient pas de gâter leur brushing. Depuis, la terminologie a fait son chemin. Dans le souci de ménager la susceptibilité de ses troupes, Aimé Jacquet ne l'a pas reprise à son compte. « *Nous gagnerons ou perdrons à vingt-deux* », a-t-il annoncé avant le début du Mondial. L'heure est venue de mettre le dogme en pratique, puisque la qualification pour les huitièmes de finale est assurée quel que soit le résultat de l'ultime rencontre du premier tour face au Danemark, le 24 juin à Lyon.

Lors du championnat d'Europe 1996, le sélectionneur n'avait pas eu l'opportunité de faire tourner son effectif. Le résultat nul concédé à l'Espagne (1-1) l'avait contraint à reconduire son équipe type face à la Bulgarie pour assurer la participation aux quarts de finale. « *Sur le plan physique, nous l'avions payé au prix fort par la suite* », se souvient Aimé Jacquet. La suspension de Zinedine Zidane, la blessure de Christophe Dugarry, la menace qui plane sur les joueurs avertis face à l'Afrique du Sud (Didier Deschamps, Emmanuel Petit) et l'Arabie saoudite (Laurent Blanc, Bixente Lizarazu) vont modifier la composition du Onze bleu l'espace d'une rencontre à enjeu limité. « *Je dois gérer la compétition sur la durée en préservant d'une éventuelle sanction mes gars déjà avertis* », a annoncé Jacquet.

« *Il ne sert à rien d'aligner des joueurs qui manqueraient le huitième de finale en cas de nouveau carton jaune*, confirme le capitaine Didier Deschamps. *Même si on se contrôle sur le terrain, le risque zéro n'existe pas.* » Le discours n'était pas aussi alarmiste à l'issue de la première rencontre contre l'Afrique du Sud. « *C'est bien beau de faire tourner l'effectif, mais l'objectif consiste à tout gagner pour terminer en tête du groupe C* », insistait, alors, Laurent Blanc. Depuis, la profusion de cartons brandis par les arbitres a ébréché les certitudes. « *Les arbitres subissent une pression énorme* », constate Deschamps. Ce sera donc aux remplaçants d'éprouver la nouvelle donne, quitte à subir les conséquences de l'altération de l'air du temps. Dans le secteur défensif, Vincent Candela pourrait succéder à Bixente Lizarazu et Frank Lebœuf à Laurent Blanc. Au milieu, Patrick Vieira a le profil pour relayer Didier Deschamps. Robert Pires, désigné par le sélectionneur premier remplaçant de Zinedine Zidane avant le Mondial, récupérera peut-être le sceptre du meneur de jeu. Bernard Lama et Christian Karembeu, les plus capés des « coiffeurs », ne resteront pas forcément inactifs.

La mise à l'épreuve des suppléants doit souder le groupe en évitant le fameux « *décrochage psychologique* » tant redouté par le sélectionneur. « *Ce sont les remplaçants qui donnent le ton à l'ambiance générale* », affirme Aimé Jacquet, qui avait déjà amorcé un remaniement, jeudi, face à l'Arabie saoudite avec la titularisation d'Alain Boghossian et de Bernard Diomède à la place d'Emmanuel Petit et de Youri Djorkaeff. Mis à part les propos malheureux de Frank Lebœuf qui s'estime bridé par son statut, l'effectif a jusque-là manifesté une solidarité sans faille, ce qui n'exclut pas les états d'âme en privé. « *Si c'est pour évoluer avec l'équipe B, je préfère rester sur mon banc de touche* », a confié un réserviste, vendredi.

LE MORAL DU « ONZE FANTÔME »

A l'Euro 1996, Aimé Jacquet avait veillé personnellement au moral du « Onze fantôme » avec une certaine réussite puisque Jocelyn Angloma et Corentin Martins patientèrent jusqu'à l'élimination en demi-finale avant de s'épancher. Pour la durée du Mondial, le sélectionneur a demandé à l'un de ses adjoints, Roger Lemerre, de puiser dans son réservoir de blagues. « *L'Allemagne est devenue championne d'Europe grâce à ses remplaçants en 1996* », rappelle l'ancien entraîneur de l'équipe de France militaires. A Lyon, l'enjeu n'aura pas la même solennité, « *mais les gars auront le devoir de gagner* », insiste Deschamps. Une défaite placerait sans doute le Nigeria sur la route des Bleus en huitièmes de finale et surtout le Brésil en quart de finale. Le jeu des chaises musicales préparé par Jacquet n'est pas sans risques.

Elie Barth, à Clairefontaine

هكذا من الأصل

L'Espagne au point mort

Saint-Etienne. Dans le groupe D, l'un des favoris du Mondial risque une élimination inattendue, après son match nul face au Paraguay

QUAND LES GARDIENS sont les deux meilleurs joueurs sur le terrain, il ne faut pas s'étonner d'un résultat nul, 0-0. Andoni Zubizarreta et Jose Luis Chilavert sont les capitaines des équipes d'Espagne et du Paraguay. Le premier avait *soif de rachat*, après sa « toile » contre le Nigeria, le second d'une confirmation après son premier nul, sur un score également vierge, contre la Bulgarie. Avec une économie de gestes chez l'un, une grâce de félin chez l'autre, à Saint-Etienne, ils ont fait presque à eux seuls tout le spectacle.

La main de Zubizarreta ne l'a cette fois pas trahi sur les montées rageuses d'Aristides Rojas ou de Miguel Benitez. Quant à Chilavert, on ne l'a vu tirer qu'un coup franc près de la surface adverse. Mais le stade entier fut son théâtre. Il donna du geste et de la voix, harcela adversaires et partenaires, prit à témoin public et arbitre. Sans céder un pouce de concentration et en détournant tous les tirs d'un Raul et d'un Pizzi. Grand seigneur, Chilavert déclarait après le match que... Zubizarreta était le meilleur gardien du monde.

La presse espagnole n'avait cure de ce compliment. Elle ne voulait retenir que la contre-performance de la *Seleccion* et prenait l'entraîneur Javier Clemente comme bouc émissaire.

GAGNER ABSOLUMENT

Les maîtres du suspense dans ce groupe D ne sont pas seulement les gardiens. Après la défaite de Nantes, Javier Clemente avait déclaré : *« Nous maintenons nos objectifs. Nous sommes venus en France pour gagner. »* A l'issue du 0-0 de Saint-Etienne, le sourire forcé, il admettait que le destin de l'Espagne ne lui appartenait plus.

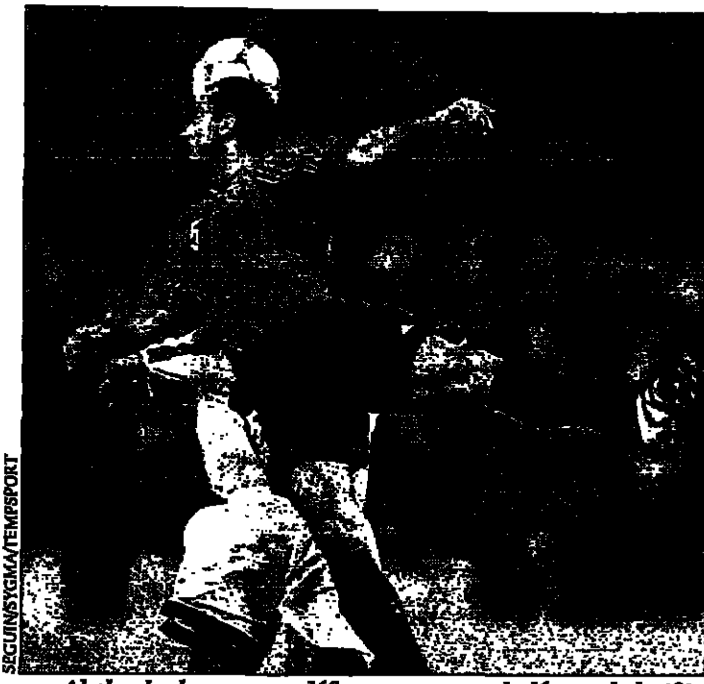
Avec deux points – et aucun but marqué –, le Paraguay occupe la deuxième place de ce « groupe de la mort ». Un nul contre le Nigeria, inatteignable avec 6 points, ne lui suffirait pas pour se qualifier. Mais la Bulgarie et l'Espagne (1 point chacune), opposées à Lens le 24 juin, devront absolument gagner pour espérer jouer en huitième de finale contre la France si les Bleus confirment leur position en tête du groupe C. Une défaite du Paraguay (contre le Nigeria) et un nul entre l'Espagne et la Bulgarie donneraient 2 points à ces trois équipes, que seule la différence de buts pourrait alors départager. *« Notre match contre la Bulgarie sera une finale avant l'heure »*, convenait l'entraîneur espagnol, en avance sur son calendrier.

Comment l'Espagne, un grand d'Europe, en est-elle arrivée à jouer avec ce feu-là ? Avant son succès en Ligue des champions contre la Juventus, Fernando Hierro, le défenseur central du Real Madrid, disait : *« On peut gagner ou perdre, mais personne ne doit oublier que nous sommes le Real Madrid. »* Faut-il chercher dans cette fierté de club le secret d'une réussite qu'on ne retrouve pas en sélection nationale ? En Coupe du monde, l'Espagne n'a jamais dépassé le stade des quarts de finale.

Cette année, pourtant, devait être la bonne. La défaite contre la France, en décembre 1997, avait mis fin à une invincibilité espagnole de près de quatre ans (31 matches sans défaite). Javier Clemente y croyait dur comme fer. Aujourd'hui, il peut invoquer le génie d'un Chilavert ou l'absence de Guardiola, son meneur de jeu, resté à Barcelone pour cause de blessure. On peine à comprendre comment des clubs aussi dotés que le Real et le FC Barcelone et un championnat aussi relevé que la Liga peuvent accoucher d'une sélection nationale aussi empruntée et d'un jeu aussi décousu. *« A nous d'utiliser nos armes »* pour le dernier match contre la Bulgarie, dit Javier Clemente. Mais n'a-t-il pas déjà engagé tout son arsenal ? Il est sans doute l'entraîneur du Mondial qui a le plus fait tourner son effectif. Il avait promis du changement après la défaite contre le Nigeria et, dans le onze de départ à Saint-Etienne, il avait incorporé six nouveaux éléments (Amor, Etxeberria, Pizzi, Abelardo, Aguilera, Alkorta). De même a-t-il fait jouer pendant un match et demi Fernando Hierro à un poste de milieu de terrain, qui n'est pas le sien à Madrid, avant de le replacer au centre de sa défense en deuxième mi-temps contre le Paraguay. Il a fait sortir Raul, auteur d'un but contre le Nigeria, et entrer tardivement Fernando Morientes, l'autre star du Real, qui, en deux sélections nationales, a marqué quatre fois.

Les conceptions tactiques de Javier Clemente désespèrent la presse et le public espagnol, qui a copieusement sifflé son équipe à Geoffroy-Guichard. Clemente a un effectif qui ferait beaucoup d'envieux dans le Mondial, mais les dynamiteurs de surface, qui sont pléthore dans le championnat espagnol, sont étrangers, comme le Croate Davor Suker ou le Yougoslave Predrag Mijatovic, auteur du but qui permit au Real de retrouver son titre de champion d'Europe. Et s'il était là, le « mal espagnol » ?

Henri Tincq



SEGUIN/SYGMA/TEMPSPORT

Abelardo, le rugueux défenseur espagnol, dégage de la tête devant un attaquant paraguayen.

ESPAGNE-PARAGUAY 0 - 0

GROUPE D - VENDREDI 19 JUIN
21 heures, stade Geoffroy-Guichard, à Saint-Etienne
● Temps agréable. ● Terrain en bon état.
● Pelouse glissante. ● Public peu démonstratif.
● 30 000 spectateurs.

Arbitre : Ian McLeod (Afrique du Sud), assisté de ses compatriotes, MM. Soldatos et Salie

ESPAGNE
Sélectionneur : Clemente
1 Zubizarreta (cap.)
4 Alkorta, 15 C. Aguilera
5 Abelardo (Celades, 56e), 12 Sergi, 18 Amor
6 Hierro, 21 Luis Enrique, 10 Raul (Kiko, 66e)
9 Pizzi (Morientes, 53e), 17 Etxeberria

PARAGUAY
Sélectionneur : Carpeggiani
1 Chilavert (cap.)
5 Ayala, 2 Arce, 4 Gamarra, 11 Sarabia
16 Enciso, 10 Acuna (Yegros, 74e), 20 Caniza
15 Bendez, 21 Campos (Paredes, 46e)
14 Rojas (Ramirez, 84e)

Match de niveau médiocre, sans rythme, avec un faible nombre d'occasions de part et d'autre. Très décevante, l'Espagne, en peine d'enthousiasme, a présenté un jeu stéréotypé, abusant de centres imprécis. Le manque de soutien offensif des joueurs de couloir, les courses prévisibles et la lenteur de la circulation du ballon ont été des handicaps trop lourds pour prendre l'avantage. Le Paraguay, bien regroupé en défense autour d'un solide Chilavert, a tenté de profiter de ses rares occasions de contre-attaque pour menacer la rude défense espagnole. Les blessures survenues en fin de match, lors de contacts violents et non sanctionnés, ont encore diminué ses chances de provoquer une énorme surprise.

ESPAGNE : Sergi (9e, jeu irrégulier), Kiko (87e, jeu dangereux).
PARAGUAY : Ayala (31e, jeu dangereux), Arce (77e, comportement antisportif).

En faveur de l'ESPAGNE : 24 coups francs (11 + 13) dont 3 hors-jeu (0 + 3), 10 corners (5 + 5).
En faveur du PARAGUAY : 19 coups francs (10 + 9) dont 3 hors-jeu (0 + 3), 8 corners (4 + 4).

ESPAGNE : 83 positions d'attaque dans les 30 m (40 + 43) dont 5 occasions (2 + 3) : 27 tirs (10 + 17) dont 13 contrés (4 + 9) et 7 parés (2 + 5) par Chilavert.
PARAGUAY : 34 positions d'attaque dans les 30 m (14 + 20) dont 4 occasions (3 + 1) ; 19 tirs (9 + 10) dont 11 contrés (7 + 4) et 6 parés (2 + 4) par Zubizarreta.

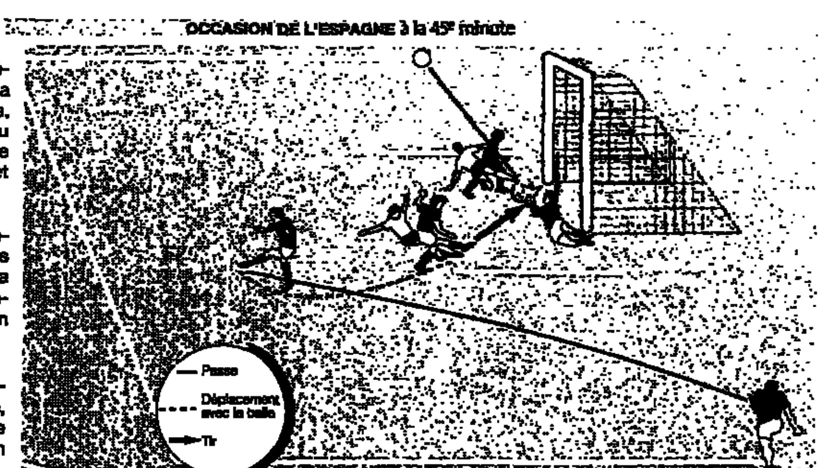
ESPAGNE : Luis Enrique (27 ans) n'a jamais semblé à l'aise dans le schéma tactique de Clemente. D'abord ailier droit, puis intronisé meneur en cours de match, le milieu de terrain de Barcelone n'a pas réussi à peser sur le jeu, malgré son dynamisme. Il a paru manquer d'opportunisme lors de quelques situations confuses dans la surface paraguayenne.
PARAGUAY : Miguel Benitez (28 ans) est parvenu à se procurer quelques occasions (2 tirs cadrés sur 3), bien que le Paraguay soit rarement sorti de sa moitié de terrain. La défense espagnole a été gênée par sa vitesse et sa spontanéité.

OCCASION DE L'ESPAGNE à la 45e minute

1 Sur un centre expédié par Etxeberria de la droite à ras de terre, Raul contrôle dos au but à droite du point de penalty, se retourne et avance ballon au pied.

2 Il frappe de l'intérieur du pied droit à ras de terre, à l'angle de la surface de but. Chilavert détourne le ballon de la main droite.

3 Pizzi cherche à reprendre à 3 m au centre, mais Ayala le devance et dégage le ballon en taclant.



NIGERIA-BULGARIE 1 - 0

NIGERIA
Sélectionneur : Milutinovic

BULGARIE
Sélectionneur : Bonev

Gr. D - vendredi 19 juin
17 h 30
Parc des Princes, à Paris
● Temps ensoleillé et très chaud.
● Terrain en bon état. Pelouse impeccable.
● Public enthousiaste.
● 48 000 spectateurs.
Arbitre : Mario Sanchez Yanten (Chili), assisté de MM. Diaz Galvez (Chili) et Pinto (Brésil).

Match sans temps mort, d'une bonne qualité technique. Les Nigérians ont démontré leur audace et leur confiance dans le jeu offensif. Cependant, leur gourmandise provoque des problèmes de concentration ou de replacement défensif. Les Bulgares sont apparus empruntés, malgré un sursaut en deuxième période et quelques occasions d'égaliser.

En faveur du NIGERIA : 22 coups francs (10 + 12) dont 3 hors-jeu (1 + 2), 7 corners (5 + 2).
En faveur de la BULGARIE : 11 coups francs (5 + 6) dont 1 hors-jeu (1 + 0), 9 corners (2 + 7).

NIGERIA : 60 positions d'attaque dans les 30 m (32 + 28) dont 10 occasions (7 + 3) ; 21 tirs (12 + 9) dont 5 contrés (1 + 4) et 4 parés (2 + 2) par Zdravkov.
BULGARIE : 59 positions d'attaque dans les 30 m (20 + 39) dont 5 occasions (2 + 3) ; 19 tirs (10 + 9) dont 5 contrés (1 + 4), 1 sur la barre transversale (0 + 1) et 4 parés (4 + 0) par Rufai.

Passe
Déplacement avec la balle
Tir

● **LE CLASSEMENT DES BUTEURS.** 3 buts : 1. Henry (France), Salas (Chili), Vieri (Italie) ; 2 buts : Hernandez (Mexique) ; 1 but : 39 joueurs, dont Dugarry, Lizarazu et Trezeguet (France). Trois buts ont été marqués contre leur camp par Boyd (Ecosse), Chippo (Maroc) et Issa (Afrique du Sud).

Les Super Eagles prennent leur envol

Paris. Sa victoire contre la Bulgarie assure la qualification du Nigeria

ÉTRANGEMENT éteinte la majeure partie de la rencontre, manquant cruellement d'imagination et d'audace le reste du temps, l'équipe de Bulgarie a été logiquement défaite par le Nigeria (1-0), vendredi 19 juin, au Parc des Princes, et a compromis ses chances de qualification pour les huitièmes de finale. Cela n'a pas empêché son sélectionneur, Bonev, d'affirmer sans sourire quelques minutes après la fin de la rencontre : *« Nous étions la meilleure équipe sur le terrain. Nous avions la meilleure tactique. Nous n'avons pas laissé les Nigérians développer leur jeu. »*

Les Nigérians, assurés grâce à cette victoire de disputer les huitièmes de finale contre le deuxième du groupe C (celui de la France...), étaient bien trop ravis pour le contredire. Si les Bulgares étaient donc les meilleurs, vu du banc de leur équipe, le reste du Parc des Princes a en effet pu constater la nette domination des Super Eagles, que l'inspiration porte naturellement vers l'attaque. La somme de talents alignés par le Nigeria aux avant-postes est en effet particulièrement impressionnante. En première mi-temps, jusqu'à une belle reprise de volée de Hristo Stoitchkov captée avec quelque difficulté par Peter Rufai, le gardien nigérian, à la quarante et unième minute, on n'a en effet vu qu'eux : Jay-Jay Okocha, le virtuose capable à lui seul de souffler trois ou quatre défenseurs, Garba Lawal, à l'accélération dévastatrice sur son aile gauche, Daniel Amokachi et Victor Ikpeba, les deux frères ennemis enfin associés à la pointe de l'attaque nigériane.

L'unique but du match, inscrit à la vingt-septième minute sur une combinaison Okocha-Amokachi-Ikpeba, constitue le résumé parfait de la méthode nigériane, basée sur l'adresse et la vivacité de ses exécutants. En dehors d'un début de deuxième mi-temps somnolent, les hommes de Bora Milutinovic n'ont cessé de faire planer le danger sur le camp bulgare, péchant cependant au niveau de la finition. Il leur aura d'ailleurs fallu l'aide d'une barre transversale, qui empêcha Emil Kostadinov d'égaliser à trois minutes de la fin de la rencontre, pour leur éviter de nourrir des regrets de n'avoir pas su « tuer » le match plus tôt.

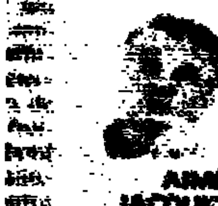
LE TOUR DE VICTOR

« Je suis très fier de mon équipe et heureux pour le Nigeria », pouvait plastronner le gentiment cabotin Milutinovic. Mais l'homme le plus heureux du Parc était certainement Victor Ikpeba. Prolifique sous le maillot monégasque, l'attaquant nigérian n'avait jusqu'à cette fin d'après-midi inscrit qu'un seul et unique but en dix-sept sélections, lors d'une rencontre amicale disputée contre l'Ouzbékistan il y a près de trois années. Dans un stade tout acquis à sa cause et à celle du Nigeria, il n'a pas manqué l'occasion de mettre un terme à cette trop longue période de disette. *« Quand le ballon m'est arrivé, je me suis dit : "C'est pour toi, il ne faut pas que tu rates ça." Marquer ici, dans mon deuxième pays et pour mon deuxième match de Coupe du monde, est un plaisir extraordinaire. Ce but, j'y avais pensé toute la nuit précédente, après avoir regardé à la télévision la victoire de la France et les trois buts inscrits par Thierry Henry et David Trezeguet, mes coéquipiers de club. Je me disais : "Pourvu que mon tour arrive..." »*

Paradoxalement, il aura fallu que Bora Milutinovic titularise à ses côtés Daniel Amokachi pour que Victor Ikpeba retrouve son efficacité sous le maillot vert. Les deux hommes ne s'apprécient pas, c'est de notoriété publique. Au-delà de rivalités ethniques qui ont parfois affaibli les Super Eagles, ils ont eu des attitudes souvent contraires par rapport aux différents sélectionneurs, dont – jusqu'à Milutinovic – Amokachi savait parfaitement s'attirer les faveurs.

En quatre ans, ils n'ont d'ailleurs été associés qu'à trois reprises. *« Il fallait attendre le bon moment, et celui-ci est sans doute arrivé*, estime Victor Ikpeba. *Avec Daniel Amokachi, nous ne sommes pas amis en dehors du terrain, mais je crois que nous avons prouvé ici que nous pouvions parfaitement nous entendre et nous compléter sur le terrain. »* Au-delà de cette qualification, c'est sans doute la meilleure chose qui pouvait arriver à l'équipe du Nigeria.

Gilles van Kote



STRATÉGIE
LA POLITIQUE DE COMMUNICATION DES ENTREPRISES

Coca-Cola s'approprie les supporteurs à défaut d'être bu par eux

LES SUPPORTEURS des Pays-Bas et de la Corée du Sud qui se retrouveront samedi 20 juin à Marseille étancheront-ils leur soif au Coca-Cola ? Les autorités locales en rêvent. Les supporteurs, eux, préfèrent a priori la bière. A croire ses spots et ses affiches promotionnelles, la Coke Company serait devenue, le temps d'une Coupe de monde, la « Supporter Company ». En réalité, Coca-cola veut bien s'engager derrière les supporteurs à condition de contrôler la situation et qu'ils ne nuisent pas à son image.

Dans sa pub, Coca-Cola préfère montrer les visages angéliques de jeunes filles s'entraînant à la « ola », des gamins jouant dans les rues de Santiago du Chili ou les larmes de joie des supporteurs coréens plutôt que *« les fous furieux qui se précipitent à chaque match dans les stades, le visage peinturluré »*, selon le porte-parole de Coca-Cola France. D'ailleurs, sur les écrans télévisés, les supporteurs Coca-Cola sont calmes, beaux et lisses et, mieux encore, arborent parfois la couleur rouge. Pas question pour le géant d'Atlanta de se laisser déborder par des hordes de hooligans buveurs de bière. Même s'il s'agit d'éjecter définitivement la bière des stades du Mondial en profitant de la loi Evin. La stratégie est affûtée.


HUGUES DE WURSTEMBERGER

L'entrée du Stade de France, à Saint-Denis.

BALLON ROUGE ET NOIR

Coca-Cola contribue à financer les compétitions internationales depuis soixante ans mais, fait étrange, ne communique sur son parrainage sportif que depuis 1996. Le géant d'Atlanta s'y est mis lors des derniers Jeux olympiques organisés dans son fief de Georgie, parce qu'*« aujourd'hui, si on ne le fait pas savoir, il ne se passe rien derrière »*, explique-t-on à Coca-Cola France. L'agence Wieden & Kennedy – qui conçoit également les pubs de Nike – a été mandatée pour concevoir des campagnes appropriées. Les premières lignes de la stratégie foot ont été testées lors de l'Euro 96 en Grande-Bretagne. A contre-pied des films habituellement faits par des sponsors, la compagnie a décidé de détourner ses caméras des joueurs pour filmer les spectateurs. La cible : les hommes âgés de quinze à trente-quatre ans.

Coca-Cola cherche à prendre à son compte *« l'émotion, la passion et l'esprit de fête »* qui transforment, dans des tribunes combles, un match en *« événement »*. Tout est bon pour faire de *« ce qui n'est finalement qu'un petit concentré mélangé à de l'eau, du sucre et du gaz carbonique »* une superstar mondiale. Coca-Cola a consacré près de 27 milliards de francs au sponsoring et à la publicité en 1997, soit 25 % de son chiffre d'affaires.

En tout cas, *« on ne peut pas reprocher à Coca de débarquer comme un cheveu sur la soupe pour ramasser le pactole »*, affirme Cédric Gairard, de Wieden & Kennedy, à Amsterdam. La première campagne a démarré en France en même temps que le premier temps fort du Mondial – le tirage au sort – en décembre à Marseille. Une charte graphique et un logo (un ballon rouge et noir) ont été spécifiquement créés avec le slogan : *« S'il y avait une Coupe du monde des supporteurs, seriez-vous qualifiés ? »* Le premier film est un patchwork d'images empruntées des gradins par les publicitaires sur le thème : « On va vous montrer comment on est supporteur ailleurs. » Caméra sur l'épaule, ils ont écrémé les stades d'Afrique du Sud, du Chili lors de la Copa del America, sud-coréens lors d'un match qualificatif, et des Pays-Bas lors du Championnat.

Quatre mois plus tard, la Coke Company revenait sur les écrans avec un deuxième film destiné à montrer *« comment les supporteurs se préparent en France à accueillir la Coupe du monde »*. Cette fois, ce sont le Père Lebrun, curé de son état à Pantin (Seine-Saint-Denis) et arbitre à ses heures perdues, Michel, tenancier de bar de Lambsec (sud de la France), Doudou, d'un orchestre brésilien, le Batucada, et Lazare, directeur d'une chorale camerounaise de Lyon, qui se sont retrouvés, moyennant rémunération, sous la bannière publicitaire des supporteurs Coca-Cola. Les deux films ont été emballés sur les rythmes d'Atomic de Blondy, une aubaine pour EMI, qui en a profité pour rééditer le disque (1980) en 40 000 exemplaires.

Depuis le 10 juin, Coke continue à jouer des coudes dans les gradins. Les « Coca-Boys » ont exhumé un tube doux et presque romantique des Mamas and Papas (*Dedicated to The One I Love*) pour le nouveau film baptisé *Love* (sic) : *« L'idée est de jouer le contraste en privilégiant dans l'effervescence générale une musique lente, l'émotion individuelle »*, indique-t-on chez Coca. Probablement le seul en France à parler des *« sentiments intérieurs »*... des supporteurs.

Florence Amalou

RÉSULTATS ET CLASSEMENTS

GROUPE A

10/6	Brésil-Ecosse	2-1
10/6	Maroc-Norvège	2-2
16/6	Ecosse-Norvège	1-1
16/6	Brésil-Maroc	3-0
23/6	Brésil-Norvège	
23/6	Ecosse-Maroc	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1 Brésil	6	2	2	0	0	5	1
2 Norvège	2	2	0	2	0	3	3
3 Ecosse	1	2	0	1	1	2	3
4 Maroc	1	2	0	1	1	2	5

GROUPE B

11/6	Italie-Chili	2-2
11/6	Cameroun-Autriche	1-1
17/6	Chili-Autriche	1-1
17/6	Italie-Cameroun	3-0
23/6	Chili-Cameroun	
23/6	Italie-Autriche	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1 Italie	4	2	1	1	0	5	2
2 Autriche	2	2	0	2	0	2	2
- Chili	2	2	0	2	0	3	3
4 Cameroun	1	2	0	1	1	1	4

GROUPE C

12/6	Danemark-Ar. saoudite	1-0
12/6	France-Afr. du Sud	3-0
18/6	Danemark-Afr. du Sud	1-1
18/6	France-Arabie saoudite	4-0
24/6	Afr. Sud-Ar. saoudite	
24/6	France-Danemark	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1 France	6	2	2	0	0	7	0
2 Danemark	4	2	1	1	0	2	1
3 Afr. Sud	1	2	0	1	1	1	4
4 Ar. saoud.	0	2	0	0	2	0	5

GROUPE D

12/6	Bulgarie-Paraguay	0-0
13/6	Espagne-Nigeria	2-3
19/6	Nigeria-Bulgarie	1-0
19/6	Espagne-Paraguay	0-0
24/6	Espagne-Bulgarie	
24/6	Nigeria-Paraguay	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1 Nigeria	6	2	2	0	0	4	2
2 Paraguay	2	2	0	2	0	0	0
3 Espagne	1	2	0	1	1	2	3
4 Bulgarie	1	2	0	1	1	0	1

GROUPE E

13/6	Mexique-Corée du Sud	3-1
13/6	Pays-Bas-Belgique	0-0
20/6	Belgique-Mexique	
20/6	Pays-Bas-Corée du Sud	
25/6	Pays-Bas-Mexique	
25/6	Belgique-Corée du Sud	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1 Mexique	3	1	1	0	0	3	1
2 Belgique	1	1	0	1	0	0	0
- Pays-Bas	1	1	0	1	0	0	0
4 Cor. du S.	0	1	0	0	1	1	3

GROUPE F

14/6	Iran-Yougoslavie	0-1
15/6	Allemagne-Etats-Unis	2-0
21/6	Allemagne-Yougoslavie	
21/6	Etats-Unis-Iran	
25/6	Allemagne-Iran	
25/6	Etats-Unis-Yougoslavie	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1 Allemagne	3	1	1	0	0	2	0
2 Yougo.	3	1	1	0	0	1	0
3 Iran	0	1	0	0	1	0	1
4 Etats-Unis	0	1	0	0	1	0	2

GROUPE G

15/6	Roumanie-Colombie	1-0
15/6	Tunisie-Angleterre	0-2
22/6	Colombie-Tunisie	
22/6	Roumanie-Angleterre	
26/6	Colombie-Angleterre	
26/6	Roumanie-Tunisie	

▼ CLASSEMENT

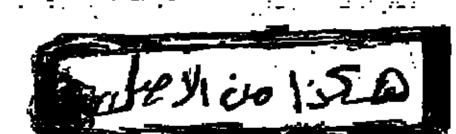
	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1 Angleterre	3	1	1	0	0	2	0
2 Roumanie	3	1	1	0	0	1	0
3 Colombie	0	1	0	0	1	0	1
4 Tunisie	0	1	0	0	1	0	2

GROUPE H

14/6	Jamaïque-Croatie	1-3
14/6	Japon-Argentine	0-1
20/6	Japon-Croatie	
21/6	Argentine-Jamaïque	
26/6	Argentine-Croatie	
26/6	Japon-Jamaïque	

▼ CLASSEMENT

	Pts	J	G	N	P	Bp	Bc
1 Croatie	3	1	1	0	0	3	1
2 Argentine	3	1	1	0	0	1	0
3 Japon	0	1	0	0	1	0	1
4 Jamaïque	0	1	0	0	1	1	3



LE COURRIER DES LECTEURS *« Trop, c'est trop »*, nous écrit une lectrice de Saint-Léon-sur-L'Isle (Dordogne), Mme Abbadie Coste, qui nous retourne *« sans autres commentaires »* un exemplaire de notre supplément *Le Mondial*. Ils sont quelques-uns, comme notre correspondante, à nous faire part de leur allergie à la Coupe du monde de football ou, comme Louis Canier, d'Yzeure (Allier), à dénoncer cet *« exutoire des nationalismes exacerbés »*, cette *« guerre coûteuse du temps de paix »*. Autres sujets de controverse pour nos lecteurs : la vaccination contre l'hépatite B et les idées du Front national.

Allergies au football

par Thomas Ferenczi

L'AVIS DU MÉDIATEUR

PLUSIEURS LECTEURS s'indignent que *Le Monde*, en consacrant chaque jour un supplément, *Le Mondial*, à la Coupe du monde de football, s'associe à la célébration d'un événement qui appellerait plutôt, selon eux, une sévère critique. De ce courrier, nous retenons deux lettres dont la réflexion, par-delà le ton polémique, nous a semblé stimulante. Ainsi, Patrick Braibant, de Melun, nous écrit-il pour regretter que *Le Monde* se soit *« converti sans vergogne et toute honte bue à la religion footballistique »*. Notre correspondant ne voit dans notre supplément quotidien, nous dit-il, que *« règne de la niaiserie, de l'insignifiance, du papier fait avec du rien, du aussitôt lu-aussitôt oublié, bref de l'infantilisme satisfait »*. Il ne conteste pas que la Coupe du monde soit, selon l'expression du sociologue Marcel Mauss, un *« fait social total »*, qui *« traverse, affecte et révèle »* l'ensemble des rapports sociaux contemporains. Mais en quel sens ?

Réponse : la Coupe du monde est une *« usine à fric pour multinationales »*, une *« fabrique à consensus pour moult régimes peu recommandables »*, une *« entreprise de divertissement-diversion »* à destination de milliards d'individus *« rivés au pur spectacle télévisuel, autrement dit à la pure passivité »*, un *« champ de passions où la passion chauvine fleurira bien plus souvent que la passion du beau jeu »*. *« Le supplément* Mondial, *convenez-en*, conclut notre correspondant, *est à des années-lumière de tous ces problèmes. »*

Guillaume Larrivé, de Paris, ne cache pas, lui non plus, sa *« mauvaise humeur »*. *« Que des gens se plaisent à jouer à la balle*, nous écrit-il, *grand bien leur fasse. De là à ériger le football en étalon du progrès de l'humanité... »* Selon notre correspondant, pendant la durée de la Coupe du monde, *« les citoyens sont priés de se mettre en congé »*. *« Le forum est fermé, braves gens, allez au stade*, leur dit-on. *Arrêtez de penser, de parler, d'exister : on vous demande de communier dans la passion du ballon et de ses simplifications. »* Ainsi, le Mondial dessine-t-il *« le visage de la "panmuflerie" moderne »* annoncée par Péguy : *« Un règne de barbares, de brutes et de mufles. »*

Les analyses de nos correspondants rendent compte, incontestablement, d'aspects importants de la grande « fête du football ». Elles n'expriment toutefois, nous semble-t-il, qu'une vision partielle de la réalité, en oubliant les plaisirs que procure aux amateurs, pour diverses raisons qu'on ne tentera pas d'analyser ici, le spectacle d'une compétition sportive. Il est vrai que la Coupe du monde de football a pris, dans la vie sociale du pays, une ampleur qu'on peut juger démesurée (encore que rien n'empêche les allergiques d'échapper à son emprise). Le supplément du *Monde* prend acte de cette situation. Il le fait à sa façon, qu'il souhaite originale, et surtout sans bouleverser sa hiérarchie de l'information.

Quant aux aspects négatifs de la Coupe du monde – la violence, l'argent, le chauvisnisme, etc. –, ils ne sont pas absents des pages que *Le Monde* consacre à l'événement. Il est clair que, s'ils étaient jugés dominants par notre journal, celui-ci ne publierait pas un supplément quotidien. Il ne néglige pas pour autant d'informer régulièrement ses lecteurs des dimensions extrasportives de la compétition et de donner la parole à ceux que la place faite au football continue d'indigner.

Préférence nationale

La préférence nationale existe en France, en particulier pour l'embauche des fonctionnaires, et le FN en tire argument pour demander qu'on l'étende à d'autres situations. Au lieu de refuser de discuter – ce qui donne l'impression qu'on manque d'arguments –, ne pourrait-on pas s'interroger sur l'application de la préférence nationale à tous les fonctionnaires ? Chacun sera d'accord, je pense, pour réserver aux Français les postes de responsabilité. Mais quand je vais lire *Le Monde* dans le jardin du Luxembourg, je me demande quels périls courraient nos institutions si certains des jardiniers qui réalisent de si jolis massifs de fleurs étaient étrangers. Je propose donc d'ouvrir une réflexion sur le thème : « A partir de quel niveau est-il indispensable qu'un fonctionnaire soit français ? » A ce débat, on inviterait le FN, et, s'il refusait d'y participer, on saurait qu'il n'est pas vraiment partisan d'une discussion ouverte sur le problème de la préférence nationale.

Pierre Grandsard
Paris

Les mauvaises questions du FN

Répondre au FN en montrant qu'il pose les mauvaises questions, et non pas qu'il pose de bonnes questions auxquelles il donne de mauvaises réponses, n'est pas aussi simple qu'il y paraît. Ainsi, récemment, Jean-Marie Le Pen a-t-il déclaré que les races étaient inégales et les généticiens ont-ils répondu par un congrès intitulé « Les races, un faux concept » (*Le Monde* du 15 octobre 1997). Or la question n'est pas de savoir s'il y a des races ou pas ; elle est de savoir comment traiter les différences (qui, elles, existent bien : sociales, culturelles, et parfois même génétiques).

Récemment, le FN s'est trouvé une ascendance morale et intellectuelle grecque antique. Un lecteur du *Monde* a pu montrer de façon convaincante qu'il ne s'agissait là que de la récupération grossière de certains traits de la culture hellénique (*Le Monde* du 5 juin). Fort bien, mais ce n'est pas là le problème non plus : que les Grecs aient été préfascistes ou pas ne permet de rien inférer pour notre gouverne contemporaine, et ils ne sont pas, par définition parce que Grecs, un modèle à suivre. Certes, il est important de répondre pied à pied aux arguments du FN, mais le risque est grand de se fourvoyer. Par exemple, ces deux réponses scientifiques et historiques impliquent des porte-à-faux, à savoir : et si les races étaient un « vrai » concept, une ségrégation serait-elle justifiée ? Et si les Grecs avaient été racistes, serions-nous justifiés à l'être ? Au total, par le simple déplacement de la question fondamentalement en cause, on court le risque de faire déjà empocher une victoire au FN : celui de *laisser croire qu'il pose des questions justifiées.*

Michel Sanchez-Cardenas
Nantes (Loire-Atlantique)

Justice et santé

Le jugement rendu le 5 juin par le tribunal de grande instance de Nanterre (*Le Monde* du 10 juin) illustre parfaitement la complexité de la vaccination, en France, contre l'hépatite B. Le ministre de la santé, soucieux de protéger une population contre les complications gravissimes d'une maladie inquiétant dorénavant sérieusement nos concitoyens, se doit de généraliser la vaccination, seule action préventive réellement efficace. Les scientifiques, soucieux de donner le maximum d'innocuité à la technique vaccinale, ne relèvent objectivement rien, au travers de vaccinations innombrables dans le monde, qui puisse par cette pratique orienter vers des complications neurologiques sérieuses. La justice, se référant au code de la consommation, décide que l'obligation de résultat conduit en fait à la conclusion que la sclérose en plaques est effectivement une complication de cette vaccination. Les juges restent dans notre pays très en avance sur les scientifiques, ou autres experts peu fiables. Souhaitons simplement qu'ils ne se trompent pas, car si tel est le cas, combien de morts de cancer du foie déposeront une plainte parce qu'ils n'auront pas voulu se faire vacciner à la suite de ce jugement ?

Docteur Jean Brouchet
Toulouse

Dangereuse vaccination

Dans votre éditorial du 13 juin, vous estimez qu'en matière d'hépatite B la justice, qui n'est pas experte, devrait *« s'abstenir »*. En réalité, qui devrait s'abstenir ? *« Ne pas nuire »* est un des dogmes de la médecine française. Depuis 1996, j'ai été informé des modes de contamination très réduits de l'hépatite B (sang et sperme exclusivement) ; des risques évidents à court terme de la vaccination (on ne sait rien des risques à long terme, pourquoi n'y en aurait-il pas aussi ?) ; de l'ignorance où se trouve la médecine du nombre d'injections utiles en matière de vaccination antihépatite B ; de l'ineptie de cette vaccination pour les nourrissons ; de l'ignorance où se trouve la médecine des conséquences des stimulations en grand nombre du système immunitaire des personnes vaccinées à répétition ou objet de multi-vaccinations ; de l'accroissement depuis quelques années des pathologies diverses (allergies d'origine... inconnue). Je viens en outre d'apprendre que 90 % des hépatites B guérissaient. Votre commentaire elliptique est une insulte à l'encontre des victimes passées et à venir de cette vaccination.

J. Timan
Ivry (Val-de-Marne)

Jean Monnet et la culture

Loin de contester l'analyse pertinente et les éclaircissements judicieux apportés par Eric Westphal, dans le courrier du *Monde* du 14 mai, au sujet de la formule apocryphe de Jean Monnet : *« Si c'était à refaire, j'aurais commencé par la culture »*, je voudrais néanmoins donner une précision sur l'attribution erronée de cette formule à l'un des pères de l'Europe, puisque je suis, bien involontairement, responsable de la diffusion de ce mot. En effet, à l'occasion de la réunion des Etats généraux des étudiants européens, il y a plus de dix ans, alors que j'étais recteur de l'académie de Paris, j'avais, dans mon discours de bienvenue, cité cette phrase, en la mettant dans la bouche de Jean Monnet, à l'irréel du présent (*« pourrait s'écrier Jean Monnet »*). Cette nuance essentielle a échappé au rédacteur des actes de cette rencontre, et la citation a connu la fortune que l'on sait. Je n'ai cessé depuis lors, chaque fois que l'occasion se présentait, dans les réunions internationales où j'entendais cette fameuse phrase, de rétablir la vérité historique. Je souhaite que cet aveu, qui, je l'espère, me vaudra l'absolution de la part de mes collègues historiens spécialistes de la période, constituera une mise au point finale.

Hélène Ahrweiler
ancien recteur
de l'Université de Paris

Faut-il taxer les œuvres d'art ?

Suite de la première page

Le ministère des finances proposait benoîtement de comptabiliser le montant des dations dans le budget d'achat des musées, qui aurait été diminué d'autant. Philippe Douste-Blazy, alors ministre de la culture, eut un réflexe de bon sens. La proposition fut retirée. Mais cet épisode est révélateur : la culture en général et les œuvres d'art en particulier ont toujours été considérées par les finances comme des danseuses, corvéables à merci quand les circonstances l'exigent. L'impact de ce domaine sur l'économie nationale – à commencer par le tourisme et l'emploi – est systématiquement sous-estimé par nos inspecteurs des finances, en dépit d'innombrables études et rapports.

Les hommes politiques qui militent pour une taxation le font plutôt au nom de la morale : la culture est une chose trop précieuse, trop importante, pour être laissée entre des mains privées, toujours soupçonnées de dérives commerciales suspectes. Les collectionneurs ? Ce sont de riches amateurs – ce qu'ils sont parfois –, et ces capitalistes ne sauraient échapper à l'ISF sous prétexte qu'ils aiment l'art. Les plus radicaux estiment que ces collections privées sont injustes puisqu'elles privent la majorité de la population de la délectation de ces biens culturels. L'Etat et les collectivités publiques peuvent et doivent se substituer aux collectionneurs privés. Taxer les œuvres d'art, selon eux, n'est donc qu'un pis-aller nécessaire.

Les collectionneurs sont-ils des spéculateurs ? Certains le sont. Font-ils un bon placement ? Rien n'est moins sûr : les œuvres d'art sont des actifs stériles qui n'engendrent pas de revenus, sauf en cas de cessions – largement imposées, on l'a vu. Ce n'est pas un hasard si la plupart des pays qui ont un impôt sur le capital exonèrent ces œuvres, d'une manière ou d'une autre. De plus, le rendement de cet assujettissement des œuvres d'art à l'ISF, d'un faible rapport (2 % du produit actuel de l'ISF), sera techniquement difficile à établir – sur quel critère évaluer une œuvre, en l'absence de références clairement établies ? Un contrôle efficace demandera une inquisition fiscale approfondie qui ne manquera pas, comme le redoute d'ailleurs le Conseil des impôts, de favoriser le transfert des œuvres à l'étranger, grandement facilité par l'ouverture des frontières européennes.

Taxer les œuvres d'art, c'est bien sûr décourager les collectionneurs. Or ces derniers, trop peu nombreux en France, dit-on, sont essentiels pour la constitution des collections publiques. *« Ce sont les collections d'aujourd'hui qui font les musées de demain »*, a toujours répété Jack Lang, avec raison. Les commissions chargées des achats publics obéissent à trop de paramètres contradictoires pour être laissées seuls juges du nouveau, de l'inédit, de ce qui, demain, figurera en bonne place dans les collections nationales. Le collectionneur privé risque ses propres fonds en se fiant à son goût. Et, tôt ou tard, don ou dation, ce qu'il a patiemment rassemblé a de grandes chances de finir dans un musée. A Lyon, le Musée Saint-Pierre a pu inaugurer cette année deux salles nouvelles avec les quarantes toiles données par Jacqueline Delubac. Il aurait fallu, reconnaît le conservateur, un demi-siècle de crédits d'acquisition pour acheter l'équivalent.

Soutenir que les collections privées sont invisibles indique simplement que l'on fréquente peu les expositions publiques. Les organisateurs de celles-ci mettent un point d'honneur à traquer la pièce inédite, celle justement qui se trouve chez les collectionneurs privés. Et, parmi ces derniers, rares sont ceux qui refusent de décrocher une œuvre de leurs murs. On a même vu, en 1995, au Musée d'art moderne de la Ville de Paris, une rétrospective complète, *Passions privées*, entièrement conçue à partir de prêts privés.

Faire dépendre enfin l'exonération, comme le demande Jean-Pierre Brard, député (PC) de la Seine-Saint-Denis, d'une présentation systématique au public des pièces en mains privées, c'est méconnaître là encore l'état d'esprit des collectionneurs. Leurs collections évoluent au gré des coups de cœur, des échanges, des achats, et bien rarement d'une froide spéculation – que ne manquerait pas d'engendrer d'ailleurs une telle publicité prématurée. Ce qui motive *d'abord la plupart d'entre eux, c'est* la création d'un « jardin secret », et surtout le contact avec les artistes, qui, il ne faut jamais l'oublier, seront les premiers pénalisés par de telles mesures fiscales, leurs débouchés devenant plus étroits.

Emmanuel de Roux

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD – 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Jospin l'Américain

LES *Etats-Unis* sont, pour Lionel Jospin, une vieille connaissance et un pôle parfois méconnu de sa réflexion politique. Non seulement en raison des séjours qu'il y avait faits comme étudiant ou haut fonctionnaire du Quai d'Orsay, mais parce qu'il s'était intéressé de près, dans ses jeunes années, aux différences entre la société américaine et les sociétés européennes et, particulièrement, aux raisons de l'inexistence, outre-Atlantique, d'un mouvement ouvrier – syndical et politique – comparable à ceux qui se sont formés au XIX[e] siècle en Europe et qui ont dominé son histoire au XX[e] siècle. Sa conclusion n'était pas que l'idéal de l'émancipation sociale serait étranger aux Américains, mais qu'il est pris en charge, aux Etats-Unis, sous d'autres formes qu'en Europe. Et, à ses yeux, au temps de la confrontation entre le communisme et le « monde libre », les choix des socialistes étaient ancrés sans ambiguïté du côté du second.

Le premier ministre n'a donc pas eu à forcer ses convictions pour exprimer, au cours de son séjour à Washington et à New York, l'intérêt et la sympathie que lui inspirent l'Amérique et ses dirigeants, particulièrement lorsqu'ils sont démocrates. Et il n'a pas manqué de montrer, au passage, que la référence américaine mise en avant par Tony Blair doit être à la fois partagée et nuancée par les socialistes français. Pour M. Jospin, en effet, sa politique d'équilibre entre les impératifs de la croissance et de la compétition économique, d'une part, la lutte contre l'exclusion sociale, d'autre part, est plus proche de celle de M. Clinton que ne l'est, peut-être, le « social-libéralisme » prêché par le chef du gouvernement travailliste.

S'il a parlé *des* Etats-Unis, M. Jospin a parlé aussi *aux* Etats-Unis, pour dire à leurs dirigeants et à leur opinion publique que son gouvernement n'a pas une vision étriquée du capitalisme à l'américaine et qu'il est capable d'apprécier à sa juste valeur la création d'emplois dans ce pays. Au moment où la France attire l'attention de la planète en raison de la Coupe du monde de football, le premier ministre a voulu signifier à ses hôtes qu'ils ne doivent pas, eux non plus, se faire une idée étroite de la politique menée par la gauche, en la réduisant à une vision administrée de l'économie et à une défense inconditionnelle des droits acquis, au détriment de l'innovation.

Le « modernisme » traditionnellement attribué à l'Amérique ne doit pas pouvoir être invoqué de manière exclusive, en France, par la droite et par le président de la République : tel est le souci manifeste de M. Jospin. En même temps, le premier ministre prend pied – et au plus haut niveau – sur la scène internationale, en discutant avec les dirigeants américains, et avec l'ONU, de questions telles que les relations commerciales, sur lesquelles Jacques Chirac avait tenu des propos offensifs, ou l'action à mener au Kosovo. Le « domaine partagé » de la politique étrangère l'est ainsi un peu plus. Le détour par Washington est bien, pour M. Jospin, une étape dans sa rivalité implicite, mais sans concession, avec le président de la République.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Pierre Georges, Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* »,
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

Il y a 50 ans, dans Le Monde

La semaine de la plus belle France

LA SEMAINE de la plus belle France est commencée. Du 20 au 26 juin, à l'appel de la Ligue urbaine et rurale, communes et campagnes de France doivent rivaliser d'ingéniosité et d'amour-propre pour assurer à telle place, tel monument, tel site la meilleure présentation. A Paris, on se contentera cette année de manifestations symboliques, bien que les Parisiens aient assez sujet de se plaindre du mauvais état de certaines voies ou de la survivance inexplicable de quelques navets de pierre ou de bronze, offense à l'art autant qu'à la mémoire des grands hommes qu'ils prétendent honorer.

On verra donc disparaître cette semaine le tas de ferrailles et d'immondices qui enlaidit depuis des années la porte Dauphine ainsi que les panneaux publicitaires de la place de la Madeleine. Enfin, dans le même esprit d'assainissement, on souhaiterait que fussent enlevés le socle tout délabré et devenu sans objet du monument élevé, place Victor-Hugo, à l'auteur des *Misérables*, et celui qui supporta si longtemps, place de l'Odéon, la calvitie distinguée et la barbe fleurie d'Emile Augier.

Le 27 juin au soir, la place de la Concorde, la Madeleine, Notre-Dame, la colonne Vendôme doivent resplendir de mille feux. Il convient d'ajouter que, dans tous les établissements scolaires, instituteurs et professeurs consacreront un de leurs cours à la beauté des sites de France, au respect qu'ils doivent inspirer, à la propreté des villes, à des problèmes, en un mot, qui échappent d'ordinaire aux écoliers. Mais ce n'est qu'une première semaine. Elle doit revenir annuellement.

(22 juin 1948.)

FINANCES Le secrétaire général du parti libéral démocrate (PLD) japonais, Koichi Kato, lors d'entretiens, vendredi 19 juin, à la veille d'un G 7, avec le secrétaire adjoint au Trésor américain, Lawrence Summers, s'est engagé à mettre en œuvre un plan de sauvetage des banques avant les élections sénatoriales partielles du 12 juillet. ● UNE BANQUE PUBLIQUE des règlements doit être créée, reprenant les actifs et les dettes des établissements en difficulté. Elle agira en coordination avec le Fonds de garantie des dépôts déjà existant, auquel le gouvernement a affecté 30 000 milliards de yens. ● LES MAUVAISES CRÉANCES du système financier sont estimées à 3 600 milliards de francs. ● LA PARALYSIE du système bancaire provoque une contraction du crédit et des investissements. Elle est considérée comme le principal facteur de la récession.

Tokyo annonce un vaste plan de sauvetage des banques en difficulté

A la veille d'un « G 7 de crise » destiné à stopper la chute du yen, le gouvernement japonais veut convaincre qu'il s'attaque à la racine du mal. Une banque publique sera créée pour reprendre les actifs et les créances douteuses des établissements menacés

TOKYO
de notre correspondant

Le gouvernement japonais semble vouloir s'attaquer, résolument cette fois, au problème des mauvaises créances par la création, au début de juillet, d'une banque publique des règlements qui assurerait le suivi de la gestion des établissements bancaires en difficulté. Tel est l'engagement pris par le secrétaire général du parti libéral démocrate (PLD), Koichi Kato, lors de ses entretiens, vendredi 19 juin, avec le secrétaire adjoint au Trésor américain, Lawrence Summers.

Si l'intervention conjointe nippo-américaine sur les marchés de changes, mercredi, a permis de stabiliser le cours du yen *(lire page 25)*, celui-ci reste fragile à cause du marasme du secteur bancaire qui pèse sur la reprise de l'activité économique et sur la crédibilité extérieure du Japon. Le sauvetage des banques est considéré comme la clé du redressement du pays. En dépit de la reprise du yen vis-à-vis du dollar comme des cours de la Bourse en fin de semaine, les transactions sur les marchés s'opèrent à des niveaux considérés comme inacceptables il y a peu. M. Summers a mis en garde ses interlocuteurs contre le risque d'une rechute du yen si des mesures ne sont pas prises au plus tôt pour dissiper le sentiment d'incertitude que fait planer leur immobilisme face à l'enlisement de l'économie nippone.

M. Kato se serait engagé à mettre en œuvre cette réforme avant les élections sénatoriales partielles du 12 juillet (à l'issue desquelles le PLD espère recouvrer la majorité à la Chambre haute) même si elle implique un nouveau recours aux fonds publics qui est une mesure impopulaire. Au cours d'une conférence de presse vendredi, le premier ministre, Ryutaro Hashimoto, a été plus évasif sur ce point. Une mécanique d'apurement du problème des créances douteuse n'en paraît pas moins se mettre en place. *« Les engagements pris par le gouvernement japonais vis-à-vis des Etats-Unis devraient enclencher une procédure de nettoyage et de restructuration du système bancaire »*, écrit, samedi 20 juin, le quotidien des milieux économiques *Nihon Keizai*.

Au cours de ses entretiens, M. Summers a eu d'autre part l'assurance de la part de ses interlocuteurs que le gouvernement entend abandonner la méthode dite du « convoi » qui consiste à encadrer les établissements en difficulté par les plus sains en alignant le comportement de ces derniers sur celui des plus faibles afin d'assurer la survie de tous.

Estimées à 76 000 milliards de yens (soit près de 3 600 milliards de francs), les mauvaises créances héritées du dégonflement de la bulle spéculative à partir de 1992 (qui s'est traduit notamment par une chute des prix de l'immobilier garantissant les prêts) paralysent le système bancaire et se traduisent par une contraction du crédit, et donc des investissements, qui pèse tout particulièrement sur les petites et moyennes entreprises.

FONDS DE GARANTIE

On ne connaît que les grandes lignes du mécanisme d'apurement des créances douteuses qui sera mis en place. La banque publique des règlements qui doit être créée se verra transférer les actifs et les dettes des établissements en difficulté et agira en coordination avec le Fonds de garantie des dépôts déjà existant auquel le gouvernement a affecté 30 000 milliards de yens (1 300 milliards de francs) destinés à la recapitalisation des établissements bancaires et à la garantie des dépôts. Le rôle exact et le statut de cette banque des règlements n'ont pas encore été définis. Le plan de sauvetage des banques vise à rendre plus mobiles les hypothèques foncières détenues par les banques et à accroître la transparence des opérations. Ce qui suppose aussi une meilleure appréciation de l'ampleur des créances douteuses non provisionnées dont on ignore le montant exact en dépit des estimations plus réalistes annoncées en février par le ministère des finances. Il n'est pas étonnant dans ces conditions, estime l'*Asahi*, que le Japon ait perdu de sa crédibilité à l'extérieur. Une mise à nu de l'ampleur du problème des mauvaises créances risque cependant d'accentuer la différenciation entre les établissements au bord de la rupture et ceux qui sont plus sains et de créer des mouvements de panique dans l'opinion.

Une des premières banques qui fera l'objet d'une restructuration sera la Long Term Credit Bank (LTCB), rétrogradée, jeudi 18 juin, par l'organisme d'évaluation des établissements financiers, Moody's Investor Services. Le lendemain, sa cotation à la Bourse a dû être suspendue après que le prix de ses actions fut tombé sous les 100 yens. Selon la presse japonaise, la LTCB, l'une des trois banques de crédit à long terme, qui a 1 380 milliards de yens en mauvaises créances, pourrait être fusionnée avec Nippon Credit Bank, elle-même en cours de restructuration. Dans un communiqué, la direction de la LTCB a démenti cette hypothèse. Le ministère des finances a réaffirmé, vendredi, que les dépôts et les transactions interbancaires de celle-ci seraient garantis.

Philippe Pons

Les partenaires du G 7 estiment qu'il s'agit d'« une urgence absolue »

TOKYO
de notre correspondant

Les autorités financières de dix-huit pays réunies à Tokyo, samedi 20 juin, afin de coordonner leurs efforts pour stabiliser le yen ont achevé leurs travaux en déclarant que la restructuration du système bancaire était *« une urgence absolue »*. Etaient présents les ministres adjoints des finances des pays membres du G 7 ainsi que leurs collègues des Etats de l'Association des pays de l'Asie du Sud-Est (plus la Chine, Hongkong, l'Australie et la Nouvelle-Zélande), et des hauts fonctionnaires des institutions financières internationales. Ces partenaires étaient convenus, à Manille en novembre dernier, de renforcer leur concertation en matière de stabilité des changes.

Les participants à cette « réunion de crise » ont confirmé la nécessité de corriger la dépréciation excessive du yen vis-à-vis du dollar et de consolider le renversement de tendance apparu sur les marchés des changes à la suite des interventions conjointes de Tokyo et de Washington. Mercredi 17 juin, des achats massifs de la part des Etats-Unis et du Japon sur les marchés des changes ont permis à la devise nippone de remonter jusqu'au niveau des 136 yens (*Le Monde* du 19 juin). Vendredi, son cours s'est consolidé à moins de 135 yens pour un dollar.

Les partenaires du Japon veulent obtenir des assurances de la part de Tokyo sur sa volonté de mettre en œuvre des réformes économiques de fond, sans lesquelles toute intervention sur les marchés des changes ne peut avoir de portée durable.

REPRISE DE LA CONSOMMATION

« Nous allons redoubler d'efforts pour rendre l'économie japonaise aussi solide que possible » et *« prendre des mesures pour assainir les mauvaises dettes détenues par le secteur financier privé »*, a dit Hikaru Matsunaga, le ministre des finances japonais, à l'ouverture de la réunion. Les partenaires du Japon lui demandent, outre le plan d'assainissement bancaire, de rendre durables les baisses d'impôts déjà décidées à titre temporaire, afin d'assurer la reprise de la consommation intérieure.

Si la plupart des journaux se félicitent du répit accordé à la devise nationale, certains s'en prennent néanmoins à la façon dont les Américains se sont comportés dans la crise du yen. C'est le cas du *Mainichi* qui estime qu'après avoir aidé à la chute du yen en faisant des déclarations imprudentes sur les faiblesses de l'économie nippone, les dirigeants américains ont renversé la vapeur et accepté d'intervenir lorsqu'ils ont estimé que la santé de Wall Street était menacée.

Ph. P.

Bill Clinton soutient le yuan chinois

L'intervention de la banque centrale américaine en faveur du yen, mercredi 17 juin, avait bien comme objectif d'éviter une dévaluation de la monnaie chinoise, le yuan. Telle est l'explication qu'a donnée le président Bill Clinton dans une interview à des journalistes financiers américains, vendredi 19 juin à la Maison-Blanche. *« Le plus important est d'essayer de modifier les conditions qui, si elles continuaient à se dégrader, forceraient les Chinois à dévaluer »*, a dit Bill Clinton.

Le président américain a également indiqué qu'il avait autorisé l'intervention de la Fed à la suite d'un entretien téléphonique avec le premier ministre japonais, Ryutaro Hashimoto, mardi soir, au cours duquel le dirigeant de Tokyo aurait promis de mettre en œuvre des réformes *« de manière plus claire et plus spécifique que dans le passé »*, notamment en ce qui concerne l'assainissement du secteur bancaire.

La privatisation du Crédit foncier s'enlise

LA « MÉTHODE STRAUSS-KAHN » de privatisation en douceur, qui a fait ses preuves sur le CIC, la Marseillaise de Crédit et bientôt le GAN, va-t-elle échouer sur le Crédit foncier de France (CFF) ? L'annonce du choix du ou des repreneurs, prévue pour le 30 juin, est reportée, au mieux, au 10 juillet. Et encore. On n'exclut plus, à Bercy, la possibilité que la procédure échoue. Il ne reste qu'un candidat à même de faire une offre majoritaire : le tandem américain formé par la filiale financière de General Motors, GMAC, et l'homme d'affaires texan Robert Bass. Ces investisseurs, peu connus en France, sont là, avant tout, pour faire une bonne affaire. Ils n'apportent pas le minimum de garanties sociales souhaitées tant par Matignon que par l'intersyndicale du Crédit foncier.

Bercy a donc poussé les Américains à déposer une « offre consortiale » avec les Caisses d'épargne. Un improbable attelage qui n'est, jusqu'ici, pas arrivé à se mettre d'accord. Les premiers envisagent un montage qui leur permettra de tirer parti de la fiscalité française, et sont prêts à prendre un petit risque industriel – celui de créer une plate-forme pour exercer des métiers liés au crédit hypothécaire – persuadés que, en cas d'échec, ils auront, entre-temps, gagné de l'argent en gérant et en cédant le patrimoine immobilier du Foncier. L'Ecureuil évoque quelques synergies avec le CFF, mais il veut surtout barrer la route à sa grande rivale La Poste, qui s'intéresse au dossier contre l'avis de Bercy.

PEU DE FONDS PROPRES

Faute d'offre conjointe acceptable par le gouvernement d'ici au 25 juin, l'Etat risque de devoir surseoir à la cession du Foncier. Avec toutes les difficultés politiques que pose un établissement qui n'a pas suffisamment de fonds propres pour exercer son activité et que l'Etat ne peut recapitaliser sans provoquer l'ire de la Commission européenne.

Bercy devra alors repenser sa méthode, qui se voulait pragmatique, concertée et discrète, et qui a surtout laissé le gouverneur du CFF, Jérôme Meyssonnier, s'enferrer dans un processus sans transparence. M. Meyssonier n'a pas su tirer correctement parti des offres majoritaires : l'autre américain, GE Capital, a retiré la sienne et le gouverneur n'a pas réussi à rallier l'intersyndicale à celle de GMAC-Bass.

Les syndicats, soutenus par des parlementaires de la majorité, comme le sénateur Gérard Delfau (PS, Hérault), veulent garder le CFF dans le giron public. Ils poussent au maintien de la Caisse des dépôts dans le capital du Foncier et sont plutôt favorables à une solution de reprise autour de La Poste.

Sophie Fay

Le financier Warren Buffet acquiert le premier réassureur américain

LE FINANCIER Warren Buffet, la deuxième fortune individuelle américaine, avec 38,6 milliards de dollars (230 milliards de francs), et l'un des investisseurs les plus influents de Wall Street, ne conçoit les choses qu'en grand. Son fonds d'investissement Berkshire Hathaway, dont l'action est la plus chère de Wall Street (80 900 dollars), vient de prendre le contrôle de General Re, le premier réassureur américain et le numéro trois mondial, pour la coquette somme de 22 milliards de dollars (132 milliards de francs).

L'opération, annoncée vendredi 19 juin après la fin de la séance de Bourse, prendra la forme d'un échange de 0,0035 action Berkshire Hathaway de la classe A ou de 0,105 action de la classe B (qui se négocie à 2 705 dollars) pour chaque action General Re. A l'issue de l'opération, les anciens actionnaires de General Re devraient donc obtenir 18 % du fameux fonds *d'investissement*.

General Re, qui a réalisé un bénéfice opérationnel de 1 milliard de dollars en 1997 pour un montant de primes supérieur à 6,5 milliards de dollars, viendra ainsi renforcer le pôle assurances de Berkshire Hathaway. Ce dernier contrôle déjà Geico, le septième assureur automobile américain. Warren Buffet a justifié cette opération en rappelant que le métier de la réassurance dispose traditionnellement d'un excédent de capitaux et génère des revenus élevés. *« L'abondance de capital retiré de l'assurance en général et de General Re en particulier va permettre à Berkshire de suivre les stratégies d'investissement les plus intéressantes »*, a précisé Warren Buffet. Les investisseurs américains, toujours attentifs à ses oracles, en ont conclu que le « sage d'Omaha » est resté optimiste sur l'évolution de la Bourse américaine. Une interprétation qui pourrait contribuer à remonter le moral des boursiers. Comme ce fut le cas, le 17 mars 1998, lorsque M. Buffett avait estimé que Wall Steet n'était pas surévalué. Auparavant, il avait nettement contribué à réveiller le marché de l'argent, en ramassant l'équivalent de 20 % de l'offre mondiale de ce métal.

Grâce à une stratégie d'investissement à long terme, l'action du fonds Berkshire Hathaway a procuré à ses détenteurs un rendement moyen de 24 % par an. Et elle s'est encore appréciée de 75 % depuis le début de l'année. Selon le rapport annuel de 1997, le fonds détient une participation de 10,5 % dans American Express, de 8 % dans Coca-Cola, de 3,5 % dans Walt Disney, de 8,5 % dans Gillette, de 16 % dans le *Washington Post*, et de 3,1 % dans Travelers, la première institution financière mondiale (avant la fusion avec Citicorp).

Enguérand Renault (avec Bloomberg)

PUBLICATION JUDICIAIRE

Par arrêt du 17 juin 1998 de la cour d'appel de Paris (11e chambre, section A), M. Colombani, directeur de publication du *Monde*, et M. Guyotat, journaliste, ont été condamnés pour diffamation publique envers M. Michel Junot, sous-préfet à Pithiviers pendant l'Occupation, à des peines de 30 000 francs d'amende et à des dommages et intérêts pour avoir publié, dans le numéro daté des 1er et 2 février 1997, un article lui imputant d'avoir supervisé des opérations de maintien de l'ordre dans les camps d'internement de Beaune-la-Rolande et de Pithiviers et d'avoir eu un rôle dans la déportation des juifs.

Les contrats DSK font l'objet d'une plainte à Bruxelles

A PEINE CRÉÉS, les contrats d'assurance-vie DSK font l'objet d'une plainte pour pratiques anticoncurrentielles auprès de la Commission européenne de la part de l'Easdaq (marché boursier électronique de valeurs de croissance basé à Bruxelles). Celui-ci estime qu'en accordant un avantage fiscal au cas où 5 % des sommes sont investies en actions françaises non cotées ou inscrites sur le Nouveau marché de Paris, les contrats DSK favoriseraient ce dernier. L'Easdaq a également porté plainte contre le gouvernement italien qui vient d'instaurer des avantages fiscaux pour les sociétés introduites sur la Bourse italienne.

DÉPÊCHES

■ **SCHLUMBERGER : le groupe d'équipement pétrolier** a annoncé, vendredi 19 juin, sa fusion avec l'américain Camco. Chaque action ordinaire en circulation de Camco sera échangée contre 1,18 nouvelle action ordinaire de Schlumberger. La transaction est estimée à 18,7 milliards de francs.

● **DIAGEO : le groupe britannique de spiritueux,** né de la fusion de GrandMet et Guinness, va supprimer 850 emplois au Royaume-Uni, et y fermer deux usines d'embouteillage.

● **OLIVETTI : le groupe d'informatique italien** a annoncé un bénéfice net consolidé de 16 milliards de lires (54 millions de francs) en 1997, son premier après six ans de pertes.

هكذا من الأصل

La reprise se confirme et s'amplifie sur le marché de l'art

Amorcée en 1997, la remontée de la cote des œuvres d'art s'accélère, témoin ce prix record atteint par un Delacroix, vendu à Drouot, vendredi 19 juin. Fait notable, elle concerne désormais toutes les catégories d'objets et non plus seulement le haut de gamme

INFLUENCE de la reprise internationale, forte hausse de la Bourse, concentration des ventes-événements : l'ensemble de ces éléments explique le dynamisme retrouvé du marché de l'art parisien. Vendredi 19 juin, un tableau d'Eugène Delacroix, *Choc de cavaliers arabes*, a battu un record à Drouot, vendu pour 51,1 millions de francs. En 1997, le bilan présenté par Drouot faisait déjà apparaître une progression de 12 % du chiffre d'affaires. Mais la demande se portait principalement sur les pièces exceptionnelles. Depuis, la reprise a fait tache d'huile. Elle concerne désormais toutes les catégories d'objets, observe Me Aguttes, commissaire-priseur à Neuilly. Sur fond de demande internationale très soutenue, même pour des pièces valant moins de 10 000 francs.

Signe encourageant : l'année a plutôt bien démarré, avec une progression d'environ 50 % des ventes au cours du premier trimestre, par rapport à la même période de l'année précédente. Les secteurs traditionnellement parisiens – mobilier, bibliophilie, voitures de collection – se portent bien. Plus surprenant, les tableaux suscitent également de belles enchères,

L'art déco reste aussi une spécialité solidement implantée à Paris. Comme l'a démontré le succès du premier grand rendez-vous de l'année, le 2 avril. Au programme, Legrain, Frank, Diego et Alberto Giacometti. Des valeurs sûres. Une paire de fauteuils d'influence cubisante – cuir noir d'origine, montants en loupe d'orme, patins découpés en dents de scie – par Legrain, remportait la plus belle enchère : 1 840 000 francs (frais compris). Soit pratiquement le triple de l'estimation initiale ! Mais les créations de ce relieur-décorateur restent particulièrement rares. D'où leurs prix très élevés. En 1996, déjà, une chaise-trône de Legrain, d'inspiration africaine, était partie pour 670 000 francs.

LES AUTOGRAPHES

Au cours de la même vente était présenté un bel ensemble de verreries art nouveau. Un vase de Gallé, ciselé de monnaies du pape, obtenait 609 600 francs. Belle surprise, qui confirme le retour des vrais collectionneurs, dans un domaine durablement affecté par les retombées de la vague spéculative des années 80.

Moins grand public, le secteur des autographes s'est illustré, le 20 mars, avec la succession Jean Hugues. Ce libraire et galeriste avait rassemblé une incomparable collection de lettres signées Rimbaud, Verlaine et René Char. Sans doute ne reverra-t-on jamais un tel ensemble en vente publique. En effet, les documents concernant Rimbaud se distinguent par leur rareté. Au cours de cette vente, les particuliers n'ont guère eu l'occasion d'assouvir leur passion : sur une vente de 20,2 millions de francs, les préemptions se sont élevées à 11,5 millions de francs. Elles concernaient bien évidemment les pièces majeures. Ainsi, la fameuse *Lettre du voyant*, écrite par Rimbaud à l'âge de dix-sept ans, était préemptée par la Bibliothèque nationale à 3,3 millions de francs.

Autre temps fort de ce premier trimestre, la dispersion de la collection Jacqueline Delubac. Femme de goût, la belle Parisienne s'était entourée de tableaux bien choisis et de meubles raffinés. Ce pedigree prestigieux explique pour une part la flambée des enchères. La totalité des lots présentés le 16 mars a en effet trouvé preneur. Le produit de la vente s'est élevé à 30 millions de francs, soit près de trois fois le montant attendu. En vedette, une toile fauve de Van Dongen, datant de 1908, *Le Lit de la bonne*, adjugée 8,3 millions de francs. Elle était estimée entre 4 et 5 millions de francs. *La Tête d'otage*, technique mixte de Jean Fautrier, obtenait 2 162 000 francs. Quant aux amateurs de mobilier, ils se sont disputés une paire de vases en porcelaine bleu de chine, d'époque Louis XVI, finalement acquise pour 3 436 000 francs, et quatre larges fauteuils de Cresson, d'époque Louis XV, enlevés à 2 273 000 francs.

BAUDELAIRE ET MCLAREN

Résultats encourageants, certes, mais l'essentiel va se jouer au début de l'été. Les grandes ventes de la saison vont maintenant se succéder à un rythme soutenu. Parmi les pièces extraordinaires que s'arracheront les collectionneurs du monde entier, citons en vrac : un exemplaire des premières épreuves de l'édition originale des *Fleurs du mal*, annoté par Baudelaire ; un livre d'heures à l'usage de Rome, datant du XVe siècle ; des reliefs en bois verni polychrome, créés par Jean Arp ; un spectaculaire masque Malanggan, provenant de la nouvelle Irlande du Nord, parmi des pièces importantes d'art primitif ; une McLaren F1 GTR de 1995 cinquième aux 24 Heures du Mans 1995 ou encore *La Madeleine Penitentea* de La Tour.

A côté de ces objets d'exception qui susciteront sans nul doute des enchères records, il reste tout à fait possible de se faire plaisir en achetant à prix sage. Ainsi, d'intéressantes petites pièces art déco se négocient autour de 10 000 à 12 000 francs. Comme les luminaires mouches, composés de plaques d'albâtre, signés Pierre Chareau. Ou les meubles art déco anonymes qui partent couramment à moins de 10 000 francs. Dans un tout autre style, une confortable bergère Empire en acajou vaut de 20 000 francs à 30 000 francs.

Autre possibilité : s'intéresser à des secteurs aujourd'hui hors mode. Comme le mobilier des années 60-70, encore au purgatoire. Ou l'argenterie XVIIIe qui se vend à prix bradés. Et pourtant certaines pièces mériteraient d'être regardées comme de véritables œuvres d'art, et non uniquement comme des objets utilitaires.

Une chose est sûre, les ventes à grand spectacle qui tirent le marché n'effacent pas pour autant les inquiétudes des professionnels. La réforme du statut des commissaires-priseurs tarde à se mettre en place. Le texte n'a toujours pas été voté. Et maintenant il y a véritablement urgence. Les commissaires-priseurs ne disposent toujours pas de la structure juridique leur permettant de s'organiser en sociétés, ni des moyens financiers que doit leur procurer l'indemnisation qui leur est due.

Autre serpent de mer, la question des taxes fiscales, qui pénalisent la place parisienne. Le marché à l'importation est sinistré à cause des taxes, qui s'élèvent à 20,6 % sur les bijoux, les meubles de moins de cent ans, les manuscrits et les voitures de collection, à 5,5 % sur les tableaux et les meubles. Comment prétendre faire jeu égal avec New York dans de telles conditions ?

Noëlle Joly

La Tour à l'affiche fin juin

Cette année encore, c'est en juin que vont se concentrer les grandes ventes de l'été. Au programme de ce cru 1998, un tableau exceptionnel : *La Madeleine Penitentea*, de Georges de La Tour – estimée entre 10 et 12 millions de francs. Jusqu'à sa réapparition surprise, *La Madeleine Penitentea*, dite encore *La Madeleine au livrea*, n'était connue que par une copie, l'original étant réputé perdu.

En 1981, à Clermont-Ferrand, une toile encrassée, longtemps utilisée comme devant de cheminée, est adjugée pour quelques milliers de francs à un marchand. Celui-ci la revend aussitôt à un particulier, qui lui demande de la restaurer. Miracle : au cours de l'opération, la signature de La Tour apparaît. Plutôt que de restituer *La Madeleine* à son client, le marchand s'empresse d'aller la revendre outre-Atlantique. Le propriétaire français engage un long procès. L'affaire est finalement jugée au Etats-Unis au bout de dix ans : *La Madeleine* appartient en copropriété à l'acquéreur français et à l'américain. Pour lever cette indivision, l'œuvre va être mise en vente le 23 juin, par Me Aguttes.

Le Trésor public va recenser les emprunts russes

LE DÉCRET fixant « *les conditions de recensement des personnes titulaires de créances russes* » sera publié au *Journal officiel* avant la fin du mois de juin. Le Trésor public aura pour mission à partir du début juillet et pendant six mois de vérifier l'authenticité des valeurs et d'en dresser l'inventaire. Une note détaillant à la fois les caractéristiques des 43 titres « indemnisables » (sur 3 000 émissions réalisées par la Russie entre 1822 et 1917) et l'opération de recensement a été envoyée aux 4 000 guichets du Trésor. Le ministère des finances s'apprête par ailleurs à diffuser une plaquette d'information à destination du grand public à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires. Deux millions de français seraient susceptibles de détenir encore des titres russes.

Après le dépouillement des résultats du recensement, le gouvernement présentera au Parlement un projet de loi d'indemnisation. Il pourra alors répartir les 2,4 milliards de francs accordés par le gouvernement russe pour solde de tout compte.

Le livret d'épargne entreprise demeure méconnu

Peu connu du grand public, le livret d'épargne entreprise (LEE) permet de se constituer une épargne rémunérée donnant accès à un prêt à un taux privilégié lorsque le souscripteur projette de créer ou de reprendre une entreprise. Toutefois, l'octroi de ce crédit sera refusé si le projet paraît peu crédible. Le LEE peut être ouvert dans toutes les banques autorisées à consentir des prêts aux entreprises. Un foyer fiscal ne peut posséder qu'un seul LEE. Les sommes versées demeurent indisponibles pendant au moins deux ans, durée au terme de laquelle un prêt peut être consenti. Le versement initial minimal est de 5 000 francs. Par la suite le LEE doit être alimenté à concurrence d'au moins 3 600 francs par an. Faute de quoi il est résilié de plein droit. Le montant maximum des versements ne peut excéder 300 000 francs. Toutefois, la valeur d'un LEE peut dépasser ce montant par le jeu de la capitalisation des intérêts.

FISCALITÉ

Le rendement ne peut excéder 75 % du taux du Livret A. Depuis le 15 juin, il a été ramené à 2,25 %, contre 2,50 % précédemment. Comme sur le Livret A, la règle de la quinzaine s'applique pour le calcul des intérêts.

Tout retrait avant le délai d'indisponibilité de deux ans entraîne la clôture du compte. Après deux ans, le souscripteur peut proroger son contrat par tacite reconduction sans pouvoir dépasser une durée totale maximale de cinq ans. Au-delà, son épargne continue à être rémunérée mais les intérêts acquis ne génèrent plus de droits à prêts supplémentaires.

Le souscripteur qui retire ses fonds après deux ans peut déposer une demande de prêt pour financer la création ou la reprise d'entreprise, des investissements amortissables d'entreprises artisanales sous certaines conditions ou des immobilisations d'entreprises créées ou reprises depuis moins de cinq ans. Le montant du prêt et sa durée – deux à quinze ans – sont fixés de telle sorte que le montant des intérêts que devra payer l'emprunteur ne dépasse pas 1,6 fois celui des intérêts qu'il a acquis sur son LEE. Le taux du crédit est égal au taux d'intérêt versé sur le LEE majoré de 3,5 points pour un emprunt à taux fixe (5,75 % pour les livrets ouverts après le 15 juin) et à 75 % du taux du Livret A, majoré de 3 points pour un emprunt à taux variable (5,25 %). Le titulaire du livret peut aussi céder ses droits à prêt à une personne de sa famille ou renoncer purement et simplement à les exercer. Dans cette dernière hypothèse, l'établissement bancaire qui gère le LEE est tenu de lui verser une rémunération complémentaire de 30 %. Cette prime est également attribuée lorsque la banque refuse d'accorder le prêt.

En cas de clôture du LEE après deux ans, les intérêts acquis jusqu'à la date anniversaire du livret son exonérés d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux. Mais si le retrait intervient avant ce délai, ils sont imposés dans les conditions de droit commun : impôt progressif sur le revenu ou prélèvement libératoire au taux de 25 %. La prime complémentaire versée lorsque le titulaire du LEE renonce au prêt auquel il a droit après deux ans est imposable dans les mêmes conditions.

Laurent Edelmann



REVUE DES ACTIONS

L'Asie mène la danse

LA BOURSE de Paris a connu une semaine en dents de scie marquée successivement par la crainte de la contagion de la crise asiatique et puis par l'espoir de voir le Japon, les Etats-Unis et le G 7 trouver une issue à la dégringolade des marchés et des économies de cette région du monde. D'un vendredi à l'autre, l'indice CAC 40 enregistre une perte limitée de 0,58 %, à 4 027,32 points. Les groupes directement concernés par la santé des économies asiatiques auront connu un parcours cette semaine proche de celui du CAC 40. Ainsi, des valeurs de l'industrie du luxe comme LVMH, sa holding Christian Dior et Clarins se sont reprises en fin de semaine et ont limité les dégâts. LVMH cède 1 %, et Christian Dior 0,5 %. En revanche, Clarins a plus souffert (– 4,1 %).

VALEURS

Rémy Cointreau (– 8,8 %) a été affecté par l'annonce, mercredi, de résultats annuels pour l'exercice 1997-1998 qui se sont traduits par une perte nette de 621 millions de francs, notamment en raison de la baisse des ventes de cognac en Asie. Un opérateur est passé de *« conserver »* à *« alléger »* sur le titre et un autre maintient *« sous-pondérer »* avec cette question : *« A quand la création de valeur ? »*

Air Liquide, très présent en Asie, a perdu 15,9 % sur la semaine en dépit de déclarations rassurantes des dirigeants. La société a précisé que l'impact de la crise asiatique a été relativement *« faible »* en 1997 et prévoit des résultats semestriels 1998 sensiblement équivalents à ceux des six premiers mois de 1997.

Les valeurs bancaires, elles aussi affectées par les risques qu'elles portent dans les pays asiatiques, ont finalement assez bien résisté. La BNP gagne même 0,7 %, la Société générale progresse légèrement (+ 0,3 %) et le Certificat d'investissement Crédit lyonnais cède 0,7 %. Dans le même secteur, Crédit national-Natexis, sur lequel les Banques populaires ont lancé une OPA amicale, a perdu 0,9 % sur la semaine, victime de prises de bénéfice vendredi. Le titre était en hausse les jours précédents, ayant bénéficié de la confirmation, par l'agence de notation financière Moody's, de la notation A2 avec perspective positive des notes de dépôts à long terme de Natexis.

Le Crédit foncier de France a enregistré un recul plus important, de 8,3 %, victime de l'annonce des difficultés de la privatisation de l'établissement de crédit et des réticences syndicales face à l'offre américaine GMAC/Bass encore en lice.

Les groupes pétroliers et parapétroliers ont souffert au début de la semaine du repli du baril (au plus bas depuis douze ans à New York, à 11,56 dollars) avant de bénéficier, en fin de semaine, du rebond du brut. Le pétrole a bénéficié à la fois de l'amélioration de la situation sur les marchés asiatiques et de la décision de la Russie et des pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG) de baisser leur production. Dans ce contexte, Elf et Total progressent d'un vendredi à l'autre, avec des hausses respectives de 0,8 % et 1,9 %. En revanche, dans le parapétrolier, à la suite du reflux de la spéculation sur des rapprochements dans ce secteur, Géophysique et Coflexip perdent respectivement 9,5 % et 4 % en cinq séances.

Du côté des hausses, Bouygues a fortement progressé (+ 12 %) alors que Telecom Italia a confirmé son intérêt pour Bouygues Télécom. Telecom Italia est en négociation pour le rachat des parts détenues par Cable & Wireless dans Bouygues Télécom. Les derniers chiffres sur la téléphonie mobile en France ont enfin confirmé la vigueur de ce marché, avec plus de 7 millions d'abonnés.

Enfin, Atos, deuxième société française de services informatiques, qui a annoncé une progression de 137 % de ses résultats au début du mois de juin, a enregistré sur la semaine une hausse importante de 9,4 %.

Eric Leser

ÉNERGIE

	19-06-98	Diff.
Coflexip	750	-3,96
Elf Aquitaine	796	+0,75
Esso	590	-1,33
Total	731	+1,95
Elyo	369,30	+0,33

PRODUITS DE BASE

	19-06-98	Diff.
Air Liquide	970	-15,90
Eramet	249	-5,03
Metaleurop	53,45	-5,39
Pechiney Act Ord A	270	-4,25
Rhone Poulenc A	322,80	-1,38
Rochette (La)	28,80	-2,53
Usinor	97,40	-2,11
Vallourec	509	-3,45
CFF.(Ferrailles)	759	+2,20
Oxyg.Ext-Orient	3695	-2,28

CONSTRUCTION

	19-06-98	Diff.
Bouygues	1119	+12,01
Ciments Francais	371	+3,37
Colas	1225	-2
Eiffage	542	-1,09
Groupe GTM	595	+3,29
Imetal	847	+1,81
Lafarge	614	+2,67
Lapeyre	556	+2,59
Saint-Gobain	1126	-2,93
SGE	265	-0,18
Vicat	605	-0,49

BIENS D'ÉQUIPEMENT

	19-06-98	Diff.
Alcatel Alsthom	1160	-2,84
Bull#	99,90	+1,28
Carbone Lorraine	548	-2,52
CS Signaux(CSEE)	534	-12,02
Dassault-Aviation	1980	+1,02
Dassault Electro	—	—
De Dietrich	410,70	+2,67
Fives-Lille	546	+8,71
France Telecom	386,60	+2,49
Intertechnique	1600	—
Legrand	1600	—
Legris indust.	295,20	-3,65
Sagem SA	4699	+3,73
Sat	2850	+5,63
Schneider SA	489,50	+3,37
SFIM	996	+1,63
Sidel	455	-4
Thomson-CSF	241	-3,98
Zodiac ex.dt divid	1640	+1,23
CNIM CA#	275	-3,16
Faiveley #	239,90	-2,40
GFI Industries #	1620	-1,81
Manitou #	1075	-2,36
Mecatherm #	213	-5,75
NSC Groupe (Ny)	939	-1,15
Radiall #	700	-3,84
Sediver	196,90	+7,59

AUTOMOBILE

	19-06-98	Diff.
Bertrand Faure	490	-2,97
Ecia	1684	-3,32
Labinal	1990	-11,12
Michelin	347,10	-4,24
Peugeot	1286	-1,83
Plastic Omn.(Ly)	918	-0,72
Renault	338	-0,32
Sommer-Allibert	312,90	+4,26
Valeo	598	-1,96
Sylea	594	+0,67

AUTRES BIENS DE CONSOMMATION

	19-06-98	Diff.
BIC	438,80	-2,70
Chargeurs	512	+4,48
Clarins	560	-4,10
Deveaux(Ly)#	990	+1,43
DMC (Dollfus Mi)	164	+0,30
Essilor Intl	2600	—
Hachette Fili.Med.	1650	-0,54
L'Oreal	2990	-3,64
Moulinex	163,80	+0,49
Sanofi	705	-4,08
S.E.B.	935	-3,10
Skis Rossignol	113	-3,99
Strafor Facom	595	-4,03
Synthelabo	1017	-0,29
Arkopharma #	489	-2,18
Boiron (Ly)#	471	+0,22
Devanlay S.A.	—	—
Gautier France	370	-2,50
Guerbet S.A	215	+1,41
Hermes internat.1#	489	+1,26
Info Realite #	450	+16,88
Pochet	784	-6,12
Reynolds	435	-7,83
Robertet #	1210	-1,22
Smoby (Ly) #	592	+2,59
Virbac	479	-3,41

INDUSTRIE AGROALIMENTAIRE

	19-06-98	Diff.
Bongrain	2994	-1,86
Danone	1621	+2,27
Eridania Beghin	1320	+0,22
Fromageries Bel	5050	—
LVMH Moet Hen.	1185	-1
Pernod-Ricard	413,20	-3,57
Remy Cointreau	118,10	-8,80
SEITA	279,50	+1,63
Brioche Pasq.(Ns)#	770	—
L.D.C.	1460	+0,68

DISTRIBUTION

	19-06-98	Diff.
Bazar Hot. Ville	747	+0,67
Carrefour	3590	+1,41
Casino Guichard	460	—
Castorama Dub.(Li)	1090	+1,86
Comptoirs Mod.	3150	+0,72
Damart	4647	—
Galeries Lafayette	6280	+4,49
GrandVision	226	+0,66
Groupe Andre S.A.	708	-1,11
Guilbert	1000	-1,38
Guyenne Gascogne	2440	+2,95
Pinault-Print.Red.	5010	+0,20
Primagaz	532	-1,48
Promodes	3095	-0,80
Rexel	2650	-2,39
Monoprix	490	-5,76
But S.A.	373	+2,19
IMS(Int.MetalSer)#	87	-3,86
Manutan	553	+0,54
Rallye(Cathiard)Ly	340	+1,34
Rubis #	174,50	-1,96

AUTRES SERVICES

	19-06-98	Diff.
Accor	1645	-2,19
Altran Techno. #	1236	+0,89
Atos CA	1425	+9,36
BIS	655	-2,23
Canal +	1170	—
Cap Gemini	948	+0,42
Cipe France (Ly) #	230	—
Club Mediterranee	544	-2,85
Dassault Systemes	273	+0,73
Euro Disney	11,25	-2,17
Europe 1	1422	-1,25
Eurotunnel	6,85	-4,19
Gaumont #	464	-3,11
Havas	491	+0,82
Havas Advertising	1240	+4,99
Infogrames Enter.	372	-0,53
Norbert Dentres.#	248,80	-2,43
NRJ #	988	-3,51
Pathe	1150	-1,30
Publicis #	975	+2,63
S.I.T.A	1520	+3,96
Sodexho Alliance	1291	+4,02
Sogeparc (Fin)	430,50	+1,29
Spir Communic. #	509	-1,92
Suez Lyon.des Eaux	986	-2,27
Technip	730	-6,53
Vivendi (ex CGE)	1237	-0,16
G.T.I (Transport)	439	+0,97
Louvre #	515	+0,98
Assystem #	270	-3,57
Fraikin 2#	490	-4,85
Groupe Partouche #	526	-1,49
M6-Metropole TV	1040	+7,66
TF1	920	-1,91

IMMOBILIER

	19-06-98	Diff.
Bail Investis.	987	+1,02
Finextel	126,10	-0,86
G.F.C.	670	+2,44
Immeubl.France	495,20	-0,16
Klepierre	1207	+0,08
Rue Imperiale(Ly)	7750	+0,25
Sefimeg CA	435	-3,33
Sific CA	1129	+1,34
Simco	512	+1,18
Soc.Fonc.Lyonnai.#	976	-2,20
UIF	499	-0,59
Unibail	808	-0,73
Fonciere (Cie)	920	-6,54
Fonciere Euris	349	-2,24
Foncina #	—	—
Im.Marseillaise	11900	+8,26
Frankoparis #	102,10	+16,02
Immob.Batibail Ny#	326	+0,91
Immob.Hotel. #	37,10	-3,13

SERVICES FINANCIERS

	19-06-98	Diff.
Axa	638	-2,89
B.N.P.	486,50	+0,68
C.C.F.	475,30	-4,78
CPR	491,70	-0,66
Cred.Fon.France	98,10	-8,31
Credit Lyonnais CI	610	-0,65
Dexia France	805	+0,12
GAN	160	-4,76
Interbail	171,80	+4,88
Locindus	897	+0,22
Natexis	401	-0,96
SCOR	360	+3,15
Selectibanque	90,90	+8,47
Societe Generale	1163	+0,25
Sophia	292,90	+2,77
UIS	224,20	+0,22
Union Assur.Fdal	920	-1,07
Via Banque	195,10	-3,41
Bancaire (Cie)	1080	+1,12
Cetelem	780	-2,98
Immobanque	713	—
UFB Locabail	—	—
Worms & Cie(a Ech)	410,10	+2,01
Assur.Bq.Populaire	620	-0,80
C.A. Paris IDF	926	-1,48
Factorem	839	+0,59
I.C.C.#	198	+1,53
Union Fin.France	740	+0,95

SOCIÉTÉS D'INVESTISSEMENT

	19-06-98	Diff.
Bollore Techno.	1183	-3,42
Cerus Europ.Reun	42	+5,39
CGIP	3200	+1,32
Christian Dior	785	-0,50
Dynaction	226,10	+0,48
Eurafrance	3740	-1,57
Fimalac SA	710	-4,05
Gaz et Eaux	345	+3,50
Lagardere	251,50	-6,29
Lebon (Cie)	280	—
Marine Wendel	1100	-0,18
Nord-Est	133,70	-0,22
Salvepar (Ny)	579	—
Albatros Invest	240	+2,56
Burelle (Ly)	502	+0,19
Carbonique	—	—
Centenaire Blanzy	565	-1,05
F.F.P. (Ny)	600	-3,22
Finaxa	555	+3,54
Francarep	350	+3,24
Sabeton (Ly)	799	—
Finatis(ex.Localn)	306	-4,70
Siparex (Ly) #	154	-2,83

LES PERFORMANCES DES SICAV MONÉTAIRES

FININFO http://www.fininfo.fr

(Les premières et les dernières de chaque catégorie) — le 12 juin

SICAV MONÉTAIRES FRANCS

Performance moyenne sur 3 mois : 0,75 %, sur 1 an : 2,97 %

LIBELLÉ	Organisme promoteur	Rang	Perf. % 3 mois	Rang	Perf. % 1 an	Valeur liquid.
CPR Mobidiv	CPRGESTI	1	1,00	1	5,09	98853,97
CIC Trésorerie Plus (C)	CIC PARI	2	0,95	3	3,72	1414,68
CIC Trésorerie Plus (D)	CIC PARI	3	0,94	4	3,72	1336,04
Azur-GMF Sécurité (C)	GROUPAZU	4	0,94	—	—	1010,07
CDC Arbitrages	CDC GEST	5	0,92	2	3,81	110291,70
Acti Trésorerie	BBL FRAN	6	0,88	7	3,52	1967,12
Natexis Pibor Gestion	B NATEXI	7	0,88	8	3,58	185269,44
Ecureuil Expansion	ECUREUIL	8	0,88	5	3,62	85614,03
Mondiale Proteol CT	LA MONDI	9	0,88	34	3,40	7694,53
BFT Sécurité 2	BFT	10	0,87	13	3,46	1953,69
Absolu Véga	VEGA FIN	11	0,87	11	3,47	12345,08
Orsay Sécurité	ORSAY	12	0,87	9	3,48	10841,48
Placements Monétaire	NSM	13	0,87	12	3,46	1155780,01
Acti Jour	BBL FRAN	14	0,87	19	3,45	1827,70
Iéna Performance 3	BFT	15	0,86	10	3,47	12834,07
Alfi Money Tiop	UBS MNGT	16	0,86	24	3,42	95043,59
DB Cash	DEUTSCHB	17	0,86	18	3,45	17308,80
GP Cash	SMC	18	0,86	16	3,45	153260,21
Haussmann Pibor (D)	WORMS	19	0,86	88	3,20	934,12
Haussmann Pibor (C)	WORMS	20	0,86	87	3,20	1313,24
BTP Trésorerie	B BTP	21	0,86	22	3,43	48170,41
CDC Monétaire	CDC GEST	22	0,86	20	3,43	19624,13
CPR Cash	CPRGESTI	23	0,86	23	3,42	101295,36
Midland Trésorerie	MIDLAND	24	0,86	33	3,41	94950,26
Centrale Monétaire	CCR	25	0,86	25	3,42	25598,14
Union Plus	CIC BUE	26	0,86	17	3,45	187856,42
BIP Court Terme	KLEIN BE	27	0,86	26	3,42	121883,47
Citi-Monétaire Plus	CITIBANK	28	0,86	27	3,42	113449,68
Indocam Arbitrages 3 mois	B INDOSU	29	0,86	28	3,41	100997,19
Diadème Jour	L.B.	30	0,86	29	3,41	3364206,33
BFT Sécurité Première	BFT	31	0,86	21	3,43	1839,34
Natexis Sécurité Jour	B NATEXI	32	0,86	30	3,41	194090,18
ABF-MJ	ABF	33	0,85	15	3,46	1898,53
Partner Régularité	LA MONDI	34	0,85	55	3,33	943,57
Ecofi-Cash	ECOFI FI	35	0,85	32	3,41	286219,28
Fimatrésorerie	FIMAGEST	36	0,85	31	3,41	19070,74
Monéplus	SG	37	0,85	38	3,38	107611,44
Finord Plus	CDT NORD	38	0,85	50	3,33	966625,18
Véga Sécurité	VEGA FIN	39	0,85	36	3,39	18719,63
Valunion	CIC BUE	40	0,85	42	3,36	51388,53
Primacic	CIC PARI	41	0,84	35	3,39	1304725,26
Boréal	CDC GEST	42	0,84	58	3,32	8688,46
AXA Court Terme (C)	AXA	43	0,84	51	3,33	11237,26
AXA Court Terme (D)	AXA	44	0,84	52	3,33	10564,61
Centrale Première	CCR	45	0,84	40	3,36	7288,36
CNP Assur-Monét	CDC GEST	46	0,84	39	3,37	1736,86
Epargne Associations (C)	B PARIBA	47	0,84	56	3,33	26377,76
Epargne Associations (D)	B PARIBA	48	0,84	57	3,33	24800,38
Acti Institutionnels	BBL FRAN	49	0,84	45	3,34	580026,27
Real Monétaire	SOFIDEP	50	0,84	41	3,36	1086,99
Monéterme	B PARIBA	51	0,83	14	3,46	107592,34
Placements Trésorerie	NSM	52	0,83	61	3,32	1408086,86
Localys Première	CLF BANQ	53	0,83	80	3,24	54795
Midland Protection	MIDLAND	54	0,83	70	3,28	19172,60
Fimasécurite (D)	FIMAGEST	55	0,83	43	3,36	1084,22
Fimasécurite (C)	FIMAGEST	56	0,83	44	3,36	1305,13
Orsay Jour	ORSAY	57	0,83	67	3,29	1960,01
AGF Monétaire	AGF	58	0,83	68	3,29	1018,97
Arcade	BIMP	59	0,83	47	3,34	1597992,61
Trésorys	SOGEPOST	60	0,83	59	3,32	275078,03
Invesco Trésorerie	INVESCO	61	0,83	64	3,30	1047,23
JJ Centre	CFCM CEN	62	0,83	65	3,30	360251,70
Moné-Tiop	B PARIBA	63	0,82	48	3,33	566123,89
Atlas Court Terme	ATLAS	64	0,82	37	3,38	161,78
Valeurs Monétaires	DEMACHY	65	0,82	69	3,29	236214,44
Barclays Institutions	BARCLAYS	66	0,82	76	3,25	784400,08
RG Monétaire France	ROBECO	67	0,82	118	3,12	19379,52
Haussmann Court Terme	WORMS	68	0,82	129	3,10	2191,81
Statère	BFT	69	0,82	46	3,34	22141,07
Option Sécurité	BRED	70	0,82	74	3,26	199077,26
Austral	CDC GEST	71	0,82	82	3,23	12699,87
CPR Mobiterme	CPRGESTI	72	0,82	71	3,28	20181,32
Ofima Trésor	OFIVALMO	73	0,81	92	3,23	19849,82
Unisecurite	SANPAOLO	74	0,81	93	3,19	203710,88
Dresdner RCM Entreval	KLEIN BE	75	0,81	85	3,27	2003,44
Soprane J	BACOT	76	0,81	78	3,24	48885,13
Federal Trésorerie	FEDFIN	77	0,81	111	3,14	10491,26
Demachy +	DEMACHY	78	0,81	81	3,24	2068,19
Monéprime (D)	B PARIBA	79	0,81	73	3,28	156683,54
Monéprime (C)	B PARIBA	80	0,81	72	3,28	162911,83
Sequin	BFT	81	0,81	79	3,24	47391,84
Entreprise Court Terme	B PARIBA	82	0,81	84	3,22	332057,15
Gestion Investicourt	B INDOSU	83	0,81	83	3,22	19450,50
EFI-Performance	CCCC	84	0,81	66	3,29	2114,77
BTP Monécourt	B BTP	85	0,80	77	3,25	20105,16
Cardif Trésorerie	CARDIF	86	0,80	75	3,25	86744,26
AGF Sécurité	AGF	87	0,80	60	3,32	11082,80
Phénix Sécurité (C)	AGF	88	0,80	62	3,31	8343,20
Phénix Sécurité (D)	AGF	89	0,80	63	3,31	7335,50
Trésoricic	CIC PARI	90	0,80	86	3,21	183048,10
SBS France Trésorerie	SBC BRIN	91	0,80	105	3,16	359,57
Pléiades	ATLAS	92	0,80	—	—	100,94
Fonsicav	CDC TRES	93	0,80	101	3,16	20236,21
Morgan Court Terme	JP MORGA	94	0,80	100	3,16	26336,95
Fimagarantie	FIMAGEST	95	0,80	89	3,19	19630,46
Ouestar Trésorerie	CFCM LOI	96	0,80	95	3,18	137835,09
Stratège	CCF	97	0,80	97	3,17	30459,03
Monéden	BRED	98	0,80	99	3,17	95127,53
BRED Institutions (C)	BRED	99	0,80	102	3,16	92594,02
BRED Institutions (D)	BRED	100	0,80	103	3,16	79781,95
BRO-Sécurité (C)	BRO	247	0,66	260	2,57	17861,03
Rhone + X Court Terme (D)	BP LYON	248	0,66	246	2,62	1767,16
Rhone + X Court Terme (C)	BP LYON	249	0,66	244	2,62	1976,35
Priv'associations (D)	BIMP	250	0,66	259	2,58	37251,58
Priv'associations (C)	BIMP	251	0,66	258	2,58	39771,17
Monésud (C)	L.B.	252	0,66	236	2,63	407,65
Hervet Plus (C)	HERVET	253	0,66	252	2,59	9248,61
Hervet Plus (D)	HERVET	254	0,66	253	2,59	8572,02
Iéna Monétaire (C)	BFT	255	0,66	234	2,63	13015,96
Iéna Monétaire (D)	BFT	256	0,65	235	2,63	11424,10
Placements Sécurité (C)	NSM	257	0,65	254	2,59	93597,45
Placements Sécurité (D)	NSM	258	0,65	255	2,58	85168,50
Ouestar Court Terme (C)	CFCM LOI	259	0,65	256	2,59	17942,02
Ouestar Court Terme (D)	CFCM LOI	260	0,65	257	2,59	16244,87
Optifinance	CCF	261	0,65	249	2,61	22244,90
Eficoop Sicav (D)	CCCC	262	0,65	267	2,55	1885,49
BICS Monétaire (C)	ECOFI FI	263	0,65	285	2,46	1879,71
Eficoop Sicav (C)	CCCC	264	0,65	269	2,55	1940,72
BICS Monétaire (D)	ECOFI FI	265	0,65	284	2,46	1559,38
Investsécurité Court Terme D	CFCM MED	266	0,65	268	2,55	3116,80
Investsécurité Court Terme C	CFCM MED	267	0,65	270	2,55	3505,91
Leumi Court Terme (D)	B LEUMI	268	0,65	298	2,36	15202,80
Dresdner RCM Sécurité (C)	KLEIN BE	269	0,64	282	2,47	2169,58
Dresdner RCM Sécurité (D)	KLEIN BE	270	0,64	283	2,47	1947,53
SNVB Monétaire (C)	SNVB	271	0,64	262	2,57	9395,51
SNVB Monétaire (D)	SNVB	272	0,64	263	2,57	8077,95
Moné.Dis	CNCA	273	0,64	264	2,57	10270,51
Leumi Court Terme (C)	B LEUMI	274	0,63	309	2,35	16731,80
Cardif Monétaire (C)	CARDIF	275	0,63	271	2,54	206,51
Topcash (C)	CPRGESTI	276	0,63	280	2,48	1726,41
Topcash (D)	CPRGESTI	277	0,63	281	2,48	1678,04
Ecureuil Monétaire (D)	ECUREUIL	278	0,63	278	2,49	12367,36
Ecureuil Monétaire (C)	ECUREUIL	279	0,63	279	2,49	13342,80
Cardif Monétaire (D)	CARDIF	280	0,63	274	2,53	195,93
Sécurita	DEMACHY	281	0,62	277	2,49	48988,93
Finord Sécurité (C)	CDT NORD	282	0,62	286	2,45	21896,38
Finord Sécurité (D)	CDT NORD	283	0,62	287	2,45	20354,17
Moné.J (C)	GROUP CA	284	0,62	273	2,53	12236,83
Moné.J (D)	GROUP CA	285	0,62	272	2,53	11592,22
Sécuricic (D)	CIC PARI	286	0,62	295	2,38	2155,39
Sécuricic (C)	CIC PARI	287	0,62	294	2,38	2331,36
Sicaixa	CAIXA DE	288	0,62	292	2,41	24674,61
Ecureuil Distrimonetaire	ECUREUIL	289	0,62	290	2,43	10104,70
Orsay Court Terme	ORSAY	290	0,62	291	2,42	1599,89
Acti Cash (C)	BBL FRAN	291	0,62	251	2,60	1290,75
Acti Cash (D)	BBL FRAN	292	0,61	250	2,60	1224,15
Ecureuil Trésorerie (D)	ECUREUIL	293	0,61	300	2,35	306,95
Lion 20000 (C)	CL	294	0,61	288	2,45	17559,98
Ecureuil Trésorerie (C)	ECUREUIL	295	0,61	301	2,35	327,37
Lion 20000 (D)	CL	296	0,61	289	2,45	16428,90
Univar (D)	CNCA	297	0,61	265	2,56	303,91
Univar (C)	CNCA	298	0,61	266	2,56	317,11
JPM Court Terme	B HARWAN	299	0,61	293	2,40	14470,01
Fructi-Associations (D)	BQUE POP	300	0,60	302	2,35	41,76
Uni-Associations	GROUP CA	301	0,60	304	2,34	120,79
Sicav Associations	CDC	302	0,60	299	2,35	2476,75
Crédit Maritime Sécurité (D)	CDT MARI	303	0,60	297	2,36	1703,67
Crédit Maritime Sécurité (C)	CDT MARI	304	0,60	296	2,36	1760,24
SB Sécurité (D)	CIC SB	305	0,58	307	2,29	1575,29
SB Sécurité (C)	CIC SB	306	0,58	308	2,29	1656,78
Natio Monétaire (C)	BNP	307	0,58	310	2,27	5251,68
Natio Monétaire (D)	BNP	308	0,58	309	2,27	5589,96
Sécuri-Taux	LEGAL FR	309	0,58	306	2,31	1873,41
Fructi-Associations (C)	BQUE POP	310	0,58	305	2,33	47,03
Capimonétaire (D)	SG	311	0,56	275	2,52	369,54
Capimonétaire (C)	SG	312	0,56	276	2,52	419,72
Brinson Pibor Plus	SBC BRIN	313	0,52	—	—	1015,54
Uni-Cash	SANPAOLO	314	0,49	311	1,95	305,83

Les sicav monétaires rapportent toujours moins qu'un Livret A

LA BAISSE récente du taux de rémunération des livrets d'épargne n'aura rien changé. Les sicav monétaires continuent de rapporter moins qu'un bon vieux Livret A. Selon les chiffres fournis par Fininfo, ces sicav n'ont progressé que de 2,97 % sur un an en moyenne. Pire, pour les produits les plus largement diffusés dans les réseaux bancaires, les rendements tournent autour de 2,5 %, voire 2,27 % pour Natio Monétaire, une sicav de la BNP. Ces fonds grand public continuent d'être pénalisés par des frais de gestion qui, à la différence des performances, ne sont pas en baisse. Heureusement, il existe des produits moins chargés en frais et qui ont su mettre en place des stratégies d'investissement originales et rémunératrices.

Ainsi, CPR Mobidiv affiche une surprenante progression de 5,09 % sur un an. La sicav gérée par Joël Konop tire toujours parti du changement de politique de gestion initié au début de l'année. La performance de cette sicav est dopée par une diversification sur les actions et les obligations convertibles notamment. Le fonds a assez bien résisté aux turbulences enregistrées par les marchés financiers ces dernières semaines. La sicav consacre plus d'un tiers de ses investissements en actions, qui s'élèvent au total à 2 % de l'actif du fonds, à des valeurs moyennes européennes, moins sensibles aux à-coups des marchés.

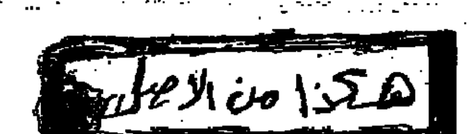
Cependant, la stratégie choisie par CPR reste exceptionnelle. Les sicav monétaires gérées de manière plus orthodoxe doivent se contenter de progressions légèrement supérieures à 3,5 % sur un an. Une performance tout à fait honorable lorsque l'on sait que le taux de rémunération du marché monétaire se situe autour de 3,3 %.

ÉCHANGE AVEC DES OBLIGATIONS

Azur-GMF Sécurité, créée au début de l'année, obtient un bon résultat grâce à des frais de gestion réduits à 0,25 % mais aussi au recours à des assets swaps. Cette technique permet à la sicav gérée par Brigitte Dutoit-Cornet d'échanger des obligations de courte durée (inférieure à deux ans) émises par des entreprises, et offrant donc des rendements supérieurs aux obligations d'État, contre une rémunération égale au taux du marché monétaire plus une marge. La gérante a même mis en place un échange avec une obligation émise par la province du Québec d'une durée de six ans. Natexis Pibor Gestion a, pour sa part, décidé de miser sur l'évolution des taux à 3 mois. Cela a permis à la sicav gérée par Alain Richier de profiter ces derniers mois des anticipations de remontée des taux courts dans les pays du noyau dur de l'Europe.

Reste que toutes les stratégies destinées à améliorer la performance des sicav monétaires ne peuvent être jouées que de façon marginale. Sinon elles risqueraient de faire courir un risque sur la valeur de la sicav. Le seul élément qui pourrait faire progresser le rendement des sicav monétaires serait un relèvement des taux courts en Europe. Cette remontée, si elle intervient, ne devrait pas se faire avant le quatrième trimestre.

Joël Morio



Les menaces sur le yuan forcent la Maison Blanche à réagir

La chute de la devise nippone mettait en danger la stabilité de la monnaie chinoise. Le yen s'est vivement redressé après l'intervention surprise de la Réserve fédérale des Etats-Unis et de la Banque du Japon

La semaine a été très mouvementée sur les marchés financiers internationaux. Tombée lundi 15 juin jusqu'à 146,80 yens pour 1 dollar, son cours le plus faible depuis huit ans, la monnaie nippone s'est envolée après l'opération conjointe menée mercredi par les banques centrales américaine et japonaise. Cette action a pris les opérateurs à contre-pied : depuis plusieurs semaines, la Maison Blanche expliquait que la solution à la baisse du yen se trouvait au Japon même. Mais la pression des industriels américains, les appels lancés par les économistes et surtout les menaces de dévaluation du yuan adressées par Pékin ont obligé Washington à changer d'attitude. La remontée du yen a provoqué un repli des marchés obligataires sur lesquels les investisseurs s'étaient massivement portés par crainte d'un effondrement de l'économie et du système financier en Asie.

LE YEN est-il tiré d'affaire ? L'intervention de la Réserve fédérale américaine et de la Banque du Japon, mercredi après-midi 17 juin, a mis fin, de façon très brutale, au mouvement de baisse de la monnaie japonaise observé depuis plusieurs semaines. Il n'a fallu que quelques minutes à cette dernière pour bondir de près de 5 %. Lundi, elle était tombée jusqu'à 146,80 yens pour un dollar, son niveau le plus faible depuis le mois d'août 1990.

L'opération a été un succès total (vendredi, le dollar continuait à s'apprécier, à 134 yens pour un dollar). Il est vrai qu'elle a réuni tous les ingrédients nécessaires à la réussite de ce type d'action : effet de surprise, coordination et appui politique.

C'est peu dire que de nombreux opérateurs ont été pris à contre-pied par les ventes de dollars réalisées par les banques centrales américaine et japonaise. Depuis plusieurs semaines, le message délivré par la Maison Blanche était que la solution à la baisse du yen ne se trouvait pas dans une intervention sur le marchés des changes, mais *« au Japon même »*, selon l'expression même du secrétaire d'Etat américain au Trésor Robert Rubin, et dans la capacité du gouvernement japonais à assainir son système financier et à prendre des mesures de relance dignes de ce nom. N'ayant pas à craindre de ripostes de la part des instituts d'émission, les gestionnaires avaient augmenté leurs positions à la vente sur le yen. Ils l'avaient fait d'autant plus sereinement que les données économiques et monétaires dans l'Archipel (confirmation de l'entrée en récession, perspectives de baisse du taux d'escompte) plaidaient elles aussi pour une poursuite de l'affaiblissement du yen.

Une remontée inespérée

DOLLAR CONTRE YEN

échelle inversée — 132, 136, 140, 144, 148 — 134,67 — 9 juin, 11 juin, 13 juin, 16 juin, 17 juin, 19 juin — 1998

L'intervention conjointe, mercredi 17 juin, de la Réserve fédérale américaine et de la Banque du Japon a permis au yen de se redresser.

Le « contre » mené par les autorités monétaires – qui a pris la forme d'une vente estimée à 6 milliards de dollars, ce qui est peu au regard des 250 milliards de dollars qui s'échangent quotidiennement sur la parité dollar-yen – a semé la panique sur les marchés. Essuyant de lourdes pertes, les opérateurs ont été contraints de renverser leurs positions, ce qui a eu pour effet d'amplifier le mouvement.

Le caractère concerté de l'action a aussi été un élément-clé de sa réussite. Au mois d'avril, la Banque du Japon avait, de façon isolée, dépensé en vain près de 20 milliards de dollars pour soutenir le yen. La présence de la Réserve fédérale aux côtés de l'institut d'émission nippon a fortement impressionné les marchés. A cet égard, les experts ont regretté que les Européens soient restés à l'écart de l'opération, ce qui en a diminué la portée psychologique. Evoquant l'absence européenne, un porte-parole du Trésor britannique a évoqué *« une initiative américano-japonaise qui, nous l'espérons, aboutira dans ses objectifs »*, tandis que le gouverneur de la Banque de France, Jean-Claude Trichet, a noté que *« le problème principal était, à ce stade, la relation dollar-yen »*. Enfin, l'action de mercredi a été appuyée par un message politique fort délivré simultanément, et au plus haut niveau, par le premier ministre japonais Ryutaro Hashimoto et le président Bill Clinton, lui conférant une grande solennité.

La remontée du yen a eu des conséquences en chaîne sur l'ensemble des marchés financiers internationaux. Face au dollar, le baht thaïlandais s'est inscrit en hausse de 7,8 %, jeudi, le ringgit malaisien de 6 % et le dollar de Singapour de 5,5 %. Les marchés d'emprunt d'Etat occidentaux, dans lesquels les gestionnaires avaient massivement investi pour se mettre à l'abri du regain de tensions financières en Asie, ont, pour leur part, fortement baissé : aux Etats-Unis, le rendement de l'obligation à 30 ans est remonté – les taux progressent quand le cours des emprunts se déprécie – de 5,58 % à 5,73 %. Enfin, les prix des matières premières et des métaux, comme par exemple le pétrole ou l'aluminium, se sont nettement appréciés.

La question qui se pose maintenant est de savoir quelle sera l'efficacité à long terme de l'intervention. La publication, dans les prochaines semaines, de statistiques indiquant une aggravation de la situation économique au Japon pourrait, par exemple, provoquer une rechute du yen que, cette fois, les instituts d'émission américain et japonais auraient davantage de mal à stopper.

MISE EN GARDE

Sommée de réagir par les constructeurs automobiles américains, la Maison Blanche s'est trouvée confrontée à une très forte pression extérieure, que celle-ci vienne des économistes ou des dirigeants politiques d'Asie. Jean-Michel Severino, responsable, à la Banque mondiale, de l'Asie du Sud-Est et de l'Océanie, avait ainsi mis en garde mardi contre les risques d'une dépression longue et pénible en Asie, elle-même prélude à un effondrement économique au niveau planétaire. Dans un entretien au magazine américain *Newsweek*, le ministre de Singapour Lee Kuan Yew a pour sa part dit redouter une dévaluation du yuan chinois en cas de poursuite de la chute du yen tandis que le vice-premier ministre malaisien Anouar Ibrahim accusait Tokyo *« d'atermoiements »* et demandait à Washington *« de prendre les choses en main »* comme lors de la crise mexicaine. Mais le facteur décisif est sans doute venu des déclarations du ministre chinois des finances, Xiang Huaicheng, selon lesquelles *« une croissance économique plus faible que les 8 % prévus en 1998 mettrait sous pression le yuan »*. Effrayés à l'idée que la chute du yuan entraîne l'Asie dans une nouvelle spirale dévaluationniste, redoutant une explosion de leur déficit commercial vis-à-vis de la Chine (passé de 3,5 milliards de dollars en avril 1997 à 4,3 milliards de dollars en avril 1998), les Etats-Unis ont dû céder à l'ultimatum lancé par Pékin.

Pierre-Antoine Delhommais

« L'euro parle allemand »

A l'occasion des festivités organisées pour le cinquantenaire de la naissance du deutschemark, le président de la Bundesbank, Hans Tietmeyer, a affirmé, vendredi 19 juin, que l'euro doit perpétuer *« la tradition de stabilité »* de la monnaie allemande s'il veut avoir la même réputation qu'elle.

Le président de la Banque centrale européenne (BCE), le Néerlandais Wim Duisenberg, s'est engagé à *« tout faire pour atteindre cet objectif »*, dans un discours prononcé en allemand – alors qu'il a l'habitude d'utiliser l'anglais lorsqu'il s'exprime publiquement –, un effort qui a été très apprécié par le ministre des finances Theo Waigel. *« L'euro parle allemand et cela nous fait particulièrement plaisir »*, a dit M. Waigel.

Marché international des capitaux : nouvel emprunt russe

DEUX NOUVEAUX EMPRUNTS ont particulièrement retenu l'attention ces derniers jours. Le plus grand, celui de 2,5 milliards de dollars contracté jeudi dernier par la Russie, a confirmé que ce pays continue d'avoir accès au marché international des capitaux, même pour de longues durées, en dépit de la crise financière qu'il traverse. La vie des obligations sera de dix ou de trente ans. Ce sera aux investisseurs d'en décider en 2008. Ils pourraient alors soit exiger le remboursement du capital soit maintenir leur engagement pour les vingt années suivantes.

La transaction russe était dirigée par deux banques, une allemande, Deutsche Bank, et une américaine, JP Morgan. Pour allécher les souscripteurs, Moscou n'a pas lésiné. Le rendement des obligations dépassait au départ de plus de 7,5 points de pourcentage celui des titres du Trésor américain de dix ans de durée. Le supplément est énorme, mais l'essentiel est que l'affaire se soit soldée par une réussite.

Dès lors, plusieurs autres candidats de l'Est ont retrouvé l'espoir de réaliser bientôt des plans, plus modestes, dont ils avaient différé l'exécution en raison des incertitudes de la conjoncture internationale, et notamment de celle liée à la Russie. Certains pays ont retenu l'écu pour libeller leur prochain emprunt, soucieux de donner une dimension politique, européenne, à leur opération financière.

C'est ainsi que la Lituanie s'apprête à lever 200 millions d'écus (qui deviendront euros) pour une durée de sept ans, sous la double direction de la Dresdner Bank et du Credit Suisse First Boston. Les conditions de son emprunt ne sont pas arrêtées mais, vu le prix payé par Moscou, la rémunération devrait être plus élevée que prévu. Il faudra sans doute offrir plus de 2 points de pourcentage de mieux que le rapport procuré par les obligations du Trésor français de même durée.

L'autre emprunt vedette de ces derniers jours est celui de 2 milliards de deutschemarks et d'une durée de dix ans lancé mercredi dernier par la société américaine Philip Morris. Il s'agit d'une des émissions internationales les plus accomplies de l'année. Son principal mérite a été de prouver que, de notre côté de l'Atlantique, les investisseurs apprécient pleinement la qualité des signatures et exigent des rendements différents en fonction de leur évaluation. Naguère, trop souvent, les entreprises pouvaient emprunter dans les principales monnaies européennes à des conditions très proches les unes des autres. Cela laissait planer le doute quant à la réalité de ces affaires, dont certaines étaient peut-être des crédits bancaires déguisés.

Philip Morris est une société difficile à évaluer dans la mesure où son activité dans le domaine du tabac la pénalise dans son pays d'origine. Les investisseurs américains se montrent très exigeants à son égard. Il lui a été possible de lever des fonds de façon très économique en Europe ces dernières années en s'adressant à des souscripteurs individuels, notamment en Suisse où ses autres activités, dans le domaine de l'alimentation, sont bien connues du grand public. Mais les emprunts proposés aux particuliers sont d'une taille limitée.

La somme étant considérable, elle ne pouvait être obtenue sans l'appui des investisseurs institutionnels. En outre, la forme de l'emprunt excluait toute participation américaine au moment de l'émission (contrairement à la récente transaction de Ford d'un même montant et d'une même durée). La société se soumettait donc pleinement au verdict des investisseurs de notre continent. Ceux-ci ont certes demandé beaucoup, mais moins que ne l'auraient fait les Américains. La société proposait au départ 0,90 point de pourcentage de mieux que les obligations du Trésor allemand. Le supplément correspondait bien aux attentes de nombreuses compagnies d'assurances, à des caisses de retraite et à des organismes de placement collectif.

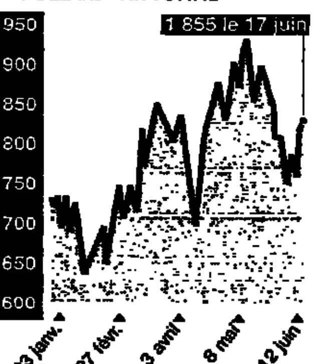
Par ailleurs, l'emprunt de Philip Morris avait ceci de particulier que la société voulait en fait des francs suisses à taux fixe. Elle les a obtenus en concluant des contrats d'échange avec ses deux banques, Credit Suisse First Boston et Deutsche Bank. Ce dernier établissement, qui avait besoin de deutschemarks, a lui-même emprunté 500 millions de francs suisses et a, en quelque sorte, permuté les deux emprunts, le sien et celui de son client. Le tout a laissé une forte impression. D'autres entreprises songent à suivre l'exemple de Philip Morris et à profiter des derniers mois d'indépendance qui restent au deutschemark.

Christophe Vetter

MATIÈRES PREMIÈRES

Petit rebond du cacao

COURS DU CACAO EN DOLLARS PAR TONNE



S'IL EST actuellement une matière première qui résume assez bien l'opposition entre les producteurs et les industriels, c'est le cacao. Pour le premier producteur mondial, la Côte-d'Ivoire, les beaux jours porteurs d'espérance sont un lointain souvenir. A la fin des années 70, puis vers 1984, l'envolée des prix avait fait croire aux Ivoiriens qu'ils étaient à l'abri des tempêtes, leur Caisse de stabilisation, en principe, veillant au grain. On n'avait pas prévu le vent de la mondialisation.

Privatisation à marche forcée des filières en Côte-d'Ivoire ou ailleurs sous l'impulsion des bailleurs de fonds internationaux, regroupements de sociétés, la physionomie du marché n'est plus la même, pas toujours pour le meilleur. Au Cameroun ou au Nigeria, anciens gros producteurs de cacao, la libéralisation a amené sur le marché une foule d'exportateurs peu regardants sur la qualité des fèves, ce que veut éviter le Ghana, qui lutte pour garder sa Caisse de commercialisation. De son côté, la Côte-d'Ivoire a multiplié les missions auprès de la Banque mondiale pour corriger les effets négatifs de la libéralisation dans cette région d'Afrique de l'Ouest, qui assure près de 70 % de la production mondiale de cacao.

En aval de la filière, Cargill, ADM, Barry Callebaut... procèdent à des rachats. En grossissant, ces négociants réduisent le nombre des participants sur le marché, lui faisant courir un risque réel de manipulation. Des industriels comme Mars ou Cadbury vont porter le fer dans la plaie en ayant gain de cause auprès de la Commission européenne sur la question de l'adjonction de 5 % de matières grasses végétales autres que le beurre de cacao dans la fabrication du chocolat. *« Faire du chocolat sans cacao, tout est possible »*, déplore un professionnel.

Sur le marché à terme de Londres, la fermeté de la livre sterling face au dollar a rendu la fève moins compétitive, mais les cours se maintiennent malgré tout en cette fin de mois autour de 1 090 livres la tonne pour le contrat de référence (septembre).

Carole Petit

L'économie japonaise au centre de toutes les préoccupations

TOKYO NIKKEI	NEW YORK DOW JONES	PARIS CAC 40	LONDRES FT 100	FRANCFORT DAX 30 IBIS
+ 1,64%	– 1,38%	– 0,58%	– 0,38%	+ 0,23%
15 267,98 points	8 712,87 points	4 027,32 points	5 748,10 points	5 644,21 points

LA SEMAINE a été particulièrement contrastée sur les places boursières au gré des craintes et des espoirs liés à la crise financière et économique en Asie. L'annonce de l'entrée en récession du Japon et le nouveau plongeon du yen ont d'abord fait lourdement trébucher l'ensemble des marchés d'actions. Lundi, les Bourses européennes avaient cédé entre 0,9 % et 2,5 %. En Asie, Hongkong, Séoul, Manille et Bangkok abandonnaient plus de 4 %.

La chute du yen s'était pourtant accompagnée d'une remontée du dollar et d'une poursuite de la baisse des taux à long terme, deux évolutions qui, en théorie, avantagent les sociétés exportatrices européennes et apportent un soutien aux valeurs du Vieux Continent. Mais ces éléments apparaissaient trop faibles pour compenser les incertitudes entourant les nombreuses entreprises européennes tributaires des marchés asiatiques et la crainte d'une extension de la crise à d'autres places. Puis mercredi, à la suite d'entretiens américano-japonais, les banques centrales des deux pays sont conjointement intervenues pour enrayer la dépréciation rapide du yen. Parallèlement, était annoncée la décision de réunir les suppléants des ministres des finances du G 7 samedi à Tokyo pour tenter de remettre de l'ordre dans l'économie du Japon et éviter ainsi une rechute de sa devise. Du coup, le rebond était général sur les marchés boursiers, avec des gains de l'ordre de 2 %. Passé l'euphorie, les places boursières se montraient plus prudentes en fin de semaine. *« Après la réaction technique très forte de mercredi, les opérateurs ont pris leur bénéfice, mais ils ont aussi pris conscience que, malgré l'intervention américaine, la situation reste incertaine car les problèmes de fond de l'économie japonaise n'ont pas été réglés »*, souligne l'économiste de la société de Bourse du Bouzet Arnaud Bardin.

D'un vendredi à l'autre, l'indice CAC 40 de la Bourse de Paris cède finalement 0,58 %, à 4 027,32 points, victime de la prudence des opérateurs vendredi (– 0,62 %) avant la réunion, samedi, du G 7 à Tokyo. Francfort, qui gagne 0,23 % sur la semaine, à 5 644,21 points pour le DAX 30 a perdu 0,80 % à la suite de la « journée des trois sorcières » (expiration trimestrielle des contrats à terme et expirations mensuelles des options sur actions et sur indices).

MENACES AU ROYAUME-UNI

Quelques mauvaises nouvelles, notamment au Royaume-Uni, ont aussi pesé sur les marchés. Car si les actions britanniques ont aussi bénéficié de l'accès d'optimisme qui s'est emparé mercredi des marchés après la spectaculaire remontée du yen, cela n'a pas empêché l'indice Footsie de terminer vendredi à 5 748,1 points, en baisse de 21,7 points, soit 0,38 % sur la semaine. L'éclaircie sur le front international a été gâchée par une semaine lourde de menace pour l'économie britannique, qui semble se diriger vers une situation qui combinera une forte inflation et un net ralentissement de la croissance. L'Office des statistiques nationales a annoncé, coup sur coup, la première hausse du chômage depuis plus de deux ans, une accélération de la hausse du salaire moyen alors que celle-ci était déjà considérée comme trop forte et une poussée aussi inattendue que spectaculaire des ventes de détail en mai. Du coup, les analystes estiment que la Banque d'Angleterre, pour contrer les tensions inflationnistes, pourrait très probablement relever ses taux début juillet alors que la hausse de juin avait été considérée par beaucoup comme la dernière. Certains commentateurs estiment que les taux à court terme britanniques, actuellement à 7,50 %, pourraient atteindre 8 % dans les prochains mois.

Wall Street a terminé la semaine comme elle l'avait débuté : inquiète de la situation économique du Japon. Vendredi 19 juin, l'indice Dow Jones a abandonné 1,14 %, à 8 712,87 points. Le recul sur la semaine s'élève à 1,38 %. Lundi, Wall Street avait abandonné 2,34 %, entraînée par la chute du yen vis-à-vis du dollar. L'intervention massive des banques centrales américaine et japonaise pour contrer cette dérive avait redonné, le mercredi 17 juin, un peu d'oxygène à la première Bourse mondiale. Ce jour-là, l'indice avait rebondi de 1,89 %. Mais, très vite, les opérateurs ont douté de la capacité du gouvernement japonais à mener les réformes promises.

De plus, l'imminence de la publication des résultats trimestriels des entreprises a rendu les opérateurs nerveux. Une révision à la baisse des estimations de bénéfice pour Disney a fait chuter l'action de 4,3 %. Inversement, une révision à la hausse a conduit au rebond de 3,8 % de l'action Microsoft.

Enfin, la Bourse de Tokyo a regagné un peu de terrain cette semaine. L'indice Nikkei 225 a gagné 245,65 points, soit 1,64 %, pour terminer la semaine à 15 267,98. *« Depuis la venue à Tokyo de Lawrence Summers* [secrétaire d'Etat adjoint au Trésor] *pour discuter des problèmes économiques, il y a un sentiment d'urgence que le gouvernement ne peut plus ignorer »*, a déclaré Yasuo Ueki, un analyste de Nikko Securities. *« Le gouvernement va finalement agir pour revitaliser l'économie, probablement en instaurant des réductions d'impôts permanentes et par des mesures contre les créances douteuses »*, a déclaré M. Ueki.

Eric Leser

DISPARITIONS

Carlos Castaneda

Anthropologue et sorcier

L'ÉCRIVAIN mystique et anthropologue Carlos Castaneda est mort à son domicile de Westwood en Californie le 27 avril, des suites d'un cancer du foie, à l'âge supposé de soixante-douze ans. Son corps a été incinéré et ses cendres dispersées au-dessus du désert mexicain, conformément à ses dernières volontés, mais son décès n'a été annoncé que vendredi 19 juin.

Cet anthropologue d'un genre nouveau, plus proche des maîtres à *penser New Age que de Lévi*-Strauss, s'était fait connaître aux Etats-Unis dans les années 70 avec son best-seller *L'Herbe du diable et la petite fumée* (d'abord traduit chez Gallimard, aujourd'hui disponible chez Bourgois et en « 10-18 »). Ce livre, qui devait agiter les milieux scientifiques et valoir à son auteur une célébrité mondiale, racontait la rencontre entre Castaneda, alors étudiant en anthropologie, et un sorcier indien de la tribu yaqui, Don Juan Matus. Selon Castaneda, ce maître lui aurait enseigné une doctrine chamanique permettant, par le recours à divers stupéfiants, d'accéder à une autre réalité.

Carlos Castaneda a toujours laissé planer le doute sur ses origines, se refusant à dévoiler des détails. Selon les sources, deux dates de naissance sont en concurrence : il serait né le jour de Noël, soit à Cajamarca (Pérou) en 1925, soit à Sao Paulo (Brésil), en 1931. Quoi qu'il en soit, Carlos Castaneda émigre aux Etats-Unis en 1951 et commence à faire parler de lui en 1966, avec la publication de son premier livre. Il obtient en 1973 un Ph. D. (l'équivalent américain du doctorat) d'anthropologie à l'université de Los Angeles (Californie). Le sujet de sa thèse recoupe étroitement celui de son livre, c'est-à-dire son initiation par Don Juan. Il publie dans les années qui suivent plusieurs autres ouvrages, puis disparaît et cherche à se faire oublier, évitant soigneusement toute photo et enregistrement de sa voix.

UNE ÉPOQUE PSYCHÉDÉLIQUE

Parmi la dizaine d'ouvrages qu'il a publiés (en France, tous chez Gallimard), on retiendra *Voir, les enseignements d'un sorcier Yaqui*, *Le Voyage à Ixtlan*, *Histoire de Pouvoir*, ou encore *Le Feu du dedans*, qui reprend la pensée d'Héraclite selon laquelle le monde est un brasier dont l'homme est un élément. Le dernier livre de la série consacrée à Don Juan Matus porte le titre évocateur, *La Force du silence*, qui anticipe, de façon prémonitoire, le silence de Castaneda et l'oubli dans lequel il tombe par la suite.

De toute évidence, la rigueur scientifique n'est pas le principal apanage de ces ouvrages qui, en revanche, flattent l'imagination. L'art du conteur est porté à son paroxysme par Castaneda, ce qui contribue à faire oublier le caractère parfois invraisemblable de ses théories. Adulé par les uns, décrié par les autres, Castaneda ne laisse pas indifférent. Son succès doit cependant être remis en perspective : il s'est développé à une époque, les années 70, où l'usage des drogues les plus variées était en plein essor, une époque psychédélique, baba cool, fascinée par le mystère *sous toutes ses formes*. En somme, et sans qu'il soit besoin de remonter aux *Paradis artificiels* de Baudelaire, Castaneda, qui a mis à la mode la consommation du peyotl, un cactus hallucinogène, ne fait que suivre l'exemple d'Henri Michaux qui, dès 1936, en explorait les effets. Au-delà des aspects anecdotiques de l'aventure de Castaneda, une question reste en suspens : a-t-on eu affaire à un scientifique de génie ou à un charlatan ? Son œuvre participe-t-elle de la mythologie ou de la mythomanie ? L'homme a emporté dans la tombe son secret. Reste une œuvre souvent déroutante, parfois suspecte, mais toujours ensorcelante.

Juliette de Dieuleveult

■ **ADEL OSSEIRANE**, ancien président du Parlement libanais, est mort à Saïda, jeudi 18 juin, à l'âge de quatre-vingt-treize ans. Membre d'une influente famille chiite du Liban-sud, diplômé de l'université américaine de Beyrouth, Adel Osseirane, ministre de l'économie et de l'approvisionnement du premier gouvernement formé en 1943 après l'indépendance, avait présidé le Parlement de 1953 à 1958, puis occupé plusieurs postes ministériels jusqu'en 1992. Adel Osseirane était, avec l'ancien premier ministre sunnite Saëb Salam, l'un des derniers politiciens libanais de la génération de l'indépendance encore en vie.

NOMINATION

LIGUE DE L'ENSEIGNEMENT

Roger Lesgards a été élu jeudi *18 juin président de la Ligue* de l'enseignement, en remplacement de Claude Julien, ancien directeur du *Monde diplomatique*, qui occupait ces fonctions depuis juillet 1990.

[Né le 3 décembre 1935 au Creusot (Saône-et-Loire), Roger Lesgards, licencié en droit, diplômé en économie politique et en sciences économiques, est ancien élève de l'ENA (1965-1967), il a été notamment détaché auprès du Centre national d'études spatiales (CNES) de 1973 à 1981. Membre des cabinets des ministre de la recherche et de l'industrie Jean-Pierre Chevènement (1981-1983) puis Laurent Fabius (1983-1984), il est en 1988 directeur de cabinet de Catherine Tasca, ministre déléguée chargée de la communication. Il devient président de l'Etablissement public de la Cité des sciences et de l'industrie (1988-1993). Depuis 1994, Roger Lesgards est directeur de la mission pour la réalisation de la Cité de l'espace de Toulouse. Il était vice-président de la Ligue de l'enseignement depuis 1995.]

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

M. Denis DORIA,
Mme Sophie HESSEL
sont heureux (et fiers) d'annoncer la naissance de

Julie,

le 2 juin 1998, à Paris.

Anniversaires de naissance

– A la fois comédien baroque, bouffon et chevalier galant, papa, tu remplis notre vie de soleil.
Nous t'aimons de tout notre cœur.
Joyeux anniversaire.

Alexandra, Sébastien et Véronique !

Mariages

M. Alain FAUGOUIN
et Mme Marie TREMBLAY,
M. Pascal PRIOUR,
sont heureux de faire part du mariage de leurs enfants,

Bérengère et Sébastien,

qui a eu lieu le samedi 20 juin 1998, à Meung-sur-Loire (Loiret).

Gabriel et Juliette ESSEVAZ-ROULET
François-Charles et Andrée WALLON,
Geneviève THIARD (†),
Jeanne BAUDIER,
veuve de Joseph BAUDIER,
Odette PALLAIS,
veuve de Robert PALLAIS,
leurs grands-parents,
Michel et Agnès ESSEVAZ-ROULET,
François et Pascale BAUDIER,
leurs parents,
ont le plaisir d'annoncer le mariage de

Gabriel et Mélanie,

qui aura lieu à Besançon, le 4 juillet 1998.

– Le beau temps arrive, l'an 2000, la reprise, l'euro... Bref tout arrive !

Julie, Oriane et Virgile
sont très contents d'annoncer le mariage de leurs maman et papa,

Patricia LYON et Martial SONTOT,

qui sera célébré ce samedi 20 juin, veille de l'été, au mont Saint-Odile.

Mme Nadia ZINAI-SCHNEIDER,
et M. Guillaume LELEU-MASSINI
dit Julien ORSET-DUSSART,
ont la joie d'annoncer à tous ceux qui leur sont chers leur mariage, qui sera célébré le samedi 27 juin 1998, à Paris-16e.

Guillaume et Nadia,
19, rue Boissière,
75116 Paris.

Décès

– Peter Cheung,
Jean, Michèle Bergstrasser
et leurs enfants,
annoncent le décès de

Roger BERGSTRASSER, dit Gilbert LAUZUN,

le 18 juin 1998, à Yerres (Essonne).

L'incinération aura lieu le mardi 23 juin, à 9 h 15, au crématorium du Père-Lachaise, à Paris.

5, place Violet,
75015 Paris.
8, rue Danton,
94270 Le Kremlin-Bicêtre.

– Genève. Bâle. Demi-Quartier. Strasbourg. Paris.

Maurice Besset,
son mari,
Florian et Susi Besset-Horowitz,
avec Gian, Sophie et Lisa,
Catherine et Bernard Chambel,
avec Marie Chevalier et Adrien,
Annie et Manfred Odendahl-Besset,
avec Manuel et Amélie,
ses enfants et petits-enfants,
Claude et Prune Santelli-Berge,
Annick et Daniel Morellet,
ses frères et sœurs,
avec leurs enfants et petits-enfants,
Pascale Morellet
et Emmanuel Poinsot,
ses filleuls,
ont la douleur de faire part de la mort de

Colette BESSET-SANTELLI,

survenue accidentellement le 16 juin 1998, à la Forclaz-d'Héreno (Valais), et expriment leur profonde reconnaissance à M. et Mme Michel Metrailler, de la Forclaz, ainsi qu'à M. le docteur de Preux, à MM. les aumôniers et à toute l'équipe de l'hôpital de Sion, qui ont donné à Colette pendant ses derniers moments un accompagnement inoubliable.

Les obsèques ont été célébrées dans l'intimité à Combloux.

– Titra Film
a la grande peine de faire part du décès de

Luc LEGAY,
directeur commercial,

et s'associe à la douleur de sa famille et de ses amis.

Titra Film Paris,
1, quai Gabriel-Péri,
94345 Joinville-le-Pont.

– Nieuil-l'Espoir (Vienne). Poitiers (Vienne).

Mme Yolande Madiot,
son épouse,
M. et Mme Olivier Madiot,
Mlle Muriel Madiot,
ses enfants,
Et toute la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Yves MADIOT,
doyen honoraire
de l'université de Poitiers,

survenu accidentellement à l'âge de cinquante-six ans.

La cérémonie religieuse aura lieu en l'église de Nieuil-l'Espoir, lundi 22 juin 1998, à 16 h 30.

Fleurs naturelles seulement.
Cet avis tient lieu de faire-part.

– Le président de l'université de Poitiers,
Le doyen de la faculté de droit,
Ses collègues,
Le personnel,
ont la tristesse de faire part du décès accidentel de

M. Yves MADIOT,
professeur agrégé de droit public,
doyen honoraire,
officier dans l'ordre
des Palmes académiques,
chevalier dans l'ordre national
du Mérite,
officier dans l'ordre
d'Orange-Nassau (Pays-Bas).

Les obsèques auront lieu le lundi 22 juin, à 16 h 30, en l'église de Nieuil-l'Espoir (Vienne).

– L'Organisation de résistance de l'armée (ORA)
a la douleur de faire part du décès de son président national,

Yves MALECOT,
commandeur de la Légion d'honneur,
croix de guerre 1939-1945,
médaille de la Résistance,

survenu à Paris, le 15 juin 1998.

Ses obsèques auront lieu dans l'intimité familiale le samedi 20 juin, à Hendaye (Pyrénées-Atlantiques).

Une messe commémorative sera célébrée à son intention en l'église *Saint-Louis des Invalides, le vendredi* 26 juin, à 18 heures.

(*Le Monde* du 19 juin.)

– La Société française de psychologie analytique
a la tristesse de faire part du décès de leur collègue et amie,

Micheline MARTIN,
psychanalyste,

survenu le 19 juin 1998.

Son souvenir demeurera.

– Le président,
Le conseil pédagogique,
Et les membres du groupe d'études C.G. Jung,
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Micheline MARTIN,
secrétaire général du groupe.

1, place de l'Ecole-Militaire,
75007 Paris.

– Le docteur Hervé Picard,
Les familles Cocusse, Rouveyre,
Parents et alliés
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Odette PICARD,
née COCUSSE,

survenu le 18 juin 1998.

Les obsèques religieuses seront célébrées le lundi 22 juin, à 10 heures, en l'église de Donzère (Drôme), suivies de l'inhumation au cimetière de Donzère.

Le présent avis tient lieu de faire-part.

15 *bis*, place Pignotte,
84000 Avignon.

– François Roux,
son mari,
Stéphane, Emmanuel,
Delphine,
ses enfants,
Maurice et Denise Roux,
ses beaux-parents,
Les familles Corre,
Margerin, Lejeune,
Lippstreu et Bremière,
ses sœurs, frères,
belles-sœurs, beaux-frères,
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du retour à Dieu de

Jacqueline ROUX-LEJEUNE,
chevalier de l'ordre national
du Mérite,

survenu le 17 juin 1998, dans sa soixante-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le lundi 22 juin, à 15 heures, en l'église *Saint-Eustache, Paris-1er*.

2 *bis*, rue du Bouloi,
75001 Paris.

– Gilles Sénémaud,
son époux,
Ses enfants et toute sa famille,
Le directeur et tout le personnel du Laboratoire de chimie physique (UMR 7614) de l'université Pierre-et-Marie-Curie,
Le département des sciences chimiques du CNRS,
ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Christiane SÉNÉMAUD,
docteur ès sciences,
directeur de recherche au CNRS,

survenu le 17 juin 1998.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 23 juin, à 9 heures, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, Paris-5e.

Anniversaires de décès

Nandor CHESNEY

nous a quittés dans la nuit du 21 au 22 juin 1988.

« Tes yeux sont de marbre, mais ton regard nous suit toujours. »

Bruno COURTY

nous quittait il y a un an. Il nous manque toujours autant.

– Il y a dix ans,

Francisque JOUBERT

nous quittait.

Que ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent.

« Le Juste est assis à la droite du Seigneur. »

– Il y a vingt ans, le 20 juin 1978,

Roger PLATIEL

disparaissait à l'âge de quarante-quatre ans.

Que ceux qui l'ont aimé se souviennent.

Diplômes

– Paris-I-Panthéon-Sorbonne. Centre d'enseignement Rachi DUEJ (diplôme universitaire d'études sur le judaïsme).
Enseignement pluridisciplinaire en études juives et sciences humaines.
Inscription avant le 10 juillet en téléphonant au 01-42-17-10-74, de 10 heures à 12 heures.

Expositions

– Le Mémorial du Martyr juif inconnu et le Centre de documentation juive contemporaine vous invitent à l'inauguration de l'exposition : « Les départs clandestins de France vers la Palestine (1945-1948) » **le jeudi 25 juin 1998, à** 18 heures, en présence de Son Excellence Avi Pazner, ambassadeur d'Israël en France, M. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à la santé, Mémorial-CDJC, 17, rue Geoffroy-l'Asnier, Paris-4e. Cette exposition sera présentée jusqu'au 1er novembre 1998.

Rencontres

– Initiative citoyens en Europe organise une rencontre « L'Algérie 1988-1998, par-delà la terreur » au Théâtre de la Colline, 15, rue Malte-Brun, Paris-20e, le lundi 22 juin à 20 heures.
Cette rencontre s'inscrit dans la continuité de colloques précédents concernant l'ex-Yougoslavie, le Tribunal pénal international de La Haye et le Front national.

Colloques

– Le groupe de recherche Droit du patrimoine culturel et naturel organise un colloque, le jeudi 25 juin, à l'ENS, Paris-5e : **« Le rôle de la fondation et du trust dans la gestion du patrimoine culturel et naturel »**. Thèmes : les fondations en droit français ; fondation et trust en droit comparé. Inscriptions obligatoires au CNRS : 01-49-60-41-91.

Communications diverses

COMMUNIQUÉ

Un voyage d'études en Allemagne pour suivre la campagne électorale proposé à de jeunes Français. Le 27 septembre prochain, les Allemands éliront leurs députés à la Diète fédérale et désigneront ainsi, de fait, le chancelier, chef du gouvernement. De jeunes Français, intéressés par la vie politique allemande et ayant entre 18 et 27 ans, ont la possibilité, du 21 au 28 septembre, de participer *en observateurs* à la dernière phase de la campagne électorale. Ils pourront rencontrer des candidats, assister à des meetings des différents partis, effectuer des visites au siège des formations politiques, s'entretenir avec des journalistes, politologues, représentants syndicaux et patronaux, et vivre en compagnie de jeunes Allemands la soirée des résultats. Ce voyage, proposé par le BILD (Bureau international de liaison et de documentation), association pour la coopération franco-allemande, est réalisé avec le soutien de l'Office franco-allemand pour la jeunesse.
Renseignements : BILD,
50, rue de Laborde,
75008 Paris.
Tél. : 01-43-87-90-46 - 01-42-93-50-94.

CARNET DU MONDE
Fax : 01-42-17-21-36
Téléphone :
01-42-17-39-80
01-42-17-38-42
01-42-17-29-96

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

هكذا من الأصل

VOILE Sur la côte ouest de l'Ecosse, le port de Fairlie accueille le premier rassemblement de bateaux de plaisance dessinés par l'architecte naval William Fife III. Comme l'explique l'historien anglais William Collier, *« Fife avait dessiné quelque 800 voiliers entre 1882 et 1944 »*, mais bien peu ont survécu. Ils sont treize a participer jusqu'au 25 juin sur les eaux de la Clyde à cet hommage à leur créateur. ● PEN-DUICK, le cotre d'Eric Tabarly, est au rendez-vous. Des amis du navigateur disparu en mer samedi 13 juin ont poursuivi le voyage qu'il avait entamé. ● PENDANT ce temps, dans la rade de Brest, des milliers de personnes se préparent à assister, sur mer et sur terre, aux cérémonies organisées à la mémoire du skipper de légende. Vers 12 h 30, dimanche 21 juin, le président de la République et Jacqueline, la veuve d'Eric Tabarly, devaient jeter à l'eau une couronne commémorative. (Lire aussi pages 10 et 11.)

L'ombre d'Eric Tabarly plane sur la Fife Regatta

Dans l'estuaire de la Clyde en Ecosse, berceau du yachting, treize voiliers imaginés par l'architecte naval William Fife III au siècle dernier viennent régater, parmi eux « Pen-Duick », drapeau tricolore en berne

FAIRLIE (Ecosse)
de notre envoyé spécial

En se chargeant de lourds nuages au fil des heures, le ciel avait jeté un voile gris sur les eaux de l'estuaire de la Clyde, jeudi 18 juin, pour l'arrivée de *Pen-Duick*. Précédée des deux immenses coques blanches de *Quentru*, un ketch à la voilure aurique de 25,60 mètres construit en 1923 et devenu, de 1924 à 1936, le yacht de croisière de Charles Livingstone, et de *Moonbeam III*, l'élégant cotre aurique de 24,69 mètres mis en chantier vingt ans plus tôt, la « mésange à tête noire » d'Eric Tabarly, drapeau tricolore en berne, était d'abord restée à l'écart. Le navire avait mouillé son ancre dans l'estuaire, à quelques encablures de la marina de Largs.

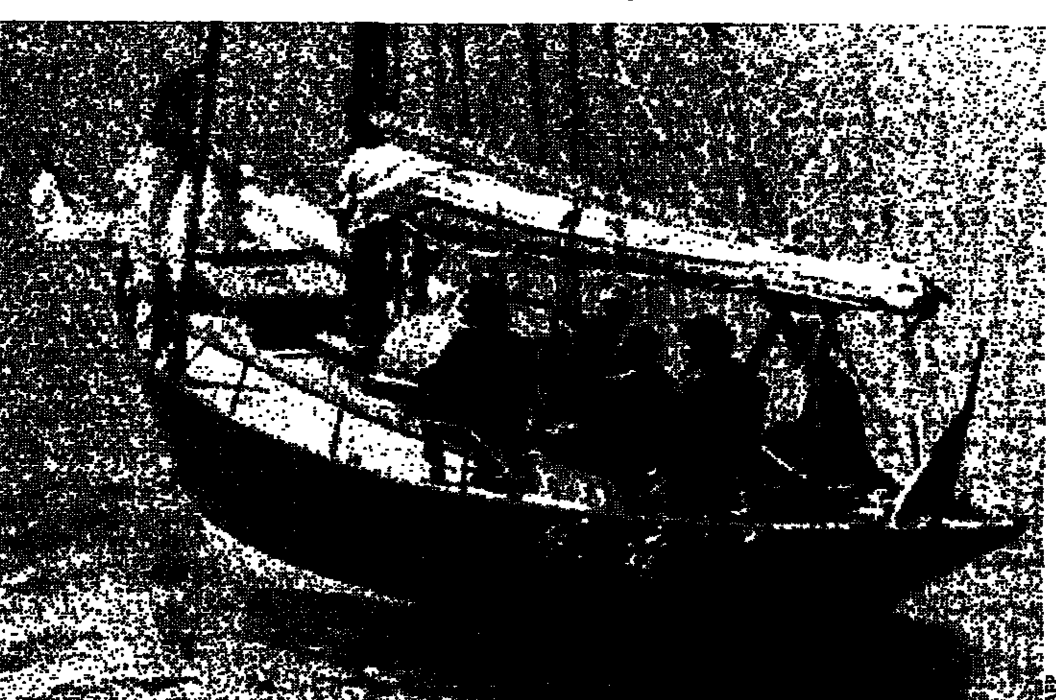
Respectant les consignes de silence vis-à-vis des médias souhaité par Jacqueline Tabarly, l'épouse du navigateur disparu, Jérôme Boyer, le fidèle marin de *Pen-Duick*, Alastair Houston, le peintre de marine organisateur de ce premier grand rassemblement sur leur lieu de naissance de voiliers construits par William Fife III, Laurent, Titou et Peter, les équipiers qui venaient de convoyer le cotre aurique depuis Milford Haven (pays de Galles), sont longtemps restés assis à l'arrière du pont avant d'aller à terre se mêler aux autres équipages. Vendredi, Mme Tabarly et sa fille, Marie, sont venues passer quelques heures dans le carré de *Pen-Duick*, avant de regagner la France en soirée.

Féru d'histoire maritime et amoureux des grands gréements, Eric Tabarly se faisait une joie de participer à cette première Fife Regatta (du samedi 19 au jeudi 25 juin) dans ce berceau des voiles, quelques jours après avoir lui-même fêté, à Bénodet, les cent ans de son *Pen-Duick* (*Le Monde* du 31 mai). Du chantier créé en 1790 à Fairlie par William Fife, vendu à la mort de son petit-fils, en 1944, et définitivement fermé au milieu des années 60 avant de faire place à un programme immobilier, ne subsistent plus, aujourd'hui, que quelques traces d'une cale de halage, visible à marée basse et, sur le clocher du village, la girouette du *Latifa*, le dernier croiseur océanique conçu, à soixante-dix-huit ans, par le plus célèbre des architectes de cette dynastie.

ESTHÉTIQUE ET PERFORMANCE

Comme des saumons remontant, sur leurs vieux jours, la rivière où ils sont nés, treize des huit cents unités dessinées par William Fife III sont venues à Fairlie porter témoignage de cet âge d'or du yachting et du génie de l'ancien maître des lieux. William Fife III, qui avait conçu *Cymba*, *Fiona* ou *Bloodhound*, quelques-uns des plus célèbres voiliers de course de la deuxième moitié du XIXe siècle, avait été émerveillé par les premières carènes dessinées par son fils dès les années 1890 : *« Je croyais connaître les formes qu'il faut donner aux bateaux, mais, après avoir vu ça, je me pose des questions ! »*

Carènes fines aux merveilleux élancements, surtoilées avec leurs gréements auriques qui, gonflés par la brise, ressemblent à des cumulus amassés sur les ponts, les plans Fife témoignent, au-delà des évolutions de jauge, d'un souci constant de recherche de l'harmonie et du plus parfait équilibre entre esthétique et performance. Oubliant leur âge, les gémissements de leur coque et les craquements de leurs mâts, ces plans Fife ont retrouvé ce plan d'eau encore bordé des résidences secondaires à l'architecture victorienne, témoignage de la richesse de la bourgeoisie de Glasgow à l'époque où l'estuaire de la Clyde était sillonné par les clippers ramenant le thé d'Extrême-Orient ou le tabac des Amériques.


« Pen-Duik » dans le port de Fairlie

AFP

Cette richesse, également engendrée par le fer et le charbon, et sa propre renommée ont permis à William Fife III de dessiner une cinquantaine de voiliers par an à la fin du XIXe siècle, dont une vingtaine seulement pouvaient être construits aux chantiers de Fairlie, d'où ils sortaient avec la griffe du maître : le célèbre dragon d'or peint sur l'étrave. *Pen-Duick*, l'ex-*Yum*, commandé en 1898 par son premier propriétaire irlandais et construit à Cork, n'arbore donc pas le dragon d'or. Mais c'était aussi le cas des plus célèbres des plans Fife, les grands « classe J » *Shamrock*, financés par Sir Thomas Lipton pour sa vaine conquête de la Coupe de l'America.

Des treize plans Fife présents pour cette première rencontre, beaucoup auraient même pu disparaître, s'ils n'avaient été sauvés, au début des années 80, par le regain d'intérêt de quelques richissimes passionnés pour ces véritables oeuvres d'art. Ainsi, le Suisse Albert Obrist, qui possédait peut-être la plus belle collection de Ferrari, aujourd'hui revendue aux Etats-Unis, s'est aussi pris de passion pour ces bateaux, au point de créer, en 1989, un chantier naval spécialisé, Fairlie Restorations, installé près de Southampton.

Depuis 1991, le chantier a pu acquérir les archives de William Fife III, quelque 12 000 plans et documents patiemment reconstitués par William Collier, un jeune docteur en histoire de l'architecture navale appliquée aux yachts. Ce dernier parcourt désormais le monde à la recherche de plans Fife à restaurer. *Tuiga*, un 15 mètres JI (22,50 mètres) construit en 1909 pour un noble espagnol afin de régater contre *Hispania*, le voilier royal, a ainsi été retrouvé en piteux état à Chypre en 1989. Restauré et remis à l'eau en 1993, il est devenu le navire amiral du yacht-club de Monaco. D'autres lui ont succédé : *Fulmar*, un 8 mètres JI de 1930 retrouvé à l'abandon au Canada (1994), *Quentra* (1995) et *Madrigal* (1997), présents à la Fife Regatta.

Après *Belle-Aventure* et *Lady-Ann*, qui devraient bientôt sortir du chantier, Fairlie Restorations va s'attaquer à *Hispania*. L'épave du 15 mètres JI royal, entreposée dans une vasière où elle servait d'habitation, a été rachetée 1 million de francs. Mais sa restauration, financée par un groupe d'hommes d'affaires espagnols avec la bénédiction de Juan Carlos, devrait dépasser 1 million de livres sterling (près de 10 millions de francs). Quatre-vingt-dix ans plus tard, *Hispania* pourrait, à ce prix, retrouver *Tuiga*, son *sister-ship* (bateau jumeau), pour de nouvelles régates royales sous le signe du dragon d'or, sorti de l'estuaire de la Clyde au siècle dernier.

Gérard Albouy

★ Les éditions Gallimard viennent de publier *William Fife, l'architecte qui construisait les plus beaux voiliers*, un album de photos de Franco Pace, préfacé par Eric Tabarly, 160 p. quadri, 348 F.

Un gréement à l'ancienne

Le cotre d'Eric Tabarly possède une voilure ancienne qui surprend de nos jours. *Pen-Duick* a été concu avec un gréement aurique, classique au XIXe siècle. Ce qui signifie que le trapèze de la grand-voile est surmonté d'une autre voile, plus petite et très élancée, appelée la flèche. Ce navire comporte aussi trois voiles d'avant, les focs, dont les points d'armure peuvent se situer sur le bout-dehors. Le gréement marconi, mis au point par l'inventeur de la télégraphie sans fil, s'est imposé dans les années 20 avec des grands-voiles triangulaires, plus efficaces pour remonter contre le vent.

TROIS QUESTIONS À...
WILLIAM COLLIER

1 **Docteur en histoire de l'architecture navale appliquée aux yachts à l'université de Liverpool, *vous êtes chargé, aux chantiers* Fairlie Restorations, de la conservation des archives et des plans des bateaux dessinés par *les* William Fife. *Combien de plans Fife* naviguent encore ?**

– William Fife avait dessiné quelque 800 voiliers entre 1882 et 1944 ; près de 200 ont survécu à la deuxième guerre mondiale, mais beaucoup ont disparu dans les années 60, où les bateaux en bois étaient démodés. Certains en ont acheté pour aller vivre leur rêve hippy aux Antilles, où ils ont fini, faute d'entretien. Une centaine doivent subsister, mais moins d'une cinquantaine sont en état de naviguer, en particulier grâce à l'oeuvre de restauration qui a été entreprise dans les années 80.

2 **Qu'est-ce qui caractérisait un plan Fife par rapport aux autres voiliers dessinés à la même époque ?**

– D'abord l'harmonie esthétique, avec un souci de la performance. William Fife n'a jamais tout sacrifié à la vitesse, comme son rival anglais Charles E. Nicholson, qui a pris le dessus en compétition dans les grandes classes après la première guerre. Nicholson a conçu des voiliers pour une seule saison de course. William Fife a toujours veillé à la perfection de la construction dans son chantier de Fairlie, et, si une unité était construite ailleurs, il envoyait plusieurs fois ses contremaîtres pour vérifier que ses directives étaient bien respectées. C'est pour ça qu'il y a encore autant de plans Fife aujourd'hui.

3 **Comment situez-vous *Pen-Duick* dans la lignée des plans Fife ?**

– Il a été construit en 1898, et c'est l'un des très rares survivants de cette époque. *Bien sûr, Eric lui a refait une coque en polyester et a modifié le plan de voilure, un certain aménagement intérieur.* Ces modifications empêchent son classement comme monument historique, mais il reste d'une élégance rare. Il ne faut pas oublier qu'Eric l'a sauvé dans les années 50, soit trente ans avant les restaurations à l'identique que l'on fait aujourd'hui. Eric a pratiquement navigué sur tous les plans Fife que l'on voit dans les rassemblements de vieux gréements. Son action a toujours inspiré le respect dans ce milieu.

Propos recueillis par Gérard Albouy

Brest prépare l'hommage silencieux

BREST
de notre correspondant

L'hommage prévu dimanche 21 juin en rade de Brest à Eric Tabarly se prépare sans tapage, respectant ainsi le souhait de son épouse, Jacqueline, qui a demandé recueillement et silence. La cérémonie officielle de dimanche, voulue par la Marine nationale pour l'un des siens, à l'Ecole navale de Lanvéoc Poulmic sur la presqu'île de Crozon, à 6 milles nautiques (11 kilomètres environ) de Brest devait débuter à 11 heures.

Eric Tabarly, qui a d'abord été pilote d'aéronavale, était issu de la promotion 1958. Une messe, ouverte au public, devait être célébrée par Mgr Dubost, évêque aux armées, sur l'esplanade de l'Ecole, qui peut accueillir plusieurs milliers de personnes. Mille trois cents chaises ont été prévues, les élèves de l'Ecole restant, de façon symbolique, debout.

A l'issue de la célébration, la famille du navigateur et le président de la République, Jacques Chirac, devait rejoindre la frégate militaire *De Grasse*, mouillée à un peu plus d'un mille nautique devant l'Ecole. A leurs côtés, Alain Richard, ministre de la défense, Marie-George Buffet, ministre de la jeunesse et des sports, Michelle Demessine, secrétaire d'Etat au tourisme, ainsi que Louis Le Pensec, ministre de l'agriculture, et Marylise Lebranchu, secrétaire d'Etat aux PME, au commerce et à l'artisanat, deux élus du Finistère.

DES CENTAINES DE VOILIERS

La cérémonie militaire, signalée par le son prolongé des sirènes de la frégate, ne devait pas durer plus de dix minutes. Après une brève allocution du chef d'état-major de la marine, Jean-Charles Lefebvre, la sonnerie aux morts et une minute de silence, Jacques Chirac et Jacqueline Tabarly, assistés par deux élèves de l'Ecole, lanceront sur babord une couronne à la mer. Sur les fleurs une simple banderole : *« Au capitaine de vaisseau Eric Tabarly. »*

Cinq coups de canon devaient être tirés, l'hommage à son grade. Alentour, des centaines de voiliers ont prévu d'accompagner librement la cérémonie. *« On a voulu que tous ceux qui aiment la mer puissent participer »*, explique Olivier de Kersauson, ancien coéquipier du navigateur, qui s'est chargé de la dimension civile de ce salut. Un seul souhait : *« Que l'on ait une vraie minute de silence. La qualité de l'hommage se mesurera au comportement maritime. »*

A terre aussi, le grand rassemblement se prépare sans emphase. Pas d'organisations collectives, mais chacun a réussi à trouver un embarquement parmis ses relations. Et l'office du tourisme reçoit de nombreux appels de particuliers qui veulent se rendre dans le port breton ou plus simplement souhaitent envoyer des fleurs. Une compagnie maritime, la Finist'Mer, a de son côté proposé des embarquements gratuits à bord d'un catamaran de cent quatre-vingt-dix places, qui a très vite affiché complet.

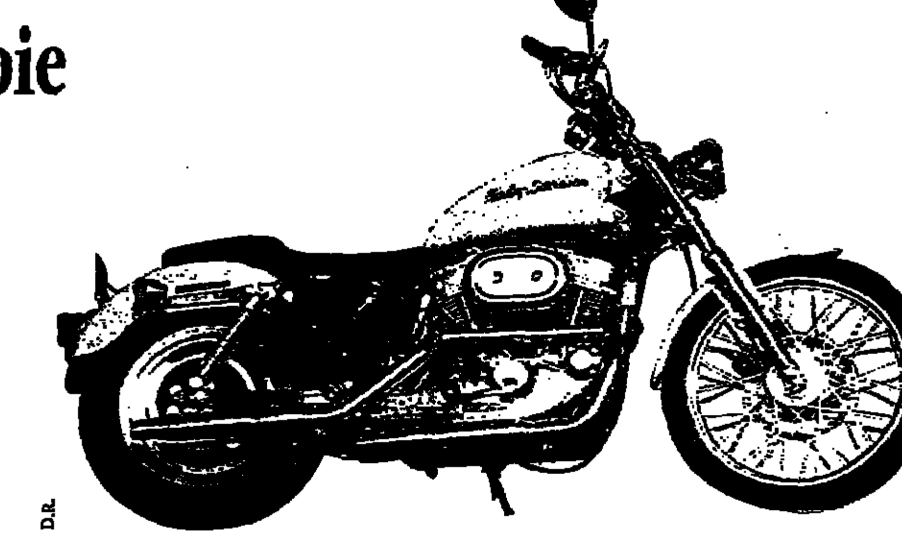
Philippe Poupon, Titouan Lamazou, Paul Vatine, Bertrand de Broc, Alain Gautier, comptent parmi les navigateurs attendus, mais sans battage. Pour Loïk Peyron, *« il n'est pas question de nous rendre à Brest avec nos bateaux sponsorisés »*. Le *Pen-Duick II*, aujourd'hui navire de l'Ecole nationale de voile à Quiberon, fait aussi route sur Brest depuis Lisbonne, alors que le quatrième du nom devait arriver de Cancale. Ce grand monocoque, le premier en aluminium lesté avec de l'uranium appauvri, avait d'ailleurs été fabriqué en six mois à l'arsenal de Brest, en 1973.

A l'époque, le directeur de l'établissement, au moment de ses voeux annuels, avait déclaré, ce qui n'était pas très académique : *« Nous avons deux priorités, le* Pen-Duick VI *et les sous-marins nucléaires. »* Pour Xavier Joubert, en charge alors de cette construction, Brest doit beaucoup à Eric Tabarly dans l'essor de la plaisance. *« L'hommage ici, c'est bien. Brest est quand même le symbole de la haute mer. »*

Vincent Durupt

Harley-Davidson sur la voie de la démocratisation

La Custom 53 est la moins élitiste des motos originaires de Milwaukee



D.R.

MARQUE la plus exotique et la plus élitiste du monde motocycliste, Harley-Davidson est aussi la plus connue, celle qui jouit de la plus grande notoriété. En quelques années, son esthétique de « custom » a été mise à toutes les sauces, qu'il s'agisse de vendre une grosse machine urbaine et chic aux motards confirmés ou une petite 125 cc aux néophytes, ravis d'enfourcher un deux-roues dont la position de conduite et les chromes évoquent la légende américaine. Nippons voire germaniques, on ne compte plus les clones de Harley-Davidson.

Après avoir failli disparaitre corps et biens dans les années 80, la société fondée il y a quatre-vingt-quinze ans à Milwaukee (Wisconsin) par William Harley et les trois frères Davidson a récolté les fruits d'un retour en grâce qui tient sans doute au vieillissement de la clientèle et à l'émergence d'une conception moins agressive et plus nostalgique de la moto. Aux Etats-Unis, les gros V-twin sont de nouveau dominants et on les apprécie également au Japon comme en Allemagne. En France, malgré l'explosion des ventes de motos de plus de de 750 cc, il ne se vend pas plus de 2 000 Harley-Davidson par an. Une misère.

La Harley, si elle fait rêver, est aussi perçue comme une moto à la fois distante et trop extravertie. Une image qu'entretiennent les rassemblements du HOG (Harley-Davidson Owners Group), qui regroupe les inconditionnels de la marque et les clichés, parfois sulfureux, qui collent au blouson de cuir des *bikers* purs et durs. Harley-Davidson avait besoin de prendre quelque distance avec son mythe. La nouvelle Custom 53 y contribue assez intelligemment.

Plus aguichante que les traditionnels Sporsters, la Custom 53 est proposée à un prix (47 900 francs) presque trois fois inférieur à la machine la plus chère de la gamme et deux fois moins élevé que la moyenne des modèles Harley-Davidson achetés en France. Elle s'efforce ainsi de « démocratiser » la marque américaine sans pour autant banaliser des machines atypiques dont l'attrait repose sur l'aura qui les entoure et les sensations de conduite si particulières qu'elles procurent. L'esprit Harley résidant dans la simplicité et l'authenticité bien plus que dans les fioritures qui font son folklore, proposer une nouvelle version dépouillée n'était pas très compliqué. D'ailleurs, Harley est une marque qui prend ouvertement ses distances avec ce qui pourrait ressembler à une course à la technologie. Pour ces motos, le rendement mécanique est un non-sens, l'archaïsme un argument de vente.

UN BEL OBJET

Le moteur de la C 53 (pour sa cylindrée de 53 cubic-inches, autrement-dit, 883 cc) ne délivre que 47 chevaux, une puissance ridicule au regard des machines japonaises de même cylindrée. On peut, bien sûr, le pousser dans les tours, mais cela n'a rien de très excitant. L'inertie de la machine et la nature assez indolente de la partie cycle ne s'accordent pas avec un pilotage heurté. Caractéristique fondamentale de l'espèce, le centre de gravité de la Custom 53 est très bas, ce qui lui confère une stabilité appréciable en ville, où l'on finit par oublier ses 230 kilos et par s'habituer à son manque de maniabilité, imputable notamment à un rayon de braquage excessif. La position de conduite, assez droite, tranche avec la posture traditionnelle des *bikers*. Elle est plus naturelle, plus reposante.

A peine a-t-on pressé le bouton du démarreur avec le pouce droit que le bicylindre en V (incliné à 45 degrés) s'éveille. Le son est rond et plein, même s'il est loin d'être aussi caverneux et gras que les borborygmes d'un Softail Fat Boy ou d'une Electra Glide. Chaque passage de vitesse s'accompagne d'un « klonk » retentissant, signe de bonne santé chez ces motos qui remontent en régime sans qu'il soit nécessaire de changer de rapport tout en gratifiant le pilote de ces fameuses vibrations célébrées par Serge Gainsbourg.

Si l'oreille est satisfaite, l'œil est comblé. L'avalanche de chromes évite le mauvais goût – ce n'est pas le cas sur toutes les Harley... – pour mettre en exergue des éléments fonctionnels : le guidon, le filtre à air à l'ovale volontairement obsolète, les rétroviseurs, les deux pots d'échappement et, surtout, ce joli petit phare en figure de proue. Du réservoir en goutte d'eau aux poignées du guidon, la C 53 est agréable à regarder (surtout en livrée jaune citron) et sa qualité de finition presque irréprochable. Un bel objet, que l'on à plaisir à contempler, avec sa grosse roue arrière pleine et sa petite roue avant à rayons. Cette Harley n'est en revanche pas très confortable. La selle est dure et peu accueillante pour un passager, alors que les suspensions ne sont guère compatissantes dès que l'on s'aventure sur un mauvais revêtement. Ne parlons pas de l'antivol de direction, antédiluvien et peu pratique.

Côté freinage, on apprécierait davantage de tranchant. Mais cela n'est pas très grave tant cette moto anti-stress ne donne pas envie de se presser. En ville comme sur route, le plaisir n'est pas dans la vitesse. Le nez au vent, au guidon d'une Harley-Davidson, tout pousse à la décontraction. Alors, autant se laisser faire.

Jean-Michel Normand

★ **Harley-Davidson Custom 53, 47 900 francs.**



Des amateurs plutôt aisés

Les acheteurs français de Harley-Davidson sont presque exclusivement des hommes (94 %) aux revenus assez confortables (près de 200 000 francs annuels en moyenne), dont un tiers ont fait des études supérieures. Selon Harley-Davidson France, leur âge moyen est de 36 ans mais plus de la moitié se situent dans la tranche des 30-45 ans. Ils parcourent en moyenne 8 000 kilomètres par an.

Les fidèles de la marque qui ont déjà acheté plusieurs modèles représentent à peine 20 % de la clientèle. Ils peuvent se retrouver au sein du HOG (Harley-Davidson Owners Club), qui compte en France quelque 4 000 membres et organise régulièrement des manifestations. Les rassemblements européens auront lieu cet été en Autriche et en Grèce. *Le 13 juin, des milliers de bikers américains ont déjà* célébré les 95 ans de la firme dans son berceau de Milwaukee (Wisconsin).

La Suzuki Marauder, une 125 cc habillée en « gros cube »

SA CORPULENCE, sa selle et son réservoir généreux, ses larges garde-boue et ses pneus surdimensionnés donnent à la Marauder l'allure d'une machine de moyenne cylindrée. Mais il ne faut pas se fier aux apparences. Cette Suzuki est une modeste 125 cc, répondant aux normes de puissance imposées par la réglementation qui, désormais, la met à la portée d'un pilote titulaire depuis au moins deux ans du permis automobile. Bref, c'est une machine tranquille, dont le monocylindre passablement assagi ne délivre pas plus de 15 petits chevaux. Mais voilà, les néo-motards apparus depuis la réforme du permis-moto ne se satisfont pas de l'esthétique vieillotte des 125 d'antan. Il a *donc fallu mettre ces vieilles* gloires au goût du jour, les farder pour en faire de « vraies » motos, avec cette touche de nostalgie teintée de rêve américain qu'apprécient tant les 30-50 ans.

Dérivée de l'antique GN 125 dont elle conserve le moteur 4-temps et l'essentiel de la partie cycle, la Marauder n'en laisse donc rien paraître. Elle est longue (1,40 mètre) et basse (68 centimètres de hauteur de selle) avec, comme il se doit, la morphologie d'un *custom*. Les bras écartés sur le guidon, les pieds en avant et les cuisses bien calées sur le réservoir dont chaque joue reçoit un écusson chromé du plus bel effet, on se croirait paré pour partir en « *cruise* » sur la Route 66.

UNE REMARQUABLE STABILITÉ

L'illusion s'estompe sérieusement lorsque l'on perçoit le bruit de moulin à café que produit l'unique cylindre et s'évanouit définitivement dès la première côte. Les reprises, anémiques, n'ont pas de quoi décrocher la mâchoire et le surcroît de poids imposé par l'habillage de la Marauder se fait sentir. Réglementation oblige, la concurrence fait rarement mieux.

Pour un trajet domicile-travail *quotidien*, ces modestes performances sont bien suffisantes. L'essentiel, en effet, est que la petite Suzuki fasse preuve d'une remarquable stabilité, notamment en virage, avec ses gros pneus, sa bonne répartition des masses, et son guidon que l'on tient bien en main. Un peu trop léger sur l'arrière, le freinage est malgré tout satisfaisant, et l'on accordera une mention spéciale à la suspension, pour son parfait confort. La Marauder est commercialisée au prix de 19 900 francs. « *Un rapport qualité-frime imbattable* », selon Suzuki. C'est tout dire.

J.-M. N.

DÉPÊCHES

■ **RÉTRO.** Le Grand Prix de l'Âge d'Or, qui chaque année met en scène des véhicules historiques de compétition, aura lieu les samedi 20 et dimanche 21 juin sur l'autodrome de Linas-Montlhéry, à trente kilomètres au sud de Paris. Plus de deux mille voitures de plus de vingt ans seront présentes. Entrée ; 100 francs le samedi, 130 francs le dimanche.

■ **ENCHÈRES.** Une vente aux enchères publiques de voitures de collection est organisée jeudi 22 juin à 19 h 30 au Palais des congrès de Paris, porte Maillot, sous l'égide de l'étude Poulain-Le Fur. Sont notamment mis en vente des cabriolets Bugatti (1932) et Delahaye (1949), plusieurs Aston Martin et Ferrari.

■ **VENTE.** Une Aston Martin DB4GT Zagato a été vendue pour 1,09 million de dollars (six millions de francs environ) le 12 juin à Londres lors d'une vente annuelle aux enchères organisée par Brooks. Cette voiture, dont il n'existe que 19 exemplaires, a été achetée par un diplomate américain basé à Paris.

■ **BATEAUX.** Un rassemblement international consacré aux hydroplanes et bateaux anciens est prévu du 3 au 5 juillet à Biscarrosse, dans les Landes. Une soixantaine de bateaux et d'hydravions construits avant 1965 évolueront sur le lac de la station balnéaire.

■ **SÉCURITÉ.** *Après deux mois de forte hausse, le nombre de tués sur* les routes a diminué de 5,8 % en mars, malgré une évolution inquiétante de l'insécurité routière la nuit et en milieu urbain. En cumul, le nombre de tués sur les douze derniers mois (8 195 morts) est en hausse de 3,7 %.

■ **AUTOROUTE.** La section Dole-Bourg-en-Bresse (110 kilomètres) de l'autoroute A. 39, désormais ouverte à la circulation, offre une alternative à l'A. 6 entre Paris et Lyon, via l'A. 65 et l'A. 31. Un observatoire a *été chargé d'évaluer les effets* sur l'environnement et l'économie régionale de cette autoroute dont le coût global est de 4,9 milliards de francs.

■ **MOTO.** Honda lance cet été la *CityFly*, une nouvelle 125 cc « *pour la ville et les chemins* », dotée d'un moteur 4-temps. Cette petite moto polyvalente, fabriquée en Espagne, sera commercialisée à partir de fin juillet aux environs de 23 000 francs.

Les orages arrivent par le nord-ouest

DIMANCHE, les hautes pressions à 1025 hpa vont se décaler vers l'est et laisser rentrer une perturbation atlantique. Celle-ci se caractérisera par une activité orageuse sur le nord-ouest du pays qui s'étendra en soirée jusqu'à la Gironde et le Nord-Picardie. Les températures seront encore caniculaires sur l'est de la France.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. – Un ciel couvert accompagné d'averses ou d'orages traversera ces régions. Des éclaircies reviendront ensuite sur la Bretagne et le Cotentin. Les températures baisseront par l'ouest entre 22 et 30 degrés.

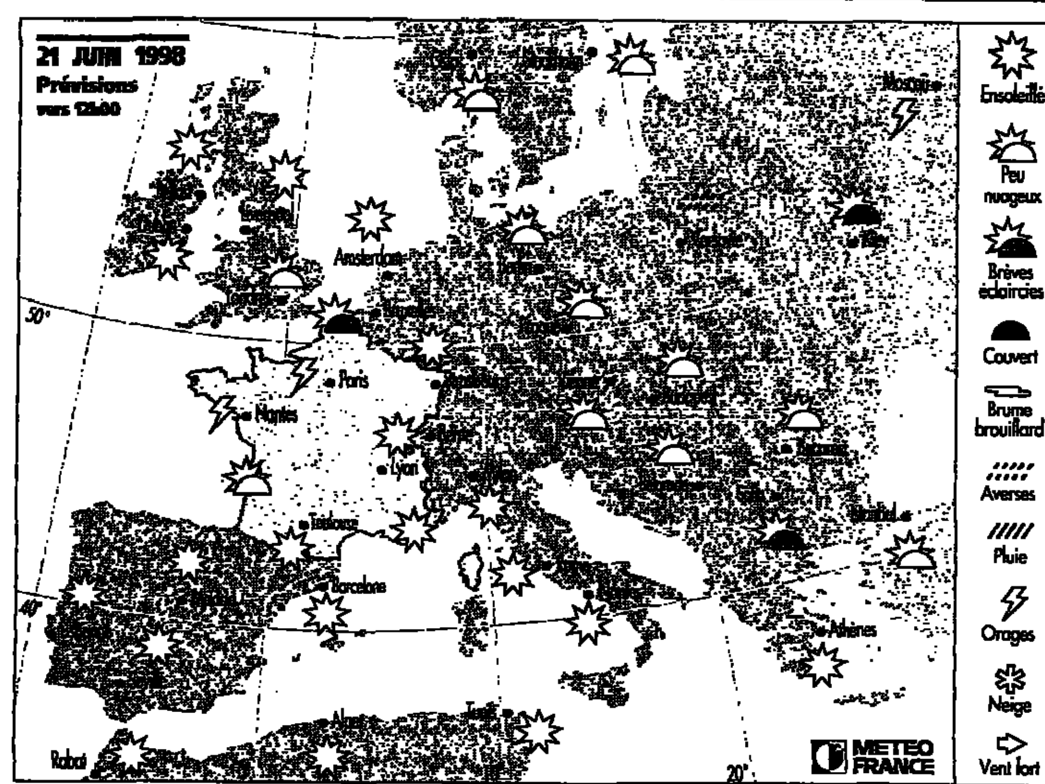
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – *Le ciel sera voilé en début* de matinée puis très nuageux avec des averses ou des orages. Les Ardennes ne seront touchées qu'en soirée. *Le thermomètre indiquera* 26 à 32 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – La journée sera bien ensoleillée. Des nuages élevés voileront le ciel sur la Lorraine et la Bourgogne. Ils deviendront plus épais en fin d'après-midi et pourront donner une ondée.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Sur Poitou-Charentes et le nord de l'Aquitaine, le ciel sera bien ensoleillé mais le temps deviendra lourd et des averses ou des orages se produiront dès la fin de matinée. Ailleurs, le temps restera bien ensoleillé. Seuls des cumulus se formeront sur la chaîne pyrénéenne. Il fera de 30 à 35 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – Sur le Limousin et l'ouest de l'Auvergne, le temps d'abord ensoleillé deviendra lourd avec des ondées puis des orages dans la nuit. *Ailleurs, le soleil brillera largement* et des cumulus se formeront sur le relief. Le thermomètre atteindra 30 à 33 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Le soleil brillera largement sur ces régions. Les températures seront de l'ordre de 27 à 32 degrés.



PRÉVISIONS POUR LE 21 JUIN 1998
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

						PAPEETE	24/30	S	KIEV	12/19	N	VENISE	19/28	S	LE CAIRE	21/31	S
						POINTE-A-PIT.	24/30	P	LISBONNE	15/24	S	VIENNE	16/27	N	MARRAKECH	23/41	S
						ST-DENIS-RÉ.	19/25	N	LIVERPOOL	12/18	S	**AMÉRIQUES**			NAIROBI	14/22	S
						EUROPE			LONDRES	13/23	S	BRASILIA	17/28	S	PRETORIA	6/23	S
						AMSTERDAM	15/28	S	LUXEMBOURG	16/28	S	BUENOS AIR.	3/16	S	RABAT	19/30	S
FRANCE métropole			NANCY	16/34	S	ATHENES	20/27	S	MADRID	19/34	S	CARACAS	25/28	P	TUNIS	20/32	S
AJACCIO	14/27	S	NANTES	19/27	P	BARCELONE	19/27	S	MILAN	19/33	S	CHICAGO	19/26	S	**ASIE-OCÉANIE**		
BIARRITZ	22/32	S	NICE	19/26	S	BELFAST	10/17	S	MOSCOU	19/27	P	LIMA	17/21	N	BANGKOK	26/33	P
BORDEAUX	22/33	S	PARIS	19/31	P	BELGRADE	14/26	S	MUNICH	13/27	S	LOS ANGELES	15/21	S	BOMBAY	28/33	C
BOURGES	18/31	S	PAU	22/32	S	BERLIN	17/28	S	NAPLES	18/30	S	MEXICO	16/26	N	DJAKARTA	27/31	C
BREST	15/21	N	PERPIGNAN	21/30	S	BERNE	15/31	S	OSLO	15/21	S	MONTREAL	21/27	S	DUBAI	30/39	S
CAEN	19/23	P	RENNES	19/27	P	BRUXELLES	14/29	N	PALMA DE M.	17/30	S	NEW YORK	20/26	N	HANOI	28/36	C
CHERBOURG	16/18	P	ST-ETIENNE	19/31	S	BUCAREST	13/25	S	PRAGUE	14/25	S	SAN FRANCIS.	12/20	N	HONGKONG	27/29	C
CLERMONT-F.	18/32	S	STRASBOURG	16/36	S	BUDAPEST	15/28	S	ROME	18/29	S	SANTIAGO/CHI	-2/16	C	JERUSALEM	22/30	S
DIJON	18/33	S	TOULOUSE	22/33	S	COPENHAGUE	12/20	S	SEVILLE	23/37	S	TORONTO	19/26	S	NEW DEHLI	27/42	S
GRENOBLE	15/32	S	TOURS	18/29	P	DUBLIN	10/18	S	SOFIA	10/22	N	WASHINGTON	20/30	S	PEKIN	23/32	S
LILLE	20/28	P	**FRANCE outre-mer**			FRANCFORT	18/30	S	ST-PETERSB.	14/20	N	**AFRIQUE**			SEOUL	20/25	C
LIMOGES	19/30	S	CAYENNE	24/29	C	GENEVE	16/28	S	STOCKHOLM	10/17	S	ALGER	13/31	S	SINGAPOUR	27/31	C
LYON	20/31	S	FORT-DE-FR.	25/30	P	HELSINKI	12/18	N	TENERIFE	14/20	N	DAKAR	23/27	S	SYDNEY	13/19	P
MARSEILLE	16/27	S	NOUMEA	20/24	N	ISTANBUL	20/22	N	VARSOVIE	10/20	P	KINSHASA	19/30	S	TOKYO	20/24	P

Situation le 20 juin à 0 heure TU

Prévisions pour le 22 juin à 0 heure TU

LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **GRÈCE.** Le voyagiste Nouvelles Frontières ouvre, samedi 4 juillet, dans le sud du Péloponnèse, le Lena Mary, qui sera son 19e hôtel-club Paladien. Non loin de Mycènes, d'Epidaure et de Nauplie, face aux îles d'Hydra et de Spetses, cet hôtel-club est situé dans un parc boisé de 5 hectares. Il comprend un bâtiment principal de 100 chambres, 52 bungalows surplombant la mer, un restaurant panoramique, deux piscines d'eau douce et une base nautique. Le prix d'une semaine en demi-pension s'affiche à partir de 3 700 F, vol inclus. Réservation au 0-803-33-33-33.

■ **ESPAGNE.** Pendant la durée des épreuves de la Coupe du monde de football, la compagnie espagnole Iberia offre tous les jours, à bord de ses appareils, un résumé d'une durée de 30 minutes des meilleurs moments des matches de la journée.

PROMENADE

Saint-Denis, des rois de France au Stade de France

RÉCONCILIER les amateurs de ballon rond avec le patrimoine, tel est le défi relevé de belle façon par Saint-Denis à l'occasion de la Coupe du monde de football. La ville, qui accueille neuf matches dans le stade où sera jouée la finale du 12 juillet, voulait faire redécouvrir son histoire ainsi que des monuments et une architecture remarquables, à l'occasion de l'événement sportif le plus médiatisé de la planète.

Entre la basilique et le gigantesque vaisseau de métal et de béton, un parcours de 1 700 mètres de long qui démarre devant la rosace nord de la basilique et qui s'achève sur le parvis du stade a été inauguré le jour du premier match, le 10 juin. Les vingt étapes de cette déambulation à travers les rues de la ville sont matérialisées par des bornes d'acier sculpté de près de deux mètres de haut, toutes différentes, et dessinées par le plasticien Jean Kiras.

Cette signalétique urbaine d'un genre nouveau présente en inclusion, dans un bloc de résine transparent, des copies d'objets issus des fouilles archéologiques effectuées depuis vingt ans à l'occasion de la rénovation du centre autour de la basilique et de la mairie, ainsi que des symboles de l'histoire de la ville et des différentes activités de ses habitants au fil du temps. D'une statuette de saint Denis en bois polychrome à une aquarelle du Stade de France peinte par un de ses architectes, se dessine le portrait d'une ville riche de son passé.

L'émotion est au rendez-vous avec des objets usuels comme un gobelet carolingien, une poulaine en cuir du XVe siècle, un chapelet de carmélite ou un couvert fabriqué par Christofle au XIXe siècle. Les textes gravés des deux côtés de ces bornes permettent à la fois de restituer les objets dans leur contexte historique et d'imaginer leur usage à l'époque. Ces informations ont été recueillies par Luc Fauchoix, un historien passionné par une ville où il réside depuis près de vingt-cinq ans. Une face fait revivre le quotidien, l'autre permet de suivre la ville dans son évolution territoriale et architecturale.

Le parcours, conçu par l'archéologue Nicole Meyer-Rodrigues, débute à la sortie du nouveau circuit de visite de la basilique, qui vient d'être mis au point par la Caisse nationale des monuments historiques. Tout juste réaménagé, derrière une grille enfin rénovée et reculée à cette occasion, le jardin Pierre de Montreuil permet d'imaginer la Rotonde des Valois. Le monument funéraire construit par Catherine de Médicis se trouvait devant le plus beau portail de la basilique, avec ses six statues de rois et son trumeau de la Vierge, aujourd'hui magnifiquement remis en valeur par un nettoyage au laser. Détruite par les moines en 1720, la fameuse colonnade serait celle du parc Monceau, à Paris.

Les premières bornes du parcours permettent d'imaginer l'agitation grouillante du parvis de la basilique à l'époque mérovingienne, avec les églises funéraires et paroissiales reliées par des galeries et construites au débouché des ruelles boueuses. Un vestige de l'église des Trois-Patrons est d'ailleurs inclus dans l'extension de la mairie, aujourd'hui dirigée par le communiste refondateur Patrick Braouezec.

Cette promenade aide à mieux connaître l'histoire d'une ville qui a été, au cours des siècles, marquée par l'association entre la royauté et la chrétienté, ce dont témoignent la basilique et l'abbaye bien sûr. Mais aussi d'imaginer l'activité commerciale de la ville avec les foires, l'artisanat, la multiplication des tavernes et des auberges. Et même, en raison de son emplacement stratégique aux portes de Paris, les ravages des guerres et des épidémies.

Le cheminement à travers la ville permet également de retrouver les grandes dates d'un développement économique qui cherche à prendre une nouvelle dimension aujourd'hui avec les projets d'aménagement de la Plaine-Saint-Denis. Les rivières qui traversent la ville permettaient d'actionner les métiers à tisser. Le développement des activités industrielles va conduire la ville à devenir un centre révolutionnaire actif. Les tombeaux des rois sont profanés en 1793 et leurs corps jetés dans des fosses creusées au nord de la basilique. Saint-Denis sera rebaptisée Franciade jusqu'en 1803.

Saint-Denis doit son industrialisation à l'importance de ses voies de communication. Il aura d'ailleurs fallu l'organisation de la Coupe du monde pour que l'autoroute A 1 qui la traverse soit enfin couverte. La résistance de son sous-sol a permis le développement de la métallurgie. Les usines à gaz, qui fourniront jusqu'à la moitié de la consommation quotidienne de Paris, feront de Saint-Denis le symbole de la ville industrielle. Les luttes sociales forgent le caractère d'une ville qui élit sa première municipalité socialiste en 1892.

Après la guerre, Saint-Denis commence à prendre son visage actuel : importance des logements sociaux, nombreuses communautés étrangères qui se côtoient sur les marchés, mais aussi chômage, malgré le passage des activités industrielles à des secteurs comme la production audiovisuelle. La rénovation urbaine cherche maintenant à réunir les différents quartiers. Le parcours qui vient d'être ouvert à Saint-Denis est justement un moyen donné aux Dionysiens et aux visiteurs de redécouvrir la diversité de leur ville. Les vingt monuments dressés à travers la ville n'y suffisant pas, il a fallu les accompagner de soixante autres bornes d'une conception différente, pour présenter les autres événements et les monuments qui font la richesse de Saint-Denis.

Christophe de Chenay

L'or et l'argent chez Christofle

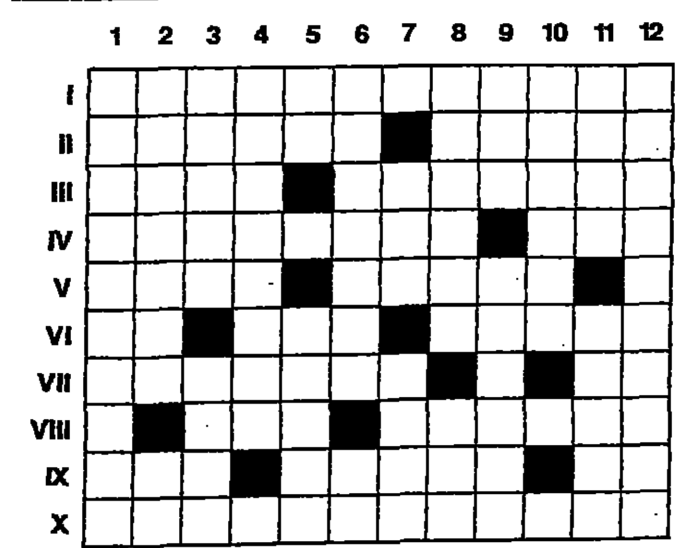
Installés depuis 1876 au bord du canal, les ateliers de Christofle participent à l'histoire industrielle de Saint-Denis. Deux expositions autour de la célèbre marque d'orfèvrerie permettent de comprendre comment la ville a attiré les entreprises de pointe. Au Musée d'art et d'histoire, un ensemble intitulé *Des cheminées dans la plaine, 100 ans d'industrie à Saint-Denis autour de Christofle* présente objets d'art, photographies, gravures et pièces d'archives. Aux ateliers où sont toujours fabriqués les pièces de haute orfèvrerie (tandis que les couverts disposent d'une usine moderne en Normandie), le parcours *Un travail d'orfèvre* met en scène une cour industrielle, évocatrice de l'atmosphère du XIXe siècle, avec magasins et ateliers reconstitués. L'itinéraire s'achève dans un espace où sont évoqués, sur des airs d'opéra, soirées élégantes du Paris mondain, réceptions diplomatiques et croisières transatlantiques.

★ **Jusqu'au 23 novembre. Musée d'art et d'histoire : 22 *bis*, rue Gabriel-Péri. Christofle : 112, rue Ambroise-Croizat 93 Saint-Denis.**

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 98147

♦ SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).



HORIZONTALEMENT

I. Resté entre gens du métier. – II. Mettre une dernière main aux comptes. En dessous de la moyenne. – III. Au bout de l'aviron. Explosion chère à Michel Rocard. – IV. Réprouvé par la morale. Baie nippone. – V. Possessif. Livrent les chaînes. – VI. Point de départ. Pris en volant. Poste de ravitaillement. – VII. Aussi grande sur le gazon que sur la terre battue. Dans le virage. – VIII. Trois sur six. Ticket d'entrée. – IX. Les gens du voyage. S'est mise au piano en recevant du courrier. Le brome. – X. Nettoyée à fond.

VERTICALEMENT

1. Baisse les bras au premier gros pépin. – 2. Petit vase en verre. Points opposés. – 3. Où il n'y a rien à tirer. Bien utiles pour appeler les autres. – 4. Bien utile pour éviter les autres. – 5. Dans la gamme. Vit au large. – 6. Le seul à ne pas jouer sur la pelouse du stade. Entrent en lice. – 7. Annonce la fin. Petit sur le zinc. – 8. On lui doit la publication du *Capital*. Gardien des ondes.– 9. Un petit supplément toujours bon à prendre. Raccourcis. – 10. Perdit son temps à Montréal. – 11. Descend des Alpes autrichiennes. Mère de famille transformée en rocher. – 12. Connu de tous, on ne sait même pas d'où il vient.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 98146

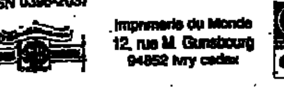
HORIZONTALEMENT

I. Raccommodeur. – II. Egrise. Règne. – III. Poêlera. Fait. – IV. Out. Ignorer. – V. Utilitaire. – VI. Sinisé. Ame. – VII. Imberbe. St. – VIII. Sea. Elevai. – IX. Nome. Une. Oïl. – X. Tressées. Lée.

VERTICALEMENT

1. Repoussant. – 2. Agouti. Or. – 3. Crétinisme. – 4. Cil. Limées. – 5. Osé. Isba. – 6. Méritée. Ue. – 7. Aga. Rêne. – 8. Or. Niables. – 9. Déformée. – 10. Egarée. Vol. – 11. Unie. Saie. – 12. Rétractile.

Le Monde est édité par la SA Le Monde. La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437.
ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue M. Gunsbourg
94852 Ivry cedex

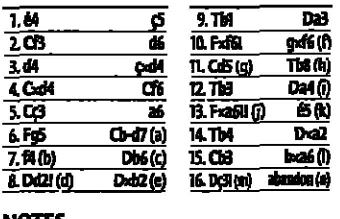
PRINTED IN FRANCE

Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21bis, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01.42.17.39.00 - Fax : 01.42.17.39.26

ÉCHECS

N° 1797

TOURNOI OPEN
(New York, 1998)
Blancs : A. Stripunsky.
Noirs : J. Granda Zuniga.
Défense sicilienne.
Variante Najdorf.



1. é4	ç5	9. Tb1	Da3
2. Cf3	d6	10. Fxf6!	gxf6 (f)
3. d4	çxd4	11. Cd5 (g)	Tb8 (h)
4. Cxd4	Cf6	12. Tb3	Da4 (i)
5. Cç3	a6	13. Fxa6!! (j)	é5 (k)
6. Fg5	Cb-d7 (a)	14. Tb4	Dxa2
7. f4 (b)	Db6 (c)	15. Cb3	bxa6 (l)
8. Dd2! (d)	Dxb2 (e)	16. Dç3! (m)	abandon (n)

NOTES

a) Ce développement rampant du C-D (qui évite la réponse usuelle 6..., é6) n'a jamais eu bonne réputation auprès des théoriciens.

b) La continuation 7. Fç4 donne également un jeu difficile aux Noirs. Par exemple, 7..., Da5 ; 8. Dd2, é6 ; 9. 0-0-0, b5 ; 10. Fb3, Fb7 ; 11. Th-é1, b4? ; 12. Cd5, éxd5 ; 13. éxd5+, Rd8 ; 14. Cç6+, Fxç6 ; 15. dxç6 avec avantage aux Blancs.

c) Ou 7..., b5 ; 8. Fxf6, Cxf6 ; 9. é5, b4 ; 10. Ca4, Cé4 ; 11. Fd3, Fb7 ; 12. é6, Da5 ; 13. éxf7+, Rxf7 ; 14. Dé2! La sortie de la D est sans aucun doute une erreur. 7..., Dç7 suivi de 8..., é6 ou 7..., é6 sont les seules réponses valables. L'obstination des Noirs à retarder l'avance *é7-é6* est dangereuse.

d) 8. Cb3 est trop passif : 8..., h6 ; 9. Fxf6 (et non 9. Fh4, Dé3+ ; 10. Fé2, Dxf4), Cxf6 ; 10. Fé2, Dé3!

e) Entrant dans la variante du « pion empoisonné » (6..., é6 ; 7. f4, Db6) dans de mauvaises conditions.

f) Si 10..., Cxf6 ; 11. é5, dxé5 ; 12. fxé5, Cg4 ; 13. Cd5, Dç5 ; 14. Cb3, Dç6 ; 15. Ca5, *Dd7 ; 16. Cç4!*

g) Au prix d'un pion, les Blancs ont obtenu une forte initiative et une position riche en perspectives tactiques.

h) Ou 11..., Dç5 ; 12. Tb3, é6 (trop tard) ; 13. Tç3, Da7 ; 14. Cç7+, Ré7 ; 15. Cxa8, Dxa8 ; 16. Fé2, et les Blancs doivent gagner. La meilleure défense consiste en 11..., Rd8, qui n'est pas agréable à jouer pour les Noirs mais qui ne perd pas comme 11..., Tb8. Par exemple, 11..., Rd8 ; 12. Fé2, é6 ; 13. Tb3, Dxa2 (si 13..., Da4 ; 14. Dç3, éxd5 ; 15. Ta3, Dxa3 ; 16. Dxa3 [Klovan-Pohla, URSS, 1981]) ; 14. 0-0, éxd5 ; 15. Dç3, dxé4 ; 16. Ta1, Dxa1+ ; 17. Dxa1, a5 ; 18. Fç4, Fé7 ; 19. Fxf7, Cç5 ; 20. Ta3, a4, et les Noirs résistent (Goldberg-Mathes, par corr., 1988).

i) Ou 12..., Dxa2 ; 13. Db4! (menaçant 14. Ta3), a5 ; 14. Dç3, é6 ; 15. Fb5!, a4 (si 15..., éxd5 ; 16. 0-0! avec gain de la D) ; 16. Dç7, éxd5 ; 17. Dxb8, Rd8 ; 18. Fxd7, Rxd7 ; 19. Txb7+, abandon (Van der Wiel-Danner, Lucerne, 1982).

j) Une sortie du F-R surprenante.

k) Si 13..., Dxa6? ; 14. Cç7+ et 15. Cxa6. Si 13..., bxa6 ; 14. Dç3! (menaçant 15. Txb8, Cxb8 ; 16. Dxç8 mat), Fb7 ; 15. Txb7! La partie Vitolins-Arakas (URSS, 1978) se poursuivit par 13..., bxa6 ; 14. Dç3!, Dxb3 ; 15. çxb3, et les Blancs gagnèrent facilement.

l) Si 15..., Fg7 ; 16. 0-0, bxa6 ; 17. Dç3!, 0-0 ; Txb8, Cxb8 ; 19. Ta1!

m) Avec un gain immédiat.

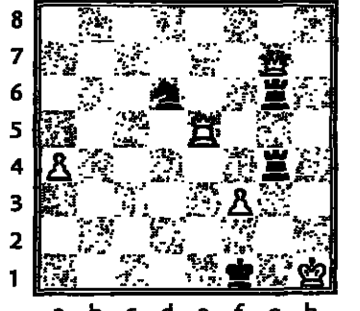
n) Si 16..., Db1+ ; 17. Rf2!, Dxb1 ; 18. Txb8!

SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1796
L. KUBBEL (1921)

(Blancs : Rb5, Dh7, Th6, Cç4, Pb3. Noirs : Ra8, Df8, Td8, Fç7, Pa5 et f7.)

1. Dé4+, Rb8 ; 2. Tb6+!, Fxb6 (si 2..., Rç8 ; 3. Db7+, Rd7 ; 4. Cé5+, Ré7 ; 5. Dxç7+, Ré8 ; 6. Dç6+, Ré7 ; 7. Cg6+, fxg6 ; 8. Dé6 mat) ; **3. Ra6!, Td7 ; 4. Da8+!!, Rxa8 ; 5. Cxb6+, Rb8 ; 6. Cxd7+ et 7. Cxf8.**

ÉTUDE N° 1797
Y. HOCH (1994)



Blancs (5) : Rh1, Dg7, Té5, Pa4 et f3.
Noirs (4) : Rf1, Tg4 et g6, Cd6.

Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

FESTIVAL Jean-Paul Montanari, directeur artistique de Montpellier-Danse depuis 1983, a toujours pensé la culture en termes de politique et de pédagogie. Son festival est l'unique manifestation d'envergure consacrée à la chorégraphie. ● LE PROGRAMME 1998, entre autres choix, affirme sa fidélité au géant Merce Cunningham, à la génération des années 80 – Gallotta, Saporta, Monnier –, et s'ouvre aux plus jeunes – Boris Charmatz, Patrick Barthès, Imed Jemaa – ainsi qu'à ces Français qui puisent leur inspiration dans la culture indienne – Michel Lestrehan, Annette Leday. ● ALPHONSE TIÉROU, spécialiste ivoirien de danse africaine, répondant à l'invitation faite par le festival aux lauréats du deuxième Concours chorégraphique interafricain de Luanda (Angola), oppose *« culture d'assistance à culture de responsabilité »*.

Les liaisons tumultueuses des corps et du politique

Directeur de Montpellier-Danse, Jean-Paul Montanari, qui est aussi le conseiller privé du député et maire PS Georges Frêche, revient sur vingt ans de désir, de doutes et de combat pour le développement de l'art chorégraphique en région

SA SILHOUETTE de clergyman peut tromper ceux qui ne connaissent pas Jean-Paul Montanari, directeur de Montpellier-Danse, conseiller personnel du maire Georges Frêche. Juif sépharade par sa mère, et tout à fait corse par son père, c'est un personnage sous pression qui a appris à contrôler ses humeurs ; il faut l'avoir entendu moucher son interlocuteur pour comprendre qu'il n'a rien d'un agneau. On le dit injuste, claniste, prompt à l'anathème. On le sait fidèle, trop sensible et, au fil des ans, moins préoccupé d'avoir raison contre tous. Apaisé, peut-être. Ironique toujours : *« J'ai cinquante ans, je vais recevoir l'ordre du Mérite, et j'ai récupéré ma mère. Elle vient de s'installer à Montpellier et joue au loto tous les après-midi avec ses copines. »*

Il ne dira pas, ou seulement à demi-mots, qu'il a perdu son père il y a moins de trois mois. Non, il a décidé d'être heureux. Un exploit pour ce pessimiste, accroché presque autant que Woody Allen à son divan de psychanalyse. Il dit pourtant *« ne lire en ce moment que des livres sur la Shoah. Etre allé récemment à Cracovie, s'être précipité à Auschwitz. Qu'il voudrait comprendre. Enfin ! »* Et de reprendre : *« Tous les corps sont des corps politiques. Chez le danseur, ce corps s'avère en plus être son outil de travail. Ce n'est pas un hasard si on a vu de nombreux artistes et, parmi eux, beaucoup de danseurs, dans les luttes de soutien au Cambodge, à la Bosnie, aux sans-papiers, aux jeunes des quartiers. La vision de corps massacrés atteint tout le monde, mais le danseur est touché au corps, d'autant plus vivement qu'il a une conscience extrême de son enveloppe charnelle. Il est un radar. Ses antennes lui permettent de percevoir ce que les autres ne ressentent pas encore. »*


ISABEL MUÑOZ

Jean-Paul Montanari, directeur de Montpellier-Danse.

L'INTIME ET LE SOCIAL

« Ce qu'on appelle l'intelligence, poursuit-il encore, *ne passe pas uniquement par la connaissance, le cogito. Il est banal d'entendre dire que le danseur a peu de connaissance : peut-être rencontre-t-il seulement des difficultés à transmettre avec des mots ce qui n'est pas encore perceptible, articulé ? D'autres peuvent être touchés à l'âme, à l'esprit. D'autres encore ne sont touchés nulle part. Pour toutes ces raisons, les artistes sont, et seront, une des cibles prioritaires de l'extrême droite. »* L'intime et le social sont les deux valeurs qui, selon Jean-Paul Montanari, fondent aujourd'hui les démarches artistiques et leur réflexion.

« Pourquoi la danse dans ma vie ? Dans les années 70, à l'exception du théâtre américain, dans le style du Living Theater, on ne trouvait nulle part la parole du corps, du désir. Quand je découvre Trisha Brown, en 1979 à la Sainte-Baume, c'est l'éblouissement. Je rencontre des gens extraordinaires, des gens qui ne parlent pas ! Je commence à programmer la danse chez Robert Gironès au Théâtre du 8e, à Lyon. Le Ballet du Silence de Brigitte Lefèvre, aujourd'hui directrice de la danse à l'Opéra de Paris, Quentin Rouiller, aujourd'hui directeur du Conservatoire à Paris, mais aussi Régine Chopinot, Dominique Bagouet avec lequel se noue une amitié forte. En 1980, ce dernier s'installe au Centre chorégraphique de Montpellier, et dès 1981, en accord avec Georges Frêche, il crée un festival de danse dont je prends en charge la communication. Rapidement, je participe aux choix artistiques. Je rencontre également Susan Buirge, Yano Hideyuki, des fondateurs de l'essor chorégraphique en France. »

Montanari évoque les combats militants des débuts montpelliérains : *« Les dix premières années, avec Dominique Bagouet, on a pratiqué la pédagogie du regard. Il fallait rester ludique. On n'enseignait pas les mathématiques ! La danse connaissait un démarrage de supernova. Elle s'institutionnalisait. C'était ce qu'on voulait. Le ministère Lang suit le mouvement. Maurice Fleuret à la direction de la musique crée une délégation spécifique à la danse, et multiplie les subventions par quatre. C'est une victoire. Résultat : dans le projet récent de Dominique Wallon regroupant les arts de la scène, la danse est à égalité avec le théâtre et la musique. La reconnaissance est là. »*

Dix ans pour former et fidéliser des publics. On sait combien l'équipe a travaillé. En décembre 1991, Dominique Bagouet meurt du sida. Comment arrêter la douleur, la culpabilité de ne pas avoir sauvé l'ami ? *« La trithérapie n'existait pas encore. Dominique croyait en l'homéopathie. On croit rêver ! La cure de jeûne qu'il avait entreprise pendant l'été avait réduit ses forces à néant. Il avait perdu douze kilos. Trois mois après il mourait. J'avais manqué de vigilance. »* Georges Frêche, qui vient de perdre les élections législatives, mal en point lui aussi, lui propose alors de se battre à ses côtés sur tous les chantiers culturels de la ville : *« Je suis devenu un conseiller non protocolaire »*, conclut-il. Mais qu'on dit influent.

Très lié aux chorégraphes français des années 80, ceux qu'il appelle la *« première génération »*, Montanari les a toujours soutenus, attentif à suivre et à faire comprendre leurs évolutions. A Montpellier-Danse 1998, Jean-Claude Gallotta vient avec la compagnie qu'il a créée au Japon. Karine Saporta arrivera tout droit de l'Oural avec le Ballet Plus d'Ekaterinbourg. *« On pouvait craindre de la part des centres chorégraphiques un certain académisme,* dit-il. *Quelques-uns n'y ont pas échappé. Mais force est de remarquer qu'une Mathilde Monnier, dès qu'elle est installée à Montpellier, prenant la succession de Bagouet, rassurée probablement d'avoir un lieu, une compagnie fixe, s'est immédiatement lancée dans des expériences mettant en cause la danse elle-même, l'espace du théâtre, créant dans des lieux dont elle invente la structure avec la scénographe Annie Tolleter. A l'inverse, et c'est une première qui annonce une rare liberté d'esprit, un François Raffinot trouve le courage de quitter son centre chorégraphique du Havre, des subventions non négligeables, parce qu'il a senti que sa création doit dorénavant s'élaborer hors de toute institution. »*

« TROISIÈME GÉNÉRATION »

Montanari passe en aveugle à côté de la *« deuxième génération »*, celle des chorégraphes qui justement viennent de chez Saporta, comme Claude Brumachon, ou de chez Bagouet, comme Angelin Preljocaj. Il a, en revanche, les yeux braqués sur la *« troisième génération »* : Boris Charmatz, vingt-quatre ans, invité cette année à présenter l'ensemble de sa très jeune oeuvre, cristallise à lui tout seul la spécificité des nouveaux arrivants. *« Ils ne cherchent pas à rompre ni à s'opposer à ceux qui les ont formés,* explique-t-il. *Ils construisent leur travail patiemment sans s'exposer trop vite politiquement, socialement, souvent coproduits par les centres chorégraphiques où ils demeurent des interprètes. La rupture artistique, esthétique, qu'ils tentent me paraît pourtant plus évidente que celle opérée par la deuxième génération. En se dénudant, Boris Charmatz met en jeu sa sensibilité à un niveau si élevé qu'il balaie tous référents, comme s'il inventait quelque chose qui serait à l'origine de la danse. Son travail possède un souffle pré-hédonique, mais on ne saurait parler ni d'innocence ni de pureté. »*

Sentimental à l'excès. On est de son cercle. Ou l'on est éjecté. Au moins a-t-il des convictions, des curiosités : quand tout le monde se moque des Français qui sont « tombés » dans la marmite de la culture indienne, il demande à voir, et invite cette année Michel Lestréhan, formé au kalarippayat, art martial du Kerala, et Annette Leday, qui recrée le répertoire occidental dans le creuset du kathakali. Après *King Lear*, *Trans-malabar*, elle présente son dernier-né : *Cendrillon*.

Quand les esprits pointus estiment que la danse africaine ne saura jamais s'extraire du carcan des traditions, il part en avril pour Luanda, capitale de l'Angola, assister au deuxième concours interafricain de chorégraphie, et convie les finalistes à présenter l'état de leurs recherches.

Quand tout le monde ricane que les chorégraphes américains ne valent plus tripette, il demande à John Jasperse de démentir : *« Je ne suis pas allé à New York depuis plusieurs années, mais la danse de ce garçon, extrêmement douloureuse dans son système de production, me montre clairement que la vie dans cette ville est beaucoup plus âpre qu'à Belfort, où Charmatz a fait ses gammes, bien à l'abri au centre chorégraphique d'Odile Duboc. C'est une histoire de régime politique. En France, l'existence de la danse est concomitante à l'arrivée de la gauche au pouvoir. »* Georges Frêche, son patron, sera content.

Dominique Frétard

« Ocean » au bord de la Méditerranée

On garde encore le souvenir ébloui de la création d'*Ocean*, de Merce Cunningham, au Cirque royal de Bruxelles, en 1994, dans le cadre du Kunsten Festival. Mais il n'y a pas de cirque à Montpellier. Qu'à cela ne tienne ! Jean-Paul Montanari a obtenu que le Zénith soit transformé en espace circulaire. Car tout doit être cercle pour accueillir le dernier projet de John Cage, le dernier hommage que le compositeur s'apprêtait à rendre à James Joyce. Cage mourrait avant d'achever sa partition.

Merce Cunningham s'est battu pour que le projet existe. Depuis 1994, personne en France n'avait relevé ce défi du talent et de l'amitié extrême qui peut unir deux hommes. C'est aujourd'hui chose faite. C'est à ce genre de décision qu'on juge un programmateur. Il paraît que Merce Cunningham surveille le montage et les répétitions avec l'amour qu'on lui connaît. Avec le trac d'un débutant.

Le programme

● **Lundi 22 Juin :** Patrice Barthès, 22 h, piscine d'Antigone.
● **Mardi 23 :** Victor Ullate, 20 h 30, Opéra Berlioz/le Corum. Patrice Barthès, 22 h, piscine d'Antigone.
● **Mercredi 24 :** Victor Ullate, 20 h 30, Opéra Berlioz/le Corum. Créations d'Afrique, 22 h, Espace Vigneron.
● **Jeudi 25 :** Castafiore, 20 h 30, Opéra Comédie.
● **Vendredi 26 :** Merce Cunningham, 21 h, Zénith.
● **Samedi 27 :** Merce Cunningham, 21 h, Zenith. Mathilde Monnier, 21 h, Studio Bagouet (les Ursulines). Boris Charmatz, 22 h, cloître des Ursulines.
● **Dimanche 28 :** Charles Trenet, 20 h 30, Opéra Berlioz/le Corum. Mathilde Monnier, 21 h, Studio Bagouet. Boris Charmatz, 22 h, cloître des Ursulines.
● ***Lundi 29 :*** Karine Saporta, 20 h 30, Opéra Comédie.
● **Mardi 30 :** film *Shoah* de Claude Lanzmann, 14 h, salle Pasteur/le Corum. Mathilde Monnier, 21 h, Studio Bagouet. Charmatz, Chamblas, 22 h, cour du Musée Fabre.
● **Mercredi 1er juillet :** Jean-Claude Gallotta, 20 h 30, Opéra Berlioz/le Corum. Mathilde Monnier, 22 h, Studio Bagouet. Charmatz, Chamblas, 23 h, cour du Musée Fabre.
● **Jeudi 2 :** Imed Jemaa, 20 h 30, Chai du Terral. Charmatz, Chamblas, 22 h 30, Opéra Comédie. Mathide Monnier, 23 h 30, Studio Bagouet.
● **Vendredi 3 :** Annette Leday, 22 h, et Michel Lestréhan, 23 h 30, cour des Ursulines.
● **Samedi 4 :** Mathilde Monnier, 20 h 30, Opéra Berlioz/le Corum. Boris Charmatz, 22 h, Studio Bagouet.
● **Dimanche 5 :** John Jasperse, 19 et 20 h, Opéra Comédie. Boris Charmatz, 20 h 30, Studio Bagouet.
● **Coordonnées :** hôtel d'Assas, 6, rue Vieille-Aiguillerie, 34000 Montpellier. Tél. : 04-67-60-07-40.

Divergences à propos du concours panafricain de Luanda

POUR la deuxième fois, Afrique en créations, association qui dépend du ministère de la coopération, organisait en avril 1998 un concours de chorégraphie africaine à Luanda (Angola). En 1995, l'Ivoirien Alphonse Tiérou et la Burkinabe Irène Tassembedo en étaient les directeurs artistiques. Cette année, Germaine Acogny présidait aux sélections. L'Ivoirien Famedji Koto Tchimou décidait de quitter le jury sous le prétexte que les finalistes – particulièrement les compagnies M'Soleh, Salia nï Seydou – étaient ceux dont les danses comportaient le plus de clichés occidentaux. Ils sont invités à Montpellier-Danse. Sans entrer dans la polémique, on est en droit de se demander, en effet, ce qu'est une danse africaine qui serait contemporaine.

« Je ne polémique avec personne, mais depuis le début je dis attention : il y a la culture d'assistance et la culture de responsabilité, dit Alphonse Tiérou, chercheur, danseur, enseignant, mais surtout homme de réflexion dont on apprécie le franc-parler, l'humour dévastateur. *Je me suis battu pour que le premier concours de Luanda existe. Mais il s'agissait pour moi de faire un état des lieux afin de connaître les problèmes. La danse en Afrique manque de structures, de formations, de lieux de production et de communication. S'il n'y avait pas les centres culturels étrangers, des carrières de danseurs seraient brisées. »*

« CULTURE D'ASSISTANCE »

« J'avais donc émis après Luanda 95, reprend-il, *l'idée de la construction d'un ou de deux centres chorégraphiques, ainsi que la création d'une fédération panafricaine afin que les artistes se prennent en charge. Je n'ai pas eu de réponse. Depuis, je me tais. La culture d'assistance privilégie ce qu'on appelle les "éléphants blancs", à savoir les opérations qui coûtent cher, et qui sont sans lendemain. Au plan philosophique, elle favorise l'accoutumance à tout demander, sans rien se demander à soi-même. Et elle s'arrête quand ceux qui ont l'argent cessent de payer. »*

Alphonse Tiérou insiste sur la nécessité d'études de fond à la fois théoriques et pratiques, rappelant qu'une danse, pour évoluer, doit être notée, fixée par écrit. *« Sinon on en reste au roulement des épaules et au tambour. Je lis qu'il y a des danses pour les semailles, pour faire tomber la pluie. Chacun sait que la sécheresse et la famine gagnent sans cesse du terrain en Afrique. Qu'on en finisse avec la crétinisation ! Les Africains ont pris l'habitude de voir leur danse à travers les écrits des Occidentaux. Ils font pour gagner leur vie ce qu'on attend d'eux. Mais on ne peut faire l'économie d'un travail de répertoire concernant les pas, les enchaînements. En France, la danse africaine continue à être classée comme danse ethnique. Pas d'évolution sans recherche fondamentale. Pour créer, il faut se connaître. Celui qui copie est toujours en retard. En Afrique, peut-être plus qu'ailleurs, lorsque l'argent paraît, la réflexion disparaît, et l'union trépasse. »*

Il ne faudrait certes pas pour autant que le rendez-vous du concours de Luanda s'arrête, mais il semble raisonnable que les Africains prennent davantage leur histoire chorégraphique en main. Anna-Maria de Olivera, ministre de la culture angolaise, est prête à mettre beaucoup d'argent pour que le concours reste à Luanda. Elle l'a prouvé cette année en investissant 740 000 F sur les 1,3 MF qu'a coûté l'organisation générale. *« Mais que se passerait-il si jamais elle devait quitter le gouvernement ? »*, interroge Roger Aubry, d'Afrique en créations.

D. F.

★ Débat organisé par Afrique en créations, le 25 juin, à 17 heures, à l'Hôtel Assas.

هكذا من الأصل

« Le Pavillon aux pivoines », de Shanghaï à Paris

La troupe Kunju de Shanghaï présentera cet opéra chinois de 1598 à Paris au Festival d'automne

SHANGHAÏ
de notre envoyé spécial

Vue de l'autoroute qui serpente à 30 mètres de hauteur soutenue par des piliers de béton, Shanghaï est un chantier de construction qui aligne grues, échafaudages de bambous, tours et immeubles en construction dans une plaine côtière à l'horizon fuyant. Jour et nuit, les Chinois s'y affairent, et une multitude de boutiques, de restaurants et de cafés ouverts jusque tard dans la nuit montrent quel chemin vers l'économie de marché a parcouru cette grande nation.

Des cafés montent les mêmes clameurs qu'à Paris : massés devant des postes de télévision, les Shanghaïais suivent passionnément les épreuves du Mondial. Bière gratuite à celui qui donne l'équipe gagnante... distribuée par des serveuses en short et maillot aux couleurs françaises.

Ce n'est pas pour le foot que *Le Monde* est allé en Chine, mais pour assister à l'avant-première du *Pavillon aux pivoines*, un grand opéra chinois qui fête ses cinq siècles. Présentée les 9, 10 et 11 juin à Shanghaï par la troupe d'opéra Kunju, dans une mise en scène imaginative et libre de Chen Shi-zheng, un Chinois de trente-cinq ans, ami de Peter Sellars, qui a travaillé huit mois avec une jeune troupe enthousiasmée par ce projet, cette production cofinancée par le Festival du Lincoln Center de New York, *le Festival d'automne à Paris* et celui de Sydney est l'un des événements culturels majeurs de cette fin de XX[e] siècle.

Né à la scène en 1598, *Le Pavillon aux pivoines* n'avait vraisemblablement jamais été représenté intégralement, mais certains fragments étaient au répertoire des troupes chinoises. Sa musique originelle perdue n'est connue que dans une partition mise au point à la fin du XVIII[e] siècle, par Ye Tang, qui a recueilli différentes partitions en une édition de vingt-quatre volumes.

FEMME LIBRE

Œuvre de Tang Xianzu (1550-1616), *célèbre écrivain de la dynastie* Ming, cet opéra de style kung-fu a été rapidement contesté pour son élitisme, pour ses références à l'ancienne poésie et pour sa dimension de critique sociale : la femme n'y est pas représentée comme un être rougissant, mais s'autorise une liberté de conscience qui rend son désespoir plus grand encore dans une société féodale finement dénoncée par le texte.

Dès que la pièce fut publiée et connue, dès que des fragments autorisés en furent joués, elle s'empara de l'âme de nombreuses jeunes femmes. *« Parmi plantes et fleurs votre bonheur vous trouverez/Pour la vie ou pour la mort vous déciderez/De l'amertume ni de la peine vous ne vous plaindrez »* : ces trois vers chantés par Du Liniang provoquèrent le suicide de Feng Xiaoqing, une femme malheureuse en mariage. Cette mort servit de modèle à d'autres écrivains qui portèrent son histoire à la scène.

Le Pavillon aux pivoines dure *dix-huit heures et est découpé* en cinquante-cinq scènes.

Dix-huit heures d'émerveillement, d'émotion, de rires, de stupéfaction devant une forme théâtrale dont la virtuosité associe dialogues parlés, airs, ensembles, récitatifs, combats-voltiges et numéros de marionnettes, devant la performance d'acteurs-chanteurs d'une liberté totalement maîtrisée.

PHOTO : MARC ENGUERAND

Mudan Ting, le Pavillon aux Pivoines par le Shangaï Kunju Opera Company.

Dix-huit heures pour conter une histoire qui s'étend sur plusieurs années et brasse toutes les couches de la population de l'ancienne Chine : petites gens, paysans, seigneurs, mercenaires, brigands, militaires, religieux, précepteurs, étudiants.

Dix-huit heures pour montrer que la liberté de pensée, l'esprit d'aventure, le progrès, la tolérance, l'ordre social et l'émancipation reposent sur une donnée fondamentale qui met le savoir, la culture avant la naissance. On oublie souvent que des grands concours organisés périodiquement à travers la Chine et dont la finale était supervisée par l'empereur lui-même permettaient aux Chinois d'occuper une fonction dans les rouages de *l'Etat qui dépendait directement* de leurs mérites.

Les cinquante-cinq scènes content l'histoire d'un jeune étudiant et d'une jeune femme qui s'aiment charnellement dans un rêve derrière le Pavillon aux pivoines. La jeune femme meurt à petit feu quand elle s'aperçoit que ce n'était justement qu'un rêve... même s'il y a un doute.

LANGAGE CRU

Après bien des péripéties et un *passage devant le saint Pierre* chinois qui décide du devenir des morts en fonction de leur passé et de leurs aspirations, elle sera autorisée à revenir sur terre pour vivre son amour. Du Liniang ressuscitera en buvant un breuvage fabriqué à l'aide *« du slip d'un homme viril et d'un vin sucré »* que lui fera avaler Liu Mengmei, *son amoureux. Au-delà des parallèles* que l'on pourrait évoquer entre les aventures de ces héros chinois et ceux des contes de fées de notre enfance, voire du rapprochement que l'on pourrait faire avec quelques mythes, dont celui d'Orphée (le premier à avoir servi de livret à un opéra en Occident), les mêmes archétypes *théâtraux s'imposent* immédiatement.

Le vrai personnage central du *Pavillon aux pivoines* est une religieuse taoïste qui évoque *La Célestine* de Fernando de Rojas (1475-1541). Sauf qu'elle n'est pas assassinée, que l'histoire finit bien, que le poids terrifiant du catholicisme ne domine jamais cette saga poétique. Etonnante cette sœur Pierre dont le langage cru qui avait choqué une partie de l'ancienne société chinoise *provoque aujourd'hui l'hilarité* du public. Ce rôle est tenu par un homme travesti dont le talent d'acteur est magnifié par un metteur en scène dont la grâce et le talent seront une révélation pour le public occidental. Il découvrira que, débarrassé de fausses traditions théâtrales imposées par la pudibonderie bour*geoise, après la censure imposée* par les empereurs sur certaines scènes à caractère politique, l'opéra chinois peut lui aussi se réveiller en échappant à l'académisme bourgeois qui a failli tuer l'opéra occidental en se cachant derrière le paravent de la tradition.

Alain Lompech

★ Grande Halle de La Villette, du 19 au 29 novembre puis au Théâtre de Caen du 7 au 12 décembre. Renseignements : tél. : 01-53-45-17-00.

DÉPÊCHES

■ **INDUSTRIE DISCOGRAPHIQUE : Paul-René Albertini, PDG de Sony Music France, a été réélu** le 18 juin à la présidence du Syndicat national de l'édition *phonographique (SNEP). Louis* Bricard (PDG d'Auvidis) a quant à lui été nommé à la vice-présidence. Le SNEP a procédé à une réforme de ses statuts. Son conseil compte désormais quatorze membres, répartis à parts égales entre représentants des multinationales et représentants des producteurs phonographiques indépendants.

■ **L'Union des producteurs phonographiques français indépendants (UPFI)**, regroupant une cinquantaine de producteurs et de distributeurs, a rassemblé le 17 juin à Paris de nombreux professionnels de l'industrie musicale afin de réclamer l'instauration d'un prix unique du disque. Outre les indépendants, des représentants de multinationales du disque et des distributeurs spécialisés ont revendiqué une baisse de la TVA à 5,5 %.

■ **SPECTACLE VIVANT : l'Assemblée nationale a adopté** le 17 juin en deuxième lecture un projet de loi visant à réformer l'ordonnance de 1945 qui régissait les règles d'exercice des entrepre*neurs de spectacles vivants. Le* projet fait obligation d'une licence *« personnelle et incessible »* pour les entrepreneurs établis en France. Les députés ont approuvé un amendement autorisant à exercer occasionnellement sans licence *« les groupements d'artistes amateurs bénévoles »*.

■ **FÊTE DE LA MUSIQUE : Dominique Baudis, maire de Toulouse**, a choisi de reporter la Fête de la musique au 11 juillet, par crainte d'incidents à la veille du match Roumanie-Angleterre. Jack Lang, « père » de la manifestation avec son directeur de la musique de l'époque, Maurice Fleuret, a qualifié cette décision de *« stupidité »*.

■ ***Par arrondissements***, par villes, par régions ou par continents, sur scène ou à la télévision : le programme complet de la Fête de la musique est accessible sur le site internet du *Monde*.
http ://www.lemonde.fr/

Agnès Merlet a-t-elle abusé de sa licence artistique ?

« LOLITA avec un pinceau » : cette description ironique d'un quotidien américain vise *Artemisia Gentileschi*, le film d'Agnès Merlet sur la peintre italienne du XVII[e] siècle, sorti en mai aux Etats-Unis. *« Un film français sur la première femme peintre reconnue mondialement provoque une fureur féministe dans le monde des arts new-yorkais »*, constate le correspondant du *London Times*. « Artemisia *prend des libertés considérables avec les faits historiques. Seuls des Français, semble-t-il, pouvaient transformer un procès pour viol en histoire d'amour torride et présenter Artemisia en femme-enfant impétueuse dévorée par ses fantasmes érotiques »*, lit-on dans le *New York Times*. La leader féministe Gloria Steinem et l'historienne Mary Garrard, auteur d'un livre sur l'artiste peintre, ont même fait circuler une sorte de rappel des faits historiques, invitant à faire connaissance avec la véritable Artemisia Gentileschi, dont une quarantaine de tableaux sont encore visibles aujourd'hui, dont *Judith tuant Holopherne* aux Offices de Florence. En racontant l'étonnante histoire d'une des premières femmes peintres, Agnès Merlet a-t-elle abusé de sa licence artistique ?

Dans les actes du procès pour viol qui eut lieu en 1612 à Rome et qui condamna Agostino Tassi, peintre et professeur de dessin d'Artemisia, la jeune fille décrit en détail l'agression sexuelle qu'elle a subie. *Pour défendre son interprétation révisionniste* de l'histoire, Agnès Merlet affirme de son côté que *« personne ne dit la vérité devant un tribunal »*. Les critiques reprochent aussi au film de faire la part belle à la vie sentimentale et sexuelle de la jeune femme, aux dépens de sa production artistique. De la décrire comme obsédée par les nus masculins, quand, en réalité, ils sont absents de ses tableaux et dessins... De perpétuer le mythe du « mentor » en présentant le professeur-violeur comme une influence artistique, ce que l'analyse de leurs styles respectifs ne corrobore pas (facilitant la comparaison, une galerie new-yorkaise vient d'exposer quelques toiles d'Artemisia Gentileschi, à côté de celles de son père, peintre lui aussi, et de Tassi).

« UNE INVENTION COMPLÈTE »

Mary Garrard conclut que le film *« est une invention complète »* et regrette que la première présentation au grand public de cette figure de la peinture baroque ne soit qu'*« un soap opera »*.

Le distributeur, Miramax, soutient le film *« à 100 % »*. Agnès Merlet a de toute façon rouvert le dossier Artemisia Gentileschi. Celle-ci, redécouverte dans les années 70, connaît de nouveau un regain d'intérêt. Alexandra Lapierre vient de lui consacrer son dernier livre (éd. Robert Laffont) et aux Etats-Unis, on attend celui de l'historien d'art Ward Bissell, qui étudie depuis longtemps la peintre italienne.

Claudine Mulard

La Russie négocie le retour des collections de Nikolaï Khardjiev

LA FONDATION KHARDJIEV a été décapitée discrètement par le ministère de la justice hollandais. *Le trio qui avait mis* sur pied cette fondation contestée (*le Monde* du 23 janvier 1998) – Boris Abarov, qui aurait déjà quitté le pays, l'avocat Ian Buzé et le notaire Michael Privé – a été débarqué et remplacé par des personnalités moins voyantes et surtout moins compromises dans la succession du vieil historien russe.

Nikolaï Khardjiev, arrivé, avec sa femme Lydia Tchaga, à Amsterdam en 1994, avait auparavant fait sortir son importante collection de tableaux et ses archives personnelles de Moscou. A la fin de 1995, Lydia Tchaga meurt. Le 10 juin 1996, Nikolaï Khardjiev disparaît à son tour. Entre-temps, une fondation aura été montée et enregistrée à Amsterdam. Elle reçoit la collection et les archives de l'historien. Les circonstances troubles qui entourent la création de cette fondation (absence de signature de Khardjiev sur les documents ; existence d'un testament, signé par l'historien mais non enregistré, au profit de son ami Vadim Kozovoï ; quasi-séquestration de Khardjiev) ont alerté la presse hollandaise, notamment Hella Rottenberg du quotidien hollandais *De Volksrant*, largement relayée par Tania Andriassova des *Nouvelles de Moscou*.

Hella Rottenberg, qui prépare un livre sur l'affaire, a mis la main sur un inventaire de la collection établi par Nikolaï Khardjiev lui-même avant son décès : il compte 1 453 numéros – chiffre supérieur au fonds actuel de la fondation. De nombreuses pièces auraient donc disparu.

DISCRETS ÉMISSAIRES

De son côté, Vadim Kozovoï a demandé à la justice néerlandaise de réouvrir le dossier Khardjiev : plusieurs témoins des derniers instants de l'historien, jamais entendus, seraient prêts à parler des conditions de création de la fameuse fondation. Sans résultat pour le moment. On apprend enfin que des représentants du ministère de la culture russe ont discrètement fait le voyage à Amsterdam. Début juin, deux fonctionnaires hollandais du ministère de la culture et des affaires étrangères se sont rendus à leur tour à Moscou.

Ces émissaires négocieraient avec les autorités russes le retour de tout ou partie des archives Khardjiev. En contrepartie, la collection Koenig, pillée en Hollande par les nazis pendant la guerre, puis emportée en URSS par l'Armée rouge, pourrait revenir aux Pays-Bas. Les Russes pourraient ainsi mettre un point final à cette affaire qui les embarrasse. Cette « restitution » se ferait donc contre la volonté expresse de l'historien et au mépris du droit, puisqu'aucune loi, en Russie, n'interdit de disposer librement de ses archives privées et que les Pays-Bas ne peuvent disposer de biens qui ne leur appartiennent pas.

Emmanuel de Roux

Vingt-cinq chefs-d'œuvre magiques de l'art kongo exposés à Paris

Ces pièces témoignent d'un réalisme très codé, dans la terre d'élection du fétichisme

Vingt-cinq pièces exceptionnelles, vraisemblablement façonnées entre le XVIe et le XVIIIe siècle par des artistes kongos, sont exposées jusqu'au 25 juillet dans une petite galerie parisienne. L'art de ce peuple, auquel on peut rattacher celui des « cousins » vilis, bembés, yombés et sundis, est toujours réaliste. Huit petites figurines ont été taillées dans l'ivoire, une matière peu utilisée en Afrique en dépit des idées reçues.

KONGO, galerie Leloup, 9, quai Malaquais, 75006 Paris. Tél. : 01-42-60-75-91. Jusqu'au 25 juillet. Catalogue, textes de Joseph-Aurélien Cornet, 64 pages, 120 francs.

La galerie n'est pas grande : deux petites salles. Le nombre des pièces exposées est modeste – vingt-cinq –, mais la plupart d'entre elles sont exceptionnelles. Les artistes qui les ont façonnées sont tous issus du même peuple, les Kongos, situés de part et d'autre de l'embouchure du fleuve Congo, que les aléas de la colonisation ont distribué entre cinq entités politiques différentes : Gabon, République populaire du Congo, République démocratique du Congo (ex-Zaïre), enclave de Cabinda et Angola. Pourtant, quand les Portugais atteignirent cette région, à la fin du XVe siècle, ils découvrirent un royaume structuré autour d'une capitale, l'actuelle San Salvador, en Angola, dont l'un des souverains embrassa même le christianisme.

L'art de ce peuple, auquel on peut rattacher celui des « cousins » vilis, bembés, yombés et sundis voisins, est toujours réaliste et minutieusement exécuté. Bien connu aujourd'hui, il a notamment été étudié par Raoul Lehuard, qui en a longuement analysé toutes les variantes. Ce réalisme particulièrement codé – *« Cette région est terre d'élection du fétichisme »*, nous dit Jean Laude – n'entrave guère la liberté des sculpteurs, qui façonnent aussi bien des œuvres ayant un lien direct avec le monde des ancêtres et de la magie que des pièces destinées aux détenteurs du pouvoir.

Parmi ces dernières, huit ont été taillées dans l'ivoire, une matière peu utilisée en Afrique en dépit des idées reçues. Ce sont de petites figurines, pommeau de canne, manche de chasse-mouche ou sceptre, dont la plus grande n'atteint pas vingt centimètres, mais qui toutes sont dignes d'un musée. La qualité de la sculpture, la délicatesse de la gravure, la transparence de la patine, qui va du jaune clair au brun-rouge, sont en effet étonnantes.

Sans parler de l'ancienneté de ces objets, vraisemblablement façonnés entre le XVIe et le XVIIIe siècle. Deux d'entre ces figurines, agenouillées, les mains réunies en coupe, sortent sans doute du même atelier yombé, voire des mains du même artiste : le traitement des jambes et des yeux, minuscules et rapprochés, le dessin de la coiffe, prolongée par une tresse, et celui des scarifications, fidèlement reproduites, sont identiques. Autre effigie vili remarquable, mais celle-ci taillée dans du bois avec une grande économie de moyens : un homme debout, fiché sur un manche, la tête de côté, les yeux à peine esquissés.

POUR DÉTRUIRE SON ENNEMI

Parmi les statuettes liées à la magie, on peut voir, quai Malaquais, un beau fétiche à clou vili, ramené par des missionnaires dans les toutes premières années de notre siècle. Il est hérissé de lames de fer, collier et chaîne au cou ; porte en besace une sorte de piège à rats bourré de substances magiques ; sous son bras, un faisceau de baguettes liées par un tissu. Ses yeux, rêveurs, sont soulignés de blanc. Ces fétiches ou *nkisis* servaient aussi bien à sceller un contrat qu'à redonner la santé, à détruire un ennemi ou à repérer un sorcier. Cet autre fétiche vili, mais celui-là destiné à favoriser la chasse, n'en finit pas de s'étirer en longueur, en dépit de sa courte taille (trente centimètres) : sa tête est ovoïde, ses yeux sont exagérément creusés de biais, ses sourcils prolongent l'arête du nez et une demi-douzaine de curieux pendentifs oblongs sont accrochés à son cou.

Il faut citer enfin une très belle « maternité » yombé, archétype du genre – patine claire, yeux incrustés, dents traditionnellement mutilées, scarifications en relief –, que l'on peut rapprocher d'une pièce assez semblable, appartenant au musée de Tervuren (Belgique). Cette effigie symbolise-t-elle la femme fondatrice du clan, une épouse royale, un fétiche lié à la fécondité (une charge « magique » s'insérait au milieu du corps) ? Quelle que soit la réponse, c'est certainement un emblème de cette civilisation kongo dont le réalisme, nous dit Joseph Cornet, *« est un support de réalités spirituelles »*.

E. de R.

Tout le sens du monde dans les jambes de Carlota Ikeda

WAITING, de Carlotta Ikeda. Théâtre de la Bastille, 76, rue de la Roquette, 75011 Paris. Métro Bastille. Jusqu'au 26 juin à 21 heures, dimanche à 17 heures. Tél. : 01-43-57-42-14. De 80 F à 120 F. Prochain spectacle : AVANT-PREMIÈRES, trois spectacles de l'Ecole du Centre national de danse contemporaine d'Angers, par Angels Margarit, Dominique Dupuy, Carlotta Ikeda. Les 1er, 2 et 3 juillet.

Dans le noir, la voix de rocaille de Marguerite Duras égrène des phrases comme des cailloux. *« Je suis née en Indochine... J'ai voulu mourir... »* Sur fond vert fluo, un arbre se silhouette : tronc rabougri et sec sur lequel se greffe une jeune branche mousseuse de feuillage. Sous ce double signe de la vie et de la mort se déploie le solo *Waiting* de la chorégraphe nippone Carlotta Ikeda. Une ambivalence que la star féminine du butô, cette danse des ténèbres née sur les cendres d'Hiroshima à la fin des années 50 au Japon, porte à un sommet. Entre agonie et jouissance, son corps ne choisit pas, réfléchissant la troublante énigme de l'être humain avec un minimalisme aigu.

Dans le frémissement de ses jambes recroquevillées, les légers spasmes hérissant son visage, tout le sens du monde s'incarne, espérance et désespoir inextricablement mêlés comme le dit Duras, dont les mots fécondent la chorégraphe. Si notre Japonaise avoue franchement *ne pas en comprendre le sens, elle en* assume l'insupportable vérité : mort du frère trop aimé, miracle de l'inceste, désir inextinguible. *Ecartelée* sur sa chaise, Carlotta Ikeda, très Lolita à la Balthus (approche-t-elle vraiment de la soixantaine ?), laisse ses mains glisser entre ses jambes pour se rétracter en pédalant dans le vide. Plaisir solitaire comme l'est à sa façon l'enfantement que la chorégraphe symbolise en se coulant sur une large pierre.

Ainsi, dans sa robe blanche en corolle, se laisse-t-elle traverser par les multiples fantômes de la vie d'une femme. Enfant, vieillard, folle sorcière; poupée brisée, elle enjambe le temps. Cette danse des métamorphoses remonte loin à la source du mystère de l'être et tente de devancer la mort dans une bizarre extase. Une mise à nu hypnotique dans laquelle la beauté à faire peur de la danseuse se nimbe de poésie.

L'ART DU BUTÔ ÉPURÉ JUSQU'AU SQUELETTE

Loin du corps érotique mais asexué de ces pièces estampillées butô, Carlotta Ikeda inscrit pour la première fois son féminin dans un rituel dépouillé très personnel. Et si le butô reste sa référence, elle en épure la ligne jusqu'au squelette. Finis les pieds en dedans, les rictus défigurants, les yeux révulsés. En revanche, l'extrême lenteur de la partition gestuelle demeure. Dans une durée si étirée que le sens du temps s'y perd, le mouvement le plus infime di*late l'espace, le remplit à sa vaste mesure.* Avec ce solo, Carlotta Ikeda trace le sillon douloureux d'une voie nouvelle, unique. A son image de femme définitivement seule et inclassable. Inclassable, donc forcément marginale ? La question se pose en contemplant Carlotta Ikeda, que les scènes françaises ignorent depuis cinq ans. Sa réapparition au Théâtre de la Bastille se lit comme une manière de résurrection.

Arrivée en France en 1981, aujourd'hui installée à Bordeaux, elle ne rend pas les armes, s'acharnant à accomplir coûte que coûte sa singulière destinée chorégraphique. Avec raison. Seule garante et réconfort de presque quarante ans de recherche, son authenticité l'accule à oser toujours davantage pour devenir elle-même.

De la danse classique à l'université de Tokyo, au début des années 60, elle enchaîne avec l'expressionnisme allemand de Mary Wigman puis parachève son apprentissage à l'école de Martha Graham. Le butô ensuite la comble. En duo avec Ko Murobushi, elle fonde en 1974 sa compagnie Ariadone, uniquement composée de femmes, un comble dans l'univers masculin du butô. Dans ses décalages, ses décadrages (entre sa vie en France et son origine, elle en oublie parfois qu'elle est japonaise), la voilà esprit libre. Libre d'aller sans peur ni complexe au-delà du butô.

Rosita Boisseau

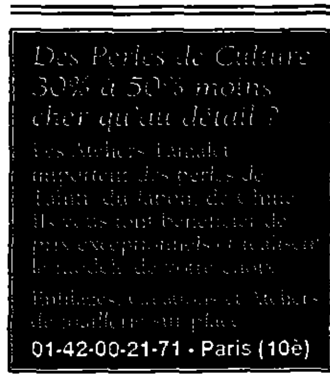
NOUVEAU FILM

PASSAGE POUR LE PARADIS

■ Les années 70 reviennent à la mode. C'est ainsi que le réalisateur italien Antonio Baiocco tente, dans ce premier long métrage, d'obtenir une mouture contemporaine d'un grand succès de l'époque : *Harold et Maud*. Soit, sous les espèces d'un casting international (le Français Tchéky Karyo et l'Américaine Julie Harris) et d'un film tourné en langue anglaise, le road movie d'une vieille originale à la mémoire chancelante, échappée d'une maison de retraite, et d'un privé sur les traces d'un couple illégitime. Entre les minauderies enfantines de celle-ci, le jeu atone de celui-là, et une mise en scène qui se contente de réunir les deux, la route est un peu longue.

Jacques Mandelbaum

Film italien de Antonio Baiocco. Avec Julie Harris, Tchéky Karyo, Mariano Rigillo. (1 h 30.)



Un enterrement de 3e classe pour « Passionnément »

PASSIONNÉMENT, d'André Messager. Raphaëlle Farman (Ketty), Sophie Marin-Degor (Julia), Claire Brua (Hélène), Gérard Theruel (Robert), Jean-Marie-Frémeau (Stevenson), Francis Dudziak (Captain Harris), Daniel Ceccaldi (récitant et mise en espace), Ensemble orchestral de Paris, John Nelson (direction), Théâtre des Champs-Elysées, Paris, le 16 juin.

C'est la musique la plus légère, la plus cultivée qui soit, discrètement allusive, toujours au bord de tomber dans le vulgaire, le superficiel. Cette proximité d'une musique savante avec la chanson, les couplets grivois, le vaudeville et les rimaillements les plus absurdes peut provoquer les plaisirs musicaux les plus exquis, dès lors qu'on y met quelque soin et qu'on se donne la peine de distribuer les ouvrages dits « légers » à des chanteurs bien disants, bons comédiens et chanteurs. La comédie musicale *Passionnément*, d'André Messager, avant-dernier ouvrage (1926) du créateur et dédicataire du *Pelléas et Mélisande* de Debussy, méritait bien cela. L'Ensemble orchestral de Paris s'est décidé, enfin, à illustrer ce pan trop oublié et trop méprisé de la musique française d'entre-guerres. On se réjouissait.

Mais les trois actes sont enchaînés sans les textes parlés, remplacés par une narration ronchonnante et très « Au théâtre ce soir » de Daniel Ceccaldi, qui a aussi « mis en espace » l'ouvrage. Travail qui semble assez bâclé et dont les artistes se tirent en puisant dans leur expérience d'habitués des planches. La décision de les faire chanter devant l'orchestre, placé en fond de scène, est très dommageable : malgré les deux écrans qui permettent aux chanteurs de suivre la battue du chef John Nelson, pas grand-chose n'est en place et tout rubato est gâché. Approximations fatales à cette musique faite de dentelle.

L'orchestre ressemble à une ancienne formation de jeunes qui se réunirait soixante ans plus tard, pour se rappeler le bon temps. Rien n'est ensemble (les départs sont toujours très hasardeux), l'intonation est très relative (le violon solo !), pas la moindre énergie, pas le moindre rebond, et ce dès le début de *Passionnément* et ses rythmes de cake-walk. On se réjouissait que cet orchestre de chambre subventionné, qui, année après année, ne progresse pas, se mette à ce répertoire, mais il faudra encore qu'il raffine sa manière et se réveille, à moins de parvenir à l'effet contraire, c'est-à-dire à l'enterrement de troisième classe de cette merveilleuse musique.

La distribution semble faite de bric et de broc, même si l'intégralité des artistes engagés appartient à une liste d'artistes d'un seul et même agent, Thérèse Cédelle, ce qui peut paraître curieux. A part Francis Dudziak qui, une fois encore, se fait entendre avec clarté, intelligence, humour et musicalité, Jean-Marie Frémeau (un peu embrouillé au début de l'ouvrage, mais parfait dans ce rôle) et Sophie Marin-Degor (qui devra encore perfectionner sa diction), le reste de la distribution laisse froid, par manque de diction et de fermeté (Farman), de charme vocal (Brua), de vigueur vocale (Théruel).

Il semble que la grande, trop grande salle (et loin d'être complète) des Champs-Elysées noie ce qui devrait toucher de près. *Tout cela manque de préparation*, de travail, de conduite. L'opérette de qualité ne reprendra droit de cité qu'à la condition qu'on lui donne les moyens d'un *Pelléas*. Avis à M. Medecin, à l'Opéra-Comique, qui devrait s'y mettre sérieusement, comme il sied à toute chose légère.

Renaud Machart

SORTIR

PARIS

Le Roi Grenouille
C'est à la bibliothèque juive de Darmstadt en Allemagne qu'Ilka Schönbein s'est rendue souvent pour emprunter des livres sur le nazisme et le génocide. Là encore que cette goy (non juive) a entendu les mélodies yiddish pour la première fois. Cette découverte influencera ses créations.
Ilka Schönbein ne s'exprime pas par les mots, mais par le corps, à l'aide du mime, de masques, d'une gestuelle expressionniste qui évoque les cabarets des années 30. On a pu voir l'an passé ses *Métamorphoses* au Théâtre de l'Europe (*Le Monde* du 15 février). Dans le cadre du festival « Enfantillages », elle est au Théâtre des jeunes spectateurs de Montreuil, où elle présente, avec son complice Alexandre Haslé, *Le Roi Grenouille*, d'après un conte de Grimm. Le jeune public réagit très fort aux mimes et à la danse d'Ilka Shönbein qui, pour l'occasion, porte sur son séant la figure du père de la princesse.
TJS, 26, place Jean-Jaurès, 93 Montreuil. Le 20, à 20 h 30 ; le 21, à 17 heures ; le 24, à 15 heures. Tél. : 01-48-70-48-90. Durée : 1 h 15. De 50 F à 65 F.

Le Bal des familles
Dernier rendez-vous de l'année avec l'ambiance bon enfant et sans chichis des bals orchestrés dans la bonne humeur par le groupe Paname Tropical. Au programme : java, biguine, reggae et autres gourmandises pour tous les goûts.
Glaz'Art, 7-15, avenue de la Porte-de-La-Villette, Paris-19e. Mo Porte-de-La-Villette. Tél. : 01-40-36-55-65.

La Carnavalcade
Cubain, guadeloupéen, jazzy ou choral, le défilé dans les rues de Saint-Denis le samedi 20 juin sera grandiose : quarante-deux chars ont été décorés par des artistes amateurs et professionnels ; soixante ateliers ont formé depuis plusieurs mois 1 500 stagiaires qui participent au défilé avec environ 500 musiciens et danseurs du monde entier. Trois parades se forment vers 16 heures. Rue Danielle-Casanova, elle a pour thème « Le monde et ses enfants », avec les dessins d'Hervé Di Rosa, les danseurs de Philippe Decouflé et des artistes brésiliens, indiens, maliens... Au départ de l'avenue Lénine, c'est « Babel explosive et colorée », avec jazz, rap, raï, fanfares. Rue Max-Jacob, « Les Masques laborieux » mêlent chorales, bagads, steelbands caribéens et la fanfare des mineurs du film *Les Virtuoses*. Le tout est organisé par le festival Banlieues Bleues – un gage de qualité –, avec la participation des habitants du département.
Rues de Saint-Denis. Tél. : 01-42-43-56-66.

La Charanga Habanera, Amenaxa
Formée en 1988, la Charanga Habanera réunit autour de David Calzado de jeunes loups diplômés de l'Ecole nationale d'art, qui jouent, chantent et dansent avec une réjouissante énergie. Fort de sa récente signature sur une major (CD *Tremendo Delirio*/Universal), le groupe – coqueluche de la jeunesse cubaine – part à l'assaut de l'Europe tout au long de l'été.
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris-11e. Mo Voltaire. Le 20, à 22 heures. Tél. : 01-47-00-55-22. 120 F et 140 F.

GUIDE

FILMS NOUVEAUX

Les Ailes de la colombe
de Iain Softley (Grande-Bretagne, 1 h 42).
Le Clone
de Fabio Conversi (France, 1 h 30).
Folle d'elle
de Jérôme Cornuau (France, 1 h 22).
Jeffrey
de Christopher Ashley (Etats-Unis, 1 h 32).
Passage pour le paradis
d'Antonio Baiocco (Italie, 1 h 30).
Préférence
de Grégoire Delacourt (France-Italie-Espagne, 1 h 30).
La Revanche de Lucy
Film de Janusz Mrosowski (France-Burkina Faso, 1 h 30).
The Big Swap (*)
de Niall Johnson (Grande-Bretagne, 2 h 03).
(*) Film interdit aux moins de 12 ans.

TROUVER SON FILM

Tous les films Paris et régions sur le Minitel, 3615-LEMONDE ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/min)

VERNISSAGES

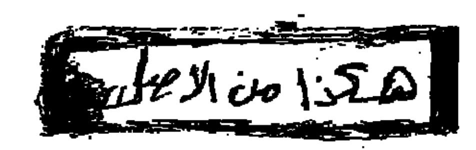
Hommage à Victor Vasarely (1906-1997)
Musée Tavet-Delacour, 4, rue Lemercier, 95 Pontoise. Tél. : 01-30-38-02-40. De 10 heures à 12 h 30 et de 13 h 30 à 18 heures. Fermé lundi, mardi et fêtes. Du 20 juin au 6 septembre. 20 F.
Ed Ruscha
Galerie Marian Goodman, 7, rue Debelleyme, Paris 3e. Mo Saint-Sébastien-Froissart. Tél. : 01-48-04-70-52. De 11 heures à 19 heures. Fermé dimanche et lundi. Du 20 juin au 30 juillet. Entrée libre.

ENTRÉES IMMÉDIATES

Le Kiosque Théâtre : les places du jour vendues à moitié prix (+ 16 F de commission par place). Place de la Madeleine et parvis de la gare Montparnasse. De 12 h 30 à 20 heures, du mardi au samedi ; de 12 h 30 à 16 heures, le dimanche.
Solistes de l'Ensemble InterContemporain
Lindberg : *Metal Work*. Wood : *Moutain Language, création*. Harvey : *Tombeau de Messiaen, Death of Light, Light of Death*. Naon : *Urbana*. Pascal Contet (accordéon), Technique Ircam.
Ircam, 1, place Igor-Stravinsky, Paris 4e. Mo Rambuteau. Le 20, à 20 heures. Tél. : 01-44-78-48-16. De 50 F à 90 F.
Cyprien Katsaris (piano)
Grieg : *Pièces lyriques*. Schumann : *Scènes d'enfants, Variations sur le nocturne op. 15 no 3 de Chopin*. Chopin : *Nocturne op. 15 no 3, Sonate pour piano op. 58.*
Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16e. Mo Pont-de-Neuilly. Le 20, à 20 h 45. Tél. : 01-45-00-22-19. 150 F.
Orchestre national de France
Beethoven : *Egmont*. Vaughan Williams : *Concerto pour tuba et orchestre*. Mozart : *Symphonie no 41 « Jupiter »*. Bernard Neuranter (tuba), Jeffrey Tate (direction).
Cour du Palais-Royal, 13, rue de Rivoli, Paris 1er. Mo Palais-Royal. Le 21, à 21 heures. Entrée libre.
Il Seminario musicale
Œuvres de Du Mont, Carissimi, Giamberti et Benevolo. Gérard Lesne (contralto).
Abbaye, 95 Royaumont. Le 21, à 17 h 30. Tél. : 01-34-68-05-50. 120 F.
Saints and Singing
de Robert Wilson d'après Gertrude Stein. Musique de Hans Peter Kuhn. *Elèves de l'Ernst Busch de Berlin et du* Piccolo Teatro de Milan, Robert Wilson (mise en scène).
Maison de la culture, 1, boulevard Lénine, 93 Bobigny. Le 20, à 20 h 30 ; le 21, à 15 h 30. Tél. : 01-48-13-06-07. De 90 F à 140 F.
Ballett Frankfurt
William Forsythe : *Hypothetical Stream 2, Firstext, Quintett.*
Châtelet, 1, place du Châtelet, Paris 1er. Mo Châtelet. Le 20, à 20 heures. Tél. : 01-40-28-28-40. De 50 F à 190 F.
Compagnie Faizal Zeghoudi
Les Epousées, processus inconscient en voie de décomposition.
Café de la danse, 5, passage Louis-Philippe, Paris 11e. Mo Bastille. Le 20, à 20 h 30. Tél. : 01-47-00-57-59.
Les chiens aboient et la caravane Passos
Cabaret sauvage, parc de La Villette, Paris 19e. Mo Porte-de-la-Villette. Le 20, à 20 h 30. Tél. : 08-03-07-50-75. 120 F.

DERNIERS JOURS

26 juin :
La Tempête
de William Shakespeare, mise en scène de Daniel Mesguich.
Comédie-Française, 2, rue de Richelieu, Paris 1er. Mo Palais-Royal. Tél. : 01-44-58-15-15. De 30 F à 185 F.



SAMEDI 20 JUIN

FILMS DE LA SOIRÉE

14.20 Lucky Jo ■ ■ Michel Deville (France, 1964, N., 90 min). Cinétoile
16.30 Le Violon de Rothschild ■ ■ Edgardo Cozarinsky (France - Suisse, 1996, 120 min). Mezzo
23.15 Mean Streets ■ ■ Martin Scorsese (Etats-Unis, 1973, 110 min). Cinétoile
0.20 Le Grand Couteau ■ ■ Robert Aldrich (Etats-Unis, 1955, N., v.o., 110 min). Ciné Cinéfil
1.05 Les Producteurs ■ ■ Mel Brooks (Etats-Unis, 1968, 100 min). Cinétoile
2.10 Le Banni des îles ■ ■ Carol Reed (Grande-Bretagne, 1951, N., v.o., 100 min). Ciné Cinéfil
2.45 La Collectionneuse ■ ■ Eric Rohmer (France, 1967, 85 min). Cinétoile
3.30 Hardcore ■ ■ Paul Schrader (Etats-Unis, 1979, 105 min). Canal +
4.10 Judith Therpauve ■ ■ Patrick Chéreau (France, 1978, 135 min). Cinétoile

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

16.10 Le Monde des idées. Thème : hommage à Tabarly. Invités : Florence Arthaud ; Yann Quéffelec. LCI

MAGAZINES

19.30 Nulle part ailleurs. Canal +
20.00 Thalassa. 100 000 chevaux sur la mer. TV 5
20.05 Le Fond de la corbeille spécial. Invités : Jean-François Roth ; Lova Golovtchiner ; Jean Charles ; Raoul Riesen ; Patrick Nordman ; Philippe Cohen ; Marc Donnet-Monay ; Lolita. TSR
20.45 Le Magazine de l'Histoire. Invités : Serge Berstein ; Alain Peyrefitte ; Samy Cohen. Histoire
21.50 Metropolis. Arte
22.20 T'as pas une idée ? Invité : Patrice Leconte. Canal Jimmy
0.45 Supplément détachable. Spécial Gay Pride. Canal +

DOCUMENTAIRES

18.40 Le Monde des pingouins. Planète
19.00 Voyage aux pays des dieux. [4/13]. Australie, le temps du rêve. Odyssée
19.30 Un Yankee au Kamtchatka. Odyssée
19.50 Maîtres de guerre. [3/13]. Opération Pointblank, bombardements massifs sur l'Allemagne. Planète
20.25 Wallenberg, autopsie d'une disparition. Odyssée
20.35 Robert Palmer, gentleman rocker. Planète
20.35 Planète animal. Le Castor, architecte des rivières. TMC
21.00 Grâce à la musique. Mozart. Muzzik
21.30 Nuits de feu à Chantilly. Planète
21.30 Planète Terre. Sur la terre des pharaons. [2/3]. TMC
21.55 Cryogénie, gardons la tête froide. Planète
22.10 La Chaleur de la Terre. Odyssée
22.40 Arctique. [12/13]. Une nouvelle destination. Odyssée
22.50 Fidalium Joly, le dernier fils de Tidalium Pelo. Planète
23.00 Churchill. [2/4]. Vaincre ou mourir - L'heure de gloire 1940-1942. Histoire
23.00 Opéra. Janet Baker. Full Circle. Mezzo
23.05 Les Açores de Madredeus. Muzzik
23.10 Les Iles sauvages. [1/3]. Un monde à part. Odyssée
23.30 ▶ Music Planet. Lou Reed, Rock'n Roll Heart. Arte
23.45 Le Voyage du lynx.
23.50 Grizzly, maître des montagnes. Planète
0.00 Femmes soldats. Téva
0.00 Les Derniers Rhinocéros noirs. Odyssée
0.05 Over the Limit. [2/5]. Canal Jimmy

SPORTS EN DIRECT

23.00 Golf. Bell South Senior Classic. AB Sport
1.00 Rugby. Test match. Argentine - France. France 2
1.50 Golf. US Open. Canal +

MONDIAL 98

14.30 Japon - Croatie. Groupe H, à Nantes. France 3, TSR, RTBF 1, Canal +
17.30 Belgique - Mexique. Groupe E, à Bordeaux. TF 1, Eurosport, RTBF 1, Canal +
21.00 Pays-Bas - Corée du Sud. Groupe E, à Marseille. Eurosport, RTBF 1, France 2, Canal +

MUSIQUE

20.30 Fête de la musique. The Brats Awards. Paris Première
20.30 Opéra. Janet Baker. *Orphée et Eurydice*. Par l'Orchestre philharmonique de Londres, dir. Raymond Leppard. Mezzo
21.25 Fête de la musique. The Greatest Music Party in the World 1995. Paris Première
23.00 Fête de la musique. Pavarotti and Friends. Modène 1994. Paris Première
23.35 Concert privé. Jean-Louis Aubert. M 6
23.50 Madredeus 1995. Muzzik
0.25 La Nuit de la musique. Michel Sardou Olympia 95. 2.05 Tina Turner à Amsterdam. TF 1
0.35 Fête de la musique. Alanis Morissette. Paris Première

VARIÉTÉS

20.55 La Fureur de Bercy. TF 1

TÉLÉFILMS

20.13 L'Amour assassin. Elisabeth Rappeneau. 13ème Rue
22.10 Le condamné meurt à cinq heures. Marc Lobet. Festival
22.30 Racines 3. [1/3]. John Erman et Charles S. Dubin. Téva
23.05 Un petit grain de folie. Sébastien Grall. Festival
0.45 Les Complices du silence. Norbert Kückelmann. Arte

SÉRIES

20.55 Les Alsaciens ou les Deux Mathilde. [7 et 8/8]. France 3
0.35 Chapeau melon et bottes de cuir. Concerto (v.o.). 13ème Rue
1.00 Seinfeld. Le contrevenant (v.o.). Canal Jimmy

NOTRE CHOIX

● 19.00 Arte
Histoire parallèle

Intitulé *Europe 1948 : les premiers travailleurs immigrés*, ce 463e numéro du magazine présenté par Marc Ferro offre un passionnant éclairage sur la société de l'après-guerre. Analyse des mentalités en Grande-Bretagne et en France en présence de l'historien britannique James Steel qui compare les attitudes des deux pays face à l'immigration qui se développe à la fin des années 40, quand commence le mouvement de la décolonisation. N'ayant pas de législation sur l'immigration, les Anglais sont pris de court par *« une colonisation inversée »*. Mais 1948, c'est aussi l'année où de Gaulle se rend à Verdun. La presse d'outre-Manche souligne que, dans son discours, celui que Londres considère comme le meilleur *« chevalier de l'anticommunisme »* a en fait *« exonéré »* Pétain. – *F. H.*

● 0.20 Ciné Cinéfil
Le Grand Couteau
(The Big Knife)

Un acteur célèbre, prisonnier de sa veulerie, est sur le point d'être quitté par sa femme. Son producteur cherche à lui faire renouveler, par chantage, le contrat qui les liait. Robert Aldrich a tourné la pièce de Clifford Odets en univers clos, avec une frénésie dévastatrice. Le réalisateur s'est acharné – c'était sa grande époque – sur les mœurs hollywoodiennes tout en donnant un portrait shakespearien de l'homme destiné à être détruit. Le jeu des acteurs, Jack Palance, Rod Steiger, Ida Lupino, Shelley Winters, est porté au paroxysme nerveux. Lion d'argent au Festival de Venise 1955. – *J. S.*

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

17.15 Mondial 98. Belgique - Mexique.
19.25 Vidéo gag.
20.00 Journal, Coupe du monde, Météo.
20.55 La Fureur de Bercy. La fête de la musique.
0.20 Météo.
0.25 La Nuit de la musique. Michel Sardou à l'Olympia 95. 2.05 Tina Turner à Amsterdam.

FRANCE 2

18.55 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.00 Farce attaque... les Iles.
19.50 et 20.40 Tirage du Loto.
19.55 Au nom du sport.
19.56 Météo.
20.00 Journal, Coupe du monde, Météo.
20.50 Coupe du monde.
21.00 Mondial 98. Pays-Bas - Corée du Sud.
22.55 Football.
23.15 Du fer dans les épinards.
0.45 Journal, Météo.
1.00 Rugby. Argentine - France.

FRANCE 3

18.20 Questions pour un champion.
18.50 et 1.25 Un livre, un jour.
18.55 Le 19-20 de l'information.
20.01 Météo.
20.05 Benny Hill.
20.25 Tout le sport.
20.28 Le Journal de la Coupe.
20.55 Les Alsaciens ou les Deux Mathilde. [7/8]. 1943-1944. [8/8]. 1945-1953.
22.40 Météo, Soir 3.
23.10 Le Club du Mondial.
23.55 Carnavalcade.

CANAL +

17.30 Mondial 98. Belgique - Mexique.
▶ En clair jusqu'à 21.00
19.30 Nulle part ailleurs.
20.15 Le Journal de François Pécheux, Golden Foot, Football.
21.00 Mondial 98. Pays-Bas - Corée du Sud.
23.00 Une nuit en enfer ■ Film. Robert Rodriguez.
0.45 Supplément détachable. Spécial Gay Pride.
1.50 Golf. US Open.

ARTE

19.00 Histoire parallèle. Semaine du 20 juin 1948 - Europe 1948 : Les premiers travailleurs immigrés.
19.49 La Carnavalcade. En direct. Prélude à la fête.
20.15 8 1/2 Journal.
20.30 La Carnavalcade (suite).
21.50 Metropolis.
22.40 L'Hôpital et ses fantômes. [10/11]. De Profundis.
23.30 ▶ Music Planet. Lou Reed, Rock'n Roll Heart.
0.45 Les Complices du silence. Téléfilm. Norbert Kückelmann.

M 6

18.15 Morlock.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.10 Plus vite que la musique. Spécial Fête de la musique.
20.35 La météo des plages.
20.40 Ciné 6.
20.55 La Trilogie du Samedi. FX, effets spéciaux : Casino volant. 21.45 The Sentinel : Partenaires. 22.45 Players : Pris en flagrant délit.
23.35 Concert privé : Jean-Louis Aubert.
1.10 Une année de Hit machine.

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.00 Fiction. *Tue la mort*, de Tom Murphy.
22.35 Opus. Variations sur des thèmes de Michel Chaillou.
0.05 Le Gai Savoir. Giordanna Charuty, ethnologue.

FRANCE-MUSIQUE

19.31 Elektra. Opéra de Richard Strauss. Par l'Opéra national de Lyon, dir. Kent Nagano, Eva Marton (Elektra), Grace Bumbry (Clytemnestre).
23.07 Présentez la facture. La harpe [1].

RADIO-CLASSIQUE

20.40 Hommage à André Navarra. Navarra, violoncelle. Œuvres de Chopin, Laló, Fauré, Bloch.
22.35 Da Capo. La pianiste Annie Fischer.

DIMANCHE 21 JUIN

FILMS DU JOUR

18.05 La Collectionneuse ■ ■ Eric Rohmer (France, 1967, 85 min). Cinétoile
20.13 Les Trente-neuf Marches ■ ■ D. Sharp (GB, 1978, 97 min). 13ème Rue
20.30 Madame porte la culotte ■ ■ George Cukor (Etats-Unis, 1949, N., 105 min). Ciné Cinéfil
20.45 La Bonne Année ■ ■ Claude Lelouch (France, 1973, 115 min). Ciné Cinémas
20.55 Les Caprices d'un fleuve ■ ■ O Bernard Giraudeau (France, 1995, 125 min). France 2
21.25 West Side Story ■ ■ Robert Wise et Jerome Robbins (EU, 1960, v.o., 150 min). Cinétoile
22.15 Le Grand Couteau ■ ■ Robert Aldrich (Etats-Unis, 1955, N., v.o., 110 min). Ciné Cinéfil
22.40 Léolo ■ ■ □ Jean-Claude Lauzon (Canada, 1992, 105 min). Ciné Cinémas
23.00 Le Bon Plaisir ■ ■ F. Girod (F, 1983, 100 min). France 2
23.50 Le Silence de la mer ■ ■ ■ Jean-Pierre Melville (France, 1947, N., 85 min). RTL 9
0.15 Fort Saganne ■ ■ Alain Corneau (France, 1983, 180 min). Cinéstar 1
0.25 Jack l'éventreur (The Lodger) ■ ■ John Brahm (Etats-Unis, 1944, N., v.o., 85 min). France 3
2.35 La Folie des grandeurs ■ ■ Gérard Oury (France, 1971, 105 min). Cinétoile
2.40 La Seconde fois ■ ■ Mimmo Calopresti (Italie, 1995, 80 min). Ciné Cinémas

GUIDE TÉLÉVISION

DÉBATS

12.05 et 3.10 Polémiques. Invité : Philippe de Villiers. France 2
12.10 et 23.10 Le Monde des idées. Thème : hommage à Tabarly. Invités : Florence Arthaud ; Yann Quéffelec. LCI
18.30 Grand-Jury RTL-*Le Monde*-LCI. Robert Hue. LCI
19.00 Public. Invitée : Marie-Georges Buffet. TF 1

MAGAZINES

11.00 Hommage à Eric Tabarly. En direct de Brest. LCI
13.00 Lignes de mire. Invité : Xavier Gouyou Beauchamps. France 3
13.00 Thalassa. 100 000 chevaux sur la mer. TV 5
13.30 Journée spéciale Michel Platini. Canal +
13.50 *Les Quatre Dromadaires*. Les Crocodiles, seigneurs du Kirawira. France 3
14.00 Le Monde à la trace. TV 5
14.30 Les Dossiers de l'Histoire. Génération : Vingt ans après. Nouvelle société nos 5 et 7. Histoire
16.30 Le Sens de l'Histoire. Le 18 juin 1940. Invités : Jean-Louis Crémieux-Brilhac ; Daniel Rondeau. La Cinquième
16.45 Sud. Invités : Jean-Paul Montanari ; Louis Nucéra ; Jean-Louis Danneyrolles. TMC
18.00 Paris modes. Spécial Prêt-à-porter printemps-été 1998. Paris Première
19.00 et 0.45 Le Gai Savoir. Peut-on vraiment en finir avec Vichy ? Invités : Henri Amouroux ; Marc Trillard ; Lydie Salvayre ; Arno Klarsfeld ; Jean Dutourd. Paris Première
19.10 Le Club. Invité : Raoul Coutard. Ciné Cinéfil
19.30 Nulle part ailleurs. Invités : Soulfly (live) ; Max Cavalera. Canal +
19.30 L'Histoire des loisirs. Histoire
20.00 Rive droite, rive gauche. Best of. Paris Première
20.45 Les Dossiers de l'Histoire. Capitales en guerre : [1/4] Paris l'outragée. Histoire
20.50 Zone interdite. Celles par qui le scandale arrive. M 6
22.10 Viva. Robe d'un jour. TSR
23.00 Envoyé spécial, les années 90. Un jeu d'enfant. Urgences. Histoire
0.45 Metropolis. Arte

DOCUMENTAIRES

11.15 Histoire d'un record. Hommage à Eric Tabarly. LCI
17.15 Le Trésor du San Diego. [1/2]. Odyssée
17.55 Cryogénie, gardons la tête froide. Planète
18.00 The Art Ensemble of Chicago, portrait. Muzzik
18.00 Le Sauvetage des cacatoès. Odyssée
18.30 Churchill. [2/4]. Vaincre ou mourir - L'heure de gloire 1940-1942. Histoire
18.30 Voyage aux pays des dieux. [5/13]. Taj Mahal, le paradis sur terre. Odyssée
19.00 L'Oiseau à berceau, play-boy de la forêt australienne. Odyssée
19.30 Maestro. A la recherche de Beethoven. [2/2]. Arte
19.50 Grizzly, maître des montagnes. Planète
19.50 La Pièce manquante. Odyssée
20.20 *Les Forçats chinois et le Marché allemand*. Odyssée
20.30 Virtuoses. Cecilia Bartoli. Portrait d'une jeune mezzo-soprano. Mezzo
20.35 La Terre promise. [1/5]. L'appel du Nord. Planète
20.40 Soirée thématique. La Grande Catherine (1729 - 1796). Arte
20.50 L'Election du pape : un secret bien gardé. Odyssée
21.25 Underground USA. [9/14]. Armes en tous genres - Par ici la sortie. Planète
21.40 Né pour courir. Odyssée
22.00 Les Deux Marseillaises. Notes sur les élections législatives de 1968, à Asnières. Planète
22.15 Les Grands Explorateurs. [1/10]. Roald Amundsen. Histoire
22.20 Grand document. Le Rêve africain. [1/5]. La guerre des villages. RTBF 1
22.30 Le Clergé et le Génocide rwandais. Odyssée
23.20 Chœurs en balade. Odyssée
23.50 Glacier Express. [2/2]. Odyssée
23.55 Les Enfants du bac. Autopsie d'un mythe. Planète
0.50 Mémoires d'une princesse des Indes. Téva

SPORTS EN DIRECT

16.15 Cyclisme. Tour de Suisse : Lenzerheide - Lenzerheide. Eurosport et TSR
16.15 Cyclisme. Tour de Catalogne. AB Sport
22.30 Golf. Bell South Senior Classic. AB Sport
23.00 Formule Indy. Grand Prix de Portland. Eurosport
0.25 Golf. US Open. Canal +

MONDIAL 98

14.30 Allemagne - Yougoslavie. Groupe F, à Lens. TF 1, RTBF 1, Canal +
17.30 Argentine - Jamaïque. Groupe H, à Paris. Eurosport, RTBF 1, France 2, Canal +
21.00 Etats-Unis - Iran. Groupe F, à Lyon. Eurosport, France 3, Canal +

MUSIQUE

20.05 Amalia. Muzzik
22.55 All-Star Swing Festival. Paris Première
23.30 Québec salue Brel. TV 5
23.50 The Brats Awards. Paris Première

VARIÉTÉS

20.00 Du côté de chez Bedos. France 2 et TV 5

TÉLÉFILMS

18.30 Tom et Julie. Nina Companeez. Festival
20.30 Embarquement pour l'enfer. Alberto Negrin [1 et 2/2]. Festival
20.45 La Grande Catherine. Marvin J. Chomsky. Arte
20.45 Sauvetage périlleux. Charles Wilkinson. RTBF 1
20.55 Le Droit à l'oubli. Gérard Vergez. Téva
23.40 Albert Savarus. Alexandre Astruc. Festival
23.55 Une vie de Haendel. Tony Palmer. Muzzik

SÉRIES

18.55 Demain à la une. Sale temps pour un coup de foudre. M 6
20.00 Seinfeld. Le contrevenant (v.o.). Canal Jimmy
20.25 Dream On. Cherche locataire désespérément (v.o.). Canal Jimmy
22.10 Friends. Celui qui se gourait du tout au tout (v.o.). Canal Jimmy
22.15 Chapeau melon et bottes de cuir. Concerto (v.o.). 13ème Rue
22.35 NYPD Blue. Les choses de la vie (v.o.). Canal Jimmy

SIGNIFICATION DES SYMBOLES :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classiques

LES CODES DU CSA :
O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Le Monde publie chaque semaine, dans son supplément daté dimanche-lundi, les programmes complets de la radio et – accompagnés du code ShowView – ceux de la télévision ainsi qu'une sélection des programmes du câble et du satellite.
Le nom qui suit le genre de l'émission (film, téléfilm, etc.) est celui du réalisateur.
◆ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

NOTRE CHOIX

● 19.30 Arte
Maestro

La folle utopie de Beethoven

PROJET MIROBOLANT et intraitable : les tempos de Ludwig van Beethoven. Sir Roger Norrington, tout anobli qu'il est, n'a jamais embourgeoisé sa manière et il est le seul à avoir respecté à la lettre les indications métronomiques, souvent affolantes, du grand sourd dans ses symphonies. Son enregistrement pour EMI/Virgin a fait date, même s'il irrite et ne convainc pas toujours. On en entend des extraits dans *A la recherche de Beethoven*, l'excellent documentaire d'Andy Sommer et Gaïa Varon, mais à aucun moment ce chef n'est interrogé. Pourtant, la parole est donnée, on ne sait pourquoi, à Lorin Maazel, qui n'a rien à dire sur le sujet, et à Riccardo Muti, qui fait tout le contraire de ce qu'il faudrait faire dans la *Cinquième*...

On se réjouit de voir le vieux Solti répéter avec le Philharmonique de Vienne la *Deuxième*, dégraisser la pâte sonore, rappeler que « larghetto » ne veut pas dire « adagio ». Partition et métronome électronique en main, il cite la mesure 104 du premier mouvement de la *Cinquième*, qui lui semble être la clé de voûte du « problème » de cette épineuse et légendaire symphonie. On se réjouit de le voir brocarder, sans le citer, Giulini et son tempo pachidermique et se rapprocher, sans davantage le citer, des options de Norrington. Les membres du Philharmonique de Vienne le reconnaissent : *« Plus il avance en âge, plus Maestro Solti accélère les tempos ! »*

La juxtaposition des séquences des différents interprètes historiques filmés (avec relevé des tempos respectifs, diagrammes et partition à la clé : excellente idée, simple et fortement pédagogique) est parlante mais caricaturale, car elle n'envisage le tempo que d'un point de vue comptable et métrique. Or, le tempo est aussi une affaire de temps musical organique, développé dans une logique qui lui est propre, de surcroît fortement influencée par les conditions acoustiques des lieux. Mais ce film atteint son but : remettre le nez dans les partitions, comparer des versions et retrouver la folle utopie de Beethoven.

Renaud Machard

PROGRAMMES

TÉLÉVISION

TF 1

13.20 Le Rebelle. Retour dans le passé.
14.15 Coupe du monde 98. Allemagne - Yougoslavie.
16.25 Pacific Blue. Le faussaire.
17.15 Disney Parade.
18.25 30 millions d'amis.
18.55 Euro en poche.
19.00 Public. Marie-Georges Buffet.
20.00 Journal.
20.30 Le Journal de la Coupe du monde.
20.40 Le Résultat des courses.
20.50 Météo.
20.55 Guerre et passion. Film. Peter Hyams.
22.45 Ciné dimanche.
22.55 Scarface ■ Film. Δ Brian De Palma.
1.50 TF 1 nuit.

FRANCE 2

13.30 Sous vos applaudissements.
15.10 L'Ecole des fans.
16.00 Le Territoire du tigre royal.
16.55 Coupe du monde 98. Argentine - Jamaïque.
19.25 Football.
19.40 Stade 2.
19.55 1 000 enfants vers l'an 2000.
19.56 et 20.45 Météo.
20.00 Journal, L'Image du jour : Coupe du monde de football.
20.55 Les Caprices d'un fleuve ■ ■ Film. O Bernard Giraudeau.
23.00 Le Bon Plaisir ■ ■ Film. Francis Girod.
0.40 Journal, Météo.
0.55 Musiques au cœur. Fête de la musique.

FRANCE 3

13.00 Lignes de mire.
13.50 Les Quatre Dromadaires. Les Crocodiles, seigneurs du Kirawira.
14.45 et 16.40 Le Pirate. Téléfilm. Ken Annakin [1 et 2/2].
16.20 Tiercé. En direct.
18.15 Va savoir. Espèces végétales en danger.
18.55 Le 19-20 de l'information, Météo.
20.05 Bouvard du rire.
20.28 Le Journal de la Coupe.
20.50 Coupe du monde 98. Etats-Unis - Iran.
23.10 Météo, Soir 3.
23.35 Le Club du Mondial.
0.25 Jack l'éventreur (The Lodger) ■ ■ Film. John Brahm (v.o.).
1.50 Musique graffiti.

CANAL +

13.30 Journée spéciale Michel Platini.
14.30 Coupe du monde 98. Allemagne - Yougoslavie.
16.30 10, Platini.
17.30 Coupe du monde 98. Argentine - Jamaïque.
▶ En clair jusqu'à 21.00
19.30 Nulle part ailleurs. Invités : Soulfly (live), Max Cavalera.
20.15 Le Journal de François Pécheux.
20.43 Golden Foot.
20.45 Football.
21.00 Coupe du monde 98. Etats-Unis - Iran.
23.00 Ma vie en rose ■ Film. Alain Berliner.
0.24 Pin-up.
0.25 Golf. En direct.
2.40 Tykho Moon ■ Film. Enki Bilal.

LA CINQUIÈME/ARTE

13.30 Les Lumières du music-hall. Patachou.
14.00 Sur les toits du Bengale.
15.00 Sean Connery. Un roi en Ecosse.
15.30 Les Yeux de la découverte.
16.30 Le Sens de l'Histoire. Le 18 juin 1940.
18.00 Le Fugitif. Décision sur le ring.
19.00 Cartoon Factory.
19.30 Maestro. [2/2].
20.30 8 1/2 Journal.
20.40 Soirée thématique. La Grande Catherine (1729-1796). 20.45 La Grande Catherine. Téléfilm. Marvin J. Chomsky. 23.45 La Russie découvre la Grande Catherine.
0.45 Metropolis.
1.35 Musica.

M 6

13.15 Danielle Steel : L'Album de famille. Téléfilm. Jack Bender [1 et 2/2].
16.35 Plus vite que la musique. Spécial Fête de la musique.
17.00 Hot forme.
17.10 Bonne fête papa. Téléfilm. Didier Fontan.
18.55 Demain à la une. Sale temps pour un coup de foudre.
19.54 Le Six Minutes, Météo.
20.05 E = M6. Voyage dans le système solaire.
20.30 La météo des plages.
20.35 et 1.10 Sport 6.
20.50 Zone interdite. Celles par qui le scandale arrive.
22.40 Météo.
22.45 L'Auberge des plaisirs. Téléfilm. □ Joe D'Amato.
0.20 Les Rues de San Francisco. Les assassins.
1.20 Boulevard des clips.

RADIO

FRANCE-CULTURE

19.00 Dimanche musique : Faites de la musique !
21.30 Quartet Flip Side. Concert. Transcontinentales.
22.35 Atelier de création radiophonique.
0.05 Radio archives.

FRANCE-MUSIQUE

19.36 La musique en fête.
21.00 Fête de la musique - Concert. Donné en direct de la Cour du Palais royal, par l'Orchestre national de France, dir. Jeffrey Tate.
22.15 Fête de la musique - Concert de musique traditionnelle. Donné en direct de la Cour du Palais royal.
23.15 Fête de la musique - Concert de jazz. Donné en direct de la Cour du Palais royal, par le quintette de Jean-Benoît Culot.
23.59 Les Meilleurs moments du Rendez-vous des amateurs.

RADIO-CLASSIQUE

20.00 Soirée lyrique. *Cosi fan tutte, dramma giocoso*, de Mozart, par le London Voices et l'Orchestre de chambre d'Europe, dir. Solti. Renée Fleming (Fiordiligi), Anne-Sofie von Otter (Dorabella), Adelina Scarabelli (Despina), Frank Lopardo (Ferrando), Olaf Bär (Guglielmo), Michele Pertusi (Don Alfonso).
23.05 Portrait de Renée Fleming.

Le Monde
DIMANCHE 21 - LUNDI 22 JUIN 1998

De nombreuses critiques visent la gestion de la MNEF et la proximité de ses dirigeants avec le Parti socialiste

Le président de la Mutualité française appelle à une remise en ordre de la mutuelle étudiante

SANS ATTENDRE les conclusions du rapport de la Cour des comptes, ni celles des enquêtes diligentées par les services des affaires sociales, la Mutuelle nationale des étudiants de France *(MNEF) se prépare à un grand* remue-ménage interne. Si le principe en était retenu, comme le préconise le syndicat d'étudiants UNEF-ID, il pourrait s'achever par des élections générales et un renouvellement profond des instances actuelles.

Pour toute autre organisation que la MNEF, un tel débat, l'année du cinquantenaire de sa création, apparaîtrait somme toute banale. Ce n'est pas le cas pour cette mutuelle qui traverse une nouvelle période de turbulences. La réforme du système de santé, comme la mise en œuvre d'une directive européenne de 1992 qui concerne l'ensemble du mouvement mutualiste, ne sont pas seules en cause. Principale cible des accusations formulées à l'encontre de la MNEF, la politique de diversification commerciale, la création de multiples filiales, les méthodes de gestion du directeur général, Olivier Spithakis, s'appuyant sur un réseau d'influence d'amis et de proches du pouvoir, ont nourri les soupçons (*Le Monde* du 10 avril).

Dans un entretien au *Parisien* du 19 juin, Jean-Marie Le Guen, député de Paris et ancien directeur médical de la MNEF, salarié jusqu'en 1997, leur apporte quelque fondement. Tout en récusant l'accusation d'avoir bénéficié d'un emploi fictif, il confirme que *« la MNEF est la pouponnière du Parti Socialiste.* [Elle] *a été, est encore une base de repli du Parti socialiste »*, ajoute-t-il en évoquant notamment le cas de responsables ayant perdu leurs fonctions électives.

« REVENIR AUX ÉTUDIANTS »

Dans la même édition, Manuel Valls, actuel conseiller à la communication à Matignon et ancien représentant de la minorité rocardienne de l'UNEF-ID au sein de la MNEF dans les années 80, considère, lui, *« qu'il faut tourner la page et faire que la MNEF revienne aux étudiants. Il me semble que cela ne pourra pas se faire sans le départ de l'actuel direction de la MNEF »*. Cet héritage commence à devenir encombrant, d'autant que l'opposition ne cache pas son intention de s'emparer de cette affaire qui risque de menacer des proches de Lionel Jospin.

Enfin, les remous qui affectent la MNEF viennent aussi du différend qui l'oppose à la puissante Fédération nationale de la mutualité française (FNMF). Dans son discours prononcé, samedi 20 juin, devant l'assemblée générale de la Mutualité, Jean-Pierre Davant, son président, n'a pas caché sa volonté de remettre de l'ordre. *« Je ne regrette pas d'avoir indiqué que les étudiants ont besoin de reconquérir leur mutuelle et que nous avions besoin d'une grande et vraie mutuelle étudiante (...) participant à la vie de la Mutualité. Il faut en finir avec la politique de l'autruche »*, a-t-il indiqué en référence aux dérives commerciales de la MNEF.

Dans un rapport en voie d'achèvement, la Cour des comptes devrait apporter des éclaircissements sur ce faisceau de présomptions. Pour prévenir les effets désastreux de cette période agitée, les dirigeants de la MNEF, lors d'une assemblée générale du 24 avril, ont décidé de passer à l'offensive. Ils ont ouvert une consultation sur les évolutions de la politique de santé, l'organisation et le fonctionnement de la mutuelle et de ses filiales.

Ce débat a été accéléré avec l'arrivée des responsables de l'UNEF-ID, principale organisation des étudiants, dans les organes dirigeants de la MNEF. Dans une des trois contributions déposées à ce jour, l'UNEF-ID préconise une politique de *« rénovation »*. Sans reprendre à son compte les critiques formulées à l'égard du *« système Spithakis »*, elle n'en formule pas moins une série de propositions qui visent à redonner aux étudiants l'essentiel des pouvoirs de décision, à *« recentrer l'activité sur les besoins sanitaires et sociaux des étudiants »* et surtout *« mettre fin aux dérives d'une démarche [commerciale] qui doit être juridiquement et déontologiquement encadrée »*.

De toute évidence, l'UNEF-ID, qui entretient des liens privilégiés avec la MNEF, n'entend pas se limiter à un rôle de figurant. En proposant des élections générales et en affichant sa volonté de resserrer les liens avec le mouvement mutualiste, son président, Pouria Amirshahi, souhaite jouer un rôle prépondérant dans les orientations futures. Matthieu Séguéla, actuel trésorier de la MNEF, militant mutualiste de longue date et ancien délégué national n'hésite pas, de son côté, à préconiser une stratégie de rupture avec un système *« bloqué où tout est mis en œuvre pour brider l'expression démocratique (...) où les instances se trouvent virtuellement confisquées »*. Outre des *« dysfonctionnements »* interne, il dénonce *« les pouvoirs exorbitants »* de l'Association des amis de la MNEF, un mécanisme de désignation des élus strictement contrôlé.

Sans qu'il soit directement mentionné, l'avenir du directeur général, Olivier Spithakis, est en jeu. Certes, ce dernier peut faire valoir une *« motion de confiance »* votée lors d'une récente assemblée générale. Il peut aussi s'appuyer sur la contribution de la direction actuelle qui propose la poursuite *« du redressement »* entrepris.

DES SUBVENTIONS REFUSÉES

A la veille de la campagne d'inscription dans les universités, ces turbulences risquent fort d'avoir des conséquences négatives sur l'activité de la mutuelle. Récemment, au conseil régional d'Ile-de-France, l'opposition de droite et le Front national se sont rejoints pour refuser des subventions pour la construction de logements sociaux pour étudiants gérés par une association dépendant de la MNEF. Dès lors, il n'est pas sûr que le processus interne de *« reconstruction »* aille jusqu'à son terme. D'ici là, les autorités de tutelle pourraient être tentées d'adopter des mesures d'urgence.

Michel Delberghe

Des accointances avec l'Association France-Taïwan

Un immeuble situé dans le 15e arrondissement de Paris, racheté pour 10 millions de francs par une filiale immobilière de la MNEF au début des années 90, abrite le siège social de l'Association des amitiés France-Taïwan. Selon *Libération* du 19 juin, cette association était présidée par Pierre Bergé, avec pour vice-présidents Jacques Cresson, mari d'Edith Cresson, et Jean-Marie Le Guen, et comme trésorier Olivier Spithakis. Ce dernier, directeur général de la MNEF, reconnaît que cette domiciliation était *« une erreur »*. Mais il nie qu'elle ait pu jouer un rôle quelconque dans la conclusion de contrats commerciaux controversés avec un pays qui n'est pas reconnu officiellement par la France.

Souvenirs divergents d'une garde à vue à Strasbourg

STRASBOURG
de notre correspondant

Strasbourg centre-ville, 23 h 45, dans la nuit du 10 au 11 avril. André Hervieux, septuagénaire, qui va chercher au cinéma sa femme Michèle et leurs amis Odile et Bernard Reumaux, grille un feu rouge. La police l'intercepte. Il reconnaît l'infraction. Entre-temps, arrivent ses amis et son épouse, qui demandent ce qui se passe.

Qu'est-il alors arrivé pour que ces quatre personnes, venues au commissariat central de Strasbourg, retenues sur place, mises en garde à vue dans la nuit, relâchées le lendemain dans la matinée, se retrouvent poursuivies pour *« outrage à personne dépositaire de l'autorité publique »* ? Plus de neuf heures d'audience devant le tribunal correctionnel de Strasbourg, vendredi 19 juin, n'ont pas tout clarifié.

Pour les quatre Strasbourgeois, il y a eu abus de pouvoir. Ils sont venus de leur plein gré au commissariat pour rencontrer un responsable et s'étonner des façons de faire des policiers qui dressaient le procès-verbal. Mais là, *« l'étau s'est refermé »*, selon l'avocat du couple Reumaux, Me Pierre Kretz : *« Il y a eu une volonté délibérée d'humiliation »* et même *« une séquestration extrêmement perverse »* : confiscation de lunettes, d'un téléphone mobile, enfermement dans un baraquement provisoire, difficultés à obtenir la visite d'un médecin pour André Hervieux un peu souffrant, refus de se préoccuper des enfants Reumaux, et même fouille à nu pour le couple le plus jeune.

Entrés au commissariat vers 1 heure du matin, les quatre amis se sont vu notifier leur garde à vue une heure plus tard pour André Hervieux, plus de deux heures après pour les trois autres. Les procédures sont donc nulles, plaide Me Laurent Hincker pour le couple Hervieux, car la notification des droits doit être, dit la jurisprudence, *« immédiate »*.

ABUS POLICIER OU DÉDAIN DE NOTABLES ?

Du côté policier, les souvenirs sont sensiblement différents. Les fonctionnaires auraient été traités de très haut dès le début par le petit groupe, le ton serait monté, des injures auraient volé : *« Petits merdeux »*, *« Espèce de fascistes »*, *« On vous apprend à être cons à l'Ecole de police »*. *« Des propos méprisants et sales »*, commente le premier procureur adjoint Pascal Schultz. Contre trois d'entre eux, il a requis 5 000 francs d'amende chacun pour ces *« propos outrageants »*.

Contre trois seulement, car l'audience a permis de découvrir que la fonctionnaire de police censée avoir signifié sa garde à vue à André Hervieux ne l'avait absolument pas rencontré cette nuit-là. *« Une erreur »*, a reconnu le procureur, erreur qui ne peut qu'aboutir à la nullité dans son cas. Michèle Hervieux travaille au sein de la représentation française auprès du Conseil de l'Europe, son époux est retraité d'un groupe industriel, Bernard Reumaux est éditeur et membre du Comité économique et social d'Alsace, Odile Reumaux, assistante sociale au tribunal de grande instance de Strasbourg. Par ailleurs, Mme Hervieux est la belle-sœur de l'ancien garde des sceaux Jacques Toubon et avait d'ailleurs demandé dans la nuit, en vain, qu'on le prévienne.

Y a-t-il eu alors, comme l'assure la défense, une volonté policière d'exaspérer, puis d'humilier ces intellectuels connus en fabriquant de toutes pièces dans la nuit, pour couvrir cette hargne, une procédure d'outrage trop bien ficelée pour être honnête ? Ou bien, comme l'affirme Me Anne Brochard pour le principal policier concerné, *« le dédain de notables qui croient qu'ils ont des passe-droits et sont au-dessus des lois »* s'est-il exprimé sans retenue ? Le procureur a demandé trois condamnations *« pour protéger la police »*, la défense a demandé la nullité, et sinon la relaxe, *« pour corriger certains dysfonctionnements policiers »*.

Le jugement a été mis en délibéré au 3 juillet.

Jacques Fortier

Lionel Jospin apprécie les « convictions » de Bill Clinton

WASHINGTON
de notre correspondant

Le premier ministre français a commencé son discours devant le National Press Club de Washington, vendredi 19 juin, en citant Alexis de Tocqueville : *« J'avoue que dans l'Amérique, j'ai vu plus que l'Amérique. »* Au cours de son voyage, Lionel Jospin a de fait redécouvert les Etats-Unis.

Sa première exploration de ce pays remonte à ses années d'étude lorsque, jeune diplômé de l'ENA, il avait été envoyé en mission à Washington pour assister à une réunion de l'OCDE. Il y avait eu aussi ce séminaire d'été à Harvard, puis l'invitation du département d'Etat à effectuer un périple dans plusieurs Etats. Tout cela date de l'époque où la guerre du Vietnam avait attisé ces sentiments antiaméricains qui, en France, ont nourri plus d'une génération de « courants » du Parti socialiste. Il y a longtemps, souligne son entourage, que Lionel Jospin *« ne cède plus à la tentation de l'antiaméricanisme »*.

C'est bien sûr l'ami Claude Allègre, son ministre de l'éducation et « poisson-pilote » américain, qui a aidé le premier ministre à sortir des sentiers battus, à prendre la mesure de la formidable capacité des Américains à se réinventer. M. Jospin en a tiré une leçon, qui explique son approche pragmatique, le regard neuf qu'il veut porter sur le dynamisme américain, afin d'y puiser ce qui est compatible avec cette modernité française dont il se veut le champion : *« Un pays où l'impression d'un jour peut être remise en cause le lendemain. »* Voilà bien ce qui manque aux chefs d'entreprise français paralysés par l'*« esprit de gestion »*, bougonne Claude Allègre, *alors que leurs alter ego* d'outre-Atlantique sont imprégnés par *« l'esprit d'innovation »*. Puis il y eut « Bill »...

« UNE DISCUSSION FASCINANTE »

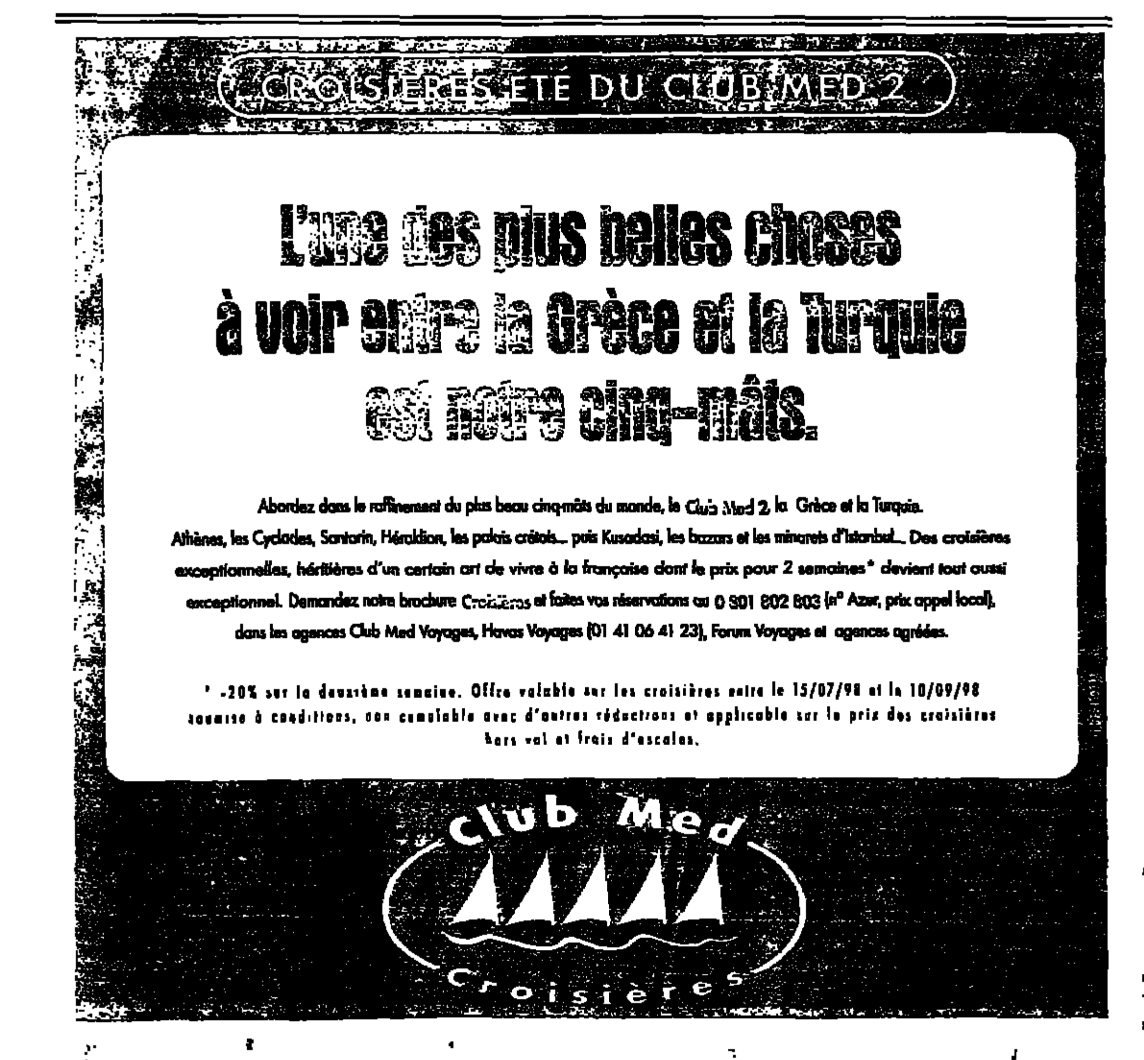
Bill et Hillary, mais Bill surtout, *« sa force, son énergie, la profondeur de ses convictions »*, un Américain *« qui est assez proche des préoccupations qui m'animent »*. Les deux hommes se sont indéniablement appréciés. Ils ont eu *« une discussion fascinante à propos de la globalisation et son impact sur les économies intérieures »*, a relevé Michael McCurry, porte-parole de la Maison Blanche. Ce fut, a précisé, Lionel Jospin, davantage une *« discussion philosophique »* qu'un classique tour d'horizon des problèmes de l'heure, même si ceux-ci ne furent pas oubliés.

Chez Bill Clinton, qui lui a réservé une rare visite commentée de la Maison Blanche, le premier ministre a retrouvé cette capacité qui l'impressionne toujours chez les hommes politiques américains, à défendre leurs convictions *« avec intensité »*.

Lionel Jospin était dans une certaine mesure préparé au charme un peu boulimique de son hôte, depuis une récente conversation avec l'obligeant Tony Blair, dont on connaît l'admiration inconditionnelle pour le « grand frère » américain. Celle de Lionel Jospin n'étant ni feinte ni béate, le premier ministre corrigea au passage l'image d'une France qui ne travaillerait que 35 heures par semaine. *« Les épouvantails*, a-t-il rappelé, *n'ont jamais empêché les moissons de pousser. »* De part et d'autre de l'Atlantique.

Laurent Zecchini

Lire aussi notre éditorial page 21.



Les randonneurs vont marcher en musique

LA FÊTE de la randonnée a lieu, hasard de calendrier, dimanche 21 juin, jour de la Fête de la musique. La Fédération française de la randonnée pédestre (FFRP) a donc organisé des balades musicales, avec orchestres et autres réjouissances mélodieuses. Samedi 20 et dimanche 21 juin, les 1 800 associations que regroupe la FFRP invitent petits et grands marcheurs à se retrouver dans 2 000 rando-musiques. Quelques exemples : en Aquitaine (fiesta et flambeaux), en Bretagne (coucher de soleil et veillée musicale), chants marins à Plestin-Trigavou, dans le Nord - Pas-de-Calais (lampions et musiques), en Haute-Normandie (groupe folklorique et paëlla géante), en Picardie (Amiens au bord de l'eau), en Poitou-Charentes (le château de La Rochefoucauld).

★ **Informations et programmes : 3615 Rando (2,23F/mn). Tél. : 01-44-89-93-93. E-mail : ffrp.paris@wanadoo.fr**

DÉPÊCHES

■ **ÉDUCATION : les projets de décret sur la déconcentration des mutations des enseignants du second degré** ont été adoptés, vendredi 19 juin, lors d'un comité technique paritaire ministériel (CTPM), par vingt-huit voix, dont les vingt du ministère de l'éducation et celles de la FEN et du SGEN-CFDT. Les onze votes contre sont ceux de la FSU, de la CGT, de FO et du SNALC (70 % des personnels concernés) qui avaient affirmé leur opposition totale à ce projet.

■ **CULTURE : Véronique Cayla quitte MK2**, la société que dirige Marin Karmitz et dont elle était depuis six ans le numéro deux. Son départ intervient au moment où Marin Karmitz est contraint de racheter les actions de sa société détenues par Havas et qu'il envisage de céder tout ou partie de son capital aux Américains.

■ ***IMMIGRATION :* environ 1 500 personnes ont manifesté**, vendredi 19 juin, à Paris, à l'appel des comités de soutien aux sans-papiers, d'associations, de syndicats et de partis politiques pour réclamer la régularisation de tous les irréguliers *« qui en ont fait la demande »*.

■ **À NOS LECTEURS.** Le suplément « Economie » du *Monde* ne sera pas distribué lundi comme d'habitude, mais mardi 23 juin, dans nos éditions datées mercredi 24 juin, en pile séparée.

Tirage du *Monde* daté samedi 20 juin 1998 : 493 399 exemplaires 1-



